This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

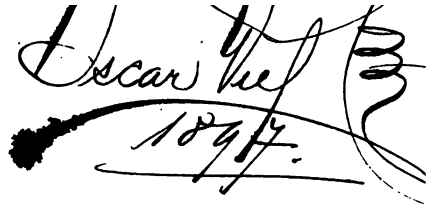
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Stanford University Libraries
3 6105 126 579 825

EL GLOBO
BOURCHERY PUIG

125

STANFORD UNIVERSITY
NOV 1978
LIBRARY

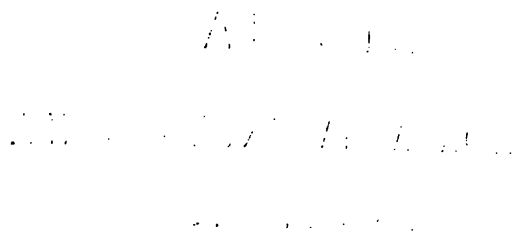


STACKS
NOV 1978
LIBRARY

MEMORIA

PRESENTADA A LA EXCMA. JUNTA

DE GOBIERNO.



MEMORIA

PRESENTADA A LA EXCMA. JUNTA

DE GOBIERNO

POR

Augusto MATTE y Agustin ROSS

AGENTES CONFIDENCIALES DEL GOBIERNO DE IQUIQUE EN EUROPA DURANTE LA REVOLUCIÓN.

PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE ADMINISTRATIVES ET CLASSIQUES

PAUL DUPONT

4 — RUE DU BOULOI — 4

1892

3154

EXCMA. JUNTA :

Cuando los telegramas enviados de Chile vinieron en los primeros días de Enero de 1891 á confirmar nuestros temores de que el empleo de la fuerza iba á hacerse necesario, como único remedio posible contra los abusos y los caprichos del Presidente Balmaceda, comprendimos desde el primer momento cuál era el deber que incumbía á los chilenos que por un motivo ú otro se encontraban en Europa. Comprendimos entonces que, ante una situación en que se jugaba la suerte del país, no cabía otra actitud que la de poner á su servicio los elementos y las fuerzas de que cada cual pudiese disponer. Afortunadamente para nuestros propósitos, desde el primer momento tuvieron los que suscriben ocasión de discurrir largamente sabre la situación que Chile alcanzaba en aquel entonces, y de encontrarnos en el más completo acuerdo sobre la urgencia de prestar atención á las numerosas gestiones que el buen éxito de la patriótica empresa iniciada por la mayoría del Congreso hacía necesario ejecutar en Europa.

Fué de esta manera que sin esperar autorización de las personas á quienes el Congreso había transferido la fuerza de su acción y el prestigio de su nombre, con el fin de procurar el restablecimiento del imperio de nuestra Constitución y de las libertades públicas, convinimos en unirnos para proveer á los

verdaderos intereses de Chile en Europa, ya que desgraciadamente ellos no serían en adelante representados por las Legaciónes de Chile en el extrangero.

En calidad de simples chilenos primero, y de agentes confidenciales del Gobierno de Iquique, tan pronto como éste fué establecido y pudimos comunicar con él, tuvimos, pues, durante la guerra civil el honor de promover numerosas gestiones con el fin de ayudar a dicho gobierno á derrocar al dictador Balmaceda y á restituir el perdido imperio de la constitución y de las leyes.

Hemos juzgado que el número y la importancia de dichas gestiones las hacía dignas de ser recogidas y convenientemente ordenadas como antecedentes útiles á la historia de nuestro país, y especialmente á la historia particular de la lucha que los buenos hijos de Chile emprendieron contra la tiranía que en los primeros días de Enero de 1891 barrió con nuestras instituciones y amenazó convertir en ruína y miseria la halagüeña situación que poco antes alcanzaba la prosperidad del Estado y de los individuos. Por este motivo, hemos creído cumplir con un deber dando cuenta á la Excelentísima Junta de Gobierno de las gestiones á que hemos hecho referencia más arriba; y á satisfacer este objeto tiende la presente *Memoria* que tenemos el honor de someter á la consideración de V.E.

No debemos ocultar á V. E., sin embargo, que la multiplicidad de los hechos que habremos de considerar, y, más que su número, el carácter íntimo y

delicado que ellos debieron muchas veces revestir, como condición necesaria del buen éxito de nuestro cometido, nos obligan á contrariar la proligidad que habríamos querido emplear en esta exposición, y en más de una ocasión, á no ser tan explícitos como habríamos deseado.

Pero antes de entrar de lleno en la exposición que nos proponemos hacer á V. E., debemos cumplir con el deber de mencionar y hacer justicia á los diversos y desinteresados cooperadores que, de diversas maneras y según sus aptitudes, defendieron la causa de la legalidad y contribuyeron con sus esfuerzos al éxito de las múltiples tareas que á los chilenos residentes en Europa impusieron los dictados del patriotismo.

En primer lugar debemos nombrar al Agente Confidencial del Gobierno Provisorio en Berlín, Don Claudio Matte, quién, con gran celo y actividad desempeñó, de acuerdo con nosotros, todas las gestiones que fué menester hacer en Alemania y en Italia en favor de nuestra causa.

Análogos servicios prestó Don Francisco Gandarillas. Nombrado Ministro de Chile en Alemania, y separado de su puesto de Agente General de Colonización por el Dictador Balmaceda, el Sr. Gandarillas no trepidó en rechazar el puesto con que quería honrarlo este último, y se puso decididamente al servicio del Congreso. Fué entonces que telegrafiamos á la Junta, proponiéndole la conservación, por cuenta del Gobierno de Iquique, de la oficina de inmigración, y que el Sr. Gandarillas, en vista de los pocos quehace-

res de esta oficina, fué nombrado Agente Confedencial en Italia y que se resolvió á irse á establecer provisionalmente á Madrid para atender allí á las gestiones que se hacía necesario ejecutar en España, á fin de poner obstáculos á la partida de los cruceros *Presidente Errázuriz* y *Presidente Pinto*.

Debemos citar igualmente á Don Domingo Vega, actual Secretario de la Legación de Chile en París, quien desde los comienzos de nuestras gestiones, se encargó con acierto de la delicada tarea de comprar y embarcar las armas y municiones destinadas á nuestro ejército. El Sr. Vega, que asistía diariamente al local que nos servía de oficina, prestó también importantes servicios en el despacho de la abundante correspondencia que fué necesario mantener á consecuencia de las gestiones que pronto expondremos á V. E.

En esta pesada tarea que imponía el despacho diario de la correspondencia escrita y telegráfica, ha cabido una parte muy importante á Don Enrique Hall, quién como secretario privado de uno de nosotros, trabajó siempre con constancia.

Merece también mención especial Don Maximiliano Ibañez, que, asistiendo diariamente á nuestra oficina, se encargó principalmente de la redacción de notas, y de publicaciones que se hicieron en la prensa de París. Á la buena voluntad del Sr. Ibáñez debemos también la redacción de esta *Memoria*.

Don Adolfo Carrasco nos ayudó en diversas ocasiones en la confección de notas de importancia, y en otros trabajos.

Don Francisco Subercasseaux cooperó con eficacia en varios importantes negociados.

Don Nicolás Vega, secretario de la Agencia General de Inmigración nos prestó importante ayuda tan pronto como esa oficina pasó á cargo del Gobierno de Iquique.

Don Manuel Talavera nos desempeñó en diversas tareas de confianza, coadyuvando eficazmente al éxito de nuestros trabajos.

Don Jorge Aninat cooperó constantemente á nuestros trabajos y contribuyó á ilustrar á la prensa sobre los sucesos de la revolución.

Los Capitanes de la Armada, Sres. Juan M. Simpson y Luis Artigas, merecen una recomendación especial por las importantes informaciones y opiniones técnicas que nos proporcionaron cada vez que las circunstancias lo hacían útil.

Don Ramón Subercasseaux contribuyó eficazmente durante largo tiempo á ilustrar los diarios franceses sobre los acontecimientos de nuestra guerra civil.

Don Luis Puyó tomó á su cargo la dirección y la redacción del periódico *La Estrella de Chile*, que se editó en París. Desempeñó también en varias ocasiones, en compañía de otros jóvenes, diversas comisiones destinadas á impedir ó retardar la salida de los buques chilenos que se construían en astilleros franceses.

Don Ramón Chavarría C. nos prestó importante cooperación, contrayéndose particularmente á ayudarnos en la defensa del juicio sobre embargo de los buques antes mencionados.

Don Nicanor González Méndez y Don Cárlos Barroilhet, estuvieron constantemente vigilando las operaciones que se hacían con los dichos buques, y prestaron servicios importantes á fin de dificultar su partida del Havre, de Inglaterra y de Portugal.

En la misma tarea fuímos ayudados también por Don Florencio Maturana.

Debemos también citar á los Sres. Adolfo Shwartz, en Hamburgo, José Santos Rodríguez, en Roma, y Thomas K. Weir, en Lóndres, que ejecutaron muy á menudo, y con gran acierto, diversos encargos de importancia, y que nos procuraron informaciones muy útiles.

En una sola ocasión se necesitó acudir al préstamo para satisfacer encargos urgentes de la Junta de Gobierno, y fué D. Enrique Möller quien facilitó entonces la suma de 20,000 libras esterlinas.

Finalmnnte, no sabríamos encomiar demasiado la conducta desinteresada y entusiasta del Sr. R. L. Thompson, primer corresponsal de el *Times* de Lóndres, caballero que no sólo fué el principal sostenedor de la causa del Congreso en la prensa inglesa, sino que, abandonando las ocupaciones personales, puso más de una vez su talento y sus relaciones al servicio de la misma causa.

Ademas de las personas nombradas, muchas otras nos prestaron importante cooperación en ocasiones y en asuntos aislados.

París, Noviembre de 1891. — Augusto Matte.

Londres, Noviembre de 1891. — Agustin Ross.

MEMORIA

PRESENTADA A LA EXCMA. JUNTA

DE GOBIERNO.

Las diversas gestiones de que damos cuenta á V. E. se relacionan con seis objetos principales, á saber :

A. — La adquisición de armas, municiones y otros elementos de guerra destinados al Ejército y á la Armada del Congreso.

B. — Los trabajos hechos en la prensa, á fin de ilustrar la opinión europea sobre el verdadero carácter de la guerra civil de Chile, facilitando así nuestra acción y destruyendo el crédito y la confianza que el Dictador continuó inspirando en el extranjero, mientras se ignoraba que el verdadero revolucionario era éste último y que el Congreso no hacía más que defender las instituciones del país.

C. — Gestiones diplomáticas tendentes á obtener que los gobiernos europeos acordaran al de Iquique el tratamiento de beligerante y adoptaran, ante la guerra civil chilena, una conducta conforme con los deberes de la neutralidad.

D. — Diligencias hechas con el objeto de obtener la

retención por las casas bancarias de Europa de los fondos que la República tenía en sus manos antes de estallar la revolución, y cuya entrega era pedida por los agentes del Dictador; y gestiones destinadas á impedir á éstos que contrataran empréstitos y comprometieran de cualquiera manera el crédito de Chile.

E. — Trabajos de diverso género tendentes á impedir ó retardar la partida de los cruceros *Presidente Errazuriz* y *Presidente Pinto.*

F. — Origen y administración de los fondos que exigieron nuestras gestiones en Europa, y cuenta de su inversión.

Buscando la claridad en la exposición, dividirémos esta Memoria en las seis partes indicadas y seguiremos el mismo orden que precede.

I

ADQUISICIÓN DE ARMAS, MUNICIONES Y OTROS ELEMENTOS DE GUERRA.

Cómo quedaron establecidas las relaciones con el Gobierno de Iquique. — Dudas sobre la adquisición de armas en Estados Unidos ó en Europa. — Cargamento del *Itatta*. — Id. del *Wandle*. — Id. del *Carioca*. — Id. del *Stanmore*. — Id. del *Landana*. — Dificultades que ofrecia la adquisición y envio de elementos de guerra. — Adquisición del vapor *Spartan*; sus condiciones.

Desde los primeros días de Enero, fecha en que se produjo el movimiento que ocho meses después debía dar por resultado la derrota del Dictador Balmaceda, nos dimos cuenta cabal de la importancia de los elementos bélicos que el buen éxito de la empresa iniciada por el Congreso y por la Escuadra hacía necesario enviar con urgencia.

Contra la esperanza de los que patrióticamente iniciaron dicho movimiento, él no se extendió al ejército de tierra ni guarnición alguna que pudiera procurar las armas, municiones y otros elementos de guerra que se necesitaban para organizar un ejército capaz de intentar más tarde la lucha contra las tropas del Dictador. Las circunstancias exigían, pues, como condición necesaria de la futura lucha, el envío del extranjero de muchos y costosos elementos de guerra. Así lo comprendimos; pero á pesar de ello, y de tener la voluntad y los medios de servir, de esa manera,

á la causa del Congreso, hubimos de resignarnos á no hacer nada durante el primer tiempo de la guerra civil por no saber de un modo exacto la naturaleza, calidad y número de los elementos con que ya se contaba, y de los que era más urgente enviar.

Por otra parte, no nos era posible intentar nada sobre el particular, por no tener con quién comunicarnos con ese objeto, mientras la Escuadra no se apoderó de Iquique, radicando así el movimiento restaurador en algún puerto del territorio de la República.

Pero una vez tomado Iquique, y conquistadas las Provincias de Tarapacá, Tacna y Arica por los defensores del Congreso, después de heróica campaña, supusimos que un gobierno ó mando provisorio se habría establecido en ese puerto y nos apresuramos á tentar un medio de salvar los inconvenientes que nos impedían hacer diligencias para conseguir la compra de elementos bélicos destinados á la organización del nuevo ejército. Fué entonces que dirigimos á Iquique el siguiente telegrama :

« Paris, 3 de Marzo 1891. »

« Intendente. »

« Iquique. »

« Necesitamos comunicar presidentes Congreso ; » « conteste dónde ».

« Augusto Matte. — Agustín Ross.

Poco después recibíamos la siguiente contestación á dicho telegrama :

Iquique, 4 de Marzo de 1891.

Augusto Matte. — Agustín Ross. — París.

Presidentes Congreso en Iquique; situación favorable. — W. Silva. — R. Barros Luco.

De esta manera quedaron establecidas las relaciones que durante la guerra civil mantuvimos con el Gobierno de Iquique y que nos proporcionaron el honor de contribuir en algo al triunfo de la sagrada causa del Congreso.

En la misma fecha 3 de Marzo recibíamos de D. Antonio Subercasseaux, que estaba en Buenos Aires, y por intermedio de su hermano Don Ramón, un cablegrama en el cual se nos comunicaba un encargo de D. Jorge Montt, pidiéndonos el envío de un millón de cartuchos « Mannlicher » del calibre de 8 milímetros.

Puestos en comunicación con los directores del movimiento restaurador en Iquique, pudimos extender nuestra acción en Europa al envío de los elementos de guerra que se nos encargaron y á varios otros asuntos, acción que hasta entonces se había limitado á algunas gestiones oficiosas destinadas á impedir la entrega á los agentes de Balmaceda de los fondos que la República tenía en manos de ciertas casas de crédito europeas y á procurar la demora en la conclusión de los buques chilenos que se construían en astilleros franceses.

Además de las órdenes que nos vinieron por telégrafo directamente de Iquique, tuvimos oportunidad de saber detalladamente qué elementos de guerra se necesitaban, por una extensa carta del Sr. Trumbull, comisionado en Estados Unidos por la Excma. Junta de Gobierno.

El envío de dichos elementos nos causó en los primeros momentos numerosas y graves dudas y vacilaciones. Conocedores, en efecto, de los peligros que ofrecía el envío de esos elementos desde los Estados Unidos, y especialmente por la vía de Panamá, no sabíamos si invertir íntegramente los recursos de

que uno de nosotros podía disponer en Europa, en l compra de un sólo é importante cargamento en lo Estados Unidos, ó si dividir los elementos que po dían adquirirse desde el primer momento, en do cargamentos enviados el uno de ese país, y el otr de Europa. Después de maduras reflexiones resolvi mos, pues, adoptar éste último camino, dividiendo a mismo tiempo los grandes peligros de fracaso qu ofrecía el envío de armas. Nos pareció que era pre ferible no jugarlo todo en la misma partida; y est resolución se hacía tanto más necesaria, cuanto qu en ese entonces no podiamos contar en Europa co otros recursos que los que acabamos de citar, pue aun cuando el telegrama transmitido por el Sr. Antoni Subercasseaux nos decía que giráramos contra el Sr Don Waldo Silva por el valor de uno de los encargo hechos, era inútil ofrecer esos giros, porque las casa de Europa era seguro que no los acceptarían. Fué as que resolvimos dividir nuestros recursos entre el en vío que debía hacer el Sr. Trumbull de Estados Uni dos, y el que nosotros preparábamos. Hechos poste riores vinieron á probar que haciéndolo así obramo con prudencia.

Venciendo mil dificultades, el Sr. Trumbull logr comprar y embarcar abordo del *Itata* 5,000 rifles Re mingtón y 2.000,000 de cartuchos para los mismos. No entraremos en la narración de las peripecias qu atravesó este cargamento, desde su embarque hasta su vuelta á los Estados Unidos, á consecuencia de la reclamación entablada al efecto ante la Junta de Iqui que por el Gobierno de este país. Esas dificultades y las negociaciones á que dió lugar, deben constar del archivo de la Junta del Gobierno y no sería oportuno relatarlas en esta *Memoria*. A este respecto solo ob servaremos á V. E. que á fin de cubrir el valor de

dicho cargamento tuvimos ocasión de proporcionar al Sr. Trumbull, desde Europa, los fondos necesarios, cuyo monto total se eleva á 24,000 libras esterlinas y 3 chelines, comprendiendo varios gastos accesorios de ese envío, por carbón y víveres para dicho vapor y por caución y otros gastos hechos en el juicio que con este motivo hubo que sostener en Estados Unidos.

Con fecha 29 de Octubre de 1891 dirijimos al Ministerio de la Guerra una nota dando cuenta detallada de los artículos bélicos adquiridos en Europa para la Junta de Iquique durante la guerra civil. Creemos oportuno insertar aquí un extracto de las explicaciones que esa nota contiene sobre el número y naturaleza de los pertrechos de que se compuso cada una de las expediciones hechas, y reproducir y ampliar algunas de las observaciones generales que en ella se hacian sobre la ejecución de esos encargos.

El primero de los cargamentos enviados de Europa fué el que llevó el vapor *Wandle*, que dejó las aguas del continente europeo en los primeros días del mes de Mayo de 1891. Los artículos más importantes que llevó este buque fueron 5,000 fusiles Gras; 2.000,000 de cartuchos para los mismos; 1.970,000 cartuchos Mannlicher, 6 cañones Krupp de montaña con sus accesorios y 2,700 granadas, y 500 toneladas de carbón Cardiff para nuestros buques. El costo total de este cargamento, inculyendo flete y gastos accesorios por comisión, seguro, etc., fué de 43,198 libras esterlinas, 18 chelines y 7 peniques. Este cargamento fué al cuidado especial de Don Manuel Délano, quién recibió, al mismo tiempo que el capitán del *Wandle*, encargo de dirigirse á las islas Malvinas, lugar en que debía hacerse el trasbordo al vapor *Maipo*, que debía llevarlos hasta Iquique. Á fin de evitar complica-

ciones, el trasbordo no tuvo lugar en esas islas, sino á inmediaciones del Estrecho de Magallanes, pero este hecho no perjudicó en nada al éxito de la empresa.

Este cargamento, por su composición, está lejos de ser el más importante de los que fueron de Europa; pero por la época en que fué hecho y por los resultados prácticos que él permitió obtener, su feliz arribo puede ser considerado como uno de los acontecimientos más transcendentales de nuestra guerra civil. Las dotes y la actividad poco comunes de los hombres que preparaban los medios de atacar y vencer al Dictador Balmaceda, habían conseguido reunir y organizar en Iquique un número considerable de soldados, pero, provistos solo de un número escaso de fusiles y casi sin municiones, toda empresa séria se hacía imposible y la guerra amenzaba eternizarse con gravísimo daño para los intereses del país, que entretanto era esquilmado y arruinado por los horrores de la Dictadura más cruel que haya pesado sobre un pueblo. Con razón el Gobierno y el pueblo de Iquique celebró como un triunfo la llegada del *Maipo*, que hacía cesar esa situación y apresurar la solución que ya conocemos. Ese cargamento, en efecto, ponia en manos del nuevo y glorioso ejército cinco mil fusiles y cartuchos abundantes, hacía utilizables los otros cuatro mil fusiles de repetición que habían caído en poder de la escuadra y que hasta entonces no habían podido prestar servicio alguno por falta de cartuchos, y permetía organizar una fuerte división de artillería.

El segundo de los cargamentos enviados de Europa fué el que llevó la fragata de vela *Carioca* que partió, después de mil peripecias, de los puertos europeos, el 17 de Julio, llevando 675 barriles de pólvora, con un

peso total de 67,000 libras. El costo total de este envío, por precio, flete, seguro, etc., fué de £ 2.863,9,10.

El tercero de los cargamentos fué el que llevó el vapor *Stanmore*, que salió de Europa, fletado especialmente, con instrucciones de dirigirse al costado oeste de la isla de San Ambrosio, donde la Junta del Gobierno deberia enviar un buque á su encuentro y comunicarle órdenes definitivas sobre el puerto de descarga. Los principales artículos llevados por este vapor fueron 169,000 tiros para ametralladoras de diferentes clases y calibres, 20 cañones Hotchkiss, y 20 cureñas de marina para los mismos; 10,000 fusiles Mannlicher de calibre 11 ⅝ y 5.000,000 cartuchos para los mismos; 1,000 carabinas Winchester con 1.000,000 de cartuchos, 1,500 sables, 600 revolvers con sus cartuchos, 1,500 granadas, 9,000 tubos de fricción, 800 sillas de caballería, 300 toneladas carbón, mechas para ametralladoras, etc. El costo total de este cargamento incluyendo el precio de los artículos, el transporte, el seguro, la comisión y otros gastos secundarios, fué de £ 93,868,2,2.

A propósito de este cargamento debemos observar á V. E. que fué sólo obligados por las circunstancias que hubimos de revolvernos á comprar los 10,000 fusiles Mannlicher de repetición que fueron en el *Stanmore*, fusiles que son de calibre de 11 milimetros, no obstante que ese calibre era tres milímetros mayor que el de los fusiles del mismo sistema que había ya en Chile, creando así un serio inconveniente militar para nuestro ejército, y no obstante que el calibre de 11 milímetros ha sido sucesivamente abandonado en los armamentos europeos, para adoptar, como más ventajoso, el de 8, y aún 6 1/2 milímetros. Oportunamente pusimos estas circunstancias en conocimiento del señor ministro de la Guerra, y hoy debemos renovar

á V. E. la observación que entonces nos permitimos hacer, en el sentido de que tal vez valdría la pena de devolver á Europa los dichos fusiles y sus cartuchos para ser transformados los primeros, y adaptados los segundos al calibre de 8 milímetros. Según informaciones que tenemos, la transformación de cada fusil no costaría más de 20 francos.

El cuarto y último cargamento que enviamos de Europa fué por el vapor *Landana*, que no alcanzó á salir antes de que llegara la feliz noticia del triunfo definitivo del Congreso; pero, como los elementos que debía llevar estaban en esa fecha comprados y pagados casi en su totalidad, y el vapor fletado, no fué posible suspender la orden de su envío. El vapor *Landana*, salió de Europa el 25 de Septiembre dirigiéndose directamente á Valparaíso. Los principales artículos que llevó fueron: 20 cureñas de tierra para cañones Hotchkiss; 6 cañones Krupp; 600 granadas Shrapnell; 300 granadas comunes; 1,000 carabinas Winchester, con 1.000,000 cartuchos para las mismas; 1.000,000 de cartuchos para fusiles Mannlicher de 8 milímetros; 500,000 cartuchos Gras; 1,000 sables para artillería; 200 granadas Shrapnell para cañones Armstrong de 40 libras; 200 granadas comunes para los mismos; 450 toneladas de carbón Cardiff; 12,000 pares medias botas; 10,000 trajes completos para infantería; 1,000 trajes para la artillería y 1,000 para la caballería; 32 atalajes de artillería; 2,000 cinturones y cartucheras para la caballería; 2,000 ternos para marineros, camisetas, gorros, sombreros, corbatines, y zapatos para los mismos y 15 cañones automáticos Maxim Nordenfeldt, con accesorios y 300,000 tiros para los mismos. Además de los artículos precedentes, el *Landana* llevó también la artillería, municiones y demás elementos destinados á armar en guerra el

crucero *Spartan*, comprado poco tiempo antes por nosotros para el Gobierno de Iquique. Los principales de estos artículos fueron : 8 cañones Armstrong de tiro rápido de 4,740 pulgadas, con cureñas, accesorios y repuestos; 2,400 tiros de granadas surtidas, 2,400 tiros de pólvora sóla; 8 pedestales destinados para montar dichos cañones; planchas de acero y otros resfuerzos; 4 cañones Hotchkiss de 3 libras, con cureñas y accesorios; 6,000 tiros completos y 6,000 de pólvora sola para los mismos cañones, y diversos artículos de menor importancia. Agregando al precio de todos los artículos enumerados el costo del fletamento del vapor *Landana*, la prima de seguro y la comisión, resulta que el costo total del cargamento llevado por este buque es de 102,971 libras esterlinas, 5 chelines y diez peniques.

Sumando el costo de cada uno de los cinco cargamentos de que hemos hecho mención á V. E., á saber :

Cargamento del *Itata*.	£	24,000	3 »
» » *Wandle*.		43,198	18 7
» » *Carioca*.		2,863	9 10
» » *Stanmore*. . . .		93,956	13 6
» » *Landana*.		102,971	5 10
resulta que el total general de los gastos hechos en compra de armas, municiones y otros artículos de guerra enviados á Chile es de.	£	267,390	10 9

Estos cargamentos, con su costo, forman la parte principal de la cuenta corriente establecida entre uno de nosotros, Agustin Ross, y el Estado, por los gastos hechos en Europa por cuenta de la Excma. Junta de Iquique. Creemos inoficioso, por consiguente, entrar en esta *Memoria* en detalles minuciosos; consideramos que los datos generales, que más arriba hemos

dado á V. E. sobre cada uno de los cargamentos de armas enviados al Gobierno de Iquique desde Europa, bastarán para darle una idea aproximada del número é importancia de las gestiones á que esos envíos han debido dar lugar.

Además de las órdenes relativas al envío de los elementos de guerra ya enumerados, quedaron sin ejecutarar los pedidos de 500,000 cartuchos Kroppatcheck; de 8,000 granadas Hotchkiss y de 1,200 sillas para caballería. En el momento en que el telégrafo nos anunciaba la victoria completa y definitiva del Ejército del Congreso, no nos había sido posible aún ejecutar en esa parte las órdenes de la Excelentísima Junta de Gobierno. Terminada la lucha, pacificado el país, y reconstituído el imperio de la Constitución y de las leyes, creímos que los encargos á que nos referimos quedaban cancelados de hecho y que debíamos abandonar su ejecución.

Á este propósito creemos oportuno manifestar á V. E. que á pesar del vivo interés y de toda la diligencia que siempre pusimos en la ejecución de los encargos con que nos honraba la Excma. Junta de Gobierno, no siempre nos fué posible cumplirlos en el breve tiempo que habría sido de desear. Los artículos que debíamos comprar no siempre estaban preparados y listos, sino que muchas veces era preciso ordenar anticipadamente su fabricación. Además, las órdenes telegráficas que se nos enviaban de Iquique eran amenudo demasiado lacónicas, lo que más de una vez originó demoras que quizás habrían podido evitarse. Por otra parte, nuestra condición de representantes de un gobierno generalmente considerado en Europa como revolucionario, fué una fuente permanente de dificultades. Teníamos que proceder en el más absoluto secreto y que tomar precauciones de todo género para

sustraernos de ser descubiertos, ya fuera por los Gobiernos europeos, que se opodrían á la exportación de artículos de la naturaleza de los que debíamos enviar, ya fuera por los espías que empleaban los agentes del Dictador con el objeto de frustrar nuestros propósitos, lo que felizmente no consiguieron en ninguna ocasión. El carácter urgente y secreto de esas negociaciones, por otra parte, obligaba á pagar anticipadamente el precio de los artículos comprados.

Y á pesar de las dificultades apuntadas, siempre conseguimos, con solo pequeños retardos, que entonces nos parecían muy grandes, vencer los obstáculos y ejecutar debidamente los encargos que se nos habían encomendado. Á pesar de esas mismas circunstancias, tenemos la satisfacción de decirá V. E. que, de una manera general, los precios de los numerosos artículos bélicos enviados á la Excma. Junta de Gobierno no han sido demasiado caros, salvo el que se pagó por 300 toneladas de carbón Cardiff que llevó el vapor *Stanmore*, lo que hemos esplicado suficientemente al señor ministro de la Guerra en nota del 29 de Octubre de 1891.

En el desempeño de la tarea de comprar los elementos bélicos enviados á Chile fuimos eficaz y hábilmente ayudados por numerosas personas y casas de comercio, á las cuales rendiríamos aquí un homenaje especial y bien merecido, si consideraciones de prudencia no aconsejaran silenciar su nombre en un documento destinado á la publicidad.

Descargados de la tarea de adquirir y enviar armas, municiones y otros elementos de guerra, pensamos que podíamos llevar á efecto la idea de adquirir algún buque que, por su fuerza y sobre todo por su andar, estuviera en situación de poner atajo á las correrías que la flotilla del Dictador había podido hacer, bur-

lando, gracias á la rapidez de los pequeños buques que la formaban, la vigilancia y la acción de los de nuestra escuadra. Desde hacía tiempo nos habíamos preocupado de las ventajas que el Dictador sacaba del mayor andar del transporte *Imperial* y de los torpederos *Lynch* y *Condell*, y comprendimos que esas ventajas serían aumentadas en proporciones dignas de tomarse en cuenta, si los cruceros *Presidente Errázuriz* y *Presidente Pinto* lograban llegar á las aguas del Pacífico antes de la conclusión de la guerra civil. Fué así, pues, que aun cuando nosotros atribuíamos una importancia menor que la que los hombres que dirigían la causa del Congreso atribuían á la llegada de dichos buques, nos pusimos con actividad á ver modo de comprar un buque que, por su andar, fuera capaz de detener las operaciones de los buques que estaban en poder del Dictador y de los dos cruceros que eventualmente y contra nuestras previsiones pudiese recibir de Europa. Decimos contra nuestras previsiones, porque, como V. E. lo verá más adelante, las numerosas gestiones hechas para impedir la salida de dichos cruceros, nos dieron durante mucho tiempo muy buenos resultados, y no fué sino en los últimos instantes que el *Presidente Errázuriz* logró partir, aprovechando la escacez de tiempo que la suspensión repentina del secuestro en que hasta entonces se le había mantenido nos dió para obrar.

Puesto en marcha este buque, y no obstante el estado deplorable en que sabíamos que iba, estado que no le permitía marchar mas de 8 millas por hora ni hacer resistencia alguna por la carencia casi absoluta de artilleros y de varios otros individuos indispensables, juzgamos que era urgente proceder á la adquisión del buque que, desde hacía tiempo, buscábamos, mas con el fin de atenuar el efecto moral que iba á hacer en

Chile la llegada del *Presidente Errázuriz*, que con el fin de evitar males que no creíamos que estuviera en situación de hacer á la escuadra del Congreso ni aun después de un mes de la fecha en que hubiese llegado á Valparaíso.

Con motivo de las constantes diligencias que habíamos hecho durante varios meses para enterarnos de las tentativas que hacían los agentes de Balmaceda á fin de comprar el buque ó buques que con tanta insistencia les pedía este último, estábamos al corriente de todos los que, siendo rápidos y adecuados para ser armados en guerra, estaban en venta en los diversos puertos europeos. Era inútil, en efecto, pensar, como pensaban los agentes del Dictador, en la adquisición de cruceros, torpederos, y aun blindados, que también lo pretendieron, sino conseguido, esos poco afortunados agentes.

Con estos datos y con los que nos procuraban nuestros propios comisionados, á quienes hicimos recorrer numerosos é importantes astilleros, llegamos á convencernos de que el *Citta de Venezia* era el mejor de todos los buques susceptibles de ser armados y que estuviesen en venta. Al mismo tiempo sabíamos que los agentes del Dictador hacían diligencias para comprar el mismo buque, cosa para la cual no era voluntad lo que les faltaba, sino dinero, que por el momento no tenían.

La adquisición del *Citta de Venezia*, presentaba pues, dos ventajas: se hacía una buena y prometodora adquisición para el Congreso, y se impedía que los ajentes del Dictador la hicieran en favor de éste y de su malahada causa.

Recogidos y examinados los informes sobre el *Citta de Venezia*, entablamos las negociaciones necesarias á su compra, y pronto llegamos á un convenio satis-

factorio que debía llevarse á efecto tan pronto como nosotros diéramos una respuesta definitiva. Con este objeto dirigimos un telegrama á la Excma. Junta, á fin de pedirle la autorización necesaria para perfeccionar el contrato. Pero sucedió que nuestro telegrama llegó á Iquique justamente en el mismo día en que el Ejército constitucional se embarcaba con dirección al Sur. A causa de las graves consecuencias que podía tener la divulgación del hecho apuntado, la Junta creyó conveniente cortar la comunicación telégrafica con Europa, interrupción que, creyéndola casual, nos puso en grave conflicto, pues por un lado no queríamos proceder sin la autorización expresa del Gobierno de Iquique, y, por otro, el propietario del buque nos había dado un plazo fijo en que debíamos contestar, so pena de quedar desligado de sus compromisos, y ese plazo estaba ya vencido. Creyendo que la interrupción del telégrafo era accidental y juzgando necesario ponerse en el caso de un rechazo ó en el de una campaña harto más larga que la que destruyó en una semana el poder del Dictador, resolvimos asumir la responsabilidad del acto y efectuar la compra. Ello nos pareció tanto más necesario, cuanto que sabíamos que perdida esa oportunidad y vendido el *Citta de Venezia* á un tercero, no tendríamos ya probabilidad alguna de adquirir otro buque que pudiera reemplazarlo, ni aun con desventaja. El *Citta de Venezia* fué comprado en 60,500 libras esterlinas, precio que, dada la calidad del buque, puede considerarse muy bajo. A fin de facilitar la empresa de armarlo y enviarlo á Chile, convinimos en que se llevara al puerto holandés de Rotterdam, donde está actualmente, y consentimos en que se le cambiara su nombre por el de *Spartan*.

Creemos conveniente dar á V. E. algunos datos generales sobre este buque. Él es enteramente nuevo y

fué construido en 1890 por los Sres. Swan y Hunters, de Walsend. Las calderas son nuevas, de acero y muy poderosas. Su andar es de más de 14 millas. Las dimensiones del buque son las siguientes :

Largo	390 pies.
Id. entre perpendic.	377 —
Ancho total	44,3 —
Alto	28 —
Puente	114 —
Cubierta de crujia	100 —
Castillo	64 —
Altura entre cubiertos altas	8,6 —
d° entrepuentes.	7,9 —
Tonelaje bruto	3,551 ton.
d° neto	2,292 —

El *Spartan* necesitaba naturalmente tranformaciones importantes para ser armado en guerra. Aparte de esas transformaciones en su distribución, era necesario preparar su artillería y reforzar su cubierta.

Con este fin hicimos adquisiciones importantes por valor de 35,000 libras esterlinas, como V. E. ha podido ver en la enumeración de artículos bélicos llevados por el *Landana*. Sea cual sea la resolución que el Gobierno tome en cuanto al destino que haya de darse al *Citta de Venezia*, hoy *Spartan*, la adquisición de esa artillería ha sido muy útil, pues ella es de primer orden y podría servir con ventaja para renovar ó reforzar el armamento de otros buques de nuestra Escuadra. En cuanto al buque mismo, podría venderse, si se quisiera, por poco menos que le que costó; podría también ser incorporado en nuestra marina de guerra, á la que prestaría una ayuda eficaz por su reciente construcción y rápido andar; podria finalmente ser

puesto en manos de la Compañía Sud-Americana de vapores, si ello se creyera conveniente al tiempo de celebrar con ella los arreglos á que dé lugar la ocupación de algunos de sus vapores practicada durante la guerra civil.

Sumando el costo del vapor *Spartan* con el costo total de los cinco cargamentos bélicos enviados á la Excma. Junta de Gobierno, resulta la cantitad de £ 327,890,10,9 libras, que por sí sola muestra la importancia de los elementos de guerra que en nombre del Gobierno de Iquique adquirimos en Europa con motivo de la guerra civil.

La mayor parte de estos elementos no han sido aprovechados con el fin á que estaban destinados; ellos fueron adquiridos, en efecto, en previsión de una resistencia más larga y tenaz del Dictador Balmaceda, y el hecho de que él haya sido vencido antes de que la Excma. Junta de Iquique hubiese dado al Ejército Constitucional todo el desarrollo y el poder que habría sido posible darle en poco tiempo más, no puede considerarse sino como un motivo de satisfacción patriótica.

II

TRABAJOS EN LA PRENSA EUROPEA.

La opinión europea se muestra favorable al presidente Balmaceda en los primeros momentos de la revolución. — Esfuerzos hechos para tomar esas simpatías del lado del Congreso. — *El Times*, *El Temps*, *La Justice*, *La République Française*, *Le Soir*, *L'Autorité*, *Le Figaro*, *Le Siècle*, *L'Indépendance Belge*, *La Revue des Deux-Mondes*, *La Contemporary Review*, *La Ninteenth Century*. — Consecuencias de la actitud favorable de la prensa europea. — Folleto relativo á la deposición del presidente Balmaceda y á la Constitución del Gobierno Provisorio. — *La Estrella de Chile*. — Conveniencia de coleccionar las publicaciones europeas relativas á la revolución.

Los europeos, acostumbrados á ver sucederse uno tras otro los motines militares que con carácter endémico se producen en las Repúblicas sudamericanas, creyeron en los primeros momentos que la Revolución de Chile era también una manifestación de ese estado latente y crónico de desorganización política.

La historia de toda la vida independiente de Chile no bastaba para desengañarlos de semejante error, que era eficazmente favorecido por las fantánticas noticias enviadas por el Dictador y por la ausencia de toda comunicación venida de parte de los directores de la campaña emprendida contra él. Por otra parte, los países europeos, regidos aun en su mayor parte por gobiernos monárquicos, se sienten naturalmente inclinados á sostener á veces la causa de los gobiernos

americanos que, á tanta distancia, se presentan como los defensores del orden y de la estabilidad de las instituciones.

Las circunstancias mencionadas creaban á las gestiones que debíamos ejecutar en defensa de la causa del Congreso una atmósfera de plomo que era urgente destruír. La prensa era el medio más eficaz, por no decir único, de conseguirlo.

Los esfuerzos del Dictador y de sus agentes en Europa se dirigieron en los comienzos de la guerra civil á pintar ésta con los caracteres de una revuelta, hija más bien de la ambición y de la exacerbación política que del propósito de librar al país de una tiranía que se presentaba con los caracteres de permanente. Á fin de anular la eficacia de esos esfuerzos, nosotros creímos oportuno informar á la prensa inglesa y francesa sobre las verdaderas causas del conflicto chileno. Pronto quedó establecido que el Dictador Balmaceda, lejos de ser el defensor del orden y de las instituciones del país, no era sino un mandatario vulgar que, persiguiendo probablemente la permanencia en el poder, ó á lo menos la conservación de una parte de él, daba un golpe de Estado, decretando de su propia autoridad el presupuesto de los gastos públicos y barrenaba la Constitución y las leyes, decretando el amordazamiento de la prensa, la supresión de los tribunales de justicia, la confiscación de los bienes y la prisión y tortura de los individuos, al mismo tiempo que quintuplicaba el ejército y se atribuía toda la suma del poder público.

Informado el público europeo de los hechos ó antecedentes que produjeron la guerra civil en Chile y de las disposiciones de nuestra Constitución sobre las atribuciones de los poderes públicos, no tardaron en formarse juicio cabal sobre la verdadera naturaleza

de ese conflicto. La historia presenta muchos casos de tiranuelos vulgares que pretendan alzarse con todo el poder público y subyugar á los pueblos mediante la crueldad y el abuso. Se vió entonces que los que el Dictador se empeñaba en llamar revolucionarios, eran los verdaderos sostenedoros del orden y de las instituciones del país Era una revolución que tenía en su favor la reveladora circunstancia de ser encabezada por el Congreso, representante genuino de la soberanía nacional, que un solo hombre pretendía identificar con su propio capricho.

Mostramos también á los europeos que el pueblo chileno, lejos de apoyar al Dictador, protestaba enérgicamente contra él por órgano de sus representantes y de todos los hombres que en Chile significan algo, por su posición social, por su ilustración, por sus servicios públicos ó por su fortuna.

En esta campaña destinada á devolver á los congresistas chilenos todo el prestigio de la causa que defendían, sobresalió por su energía y expontaneidad la prensa inglesa y principalmente el *Times* de Londres. Bien informado por el Sr. R. L. Thompson, principal corresponsal, este diario dedicó columnas enteras á la defensa de nuestra causa y á la narración de los sucesos de la guerra civil. Esta conducta fué uniforme hasta el fin de la lucha, y dada la importancia preponderante que este diario tiene entre todos los que se publican en Europa, esa conducta puede ser considerada como uno de los factores que más contribuyeron al éxito de las empresas de diverso carácter que exigió la defensa de los intereses de Chile en Europa durante los ocho meses de guerra civil. El *Times* merece la gratitud más franca y más ámplia de parte de los chilenos. Nosotros la hemos manifestado en repetidas ocasiones al Sr. Thompson, y cree-

mos que en Chile se habrá hecho igual cosa en la persona de este mismo caballero que, desde el término de la guerra civil, se encuentra en nuestro país como corresponsal del mismo diario. Algo que prueba el espíritu elevado de que estaba animada la redacción de el *Times*, es que tan pronto como ella se convenció de que su corresponsal en Chile durante la revolución carecía de imparcialidad y transmitía noticias manifestamente inspiradas por Balmaceda, le removiera por telégrafo, hecho que tal vez se producía por primera vez en la larga larga vida de este diario.

La prensa francesa, casi unánimemente y solo con excepciones poco honrosas, tomó también con calor la defensa de nuestra causa. El *Temps*, principal diario de París, publicó varios artículos de fondo, empapados de una imparcialidad y altura de miras notables, en las cuales se exponían y apreciaban concienzudamente los puntos capitales que podían servir como base sólida al juicio del público francés, á menudo perturbado por la diversidad de los hechos publicadosy por la divergencia de opiniones que naturalmente se producen en una ciudad que cuenta con centenares de periódicos políticos de diferentes doctrinas, y por otras circunstancias que no es del caso mencionar aquí.

La Justice, el órgano del conocido caudillo radical de Francia, M. Clémenceau, fué también un defensor decidido de nuestra causa. La energía, la franqueza y la alta significación política de este diario, le dan un puesto culminante entre las publicaciones que ayudaron nuestra acción en Europa. *La Justice*, especialmente, sostuvo de una manera resuelta y llegó hasta pedir como medida imprescindible la declaración de la neutralidad francesa ante la guerra civil chilena. Otro tanto debemos decir de *Le Soir* que se constituyó en esforzado adalid de la causa constitucional.

Actitud franca y decidida tomaron también *La République Française*, diario fundado por Gambetta, el *Figaro*, *L'Autorité*, órgano de M. Paul Cassagnac, el *Siècle* y muchos otros.

En Bélgica, *L'Indépendance Belge*, el diario internacional por excelencia, fué, con el *Times* de Londres, el diario que defendió la justicia de nuestra causa con más expontaneidad, á la vez que con más convicción y acopio de razonamientos. Varios de los editoriales del diario belga, son piezas escogidas de buen sentido y de bien probado liberalismo. Nosotros hemos creído cumplir con un deber, manifestando á la dirección de *L'Indépendance Belge*, á nombre de los chilenos, un aplauso sincero por el entusiasmo desplegado por ese diario en defensa de las libertades chilenas. Finalmente, en Alemania, en Italia, en España, en Portugal, y en Suiza, hubo numerosos diarios que expusieron detalladamente la verdadera naturaleza de la guerra civil chilena.

Además de los órganos de la prensa diaria, varias publicaciones periódicas se ocuparon de un modo más detenido de la guerra civil en Chile. Una de esas publicaciones es la *Revue des Deux Mondes* que publicó en su número del 15 de Junio un análisis completo de ella. Este artículo, escrito por Don Maximiliano Ibáñez, por la oportunidad con que fué publicado, por el espíritu que lo domina y por la importancia de la publicación en que apareció, contribuyó eficazmente á ilustrar la opinión europea sobre la justicia de la causa del Congreso. la *Contemporary Reciew* y la *Nineteenth Centur*y publicaron también artículos muy bien inspirados sobre la revolución chilena.

Pasando en revista la prensa Europea entera, hemos podido observar el fenómeno curioso de que los agentes del Dictador no hayan conseguido ser ayuda-

dos en sus propósitos por ningún diario sério, salvo la inserción de supuestos telegramas que vestían con el lujoso traje de despachos oficiales.

Puede decirse que, fuera de casos especiales que no se relacionaban con el fondo mismo de nuestra guerra civil, ningún diario europeo se pronunció en favor del Dictador Balmaceda. Los pocos diarios que no lo mostraron como un tirano vulgar, jamás dieron una opinión favorable á su causa y contraria á los defensores del orden legal en Chile.

El expresidente Balmaceda tuvo oportunidad de convencerse de ello, y con el propósito de contrarrestar la opinión uniforme de la prensa europea, que él consideraba como el fruto de maquinaciones y de engaños llevados á cabo por los que suscriben, envió una legión de individuos, de los cuales esperaba, juzgando tal vez por el monto de sus remuneraciones, que conseguirían trastornar y remover la Europa entera en su favor. Nada consiguieron, sin embargo, esos denodados servidores de la Dictadura. El verdadero carácter de la Dictadura ya no ofrecía dudas á nadie, lo que se encuentra gráficamente pintado en la frase *procedimientos balmacedistas* con que se ha continuado calificando en muchos diarios europeos los actos atrabiliarios de los tiranuelos de las diversas partes del globo.

Así preparada la opinión europea, se pudo intentar con buen resultado gestiones que seguramente habrían fracasado sin la buena acogida que se prestaba á la causa del Congreso, y sin la confianza y el respeto que inspiraban los actos de un gobierno que, provisorio por el momento, debía forzosamente ser, tarde ó temprano, el gobierno definitivo y regular de país, como los acontecimientos se han encargado de confirmarlo aún más pronto que lo que se esperaba.

No de otra manera se concibe que las casas de crédito más importantes de Europa contestaran con un rechazo categórico á los manejos que los agentes del Dictador hacían con el objeto de obtener grandes empréstitos, destinados á salvar su crítica situación financiera. Esas casas oyeron nuestras observaciones privadas, y pesaron en lo que valían las declaraciones hechas por el Gobierno de Iquique y oportunamente publicadas por nosotros en Europa, con relación á todos los actos del expresidente Balmaceda que de cualquiera manera pudieran comprometer el crédito de la Nación.

Algunas de esas casas fueron más lejos, como se verá más adelante; ellas retuvieron las fuertes sumas que la República tenía entre sus manos antes de estallar la guerra civil.

La prensa tomó también con calor la cuestión de la beligerancia solicitada por nosotros ante los gobiernos europeos, en nombre de la Excma. Junta de Iquique. La campaña de la prensa fué tan activa sobre este punto, que algunos gobiernos se creyeron obligados á darnos garantías de que, llegados los casos previstos, en que iba á hacerse necesario pronunciarse prácticamente sobre el conflicto chileno, no se apartarían de las reglas que, en tales casos, señala la prudencia, y el deber de no mezclarse en los negocios internos de una nación independiente, como Chile. Hubo más; fué solo debido á circunstancias imprevistas que no se produjo en la Cámara de Diputados de Francia una seria interpelación motivada por la libertad en que el Gobierno había dejado al crucero *Presidente Errázuriz*.

Casi todos los diarios se pronunciaron en contra de toda facilidad que se diera al Dictador Balmaceda para armar y tripular los buques *Presidente Errázu-*

riz y *Presidente Pinto;* y queremos creer que esa actitud fué uno de los motivos más poderosos que influyeron en los gabinetes europeos para prohibir de una manera absoluta el embarque de sus nacionales abordo de dichos buques, como lo ordenaron todos ellos, y para prohibir el armamento y aprovisionamiento de los mismos buques, como lo ordenaron los Gobiernos de España, Portugal, Alemania é Italia.

Ademas de las numerosas publicaciones que se hicieron en la prensa europea, ya sea por iniciativa propia de los redactores de los diarios, ya sea por informaciones que les suministrábamos verbalmente ó por escrito, cuando no había tiempo de hacer la redacción completa de los artículos publicados, nos vimos obligados frecuentamente á enviar á los diarios ó á las agencias de noticias *Havas*, *Reuter* y otras, comunicaciones firmadas ó hechas á nuestro nombre, tendentes á desautorizar actos ó noticias publicadas por los agentes del Dictador, á prevenir á las casas de crédito contra los manejos de los mismos, ó á informar al público de los telegramas que la Junta nos transmitía sobre los sucesos de la guerra civil.

Con el objeto de informar lo mejor que fuera posible á las personas que en el Gobierno, en el Parlamento ó en la prensa dirigen la política francesa, creímos útil hacer traducir al francés y publicar, con el título de *Documentos relativos á la Deposición de Don J. M. Balmaceda, ex presidente de la República de Chile, y á la Constitución del Gobierno Provisorio*, un folleto que contiene los siguientes documentos: « Circular dirijida ó los Gobiernos Europeos por los Agentes Confidenciales del Gobierno Provisorio de Chile, el 7 de Mayo de 1891; Acta firmada por la mayoría de los miembros de ombas Cámaras del Congreso Nacional, el 1.° de Enero de 1891; Nota dirigida al Cápitan de

navío, D. Jorge Montt, por los Presidentes del Congreso, el 6 de Enero de 1891; Respuesta de la misma fecha por la cual el Capitán de navio D. Jorge Montt acepta la Comisión que le confiere el Congreso; Decreto del 12 de Abril de 1891 que organiza el Gobierno Provisorio; Decretos de nombramiento de los Secretarios del Gobierno Provisorio, y Decreto que declara la nulidad de las elecciones que se efectuaren en virtud de la convocatoria hecha por el expresidente Balmaceda. El mismo folleto contiene también los decretos por los cuales Balmaceda se declaraba Dictador, y asumía toda la suma del poder público, abrogaba la ley de elecciones, y suspendía las funciones de los tribunales judiciales.

Con el fin de mantener el entusiasmo revolucionario de la numerosa colonía de chilenos residentes en Europa, y á fin de influir en la opinión de la tripulación y guarnición de los buques chilenos que se construían en astilleros franceses, creímos conveniente hacer editar un pequeño periódico, que, bajo el nombre de *Estrella de Chile* fué editado por el Doctor chileno, Don Luis Puyó, durante los dos ó tres meses que salió á luz.

Muchas de las publicaciones hechas en la prensa Europea, merecerían un análisis especial, como, por ejemplo, algunos editoriales del *Times* de Londres, de *L'Independence Belge* y de algunos diarios franceses; pero creemos que esa tarea estaría fuera de los propósitos perseguidos en esta *Memoria*. No terminarémos, sin embargo, sin observar la importancía ilustrativa que para la historia de nuestro país tendría la traducción y reunión en un volúmen de las principales publicaciones que sobre nuestro país se hicieron en Europa durante los ocho meses de la guerra civil en que lo sumió el capricho de un hombre sin patriotismo

Esa recapitulación mostraría á nuestros hombres públicos la situación que Chile ocupa realmente entre los países civilizados, les mostraría la confianza que la seguridad de sus instituciones, la prudencia de sus estadistas, y la firmeza de su crédito inspiran á los países del Viejo Mundo, y les mostraría, finalmente, que la patriótica energía con que defendieron y salvaron las instituciones y las libertades públicas, contó con el aplauso universal. Los Europeos han admirado la tranquilidad y la prudencia de los chilenos, y han visto que esa prudencia no llegaba á la inercia y á la abyección que caracteriza á los pueblos que no conocen aún las ventajas de la libertad.

Después de la revolución, los europeos están convencidos de que en el último rincón de la América, existe un país civilizado y libre, y saben encontrar las causas que han permitido á Chile alcanzar, en el mismo tiempo, un desarrollo tan superior al de las otras repúblicas hispano-américanas. Sería, pues, interesante que en Chile se conociera esos juicios, á fin de que, en el futuro, no se les eche en olvido; los europeos, á tanta distancia, no ven los detalles de los sucesos y de las transformaciones políticas y sociales que se producen en nuestro país, pero les resaltan las grandes líneas que sirven al hombre de Estado.

III

GESTIONES DIPLOMÁTICAS.

Importancia del reconocimiento de la beligerancia del partido del Congreso por los Gobiernos Europeos. — Nota de la Delegación del Congreso al Gobierno de Francia. — Dificultades para obtener la beligerancia. — Nombramiento de los Agentes confidenciales. — Segunda nota del Gobierno de Iquique á los Gobiernos de Francia é Inglaterra. — Circular de la Agencia confidencial á los Gobiernos europeos. — Nota al Gobierno francés, del 27 de Mayo. — Otras diligencias ante la Cancillería francesa. — Última nota pasada al Gobierno francés en Julio de 1891. — Salida de los cruceros. — Gestiones tendentes á impedir la recepción del Sr. Godoy. — Gestiones ante el *Foreing Office* tendentes á obtener el reconocimiento de la beligerancia. — Conferencia con Sir Philip Currie. — Recepción del Sr. Morla. — Diligencias tendentes á impedir que los Agentes del Balmaceda exportaran buques ú otros elementos de guerra de los puertos de la Gran Bretaña. — Nota á lord Salisbury pidiéndole prohiba el embarque de sus nacionales á bordo del *Errázuriz*. — Actitud de la Cancillería británica. — Gestiones diplomáticas relativas á las barras de plata. — Gestiones hechas ante los Gobiernos de España, Portugal, Italia y Alemania á fin de impedir la tripulación y armamento de los cruceros. — Medidas dictadas con ese fin por dichos Gobiernos. — Otras gestiones diplomáticas.

No obstante el carácter transitorio y anormal de nuestra representación, tuvimos ocasión, Excma. Junta, de ejecutar algunas gestiones que, por su naturaleza y por haber sido dirigidas á los gobiernos europeos, pueden calificarse de diplomáticas.

Esas jestiones se relacionan estrechamente con otras que son tratadas de una manera especial en esta *Memoria;* pero para mayor claridad hemos creido conveniente dar unidad á esas gestiones, abrazándolas de una manera general en una misma sección de ella.

Los primeros y más importantes esfuerzos de los representantes de la causa del Congreso en Europa debían dirigirse á obtener de los Gobiernos de este continente, y especialmente de Francia é Inglaterra, el reconocimiento de la beligerancia de los partidarios de dicho Congreso, y, como consecuencia, la adopción de la conducta neutral ante las dos fracciones que se hacían la guerra en Chile. Ese reconocimiento estaba llamado, no sólo á dar un gran prestigio moral á nuestra causa, sino que le traería de una manera positiva beneficios de gran trascendencia, evitándole los graves males que le acarreaba el hecho de ser considerado el Gobierno del Dictador como la única expresión de la soberanía chilena. El Gobierno del Dictador hacía esfuerzos, por intermedio de sus agentes en Europa, á fin de conseguir, lo más pronto posible, la conclusión de los buques que se construían en astilleros franceses por cuenta de la República de Chile. Era evidente, pues, que verificada esa conclusión, los agentes de Balmaceda no tendrían inconveniente alguno para sacarlos de las aguas francesas y llevarlos al teatro de las hostilidades, salvo que el Gobierno francés reconociera cierta personalidad internacional á la Delegación del Congreso. Era evidente, igualmente, que si los gobiernos europeos continuaban dispensando al Dictador las mismas consideraciones que antes del 1.° de Enero, y persistían en negar todo carácter público á la Delegación del Congreso, Balmaceda conseguiría acumu-

lar, según su deseo, elementos de guerra de todo género, mientras los sostenedores del Congreso se verían en la imposibilidad de adquirir todo elemento ofensivo y defensivo en el extranjero.

Tal situación era injusta y contrariaba abiertamente los principios y las prácticas generalmente admitidas del derecho de gentes; el Gobierno de Iquique podía, pues, reclamar con buenos fundamentos que se le acordaran las consideraciones internacionales á que creía tener derecho.

Haciendo valer esas consideraciones y algunos hechos de importancia, al mismo tiempo que la influencía de hombres eminentemente colocados en la política francesa, conseguimos, á mediados de Marzo de 1891, gestionando verbal y extraoficialmente, que el Gobierno francés acordara la retención provisoria de los navíos chilenos. Esa retención estaba, sin embargo, muy lejos de satisfacer nuestras aspiraciones, pues, además de ser provisoria, pudimos ver, poco tiempo después, que llegado el caso de partir los buques, no era seguro que dicho Gobierno mantuviera esa retención. Era, pues, de todo punto necesario insistir en nuestras gestiones ante dicho Gobierno y tratar de formalizarlas en lo posible, sin perjuicio de tentar otras vías con el objeto de impedir la partida de los buques. Más adelante tendrá V. E. ocasión de apreciar la prudencia con que procedimos al no confiar demasiado en la retención provisoria ordenada por el Gobierno francés, y al acudir ante los tribunales franceses en reclamación de igual medida.

La Delegacion del Congreso, atribuyendo á la retención de dichos buques toda la importancia que tenía, se apresuró prestando oido al pedido que le hicimos por cablegrama del 7 de Marzo, y fundándose en

los principios del derecho de gentes, á insistir ante el Gobierno francés, á fin de que no permitiese la partida de los cruceros, y al efecto dirigió al ministro de Relaciones Exteriores de Francia un largo telegrama, pidiéndole el mantenimiento de la retención ya decreada y comunicándole, al mismo tiempo, la constitución del Gobierno presidido por la Excma. Junta de Gobierno, hecho que estaba llamado á pesar de una manera importante en los consejos de la Cancilleria francesa. (*Véase anexo n.°* 1.)

Ese telegrama y nuestras incesantes gestiones hicieron su efecto en los consejos del Gobierno francés. Pronto pudimos apercibirmos de que este Gobierno se ponía al habla con el Gobierno inglés á fin de llegar á un acuerdo para reconocer simultáneamente el carácter de beligerante á los dos partidos que se hacían la guerra en Chile. Sin embargo, nosotros sosteníamos, ante los Gobiernos europeos, una lucha desigual contra los represantes del expresidente Balmaceda. La Cancilleria francesa atribuía una gran importancia al carácter oficial del Sr. Antúnez, considerado hasta entonces como legítimo representante de lá República de Chile, no sin observar á éste la irregularidad de que el Gobierno de Santiago careciera de dos de los tres poderes del Estado, el Legislativo y el Judicial. A llenar este vació tendió en gran parte la falsificación descarada de un Congreso hecha por el Dictador. Engañado por las apariencias de este supuesto Congreso, el Gobierno francés no nos ocultó sus dudas sobre el mantenimiento de la retención de los navíos chilenos.

Era, pues, de toda necesidad, acumular nuevos hechos y formalizar nuestra representación ante el Gobierno francés en apoyo de nuestras pretensiones.

A satisfacer esa necesidad tendía el telegrama que

dirigímos al gobierno de Iquique indicándole la conveniencia de reunir el Congreso. Ello no era posible, desgraciadamente, por la dispersion y persecución de sus miembros.

Hasta la época á que nos referimos, el carácter de simples chilenos y el de agentes privados y de hecho de la Delegación del Congreso, había bastado para el desempeño de los diversos encargos y gestiones que había sido necesario efectuar en Europa en defensa de los intereses de nuestra causa. Pero los hechos anteriormente espuestos vinieron á probar que nuestro carácter privado se acomodaba mal con las exigencias de las relaciones internacionales y diplomáticas y que una de las primeras condiciones de éxito en las peticiones que hacíamos ante los Gobiernos europeos era la de poseer los medios de acreditar ante ellos de una manera fehaciente, nuestro carácter de mandatarios ó representantes de las autoridades delegadas del Congreso. El Gobierno de Iquique lo comprendió así y se apresuró á conferirnos ese carácter por decreto de 16 de Mayo de 1891. Este decreto nos fué transcrito por telégrafo en los términos siguientes :

« *La Excma. Junta de Gobierno ha decretado hoy* » *lo siguiente : Comisiónase á los Sres. D. Augusto* » *Matte y D. Agustín Ross para que, con arreglo á* » *las instrucciones que se les impartan por el Depar-* » *tamento de Relaciones Exteriores, desempeñen con-* » *junta ó separadamento los cargos de Agentes Con-* » *fidenciales de Chile ante los Gobiernos de Ingla-* » *terra y Francia. Anótese y comuniquese.* MONTT. — » ERRAZURIZ. — *Lo comunico á Vds para su conoci-* » *miento y fines consiguientes.* — ISIDORO ERRÁZURIZ. »

Esta comunicación, transmitida oportunamente desde Iquique á los Gobiernos de Inglaterra y Francia nos habilitaba para representar la Delegación del Con-

greso ante esos Gobiernos con el objeto de obtener de ellos que adoptasen una conducta neutral en la contienda civil chilena. *(Véase Anexo n.° 2.)*

Con fecha 29 de Marzo la Junta de Gobierno se había anticipado ya á iniciar directamente las gestiones en ese sentido, dirigiendo una comunicación, tan oportuna como bien concebida, al almirante Hotham, jefe de la división naval de S. M. B. en el Pacífico para que la transmitiera á su Gobierno, y otra, reproduciendo la precedente, al Gobierno francés. *(Véase anexo n.° 3.)*

En los mismos días en que el Gobierno francés recibía esa comunicación, nosotros dirigíamos á los principales Gobiernos de Europa, con fecha 7 de Mayo, una extensa circular en que terminábamos solicitando á nombre del Gobierno de Iquique que se observaran á su respecto las reglas de la neutralidad en la contienda armada que se debatía en Chile. En apoyo de esta petición, creímos oportuno indicar á dichos Gobiernos el hecho de la deposición del expresidente Balmaceda por acto del Congreso, fundándose en los atentados de diverso género que él había cometido contra la Constitución y las leyes, de los cuales el más grave era el de haber atropellado las facultades exclusivas del Congreso, decretando de su propia autoridad los presupuestos de gastos para 1891 y la permanencia del ejército y la armada. Expusimos también en esta circular los diversos hechos que produjeron en Chile la guerra civil, y los abusos de todo género que caracterizaron la conducta posterior del Dictador Balmaceda; supresión de la libertad de imprenta y de reunión, disolución de los tribunales de justicia, confiscación de bienes y prisión de los individuos, abrogación de la ley de elecciones, etc.

Al mismo tiempo hacíamos valer en apoyo de nues-

tra petición la circunstancia de estar bajo el dominio del Gobierno de Iquique una extensión considerable del territorio chileno, que administraba soberanamente, de percibir en las provincias de su gobierno más de la mitad de las rentas del país y de tener bajo su mando la casi totalidad de la escuadra de la República y un ejército numeroso; condiciones que eran más que suficientes, á nuestro juicio, para llenar los requisitos generalmente exigidos por los principios y prácticas internacionales para acordar el tratamiento de beligerante á los partidos que dentro de un país se hacen la guerra. (*Véase anexo n.° 4.*)

Nosotros no nos hicimos la ilusión, Excma. Junta, de que esta circular produjera resultados inmediatos y ostensibles; pero teníamos motivos para creer que ella servía eficazmente á preparar el terreno de nuestras gestiones posteriores, aunque más no fuera como información hecha á esos Gobiernos sobre los sucesos de Chile, desconocidos y erróneamente apreciados por ellos en los primeros momentos de la guerra civil.

Pero la construcción de los buques avanzaba, y debíamos concentrar nuestros esfuerzos á obtener de la Cancillería francesa que adoptara una conducta más resuelta en la cuestión de los buques. El Gobierno francés había aceptado servir de mediador en la contienda civil de Chile y había ordenado la retención provisoria de los buques; la lógica le indicaba prohibir que esos buques continuaran armándose y artillándose en aguas francesas, y le indicaba también el dictar la retención definitiva de esos buques hasta el término de la guerra civil.

Así creímos de nuestro deber manifestárselo en nuestra nota del 27 de Mayo de 1891. Insistiendo en los hechos y consideraciones que se habían hecho valer en la nota de la Delegación del Congreso de fecha 29

de Marzo y en nuestra circular del 7 de Mayo, pedimos, pues, al Gobierno, una respuesta á las peticiones ahí contenidas y especialmente á la que se refería á la prohibición del armamento y á la retención de los buques chilenos en los puertos franceses. En apoyo de nuestra petición decíamos en esa nota :

« Está para terminarse en breves días el armamento de uno de los busques de guerra que el Congreso Nacional de Chile mandó construir en astilleros frances, á la compañia titulada *Forges et Chantiers de la Méditerranée*. Se ha representado muy reiteradamente también al Gobierno de V. E. que el ex presidente de Chile, Sr. Balmaceda, trata de emplear aquellas naves, que son propiedad de la nación, en el sostenimiento y la prolongación de la lucha que hiciera surgir en pro de sus intereses personales y en contra de las instituciones y legítimas autoridades del país. Cumple, por lo tanto, á los Delegados del Congreso Nacional de Chile que autorizaron la construcción de aquellas naves de guerra, y que votaron los fondos necesarios para ejecutarla, precaver á toda costa la dolorosa eventualidad de que ellas vayan á emplearse, como parece que está próximo á acontecer, no en el servicio de los intereses y de la honra del país, sino por el contrario, en el sojuzgamiento de sus instituciones, y en la dolorosa prolongación de una lucha que cuesta ya á Chile enormes sacrificios de sangre y de dinero y que habrá de concluír por lastimar profundamente también los intereses del comercio neutral. »

Al mismo tiempo le hacíamos valer el reconocimiento implícito de la beligerancia del partido del Congreso, que importaba el hecho de que el mismo Gobierno de la República francesa y los Gobiernos de los Estados Unidos de América y de Brasil hubiesen interpuesto su mediación para llevar á un arreglo

amistoso á los dos partidos que luchaban en Chile. En apoyo de nuestras justas pretensiones, citábamos todavía un precedente internacional de grande importancia y que había sido establecido por la misma Cancillería francesa en 1863, á propósito de la construcción de seis naves de guerra para los Confederados de los Estados del Sur de la Unión. La Cancillería francesa en ese entonces, á petición del representante de los Estados del Norte, retiró, sin vacilar, la autorización que había concedido á ciertos armadores de Nantes y Burdeos para construír dichas naves de guerra. Citábamos, todavía, otros casos análogos, que autorizaban ámpliamente para prohibir el armamento y artillaje de los navíos chilenos, como también su partida de las aguas francesas. Finalmente agregábamos : « Dados los precedentes expuestos, la Delegación del Congreso Nacional de Chile, se halla en la necesidad de reclamar el extricto cumplimiento de los deberes que la neutralidad impone al Gobierno de V. E. en el conflicto al cual trató inútilmente de poner término con su mediación. Y sería por cierto de todo punto incompatible con el cumplimiento de aquellos deberes que la neutralidad impone al Gobierno de V. E. el que se permitiera salir de los astilleros de Francia las naves de guerra que construye y termina actualmente la *Compagnie des Forges et Chantiers de la Méditerranée*. A este punto preciso y concreto, limita por el momento, nuestro Gobierno, la solicitud de una declaración expresa de parte de V. E. » (*Véase anexo n.° 5.*)

No obstante el carácter de urgencia en que estaba concebida nuestra nota del 27 de Mayo, y no obstante nuestras incesantes gestiones extraoficiales ante el Ministro francés, no pudimos obtener de él sino declaraciones poco precisas sobre la conducta

que adoptaría en el momento en que los agentes de Balmaceda trataran de hacer partir de los puertos franceses los buques que en ellos se construían y artillaban por cuenta de la República. El Gobierno francés temía enajenarse la voluntad del Dictador, y temía que sus nacionales fueran víctimas de sus caprichos, lo que tal vez le obligaría á distraer en su protección alguna división naval que eventualmente podría serle necesaria en Europa. Temía, además, que el triunfo de Balmaceda, que tan seguro se pintaba por sus agentes en París, creara en el futuro algunas dificultades á los intereses franceses en Chile. Durante esas gestiones pudimos convencernos de que el Gobierno francés, como el de otros países, no ocultaba su opinión favorable á la justicia de la causa del Congreso; pero, conociéndolo así, se creía obligado á seguir una política que, ante todo, debía considerar la fuerza positiva que entonces se atribuía á los dos partidos contrarios y las probabilidades de éxito que militaban en pró de cada uno de ellos. La legalidad y la justicia de ambas causas, si eran elementos de grande importancia ante la opinión europea, tenían una muy secundaria en las resoluciones de los gabinetes.

En promesas, dudas y vacilaciones se pasaba el tiempo, y, en vista de ello, nosotros creímos de nuestro deber concentrar nuestros esfuerzos á la retención judicial de los buques, lo que estábamos seguros sería del agrado del ministro de Relaciones Exteriores, que veía en la retención judicial la satisfacción de los deseos del Gobierno de Iquique y la exhoneración de su responsabilidad ante el Dictador Balmaceda.

Como V. E. verá en otra sección de esta *Memoria*, logramos con grandes esfuerzos que los tribunales franceses decretasen el secuestro provisorio de los buques que para el Gobierno de Chile construía la

Compañía de *Forges et Chantiers de la Méditerranée*. Pero ese secuestro provisorio ofrecía puntos bastante débiles, y los Sres. Antúnez y Godoy se aprovecharon de ellos, apelando de la resolución de 1.ª instancia.

La resolución de 2.ª instancia revocó el secuestro, dejando los buques á la disposición de los agentes de Balmaceda, salvo que una resolución gubernativa los retuviese en las aguas francesas, fundándose en los principios y en las prácticas internacionales.

En estas condiciones creímos que debíamos dedicar principalmente nuestra atención á trabajos puramente privados y de carácter reservado con el fin de impedir la salida de los cruceros; pero debíamos tentar un nuevo esfuerzo ante el Ministerio de Relaciones Exteriores. Con este fin nos dirigimos á diversos políticos franceses de gran prestigio, y tuvimos la satisfacción de encontrar en algunos de ellos una cooperación franca y decidida. Entre ellos podemos contar M. Casimir Perier, M. Clémenceau, M. Burdau, M. Ferry y M. Léon Say, quienes se acercaron repetidas veces á M. Ribot, y en su carácter de miembros de la Cámara y de jefes de grupos importantes de ésta, le reclamaron la adopción de una conducta neutral y de prescindencia en la contienda civil chilena. Varios de estos distinguidos hombres públicos que nos apoyaron en nuestras gestiones ante el Gobierno francés fueron más lejos; aunque pertenecientes á la mayoría parlamentaria se atrevieron, en vista de la inacción del Gobierno ante la próxima salida de los buques chilenos, á anunciar al Ministro de Relaciones Exteriores que tendrían el honor de cuestionarlo sobre el particular en sesión pública de la Cámara. Desgraciadamente esta sesión era la última del período anual de sesiones, y en ella se produjo una cuestión

sobre pasaportes alemanes en que tenía ancha cabida el calor patriótico, escluyendo todo otro asunto y haciendo imposible dirigir nuevos cargos al Ministro, después de la sensación y de los temores de crisis ministerial que acababan de producirse.

Casi al mismo tiempo en que tenían lugar estos sucesos, dirigíamos al Ministro Sr. Ribot una última nota, que las circunstancias nos obligaban á redactar con toda la energía que cabe en las comunicaciones diplomáticas. En esta nota decíamos al Gobierno francés:

« El que suscribe, cree haber demostrado suficientemente (en notas precedentes) que, cuando un gobierno, como el de Iquique, ha conseguido establecerse y organizarse, posee más de la mitad del territorio habitado de la República y goza de los dos tercios de las rentas, hace observar las leyes y la Constitución, violentamente abrogadas por el Sr. Balmaceda, y asegura garantías á los extranjeros y á los nacionales colocados bajo su jurisdicción, posee, en fin, un ejército y una flota capaz, no solo de defender el territorio que él ocupa, sino también de atacar el de su adversario; este Gobierno tiene, sin duda, el derecho de ser considerado en general, como un Gobierno que reune todas las condiciones de la personalidad internacional. Por consiguiente, está en su derecho pidiendo que se le reconozca el carácter de beligerante y solicitando á su respeto la observancia de la neutralidad. »

« Jamás, en todo el curso de su historia, ella (la Francia) ha intervenido en los negocios internos de otras naciones, sino para ayudarlas á conquistar sus libertades políticas, aun cuando otros intereses habrían podido dictarle una conducta diferente. Y sería intervenir exactamente en un sentido opuesto, el continuar

reconociendo al Dictador Balmaceda el derecho de proveerse en Francia de elementos marítimos y de buques de guerra, y rehusándose á la observancia de la neutralidad que le ha sido pedida por el Gobierno del Congreso. »

« El pueblo de Chile, cuya causa, representada por el Gobierno del Congreso, triunfará tarde ó temprano, sentiría vivamente la conducta del Gobierno francés, si, no conformándose á las leyes internacionales, creyese deber permitir la partida de las aguas francesas de los navíos en cuestión. Es evidente que debiendo estimar este hecho como una violación de la neutralidad, el Gobierno chileno se vería forzado á inquirir los motivos de la conducta observada en el caso presente, á fin de basar su propia conducta futura en las relaciones que Chile tenga que mantener con el Gobierno francés. Esta línea de conducta le sería impuesta con tanta mayor razón, cuanto que otras naciones, animadas de altos sentimientos de justicia en el cumplimiento estricto y sincero de los deberes de la neutralidad, han puesto bien en claro el mal que se habría hecho en semejante eventualidad á los derechos del pueblo chileno. » (*Véase Anexo n.° 6.*)

Los esfuerzos y los argumentos que hicimos ante el señor ministro de Relaciones Exteriores de la República francesa estuvieron muy distantes, sin embargo, de producir los buenos efectos que de ellos esperábamos. El señor ministro se contentó con prohibir el embarque de los nacionales franceses á bordo de los buques chilenos; pero permitía que se concluyera su armamento y artillaje, y no parecía dispuesto á impedir su salida de los puertos franceses, contrariando así el deseo de la prensa en general, y pudiéramos decir de más de la mitad de los miembros de la Cámara de Diputados.

En efecto, los agentes del Dictador, en presencia de las dudas que asaltaban al señor ministro Riboty temiendo que de un momento á otro fuese influenciado por la opinión de sus otros colegas sobre la cuestión de los buques, se apresuraron á sacar de las aguas francesas el *Presidente Errázuriz* y algunos días después el *Presidente Pinto*, sin que el Gobierno francés se opusiera á ello.

Este hecho vino á poner termino á nuestras gestiones cerca del Gobierno francés. Nuestro campo de acción era ahora distinto; debíamos tocar otros medios y acudir ante otros gobiernos.

Los esfuerzos hechos por D. Joaquín Godoy á fin de que el Gobierno francés le reconociera el carácter de Ministro Plenipotenciario de Chile, motivaron también, de nuestra parte, importantes gestiones ante el mismo Gobierno, con el fin de impedir que ese reconocimiento tuviese lugar. La recepción del Sr. Godoy importaba, en efecto, otorgar grandes ventajas al Dictador Balmaceda, en perjuicio de las gestiones que nosotros efectuábamos en representación del Gobierno de Iquique. Esa recepción importaba en cierta manera el reconocimiento implícito de la legítima autoridad del presidente Balmaceda y el desconocimiento del Gobierno de la Delegación del Congreso, lo que no podía menos que perjudicar seriamente los trabajos que hacíamos con el objeto de obtener hacia este último la observancia de los deberes de la neutralidad, de parte de los Gobiernos europeos. Consecuencias no menos importantes acarreaba la recepción del Sr. Godoy en lo relativo al juicio que habíamos promovido con el objeto de obtener la retención de los buques que para el Gobierno de Chile se construían en astilleros franceses, y en lo relativo á las dificultades que oponíamos á la libre disposición de los fon-

dos de la República que los agentes del Dictador reclamaban de algunas casas de crédito europeas. Aceptada por el Dictador la renuncia de D. Carlos Antúnez, él quedaba sin representante capaz de recibir válidamente en su nombre los buques y los fondos mencionados, mientras el Gobierno francés no reconociese ese carácter á D. Joaquín Godoy, nombrado últimamente por el Dictador Ministro de Chile en Francia.

Comprendimos, pues, la importancia que había en dificultar la recepción del Sr. Godoy, y nos apresuramos á conferenciar sobre el particular con personalidades distingnidas del Ministerio de Relaciones Exteriores de la República Francesa. Fundándonos en la situación política que atravesaba el país y de una manera general, en las mismas consideraciones en que apoyábamos el reconocimiento de la beligerancia del partido del Congreso, pedimos á que no se recibiera al Sr. Godoy en el carácter de Ministro de Chile. Nuestras alegaciones, repetidas y ampliadas en varias conferencias privadas. no fueron desestimadas pues se decidió dirigir á D. Joaquín Godoy una nota en que se rehusaba, *por el momento*, acordarle la recepción que había solicitado. Esa resolución fué mantenida no obstante la insistencia y las protestas del Sr. Godoy, y pudimos así disponer de argumentos importantes en defensa de los intereses de la causa que representábamos.

Más arriba ha podido ver V. E. que las gestiones tendentes á obtener el reconocimiento de la beligerancia del partido del Congreso se iniciaron casi simultáneamente ante diversos Gobiernos europeos. Así, la nota que la Delegación del Congreso dirigió con fecha 29 de Mayo al Gobierno francés con el objeto indicado, fué la misma que dirigió al Gobierno

nglés por intermedio del almirante de la división naval de S. M. B. en el Pacífico.

De la misma manera que lo hicimos con el Gobierno francés, creímos de nuestro deber corroborar é insistir ante el *Foreign Office* en los deseos expresados en la referida nota, por medio de la circular del 7 de Mayo de que antes hemos hablado á V. E. y por una nota especial de fecha 13 del mismo mes, en la cual exponíamos, más ó menos, los mismos hechos y las mismas consideraciones que en nota análoga dirigida al Gobierno francés, y concluíamos pidiendo la observancia de la neutralidad del Gobierno inglés ante la guerra civil chilena, y que al efecto diera las órdenes conducentes á impedir que los agentes del Dictador Balmaceda exportaran los cañones y proyectiles que la casa de los Sres. Amstrong y C.ª les había vendido en los primeros días de Abril y que estaban destinados al armamento del crucero *Presidente Pinto*. (*Véase anexo n.° 7.*)

Nuestra nota no fué contestada por el *Foreign Office*, y tenemos motivos para creer que desde el primer momento se pensó en este departamento no acceder á nuestras peticiones.

Á pesar de la mala acogida que nos creaba ante el *Foreign Office* el carácter anormal y extraoficial de nuestra representación, resolvimos, sin embargo, insistir cerca de él en cada caso en que ello fuese necesario, tratando siempre de reforzar las consideraciones que más influencia tienen en la política exterior inglesa, que, como V. E. sabe, son las que se refieren á los intereses comerciales del Reino Unido.

La resolución que tomara el *Foreign Office*, además de la grande importancia que tenía en cuanto impedía ó dificultaba considerablemente los operaciones de diverso género por los agentes de Balmaceda trata

ban de llevar á efecto en Inglaterra, tenía para nuestra causa una gran trascendencia, en cuanto ella decidiría, en caso de sernos favorable, la actitud del Gobierno francés con relación al armamento y entrega de los cruceros chilenos.

Á principios del mes de Junio de 1891 tuvimos noticias de que se había ofrecido en venta al almirante Latorre, el poderoso crucero *25 de Mayo*, que la casa Amstrong había construído para el Gobierno argentino, el cual en esos momentos atravesaba algunas dificultades financieras. Al mismo tiempo suponíamos que Don Carlos Morla, nombrado Ministro Plenipotenciario de Chile en Inglaterra por el Dictador, se apresuraría á ejercer su cargo y se dedicaría en ese país á servir de diferentes maneras los propósitos de Balmaceda y á estorbar los nuestros. Temíamos, además, que los cruceros chilenos, si llegaban á salir de las aguas francesas, por la revocación del secuestro en que estaban, vinieran á Inglaterra á completar su armamento y tripulación. Por último, se nos informaba que los agentes del Dictador hacían gestiones ante diversas casas inglesas con el fin de obtener la contratación de un empréstito público ó simples préstamos de dinero. Todas estas circunstancias y algunas otras de menor importancia, nos hicieron pensar que había llegado el momento de dividir nuestra acción entré Inglaterra y Francia. Uno de nosotros, Agustín Ross, resolvió, pues, trasladar el asiento de sus gestiones á Londres, á mediados de Junio, mientras el otro, Augusto Matte, permanecería en París, atendiendo las numerosas gestiones que era necesario continuar dirigiendo desde esta ciudad.

Nuestra primera diligencia en Londres fué la de dirigirnos á sir Thomas Sanderson, Jefe de la Sección

del *Foreign Office* para los negocios de la América del Sur, en demanda de una entrevista sobre el reconocimiento de la beligerancia del partido del Congreso chileno por parte del Gobierno de la Gran Bretaña. Al mismo tiempo, el 16 de Junio, dirigíamos á lord Salisbury una nota en que poníamos en su conocimiento el hecho de que en nombre de la casa de sir W. Armstrong, que había construído el crucero *25 de Mayo* para el Gobierno de la República Argentina, se había ofrecido en venta este buque á los agentes de Balmaceda. Como consecuencia pedíamos á lord Salisbury que dictara las medidas conducentes á impedir que ese buque, caso de ser comprado por los agentes de Balmaceda, partiera de los puertos ingleses y fuera á tomar parte en la guerra civil chilena. (*Véase anexo n.° 8.*)

Mientras se acordaba la entrevista solicitada, creímos conveniente ponernos al habla con algunas personas influyentes en la política inglesa, á la vez que muy bien informadas sobre los diversos asuntos que se atienden en el *Foreign Office*.

Estas personas, al mismo tiempo que nos impusieron de datos importantes, hicieron valer en nuestro favor su influencia en ese Departamento, acrecida considerablemente por la imparcialidad de que estaban naturalmente revestidas respeto de la cuestión chilena.

Aunque sin hablar personalmente con lord Salisbury, pudimos luego conocer de una manera auténtica su opinión sobre los diversos puntos reclamados por nosotros. En cuanto á los cañones y proyectiles fabricados por la casa de sir W. Armstrong y C.ia para Balmaceda, lord Salisbury opinó que no podía impedir su exportación de Inglaterra porque la ley no se lo permitía; y en cuanto á los buques de guerra

que pudiera comprar Balmaceda, tampoco podría impedir su salida antes de que se acordara reconocer al Gobierno de Iquique el carácter de beligerante, reconocimiento que no podría apoyarse en los precedentes de la Cancillería inglesa, al mismo tiempo que se crearía uno nuevo y delicado para el futuro.

Por dos conferencias tenidas con los Sres. Sandersón y Currie, pudimos convencernos de que el *Foreign Office*, sin rechazar en absoluto nuestras peticiones, no creía llegado el momento de acceder á ellas. El triunfo del Congreso era considerado en ese departamento como muy dudoso, sobre todo después de haber recibido una carta de M. Kennedy, Ministro inglés en Santiago, que, escrita después del hundimiento del *Blanco*, pintaba como muy favorable la situación de Balmaceda.

También se nos observó que la capital de la República, estaba aún en posesión del Sr. Balmaceda, hecho muy importante para la solución de las cuestiones planteadas por nosotros. Se hacía valer además el hecho de que el Congreso no se reuniera porque Balmaceda se lo impedía, lo que probaba la superioridad de la fuerza de este último. Finalmente se insistía en que el Gobierno inglés no reconoció en ninguna ocasión la beligerancia de los Estados Unidos, ni recibió á los representantes de éstos, Sleydell y Mason. Á pesar de todo, se nos daba á entender que hechos posteriores pudieran autorizar el reconocimiento de la beligerancia y no se nos ocultaba que comprendían la justicia y superioridad moralque obraba en favor de nuestra causa.

Los argumentos que en el *Foreign Office* se hacían valer en contra de nuestras peticiones no tenían gran fuerza, á nuestro juicio, al lado de las consideraciones de hecho y de las reglas internacionales que creímos

de nuestro deber exponer privadamente al Subsecretario de Estado en apoyo de esas peticiones y en refutación de los motivos que se nos daban en su contra.

Estos hechos y estas consideraciones eran los mismos en que habíamos fundado nuestras alegaciones ante el Gobierno francés, reforzados con el hecho de ser la Inglaterra, la cuna de las libertades políticas y del poder y prestigio de los parlamentos.

Al Parlamento británico, en efecto, ha cabido en la historia el alto honor de poner atajo á los excesos del Poder Ejecutivo, y en una ocasión solemne su acción fué, como fué la del chileno, hasta el empleo de las armas, y hasta la deposición y muerte del que había atropellado sus derechos. Un Gobierno que encarna los deseos de ese mismo parlamento no podia proteger al Dictador Balmaceda en su obra de destrucción de las instituciones de Chile, permitiéndole la exportación de buques y municiones y la ejecución de otros actos bélicos en el territorio del Reino Unido, como se haría con un Gobierno que trata de reprimir bandidos ó piratas que por nada cuentan en las relaciones internacionales. Semejante conducta creaba un precedente pernicioso para la libertad de los pueblos y de los congresos, los que, seguros de la impotencia, á que los reduciría la semi hostilidad de las potencias extranjeras, preferirían soportar el yugo de los tiranos antes que arriesgarse en una empresa de seguro fracaso.

Sin embargo, nos inclinamos á creer que más que las observaciones precedentes pesaban en el ánimo de la cancillería inglesa, la poca confianza que se tenía en el triunfo de nuestra causa, y por consiguiente, la errónea apreciación que se hacía de los intereses del comercio inglés en el Pacífico. Se creía que la seguridad de esos intereses exigía que se guar-

dara muchas consideraciones al que según las apariencias debía un día dominar y gobernar de hecho, aunque dictatorialmente á Chile.

Convencidos de que por el momento no era posible obtener una resolución favorable del *Foreign Office*, resolvimos no presentar una extensa nota que teníamos preparada con el objeto de pedir el reconocimiento de nuestra beligerancia, ó sea la adopción de medidas conformes con los deberes de la neutralidad. Con ello nos exponíamos á un rechazo casi seguro, que no podría más que perjudicar á las demás gestiones que hacíamos en Europa. Resolvimos, pues, esperar y concretar nuestra acción en el *Foreign Office* á cuestiones de más fácil solución.

Creimos de nuestro deber, entonces, estrechar nuestras relaciones con algunas personas influyentes en la política inglesa. Envalentonados con el apoyo de ellas, nos dirigimos de nuevo al Gobierno inglés, con fecha 1.° de Julio, y en conferencia con sir Philip Currie, tuvimos ocasión de insistir una vez más en el reconocimiento de la beligerencia y especialmente en el rechazo que esperábamos que el *Foreign Office* opusiera á la recepción como Ministro de Chile, que probablemente reclamaría el Sr. Morla en virtud del nombramiento hecho en su favor por Balmaceda. Al mismo tiempo insistimos, en que el Gobierno inglés se opusiera á la salida de buques de guerra para Balmaceda.

Sobre el primer punto reclamado, la beligerancia, se nos dió la misma respuesta que antes, y en cuanto á la recepción del Sr. Morla, se nos declaró que las credenciales telegráficas no le bastarían en ningún caso para presentarse oficialmente ante el *Foreign Office*, y, sin declarar nada concreto sobre el particular, se nos dió á entender que la recepción del

Sr. Morla, en todo caso, no tendría lugar tan pronto, hecho que llegado á conocimiento de él lo retrajo probablemente de solicitar su recepción. En cuanto á la salida de buques para Balmaceda, se nos observó que el Gobierno no podía hacer nada, porque ello importaría una intervención en nuestra lucha interna. Naturalmente hubimos de rebatir esta observación, haciendo ver que justamente lo que pedíamos era que el Gobierno inglés no se mezclara en la guerra civil, sino que se mantuviera estrictamente neutral, no otorgando á uno de los dos partidos favores ó facilidades que no otorgaba al otro. Por fin se nos observó que, hasta ese momento no teníamos de qué quejarnos ya que ningún buque había salido para Balmaceda, y se nos agregó, que si teníamos noticia de alguno que pudiera encontrarse en ese caso, nos apresuráramos á ponerlo en conocimiento del *Foreign Office*, dando las pruebas de nuestro aserto, y que entonces habría llegado el caso de considerar y resolver la cuestión de la salida de buques.

Ese caso no llegó, pues los esfuerzos de los agentes del Dictador tendentes á la adquisición de buques de guerra quedaron sólo en tentativas.

A fines de Julio hubimos de acudir de nuevo al *Foreign Office* con motivo del viaje hecho á Inglaterra por el crucero *Presidente Errazuriz* después de haber dejado el Havre.

A causa de la resolución terminante dictada por el Gobierno francés prohibiendo el embarque de sus nacionales abordo de los navíos chilenos, el *Presidente Errázuriz* no pudo completar su tripulación en este último puerto, y los agentes de Balmaceda creyeron conveniente dirigirlo en busca de ella á los puertos ingleses.

Inmediatamente que tuvimos conocimiento efectivo

de este hecho, dirigimos una nota á lord Salisbury, con fecha 20 de Julio, en la cual poníamos en su conocimiento lo que pasaba, y pidiéndole que, siguiendo el ejemplo que ofrecían las resoluciones de los gobiernos francés y español, prohibiera á su vez el embarque en dicho buque de súbditos de S. M. B. (*Véase anexo n.°* 9.) Poco después conseguíamos una conferencia de sir Philip Currie, Sub-secretario del *Foreign Office*, y pudimos exponerle verbal y detenidamente todas las consideraciones que á nuestro juicio autorizaban sobradamente la medida que reclamábamos. A pesar de eso y de la intervención favorable de diversas personas de importancia, el Sr. Currie declaró que el *Foreign Office* no podía acceder á nuestros deseos, pues el *Foreign Enlistement Act.* (Ley de reclutamiento exterior) por nosotros invocado, no era aplicable sino respecto de los beligerantes, carácter que hasta entonces no nos había sido reconocido. El Sr. Currie nos expresó, sin embargo, que pronto se contestaría la nota que habíamos pasado á lord Salisbury sobre el particular, atención que por cierto era más prudente rehusar, pues la contestación negativa dada oficialmente por el *Foreign Office* no podía menos que perjudicar las gestiones que se hacían en España y Portugal con el objeto de impedir el enganche de marineros. Así lo expresamos al Sr. Currie.

Desgraciadamente nuestra prudencia no nos sirvió mucho, pues pocos dias después uno de los miembros de la Cámara de los Comunes, Mr. Camerón, interrogó al *Foreign Office*, por iniciativa propia, sobre las medidas que el Gobierno pensaba tomar para asegurar el cumplimiento del *Foreign Enlistment Act* con motivo de la presencia en las aguas inglesas del crucero chileno *Presidente Errázuriz*, y el *Foreign Office* creyó de su deber contestar por intermedio del Subsecreta-

rio de Estado, Sr. Fergusson, lo mismo que verbalmente se había manifestado á nosotros pocos días antes, esto es, que la ley citada no prohibía los enganches sino cuando se trataba de actos hostiles contra un Estado amigo de la Gran Bretaña, y que no habiendo sido reconocida la beligerancia de la Junta de Gobierno establecida en Iquique, esa ley no podía aplicarse al caso del crucero *Presidente Errázuriz*.

De esta manera, la Cancillería británica tuvo un caso práctico que resolver, y no obstante que el enrolamiento de individuos ingleses á bordo del crucero chileno era el caso más claro y evidente que pudiera presentarse como base de una resolución favorable á nuestra causa, el Gobierno británico no creyó conveniente obrar en este sentido. Las consideraciones más elementales de derecho y hasta de simple prudencia internacional, de la misma manera que el precedente que acababan de establecer para idéntico caso los Gobiernos de Francia y España, no pudieron nada en los consejos del *Foreign Office*.

Sin embargo, es satisfactorio anticipar á V. E. que la negativa del Gobierno británico no perjudicó en nada el éxito de los propósitos que perseguíamos. Gracias á circunstancias que tendremos oportunidad de indicar más adelante, el crucero *Presidente Errázuriz*, no solo no consiguió completar su tripulación, sino que perdió en Falmouth tres ingenieros y otros tripulantes ingleses ya contratados, quedando así en la imposibilidad de marchar más de 7 ú 8 millas por hora.

Antes de concluir nuestra relación de las gestiones de carácter diplomático ejecutadas en Inglaterra durante el periodo de la revolución, debemos hacer mención de las reclamaciones que dirigimos al *Foreign Office* á propósito del transporte de las barras

de plata enviadas por el Dictador á Montevideo á bordo del buque de S. M. B. *Espiègle*.

Tan luego como tuvimos noticias de que las barras de plata habían sido embarcadas en el buque nombrado, nos dirigimos al *Foreign Office* y previnimos de lo que ocurría al Subsecretario, sir Philip Currie. Éste nos contestó que nada sabía del asunto y pareció hasta dudar de la efectividad del hecho denunciado. Nos indicó, sin embargo, la conveniencia de que redactáramos un *Memorandum* explicativo del asunto, lo que efectivamente hicimos con fecha 12 de agosto. En ese documento exponíamos los hechos que motivaban nuestra reclamación; hacíamos notar la falta de prudencia y el olvido de las buenas prácticas internacionales en que habían incurrido los funcionarios ingleses que habían prestado su cooperación á los propósitos del Dictador Balmaceda, y reclamábamos del Gobierno británico que tomara las medidas conducentes á reparar el mal ya causado, si resultaban confirmadas las noticias que hasta entonces se tenían del asunto. Esa reparación consistiría en prohibir que las barras de plata sustraídas del Tesoro Público por el Dictador Balmaceda y embarcadas á bordo del *Espiègle* fueran trasbordadas á otro buque y enagenadas ó dadas en garantía en forma alguna. (*Véase anexo n.°* 10.)

Pocos días después, el 18 del mismo mes, dirigimos otra comunicación al Sr. Sanderson, transcribiéndole un telegrama de Montevideo que anunciaba la llegada á ese puerto del *Espiègle* cargando barras de plata por valor de un millón de pesos, más ó menos.

Estas comunicaciones permanecieron sin contestación hasta el 21 de Agosto, fecha en que fué publicada en Londres la noticia de la partida al Sur de la expedición libertadora y fecha en que eran completamente

derrotadas, en Concón, las fuerzas del Dictador. Sir Thomas Sandersón nos comunicaba entonces, que nuestras observaciones habían sido sometidas á la consideración de Lord Salisbury. Sin embargo, como los días pasaban y no obteníamos del *Foreign Office* medida alguna destinada á reparar el grave abuso en que habían incurrido los funcionarios británicos que practicaron el embarque de las barras á bordo del *Espiègle*, resolvimos pasar á Lord Salisbury una nueva nota con fecha 30 de Agosto, confirmando los hechos expuestos en las precedentes comunicaciones é insistiendo en pedir que el Gobierno de S. M. B. dictara las medidas precautorias que reclamábamos en resguardo de los intereses del tesoro chileno. (*Véase anexo n.°* 11.)

Poco después obteníamos una nueva conferencia con sir Thomas Sandersón con el fin de tratar el mismo negocio de las barras de plata. El Sr. Sandersón expresó que el negocio estaba en estudio para saber si el Gobierno de S. M. B. tenía el deber de tomar medidas sobre el particular, y en caso afirmativo cuáles serían esas medidas con arreglo á las leyes inglesas. En el curso de esa conferencia pudimos convencernos de que el transporte de las barras había sido hecho sin el conocimiento del *Foreign Office*, y pudimos observar la molestia que ahí producía la reconocida irregularidad de este acto.

Viendo la ineficacia de las gestiones diplomáticas encaminadas á asegurar los derechos de Chile sobre las mencionadas barras de plata, y sabiendo que ellas venían en camino á Inglaterra, creímos conveniente presentarnos á los tribunales de Justicia pidiendo el embargo provisorio de dichas barras hasta que los documentos pedidos á Santiago y Buenos Aires permitieran probar que ellas pertenecen aún al Gobierno de

Chile. Así fué decretado por sentencias judiciales de 16 y 23 de Septiembre de 1891.

En vista del hecho que precede suspendimos nuestras gestiones ante el *Foreign Office*, contentándonos con la reserva hecha al Gobierno inglés, en nota del 8 de Septiembre, de reclamar de él el valor de las dichas barras en caso de fracaso del juicio á que nos obligaba la participación tomada por los funcionarios ingleses en la exportación de las barras de plata del territorio de Chile y la omisión de las medidas gubernativas conducentes á evitar la consumación del daño que ese hecho acarreaba á nuestro tesoro. (*Véase anexo n.°* 12.)

Si echamos una mirada sobre la conducta adoptada por la Cancillería inglesa á propósito de cada una de las gestiones que nos cupo la honra de elevar á su consideración durante el periodo de nuestra guerra civil, nos vemos en la dolorosa necesidad de constatar que en todos esos casos ella ha estado lejos de guardar perfecta conformidad con las prácticas y principios internacionales generalmente admitidos, y lejos de corresponder á la benevolencia con que esas mismas peticiones fueron acogidas por otros gobiernos de Europa y América.

Además de Francia é Inglaterra, nuestras gestiones se extendieron también á los Gobiernos de España, Italia y Portugal.

Más arriba hemos hablado de la circular que pasamos á diversos Gobiernos europeos solicitando de ellos el reconocimiento de la beligerancía del Gobierno de Iquique. No habiendo un interés concreto é inmediato en obtener ese reconocimiento de parte de las cancillerías de España, Italia y Portugal, no creímos conveniente hacer valer ante ellas la misma insistencia que habiamos gastado respecto de las de Francia

é Inglaterra, y nos reservamos para hacer ante esos gobiernos, en cada caso particular, las gestiones que las circunstancias exigieran.

Fué así como á fines de Abril creímos conveniente dirigir una nota al Sr. Don Antonio Cánovas del Castillo, Presidente del Consejo de Ministros del Reino de España, con el objeto de rogarle que se negara á oir las solicitudes de compra de buques que según nuestras informaciones le serían probablemente hechas por los agentes del Dictador Balmaceda. En esta nota analizábamos extensamente los hechos y precedentes que permitían formarse una opinión acertada sobre el verdadero carácter de la revolución chilena, é invocábamos el respeto de las prácticas y principios que rigen las relaciones internacionales de los países neutrales con los partidos que dentro de otro país se hacen la guerra y se disputan la legitimidad del poder. (*Véase anexo nº* 13).

Con fecha 30 del mismo mes el Presidente del Consejo de Ministros encargaba al Subsecretario de Estado, señor Conde de Casa Miranda, de acusarnos recepción de nuestra nota y de participarnos que respecto de los puntos que ella abraza se atendría á las reglas y prácticas del derecho internacional.

Algún tiempo después supimos que los agentes del Dictador, no pudiendo completar la tripulación del *Presidente Errázuriz* en los puertos franceses, habían enviado á España comisionados especiales con el objeto de enganchar marineros, fogoneros y otros tripulantes. Inmediatamente, con fecha 15 de Junio, dirigimos otra nota al Sr. Cánovas del Castillo, poniendo ese hecho en su conocimiento y pidiéndole que, siguiendo el ejemplo dado por la Francia, y teniendo en cuenta las reglas y prácticas internacionales de que él era tan respetuoso, dictara las medidas con-

ducentes á impedir el enganche de los súbditos de S. M. C. como tripulantes del crucero chileno *Presidente Errázuriz*, á la sazón anclado en el puerto francés del Havre. (*Véase anexo n°* 14.)

Á mediados de Junio y después de mil peripecias que no es oportuno relatar aquí, los agentes del Dictador lograron hacer salir del Havre al crucero *Presidente Errázuriz*, dirigiéndolo á los puertos ingleses con el objeto de completar su tripulación. V. E. ha podido ver más arriba las gestiones á que dió lugar la presencia de dicho crucero en las aguas inglesas y el fracaso de los propósitos perseguidos por dichos agentes.

En vista de las dificultades con que ellos tropezaron en Inglaterra, dirigieron el buque á las costas de España y Portugal, y en previsión de los enganches que allí pudieran efectuar, nos antícipamos á dirigirnos á ambos gobiernos con el fin de poner en su conocimiento el hecho indicado y de pedirles que dictaran las medidas propias á impedir esos enganches. En esas notas creímos conveniente precisar las consideraciones que en casos análogos habíamos hecho valer ante otros gobiernos, y reforzar especialmente los hechos y razones en que fundábamos la petición de prohibir el enganche de marineros á bordo de un buque que se dirigía á tomar parte activa en nuestra guerra civil.

En nuestra nota del 20 de Julio, que, con pequeñas modificaciones, fué pasada á los Gobiernos de España y más tarde á los de Italia y Austria, decíamos al Gobierno de S. M. el Rey de Portugal: « En apoyo de esa petición, podríamos exponer á V. E. los numerosos hechos que sirven para apreciar la verdadera naturaleza de la desgraciada lucha que aflige á la República de Chile, y para estimar en toda su extensión la

fuerza é importancia material del partido que encabeza el Congreso Nacional de Chile, el cual no persigue otros propósitos que reivindicar el imperio de la Constitución y de las leyes de la República, violenta y arbitrariamente desconocidas por la dictadura del Señor Balmaceda, y sustraer del régimen del terror á la fracción de la familia chilena que aún permanece subyugada. Pero esta tarea, además de estar ya llenada en parte por la evidencia misma de los acontecimientos, no la consideramos estrictamente necesaria después de la circular que, con fecha 7 de Mayo del presente año, tuvimos el honor de transmitir á V. E. Al hacer al digno gobierno de S. M. el Rey de Portugal la petición que motiva la presente comunicación, creemos casi innecesario discurrir latamente sobre los principios generales que reglan las relaciones entre los pueblos civilizados y amigos, principios que aconsejan á las demás naciones no contribuír directa ni indirectamente al triunfo ó á la derrota de uno de los partidos que, dentro del territorio de una nación amiga, se hacen la guerra y se disputan la legitimidad del poder, ya sea permitiéndoles que se aprovisionen de armas, municiones, buques ú otros elementos de guerra, ya sea permitiendo en su territorio el enrolamiento de sus nacionales en calidad de soldados ó de tripulantes de naves de guerra ». (*Véase anexos n.os 15 y 16.*)

Reunido en Consejo ,el Gabinete español dió acogida á las peticiones que hacíamos en la referida nota y expidió las órdenes necesarias para hacer efectivo el acuerdo que se acababa de adoptar.

Desgraciadamente esa resolución se hizo pública, y el comandante del *Errázuriz*, que á la sazón se encontraba en Falmouth, cambió su itinerario, y en lugar de dirigirse al puerto español de Vigo, como lo

tenía resuelto, se dirigió á Lisboa. En esos momentos el Gobierno portugués tomaba en consideración nuestra nota del 20 de Julio y resolvía las peticiones allí formuladas en completa conformidad con nuestros deseos, pues no solo prohibió á los súbditos del Reino el embarque á bordo del navío chileno, sino que dispuso que ningún individuo de nacionalidad extrangera pudiera subir á su bordo sin pasaporte de la autoridad competente. Al mismo tiempo los Cónsules de Francia y España impedían en el mismo puerto el embarque de algunos de sus nacionales contratados por los agentes del Dictador. Aún más: mediante la actividad del Cónsul español en Lisboa y de nuestros agentes especiales, seis individuos de la misma nacionalidad fueron obligados á descender á tierra.

En vista de estas dificultades, los agentes del Dictador se dirigieron hacia las islas del Cabo Verde, lo que también pusimos en conocimiento del Gobierno portugués á fin de que hiciera extensiva á esa colonia, como lo hizo en efecto, las medidas ya decretadas y aplicadas en el continente. (*Véase anexo n.° 17.*)

En fin, Exma. Junta, para terminar lo que se refiere á las gestiones diplomáticas motivadas por el armamento, artillaje y partida de los cruceros *Presidente Errázuriz* y *Presidente Pinto*, que tantas inquietudes causó en Chile y en Europa á los defensores de nuestra sagrada causa, debemos dejar constancia de la conducta imparcial y elevada de que, á ejemplo de España y Portugal, dieron prueba los Gobiernos de Italia y Alemania, accediendo sin reservas á las peticiones que se les dirigió en nombre del Gobierno de Iquique rogándoles que impidieran la tripulación y artillaje del crucero *Presidente Pinto*, que con ese objeto visitó los puertos de Génova y Kiel.

Como V.E. lo vé, hay un verdadero contraste entre la

política un tanto tímida é indecisa que los Gobiernos de Francia é Inglaterra adoptaron ante la revolución chilena y la conducta resuelta y enérgica con que los Gobiernos de España, Portugal, Italia y Alemania, dieron acogida á las peticiones que les fueron dirigidas en nombre de los intereses y de las libertades del pueblo de Chile y de la soberanía de sus representantes.

Fuera de las gestiones diplomáticas que quedan indicadas, tuvimos ocasión de ejecutar otras que también merecen ser relatadas, aunque sea someramente.

Entre ellas debemos citar diversas conferencias que hubimos de celebrar con algunos de los ministros extranjeros acreditados en Francia. Así, sabedores de que los agentes de Balmaceda trataban de comprar un blindado griego, nos acercamos al representante de Grecia en París, á fin de manifestarle que esa compra adolecería de nulidad en razón de ser hecha por los agentes del Presidente Balmaceda, destituído por el Congreso, y desprovisto de la facultad de gastar los fondos del Estado, por no haber sido dictada la ley de presupuestos que la Constitución requiere para hacerlos, y por haber declarado el mismo Congreso que esos actos no ligaban en nada á la República de Chile. Al mismo tiempo, le hacíamos valer las reglas del derecho internacional, que no permitían que un gobierno facilitara elementos bélicos á una de las fracciones que dentro de un país se hacen la guerra y se disputan la legitimidad del poder. El señor ministro de la Grecia prestó atento oído á nuestras observaciones, y nos prometió trasmitirlas en breve á su gobierno. En una nota pasada al Dictador, y publicada después del término de la revolución, hemos podido ver la resolución, conforme á nuestros deseos, que el Gobierno griego adoptó en esta circunstancia.

Análogas observaciones hicimos á los ministros de España, y del Japón, en París, con el objeto de prevenirlos contra los gestiones que se nos decía efectuaban los agentes del Dictador para la adquisición de buques que pertenecían á esos Gobiernos ó se construían para ellos.

Movidos por la gravedad de las complicaciones que se produjeron entre la Excma. Junta de Iquique y el Gobierno de los Estados Unidos, con motivo de la cuestión del *Itata*, nos atrevimos á solicitar del ministro de los Estados Unidos en París varias conferencias privadas, que nos fueron acordadas. Debemos dejar constancia de la marcada benevolencia con que el Sr. Whitelaw Reid nos recibió y accedió á nuestro pedido de comunicar por telégrafo al Gobierno de Washington nuestros propósitos pacíficos y conciliadores.

El mismo asunto del *Itata* motivó diversos telegramas que dirigimos al Gobierno de Méjico, á fin de que otorgara al crucero *Esmeralda*, anclado en Acapulco, las consideraciones de la neutralidad. El Presidente de Méjico, Sr. Porfirío Díaz, nos contestó negativamente, apoyándose en que nuestro Gobierno no tenía el caracter de beligerante; pero como V. E. sabe, poco después el Gobierno mejicano suspendió su oposición á que el *Esmeralda* se proveyera de carbón en Acapulco.

Antes de concluir la relación de las gestiones diplomáticas á que dió lugar nuestra representación como Agentes confidenciales de la Excma. Junta de Iquique, debemos observar á V. E. que hemos creído de nuestro deber prescindir en ella de las gestiones especiales hechas en Alemania y en España por los Agentes confidenciales Sres. Claudio Matte y Francisco Gandarillas, no obstante que casi siempre procedieron de

acuerdo con nosotros. Aparte de que no poseemos por el momento los documentos que á esas gestiones se refieren, hemos creído que debíamos dejar á ellos entera libertad para exponerlas á V. E. por separado y de una manera completa.

IV

RETENCIÓN DE FONDOS PARA EL DICTADOR Y DIFICULTADES OPUESTAS Á LA CONTRATACIÓN DE EMPRÉSTITOS POR LOS AGENTES DEL MISMO.

Importancia que tenía el limitar los recursos pecuniarios del Dictador. — Comunicación telegráfica dirigida á los bancos alemanes por el Sr. Walker Martinez. — Nota dirigida á los mismos bancos y á los Sres. Rotschild por los Agentes confidenciales. — Conferencia con el gerente de la casa de Rotschild; retención de 170,000 libras esterlinas para hacer el servicio de la deuda. — Temores de los agentes del Dictador de verse en escasez de fondos. — Segunda nota á los bancos alemanes. — Decreto de la Junta desautorizando todo empréstito contratado á nombre del Dictador. — Nota al Gobernador del Banco de Inglaterra. — Nota á los Srs. Baring Brothers y C.ia. — Nota á la Compañía Comercial francesa. — Notas á los Srs. Munroe et C.ia y al Crédit Lyonnais. — Diligencias judiciales encaminadas á obtener la retención de los fondos de la República depositados en diversos bancos de París y de Londres. — Diligencias hechas para salvaguardiar los mismos fondos después de la derrota del Dictador. — Resultado general de las gestiones hechas ante los bancos europeos. — Gestiones provocadas por el contrato del *Aguila*.

La experiencia ha probado siempre que la abundancia ó la escasez de recursos pecuniarios tienen una influencia casi decisiva en las guerras civiles ó extranjeras. Ocupado Iquique por las fuerzas constitucionales y reducidas así las entradas del Dictador á sumas enteramente desproporcionadas con el derro-

che desemfrenado de dinero que caracterizó el Gobierno de la Dictadura, se pudo comprender que los defensores del Congreso dispondrían, en el peor de los casos, de un medio seguro de vencer al Presidente Balmaceda, y de terminar con la tiranía que él había implantado como régimen de gobierno: ese medio era el de mantenerse tranquilos esperando que el tiempo se encargara de agotar los recursos que el Dictador tenía en caja en el momento de estallar la guerra civil y de exterilizar los artificios con que seguía procurándoselos.

Reducido el Dictador ó su sucesor á la escasez, las más inauditas crueldades no habrían bastado á mantener la fidelidad de sus interesados secuaces, ni la disciplina de sus soldados. El edificio elevado por la Dictadura se habría derrumbado por su propio peso y el ejército del Congreso no habría necesitado hacer sino pequeños sacrificios para restablecer el regimen legal de Gobierno.

El medio indicado ofrecía sin duda los gravísimos peligros que siempre acarrea la prolongación indefinida de un estado de cosas como el creado por el expresidente Balmaceda; pero ese medio de poner término á los abusos del Dictador, con todos sus defectos, valía la pena de no olvidarlo para el caso de fracasar otros más prontos y eficaces. Al contrario, era prudente tenerlo muy en cuenta, no desperdiciarlo y darle mayores probabilidades de eficacia.

Haciéndolo así, se combatía también de una manera directa á la Dictadura, disminuyendo sus medios de defensa.

Así lo comprendimos nosotros desde los comienzos de la guerra civil, y nuestras primeras gestiones, en representación de la Delegación del Congreso, hubieron de dirigirse á impedir que los agentes del Dicta-

dor pudieran disponer de los fondos que la República tenía en poder de diversas casas de crédito europeas, antes de entronizarse el despotismo del presidente Balmaceda.

Al mismo tiempo debíamos velar porque los mismos agentes no comprometieran el crédito de la nación y obtuvieran recursos importantes por medio de la contratación de empréstitos. Esa tarea era tanto más necesaria, cuanto que esos recursos eran ardientemente buscados por dichos agentes con el fin de emplearlos en los mismos países de Europa, en la adquisición de buques, cañones, torpedos y otros elementos de guerra para el Dictador.

El Gobierno de la Delegación del Congreso, parece que estimó las cosas de una manera enteramente análoga á la que queda expuesta, pues á principios del mes de Febrero de 1891, se tuvo noticia en Europa de que el Sr. Walker Martínez se había dirigido á los Sres. Mendelssohn y Compañía, y al Deutsch Bank, ambos de Berlín, poseedores de fuertes sumas pertenecientes á la República, notificándoles á nombre de la Delegación del Congreso que no debían pagar giro alguno hecho á su cargo por el Dictador ó sus agentes.

Antes de que esa noticia fuera publicada en el *Times* de Londres, ya habíamos discutido detenidamente la cuestión, y habíamos resuelto obrar en el mismo sentido que el Sr. Walker. Con fecha 16 de Febrero, en efecto, nos dirigíamos á los Sres. Mendelssohn y Compañía y al Deutsch Bank, de Berlín, y á los Sres. Rothschild y Compañía de Londres, insistiendo en las razones que á nuestro juicio los ponía en la necesidad de mantener el rechazo de los giros hechos á su cargo por Balmaceda ó sus agentes. Como estas gestiones tenían lugar en una época en que en Europa

no se tenía sobre la guerra civil sino noticias enteramente vagas y contradictorias, creímos conveniente exponer en ellas diversos hechos y consideraciones generales sobre la guerra civil y relacionados solo indirectamente con la cuestión de la entrega de fondos. Hubimos de manifestar que el presidente Balmaceda, lejos de ser el sostenedor del orden y de la legalidad en Chile, era el verdadero revolucionario y el verdadero conculcador de la Constitución y de las leyes.

Los fondos que estaban en poder de las casas nombradas provenían en su totalidad del empréstito de 1.546,000 libras exterlinas, del 4 1/2 0/0, emitido en Alemania en 1889, y cuyo producto debía ser exclusivamente destinado á la construcción de ferrocarriles.

Manifestamos pues á los detentores de esos fondos que los pagos hechos á Balmaceda ó sus agentes no solo serían nulos y posteriormente desconocidos por el Gobierno legítimo de Chile, en razón de ser hechos á un presidente depuesto y desprovisto de la autorización legal indispensable para disponer de los dineros del Estado, sino también por ser un hecho comprobado que esos fondos serían destinados á la adquisición de elementos bélicos, cosa muy diferente de la construcción de ferrocarriles. (*Véase anexo n.° 18.*)

Ni los Sres. Mendelssohn y C.ia ni el Deutsch Bank nos honraron con una respuesta, pero indirectamente supimos que habían tomado sériamente en cuenta nuestras observaciones. Á fin de alentarlos á tomar una resolución franca, nos dirigimos por telégrafo, entonces á la Delegación del Congreso pidiendo que se notificara por cable á dichas casas de crédito que los fondos que estaban en su poder no podían ser des-

tinadas á otro objeto que á la construcción de ferrocarriles. Esto parece que contribuyó eficazmente á la obtención de nuestros propósitos.

En cuanto á los Sres. Rothschild, tampoco nos contestaron ni pudimos saber, ni aun por medios indirectos, cuál era su manera de pensar sobre la cuestión de la entrega de los fondos de la República que tenían en su poder. Se nos dijo, sin embargo, que ellos habían observado que no tenían en su poder fondos provenientes directamente de empréstitos de Chile, sino los destinados al servicio de nuestra Deuda pública, y que de consiguiente no se encontraban en el caso de hacer retención alguna.

Sabíamos además que la Legación de Chile tenía algunos fondos depositados en cuenta corriente con los Sres. Munroe y C.ia de París. Sin embargo, no conociendo el monto á que se elevaban dichos fondos, creímos más prudente no dirigir por el momento comunicación alguna á dicha casa para no exponernos á dar un paso inútil ó de muy excasa importancia.

Así quedaron las cosas hasta el día 6 de Abril fecha en que, mejor informados acerca de los fondos depositados en casa de los Sres. Rotschild y acerca de lo que estos pensaban sobre el particular, creímos conveniente dirigirles una nueva carta, haciéndoles notar la importancia financiera de la región gobernada por las autoridades de Iquique é insistiendo en que acedieran á la retención de los fondos de la República que tenían en su poder. (*Véase anexo n.° 19.*)

Al día siguiente se nos contestó por dichos señores que ellos no podían tomar sobre sí las responsabilidades en que nosotros les decíamos que incurrirían por los pagos hechos á los agentes del Presidente Balmaceda, pero que, no obstante, tomaban con gusto nota

de nuestras observaciones, especialmente de aquellas que se relacionaban con la seguridad de los derechos de los tenedores de bonos.

Poco después, conocedores de las dudas que asaltaban á los directores de la casa de los Sres. Rothschild, creímos conveniente trasladarnos de París á Londres con el objeto de celebrar una conferencia con el gerente Sr. N. M. Rothschild. Esta conferencia nos fué acordada por el Sr. Tite, representante de la mencionada casa. En el curso de nuestra conferencia y después de oír nuestras explicaciones, el Sr. Tite puso en nuestro conocimiento que, en vista de los sucesos que se desarrollaban en Chile, la casa que representaba había acordado reservar del depósito hecho á nombre de la República, la suma de 170,000 libras esterlinas con el fin de hacer el 1.° de Julio el servicio de los dos empréstitos que corren á su cargo. El saldo que quedaba á disposición de los agentes del Dictador era de 10,000 libras esterlinas.

Como resultado de las precedentes gestiones, pronto tuvimos noticia de la alarma que producía entre los agentes del Dictador, la expectativa de encontrarse en escasez de fondos. La Legación había hecho recientemente diversos pagos de importancia, como el dividendo de la Compañía de *Forges et Chantiers*, gastos en torpedos y otros elementos de guerra para los cruceros, etc., y pronto tendría que atender á otros gastos no menos fuertes. La inquietud, era pues, bien fundada, si se consideraba la actitud asumida por los Sres. Rothschild, y ella se manifestó elocuentemente por la orden impartida al Sr. Antúnez, de procurar la rescisión de los contratos relativos á puentes, rieles y otros materiales para los ferrocarriles, y por la revocación por decreto de los contratos celebrados por el Estado con diversos jóvenes á fin de que se dedi-

quen en Europa al estudio y perfeccionamiento de ciertos ramos.

El Dictador dejaba ver, todavía, los temores que le asaltaban acerca de su próxima situación financiera, con el apresurado envío á Europa de uno de sus mejores y más activos cooperadores, Don Joaquín Godoy, que venía, según se dijo, con el encargo especial de contratar empréstitos y llenar las vacías cajas de la Moneda de Santiago. Al mismo tiempo tuvimos noticias de que el Dictador hacía diversas gestiones con el objeto de transportar al extranjero las barras de plata acumuladas en obedecimiento á la ley de 1887, y destinadas á la amortización del papel moneda. Todavía se nos informaba que pronto irían de los Estados Unidos á Chile por vía de Costa Rica varios cajones de billetes destinados á las nuevas emisiones que se proponía hacer el Dictador.

En cuanto á estos dos últimos puntos nos limitamos á dirigir diversos telegramas al Sr. Trumbull, agente del Gobierno Provisorio en Estados Unidos, indicándole la conveniencia de hacer lo posible por impedir que el Dictador consiguiera un buque americano á fin de transportar las barras de plata, y para impedir que recibiera los billetes citados. Con este último fin dirigimos también dos telegramas á la casa a fabricadora de dichos billetes, *American Bank Note Company*, de Nueva York. Pero nuestra acción debía ser más enérgica y persistente ante los banqueros europeos. Debíamos, en primer lugar, obtener de una manera definitiva que retuvieran en sus manos los fondos pertenecientes á la República, y debíamos, en seguida, no ahorrar esfuerzos para impedir que ellas otorgasen facilidad alguna á la contratación de empréstitos por los agentes del Dictador.

Con fecha 19 de Abril nos dirigimos, pues de nuevo,

á los señores Mendelssohn y al Deutsch Bank, exponiéndoles detenidamente las razones que les aconsejaban mantener la retención de los fondos que tenía en su poder la República de Chile. Entre esas razones citábamos el hecho de que los Sres. Rothschild hubiesen reservado los fondos de la República para atender al servicio de la deuda, y las diversas circunstancias que hacían nulos ó por lo menos muy peligrosos para ellos los pagos hechos á los agentes del Dictador. En la misma comunicación á dichas casas de crédito les agregábamos, en cuanto á los empréstitos que pretendían contratar los agentes del Sr. Balmaceda, lo siguiente:

« También creemos conveniente prevenir á ustedes por lo que pudiera ocurrir, que el Sr. Joaquín Godoy ha llegado á Europa en comisión especial del presidente Balmaceda, quien, habiendo sido depuesto por el Congreso no tiene facultad para nombrar agentes ó Ministros que puedan obligar válidamente la responsabilidad de la República de Chile. Ni Godoy ni ningún otro agente que obre en nombre de Balmaceda tiene facultad para contraer compromisos en nombre de Chile, y todo empréstito que contraigan en las actuales circunstancias carece de la aprobación del Congreso, requisito esencial para su validez, según la Constitución y las leyes chilenas; y siendo nulo, no será reconocido por el Gobierno legítimo del país. El Sr. Godoy parece que se dirigirá á Berlín con el objeto de contratar algún empréstito, comisión que pretenderá desempeñar fundándose, sin duda, en la ley de 20 de Enero de 1888, que Vds. conocen y que en su artículo 5.° dice: « Se autoriza al Presidente de la República para contratar un empréstito que produzca tres millones de libras esterlinas (£ 3.000,000) y que se destinará *exclusivamente á la construcción de*

los ferrocarriles indicados en el art. 1.° de esta ley. »
Pues bien, en virtud de esta ley se contrató por el ministro de Chile, Don Domingo Gana, y por conducto de Vds., un empréstito por valor de un millón y medio de libras esterlinas, de cuyo producto queda todavía en poder de Vds. mismos una suma considerable de dinero destinada á la construcción de los dichos ferrocarriles. No se necesita de consiguiente un nuevo empréstito con ese fin, supuesto que hay todavía, fondos sin invertir, y como el artículo transcrito de la ley dice que su producto se destinará *exclusivamente* á la construcción de los ferrocarriles, sería completamente ilegal su contratación con el evidente fin de fomentar una guerra civil, porque lo que se propone el Sr. Godoy, en nombre del depuesto presidente Balmaceda, es comprar buques de guerra y armamentos y no materiales de ferrocarril. Es notorio en efecto, y Vds. deben saberlo, que los agentes del Sr. Balmaceda han rescindido todos los contratos que han podido relativos á la provisión de rieles, puentes, máquinas, wagones, etc., porque los trabajos de los ferrocarriles están casi paralizados y, de consiguiente, contratar empréstitos con ese fin sería un simple engaño. »

« En vista de los datos que preceden y de las consideraciones expuestas, cuenten ustedes de seguro con que cualquiera operación financiera que se celebre con el Sr. Godoy ó cualquier otro agente del Sr. Balmaceda, será completamente ilegal y será desconocida por el Congreso Nacional de Chile ». (*Véase anexo n.° 20.*)

Pocos días después, con fecha 21 de Abril, nos dirigíamos á los mismos Sres. Mendelssohn y al Deutsch Bank, y además al City Bank, observándoles que así como la casa de los Sres. Rothschild tenía en

sus manos los fondos destinados al servicio de los empréstitos que esa casa atiende, era natural que exigieran de la Legación de Chile igual garantía para hacer el servicio de los empréstitos por £ 1.546,000 y por £ 808,900 emitidos por ellos. (*Véase anexo n.° 21.*)

Más tarde, el Gobierno de Iquique nos transcribía el Decreto del 21 de Abril, dictado por pedido nuestro, que desconocía todo valor á las deudas que á nombre de la Nación contrajeran los agentes del ex presidente Balmaceda, sea que pretendieran apoyarse en la caducada ley de 20 de Enero de 1888, ya sea en cualquiera otra autorización que emanare de la ilegítima asamblea que con el supuesto nombre de Congreso, había hecho convocar el Sr. Balmaceda en Santiago, con el propósito de sostener su dictadura. (*Véase anexo n.° 22.*)

Creímos pues oportuno publicar ese decreto en los principales diarios de Europa y dirigir otra comunicación á los Sres. Mendelssohn y Compañía y al Deutsch Bank informándoles de la existencia de ese decreto, insistiendo en nuestras consideraciones anteriores y manifestándoles la responsabilidad que podría acarrearles la aceptación de toda obligación contraída á nombre de la República por los agentes del ex presidente Balmaceda. (*Véase anexo n.° 23.*)

Al mismo tiempo que hacíamos las peticiones precedentes, Don Joaquín Godoy se esforzaba por obtener en Berlín los cuantiosos fondos que estaban en poder de los banqueros alemanes. Esos esfuerzos fueron enérgicamente combatidos por Don Claudio Matte y durante algún tiempo el Dictador y sus agentes estuvieron privados de los fondos mencionados. Pero habiendo el Gobierno alemán recibido á Don Joaquín Godoy en carácter de Ministro Plenipotenciario de Chile, creyeron dichas casas de crédito que no podían

continuar reteniendo los fondos de la República de Chile, y pusieron á su disposición todo el saldo existente, menos la suma necesaria para cubrir en 1.° de Julio de 1891 y 1.° de Enero de 1892 el servicio del empréstito por un millón quinientas cuarenta mil libras emitido en virtud de la ley de 1888. Ese saldo entregado creemos que fué de 60,000 libras esterlinas más ó menos.

En resúmen, el resultado de las diversas gestiones hechas ante los Sres. Rothschild y Mendelssohn y ante el Deutsch Bank dieron por resultado la retención definitiva de 170,000 libras por el primero y de 80,000 por los segundos con el objeto especial de hacer el servicio de la deuda externa de Chile. Dadas las circunstancias que entonces atravesaba el país, el resultado indicado puede considerarse como un hecho feliz, como que salvó así el crédito de la República de los graves males que él habría sufrido á consecuencia de un simple retardo en el pago de los intereses y de la amortización de nuestra deuda exterior. Aún más; el hecho de haber atendido á esas obligaciones en circunstancias tan críticas, será en adelante uno de los hechos que más contribuirá á mantener la confianza acordada en Europa, desde hace largos años, al crédito de nuestro país. Además del beneficio apuntado, conseguimos también privar á los agentes de Balmaceda, durante un tiempo no escaso, de sumas considerables, que puestas oportunamente al servicio de la causa que ellos defendían pudieron ocasionar graves daños al país.

Gestiones análogas á las precedentes hubimos de hacer ante otras casas de crédito con el objeto de impedir que los agentes del ex presidente Balmaceda se procurasen fondos destinados á sostener la lucha de éste contra los defensores del Congreso y del régi-

men legal. Así, el 7 de Mayo de 1891, sospechando que los dichos agentes trataban de poner la mano sobre los fondos provenientes del guano y depositados en el Banco de Inglaterra con el fin de pagar una parte de la deuda de los tenedores de bonos peruanos, creímos conveniente dirigirnos al señor Gobernador de dicho Banco, exponiéndole en pocas palabras la situación que atravesaba el país, á consecuencia de los abusos del depuesto presidente Balmaceda, y pidiéndole que retuviese en manos del Banco de Inglaterra los dichos fondos, aunque le fuesen solicitados por el Dictador ó sus agentes en Europa. (*Véase anexo n.° 24.*)

En los mismas días descubrimos que los agentes del Dictador tenían algunos fondos de la República en casa de los Sres. Baring Brothers y Compañía, y al mismo tiempo que solicitábamos del Gobierno de Iquique que por cable pidiera su retención, dirigíamos con fecha 10 de Mayo á dicha casa una comunicación análoga á las que en ocasiones anteriores habíamos dirigido á otros establecimientos de crédito. (*Véase anexo n.° 25.*)

En esos mismos días se nos dijo que la Legación de Chile en Paris, estaba en negociaciones con la Compañía Comercial francesa con el objeto de obtener de ella un préstamo de 60,000 libras esterlinas, garantido con el producto del guano; (después hemos sabido que de lo que realmente se trataba era de obtener la entrega, como sucedió en efecto, de 60,000 libras provenientes del producto de la venta del guano. En esa inteligencia, dirigimos á dicha Compañía una comunicación, fechada el 10 de Mayo, previniéndola de la nulidad de que adolecería toda obligación contraída á nombre de la República por los representantes del Sr. Balmaceda, y dejándola en libertad de correr

los riesgos que esas operaciones pudieran crearle en el futuro. (*Véase anexo n.° 26.*)

Sabedores de que los agentes del Dictador tenían depositada una cantidad de dinero de la República en casa de los Sres. Munroe y Compañía, de París, creímos llegado el momento de dar los pasos necesarios para privarles del uso de ese dinero. Con ese objeto hicimos dirigir á esos señores una notificación judicial, previniéndoles la ilegitimidad de los pagos que hiciesen á los agentes del Dictador, é informándoles de que, en caso de hacerse esos pagos, no serían reconocidos por el Gobierno de Chile, quedando á su cargo toda responsabilidad que de ellos naciera. Dos días después, el 3 de julio de 1891, creímos conveniente confirmar y ampliar esa notificacion por medio de una nota. En ella exponíamos que al hacer la dicha notificación y al insistir en la petición que ella contenía, habíamos querido salvaguardiar dos intereses de grande importancia. Queríamos en primer lugar poner el tesoro chileno al abrigo de todo perjuicio que pudieran ocasionarle las operaciones que los agentes de Balmaceda pretendían llevar á cabo con dicha casa, operaciones que siendo ejecutadas por los agentes de un presidente depuesto por el Congreso Nacional, no podían ser reconocidas como válidas por el Gobierno de la Delegación de este mismo Congreso.

Queríamos, enseguida, salvaguardiar los intereses de la misma casa de los Sres Munroe, que sufrirían un grave daño si ellos hacían pagos que nuestro Gobierno se vería más tarde en la penosa necesidad de rechazar como nulos y sin valor alguno. En dicha nota preveníamos, todavía, á los Sres Munroe y Compañía, que el Sr. Godoy, que acababa de ser nombrado representante del Sr. Balmaceda en París, no había

sido recibido en tal carácter por el Gobierno francés, ni tal vez lo sería en lo futuro, y que, de consiguiente, dicho señor no sólo no tenía la facultad de obligar á la República de Chile, pero ni siquiera al Gobierno ilegítimo y de hecho del Sr. Balmaceda. (*Véase anexo n.° 27.*)

Al mismo tiempo que á los Sres. Munroe y Compañia, creímosoportuno hacer una notificación análoga al Crédit Lyonnais. Esa notificación la hicimos seguir también de una comunicación concebida en los mismos términos que la otra y destinada á explicarla y ampliarla.

A consecuencia de estas notificaciones, se nos dirigieron el 10 de julio, á nombre de Don Cárlos Antúnez dos notificaciones, en las que se nos invitaba á una audiencia judicial, con el fin de resolver la cuestión de la retención de los fondos. Sabiendo que el Dictador Balmaceda había aceptado la renuncia del Sr. Antúnez como Ministro de Chile en Francia y nombrado en su lugar á D. Joaquín Godoy, no pudo menos que extrañarnos que se nos citara á nombre del primero y no del último.

Como, por otra parte el Sr. Godoy tampoco tenía facultad de representar á Chile, por no haber sido aún reconocido por el Gobierno francés, creímos conveniente dirigir una carta al Sr. Antúnez, pidiéndole que tuviera la bondad de declarar si realmente había autorizado él la gestión judicial á que nos hemos referido. (*Véase anexo n.° 28.*)

En el mismo día el Sr. Antúnez nos contestó diciéndonos que los fondos de la Legación corrían á cargo del Sr. Godoy y que era él quien gestionaba la libre disposición de ellos. (*Véase anexo n.° 29.*)

Con estos antecedendentes nos presentamos á la audiencia á que se nos había llamado, pero á pesar de

todo la resolución en ella dada nos fué contraria, pues el juez consideró al Sr. Antúnez como el único ministro de Chile acreditado ante el Gobierno francés, reconociéndole la facultad de disponer de los fondos depositados en casa de los Sres. Munroe y en la Compañia Comercial Francesa.

Sin darnos por vencidos, creímos de nuestro deber dirigir, con fecha 20 de Julio, dos nuevas comunicaciones á dichas casas de crédito, protestando contra la decisión judicial citada, y declarando que á nuestro juicio ella no minoraba en nada las responsabilidades en que ellas incurrirían por los pagos hechos á los Sres. Antúnez ó Godoy, desprovistos por muchas razones de la facultad de representar á la República de Chile. El Dictador en efecto, había aceptado la renuncia del Sr. Antúnez, cesando así, por revocación expresa el mandato de que estaba investido, y el Sr. Godoy no podía pretender ese carácter por no habérselo reconocido aún las autoridades francesas. (*Véase anexo n.° 30.*)

El resultado de esas gestiones fué que los Sres. Munroe y C. , resolvieron, á pesar de la resolución judicial contraria, retener los fondos que tenían en su poder, negándose á entregarlos á los agentes de Balmaceda. Esta resolución fué mantenida durante todo el tiempo que aún debía durar la guerra civil. La Compañía Comercial, por el contrario, hizo cesar en vista de la misma resolución judicial, la retención de dichos fondos y los puso á la disposición de dichos agentes.

Al mismo tiempo que hacíamos estas gestiones judiciales en París, entablábamos otras análogas en Londres con el objeto de retener de una manera definitiva los fondos de la República que tenían en su poder los Sres. Rothschild y la casa de Baring Brother et C.ia. Llevada ante la justicia la cuestión del secuestro de

los fondos de la República de Chile depositados en dichas casas, el juez de la causa, conformándose á las peticiones de la parte contraria, declaró que no había lugar á dicho secuestro, fundándose en que nosotros no habíamos sido reconocidos por el Gobierno de la Gran Bretaña en el carácter de representantes de ningún Gobierno de Chile, y en que por consiguiente no teníamos personería para obrar en su nombre. Esta resolución, sin embargo, no hizo cesar la retención de las 170,000 libras que la casa de Rothschild había reservado para hacer el servicio de nuestra Deuda exterior.

La noticia del triunfo definitivo de nuestra causa no puso fin á la tarea de impedir ó de dificultar á los agentes del Dictador que pudieran disponer y malgastar los fondos de la República colocados en diversas casas de crédito europeas.

El mismo día que llegaba la noticia del triunfo del Congreso, sabíamos que el Sr. Godoy estaba en posesión de dos letras, la una por 15,000 libras esterlinas aceptada por el City Bank, y la otra por la misma suma endosada á la Compañía Comercial francesa, y temiendo que no obstante los hechos que acababan de suceder, intentase cobrar su importe, nos apresuramos á dirigirnos judicialmente al City Bank, de Londres, y á la Compañía Comercial francesa y notificarles que en mérito de los hechos que acababan de verificarse en Chile, se sirvieran rehusar la aceptación ó pago de las libranzas al Sr. Godoy, exrepresentante del dictador Balmaceda. Al mismo tiempo pedíamos por telegrafo á la Junta de Gobierno que los bancos giradores de las letras enviadas al Sr. Godoy suspendieran su aceptación por las casas europeas.

Nuestras peticiones no pudieron ser más oportunas, pues pocos momentos después de haberse notificado

al City Bank nuestra oposición, el Sr. Godoy, venido de Paris en tren nocturno, se presentaba á cobrar las 15,000 libras esterlinas.

En el mismo momento hacíamos entregar al Sr. Godoy una carta indicándole la conveniencia de no exigir el pago de los fondos indicados, que eran del Estado, por haber cesado de una manera absoluta é indudable en toda función ó cargo que en nombre de Chile pudiera haber ejercido. (*Véase anexo n.° 31.*)

El Sr. Godoy tampoco consiguió el pago de la otra letra que había endosado á la Compañia Comercial francesa. Por lo demás, casi al mismo tiempo que aquí hacíamos esas diligencias, la Oficina del Banco Nacional de Chile en Valparaíso, que había girado esas letras hacia avisar por telégrafo al City Bank que no las pagara. El mismo Banco Nacional previno también á este último que rehusara la aceptación de varias libranzas que venian en camino y probablemente á la orden de D. Joaquín Godoy.

Sospechosos de que además de las letras de que teníamos conocimiento, vinieran otras por correo á la orden del Sr. Godoy, nos apresuramos á dirigirnos al Director de Postas y Telégrafos de Francia pidiéndole que en virtud de los sucesos que acaban de verificarse en Chile, tuviera á bien poner á nuestra disposición la correspondencia oficial que viniera de Chile al Sr. Godoy. Habiéndose negado dicho Director á nuestra petición, fundándose en que el nombre primaba la calidad expresada en la cubierta de las comunicaciones dirigidas al Ministro del Sr. Balmaceda, nos vimos obligados á acudir al Sr. Ministro de Relaciones Exteriores de Francia, á fin de que ordenara la entrega de las cartas del Sr. Godoy que, por los sellos é indicaciones escritas contenidas en su cubierta, tuvieran carácter oficial. Así lo ordenó el Sr. Ribot, y gra-

cias á esta orden pudimos adquirir la posesión de letras por valor de 20,000 libras esterlinas que el Gobierno del Sr. Balmaceda le había enviado poco tiempo antes de su caída.

Á fin de poner al Estado, de una manera definitiva, al abrigo de todo intento que los agentes del Dictador pudieran hacer con el objeto de disponer de los fondos que hasta el momento de nuestro triunfo habían estado á su disposición, creímos conveniente dirigir á varias casas de crédito una nota en que les informámos de los hechos que acababan de producirse en Chile, en virtud de los cuales cesaba de hecho toda representación que esos agentes pretendieran atribuirse á nombre de la República, y por consiguiente todo derecho para percibir suma alguna perteneciente á Chile. (*Véase anexo n.° 31 bis.*)

Si se toman en conjunto las diversas gestiones hechas con el objeto de impedir ó dificultar á los agentes del dictador Balmaceda el libre uso y disposición de los dineros del Estado, se verá que amenudo conseguimos privarlos de una manera efectiva y definitiva de importantes sumas, y siempre conseguimos, por lo menos, retardarles, por más ó menos tiempo, la disposición é inversión de los fondos que la República tenía depositados en algunas casas de crédito europeas.

Una buena parte de esas sumas ha sido invertida en las tentativas desesperadas hechas por esos agentes para apresurar la salida de los buques chilenos que se construían en aguas francesas, en compra de cartuchos, torpedos, cañones y otros elementos de guerra que nunca pudieron hacer partir, y en el pago de sueldos al personal de las Legaciones y de las comisiones extraordinarias exhorbitantemente rentadas, de Coroneles, Agentes confidenciales, Secretarios, etc., con

que el Dictador inundó la Europa durante el período de nuestra guerra civil.

No debemos olvidar, finalmente, que la mayor eficacia de nuestras gestiones, tendentes á privar el empleo de fondos á los agentes del Dictador Balmaceda, estuvo, sin duda, en la oposición activa que hicimos á la contratación de empréstitos por dichos agentes. Más arriba hemos citado el decreto dictado á pedido nuestro por la Junta de Iquique, negando la validez de las obligaciones contraídas en el extranjero, en nombre de la República, por los agentes de Balmaceda, decreto á que dimos la mayor publicidad posible en todos los países de Europa. Aquí debemos insistir, una vez más, sobre la influencia decisiva que ese decreto tuvo en la negativa que unánimemente opusieron las casas europeas á las solicitaciones de los agentes de Balmaceda.

No terminaremos, Excma. Junta, la exposición de las diligencias que tuvimos ocasión de ejecutar en Europa, en resguardo de los intereses de nuestra causa, de nuestro crédito y de nuestro tesoro, sin exponer, siquiera sea someramente, las gestiones provocadas por el indecoroso negociado del *Águila* y de las barras de plata sustraídas de la Moneda para pagar el precio de venta de este buque, gestiones que, como V. E. sabe, están aún pendientes.

La Excma. Junta de Iquique, comprendiendo la importancia que tenía el impedir que Balmaceda pudiera enagenar el todo ó parte de las barras de plata acumuladas en la Moneda, en cumplimiento de la ley de 17 de Marzo de 1887, y destinadas al retiro y amortización del papel moneda, dictó con fecha 22 de Mayo un decreto declarando la nulidad de toda negociación que se hiciera sobre esos depósitos. Nosotros secundamos eficazmente los propósitos perseguidos por la Excelentísima Junta, y le dimos ámplia publicidad á dicho decre-

to en la prensa de diversos países de Europa, haciéndolo seguir de una prevención á los banqueros y comerciantes europeos, firmada por nosotros, é insistiendo en que el Gobierno de Chile negaría todo valor á los pagos hechos con la garantía de la reserva metálica indicada. (*Véase Anexo n.° 32.*)

Más tarde, á principios de Junio, se nos informó que los agentes de Balmaceda habían propuesto la venta de una parte de esas barras al Crédit Lyonnais, al Banco de París y de los Países Bajos y al Comptoir National d'Escompte de París, y creímos conveniente dirigir á cada uno de estos establecimientos una nota especial, desarrollando los fundamentos que teníamos para solicitar que esas proposiciones no fuesen escuchadas. (*Véase Anexo n.° 33.*)

En ese entonces, no tuvimos conocimiento de otras tentativas que hicieran los agentes del Dictador con el propósito de enagenar ó dar en garantía de préstamos de dinero las mencionadas barras de plata; pero, por documentos encontrados en la Moneda y publicados después, sabemos que esas tentativas fueron persistentes y repetidas ante diversas casas de crédito. Á pesar de todo, esas tentativas fueron casi siempre infructuosas, salvo las hechas ante los Sres. Rothschild, que ofrecieron á la Legación de Chile en París, prestarle la suma de £ 200,000, tan pronto como fueran embarcadas á su orden, y en tres distintos buques con bandera inglesa, las barras de plata depositadas en la Moneda de Santiago. El negocio no se llevó á efecto, sin embargo, con los Sres. Rothschild; pero como V. E. sabe, él se efectuó en parte, sobre 338 de esas barras, con el Banco de Lóndres y Río de la Plata. Esas barras fueron las embarcadas á bordo del buque de S. M. B. *Espiègle*, y ya hemos informado á V. E. de las gestiones que con este motivo entablamos ante

el *Foreign Office*. Viendo que estas gestiones no daban resultado, y conformándonos á las insinuaciones que se nos hicieron en ese departamento, resolvimos promover un juicio reclamando el secuestro de dichas barras en el Banco de Inglaterra, intertanto se resolvía por la justicia inglesa, sobre la reivindicación de ellas que nosotros promovíamos á nombre del Gobierno de Chile. El tribunal inglés resolvió conforme con nuestras peticiones, y ordenó el secuestro de las barras mientras llegaban los documentos pedidos á Chile y á la República Argentina sobre las negociaciones que Don Gabriel Vidal hizo con el Banco de Londres y Río de la Plata sobre esas barras, á fin de obtener la suma de £ 130,000 que pretende haber invertido en el pago del precio de venta del vapor *Águila*.

Sin esperar que llegaran los documentos á que nos referimos, creímos conveniente formalizar nuestra demanda apoyándola en el texto de nuestra Constitución y de la ley de 17 de Marzo de 1887, y en las circunstancias que acompañaron á la celebración del contrato relativo á las barras de plata. Invocando varios artículos de nuestra Constitución, hemos sostenido la validez de la deposición del presidente Balmaceda hecha por acto del Congreso Nacional. Hemos hecho notar enseguida que aun cuando no se admitiera la deposición del presidente Balmaceda, éste no habría podido autorizar válidamente la enagenación de las barras de plata por prohibirlo terminantemente la ley de Marzo de 1887. Hemos sostenido, fundándola en numerosos hechos y consideraciones, la nulidad absoluta del acto, llamado ley, acordado por la corporación que el presidente Balmaceda reunió en Santiago con el nombre de Congreso, y que autorizó al Dictador para enagenar las dichas barras. Aparte

de estos argumentos media todavía el hecho de que las barras de plata no han sido enagenadas, sino simplemente dadas en garantía, sin las formalidades requeridas, por un individuo que no tenía facultad de contratar á nombre de Chile, y después de haber declarado el Gobierno de Iquique la nulidad de toda operación que se ejecutare sobre esas barras.

Los que preceden no han sido los únicos trabajos á que ha dado lugar en Europa el negociado del *Aquila*. Con el objeto de pagar el precio de dicho buque á la Compañia vendedora « Lavarello Hermanos », de Génova, se giraron desde Buenos Aires por el Banco de Londres y Río de la Plata letras por valor de dos millones de liras (francos).

Aunque no teníamos los documentos indispensables para acreditar la nulidad del contrato de compraventa del *Aquila*, creímos conveniente dar instrucciones al Cónsul General de Chile en Roma, y al Cónsul de Génova, que se opusieran al pago de dichas letras. Con ese objeto, los cónsules indicados solicitaron del Ministro de Hacienda y del Ministro de Marina de Italia, endosatarios de una parte de esas letras en virtud de derechos del Gobierno de ese país contra la Compañía fallida de Lavarello Hermanos, que ordenaran la suspensión del pago de dichas letras. Esta suspensión fué ordenada intertanto se resolvía por la justicia sobre si los bancos debían hacer ó no esos pagos.

El tribunal italiano ordenó hacer esos pagos y esa resolución desfavorablepue de atribuirse principalmente al hecho de no tener los documentos indispensables para acreditar nuestras afirmaciones. No se comprende de otra manera, en efecto, que se ordenara el pago de letras que constituían el precio del *Aquila*, contrato

que era enteramente nulo, por haber obrado como vendedor un individuo que carecía de poder para representar á la quiebra de Lavarello Hermanos; por haber obrado como comprador un individuo que no tenía calidad ni autorización legal para representar á Chile, ni siquiera al presidente Balmaceda depuesto por el Congreso; por ser la cosa vendida, el *Aquila*, propiedad ajena en virtud de un contrato de venta otorgada el 2 de Julio de 1891, por la compañia Lavarelio á la compañia la Veloce, y finalmente por haberse firmado dicho contrato el día 29 de Agosto, fecha posterior á la expiración de hecho de todo poder del Dictador Balmaceda, en cuya representación pretendía obrar el agente Sr. Vidal.

Posteriormente supimos que el Banco de Londres y Río de la Plata había enviado como fondo de provisión á los Bancos italianos que debían pagar las indicadas letras, otras letras sobre Londres por valor de £ 60,000 que no habían sido pagadas aún. No todo estaba perdido, pues, y resolvimos notificar á la Agencia de ese banco en Londres que no pagara esas letras, por estar endosadas, según creemos, por el ministro Sr. Vidal, que no tenía facultad para hacerlo. No sabemos qué hará ese banco, pero tenemos noticias para creer que dicho pago le ofrece muchas dudas.

Tales son, señor Ministro, expuestas á grandes rasgos, las gestiones que nos ha cabido el honor de ejecutar en Europa, con el objeto de salvaguardiar los intereses del Tesoro Nacional y del crédito de la República, gravemente amenazados durante el periodo de la guerra civil por los agentes del ex presidente Balmaceda en el continente europeo.

V

RETENCIÓN DE BUQUES Y OTROS ELEMENTO DE GUERRA PARA EL DICTADOR.

Necesidad de procurar la retención de los buques que se construian en Francia para el Gobierno de Chile. — Gestiones directas hechas ante la Compañía constructora; conferencias con el Presidente de la misma. — Poder conferido por la Junta de Iquique para solicitar judicialmente la retención de los buques. — Fundamentos de la demanda. — Sentencia de secuestro de los buques. — Tentativas de los Agentes del Dictador á fin de violar el secuestro decretado. — Apelación del secuestro. — Revocatoria del mismo. — Nuevas gestiones ante la Compañía constructora. — Gestiones privadas tendentes á retardar la salida de los buques. — Diligencias hechas con el objeto de impedir que los agentes del Dictador tripulasen y artillasen el *Presidente Pinto* en Génova y Kiel. — Diligencias hechas con el objeto de impedir la adquisición y envio de buques y otros elementos de guerra por los agentes del Dictador. — Resultados generales de las diligencias hechas con ese objeto por los mismos agentes.

El patriótico y memorable pronunciamiento del 7 de Enero de 1891, debió abrazar también el ejército, según las esperanzas de los buenos chilenos que lo iniciaron. Desgraciadamente y por razones que no es del caso apuntar aquí, ese movimiento quedó limitado á nuestra escuadra, vieja y fiel defensora de nuestros derechos ante las potencias extranjeras, y hoy salvadora de las instituciones y de las libertades nacionales, que tan profundamente amenazó el capricho del funesto Dictador Balmaceda.

De esa manera, lo que se creyó la obra de un momento se convirtió en una empresa dificilísima y de largo aliento. Los primeros planes hubieron de ser abandonados tan pronto como el tiempo se encargó de alejar las esperanzas de un movimiento en el ejército. Llegó entonces el caso de pensar en que la audacia de Balmaceda imponía al país, no solo el sacrificio momentáneo de su tranquilidad, sino también la cruel necesidad de una guerra sangrienta entre hermanos.

El dictador aparecía entonces poderoso y difícil de vencer : acallado el país por la fuerza y la crueldad, él habia podido improvisar un ejército numeroso; llenas las arcas fiscales, él podía pagar con largueza la codicia de los malos ciudadanos que lo apoyaban. Los defensores de las instituciones nacionales, en cambio, no contaban sino con el apoyo de la escuadra, poderosa, es cierto, por la bondad de los propósitos que la guiaban y por las condiciones geográficas de nuestro territorio, pero desprovista de medios suficientes para obrar sobre el centro del país y destruir el poder del dictador. Los Directores del movimiento restaurador pensaron entonces, y pensaron muy bien, en ocupar Iquique y las provincias del norte, y organizar allí un ejército capaz de expedicionar más tarde contra las tropas de Balmaceda. Esa tarea requería dinero, que la exportacion del salitre se encargaba de procurar, y requería sobre todo el mentenimiento prolongado de la supremacía de que gozaba la escuadra.

Esta supremacía no podía ser destruída sino por la adquisición, por el Dictador, de buques y elementos navales capaces de contrarrestar ó por lo menos de dificultar y embarazar su acción.

El Dictador lo comprendió así, y sus más constantes esfuerzos se dedicaron á apresurar la terminación de los tres buques de guerra que, en astilleros fran-

ceses, se construían por cuenta de la República de Chile, y á tentar la compra de otros buques de guerra anclados en los puertos europeos.

El Dictador abrigada así la esperanza de reunir una escuadra bastante poderosa para atacar y vencer la de la República, ó por lo menos bastante importante para permitirle el envío al norte de un cuerpo de ejército capaz de desalojar de sus posiciones á las tropas aun escasas y en vía de organización que guardaban las provincias septentrionales.

El plan del Dictador no era mal pensado, pero él era demasiado evidente para que escapara, ni siquiera en sus detalles, á la penetracion de los partidarios del Congreso.

Así lo comprendimos nosotros también, y no debemos silenciar a V. E. que la retención de los buques *Presidente Errázuriz, Presidente Pinto* y *Capitán Prat*, que la Compañía de « Forges et Chantiers de la Méditerranée » construía para el Gobierno de Chile, fué, junto con el envío de armas y otros elementos de guerra para nuestro ejército, el nudo de las gestiones que nos cupo el honor de desempeñar en Europa en representación de la Excma. Junta de Iquique.

En páginas anteriores hemos mostrado a V. E. que los trabajos que hicimos en la prensa europea, como también nuestras gestiones ante los gobiernos del mismo continente, tuvieron casi siempre por objeto el impedir ó por lo menos retardar la partida de dichos buques en tiempo oportuno para que fueran á tomar parte activa en las operaciones de nuestra guerra civil. Además de esos trabajos en la prensa y ante los gobiernos europeos, perseguimos el mismo fin por medio de gestiones privadas ante la compañía constructora, por medio de diligencias judiciales de importancia y por medio de trabajos que pudiéramos llamar

directos y de hecho. A relatar estas tres especies de gestiones ó trabajos, tiende la presente sección de esta *Memoria*.

Según los términos de los contratos celebrados entre la compañía nombrada y la República de Chile, la entrega de los cruceros *Presidente Errázuriz* y *Presidente Pinto* debió hacerse, el 20 de Noviembre de 1890 y el 20 de Enero de 1891; pero en esas fechas no solo no se hizo la entrega, sino que el *Errázuriz*, el más avanzado de ellos, necesitaba aun para ser concluído de tres á cuatro meses de activos trabajos. Agregando á este tiempo los retardos consiguientes á trabajos de esa especie y la demora en el viaje hasta Chile, la partida de los cruceros no constituyó en los primeros momentos de laguerra civil una amenaza para nuestra causa, sobre todo si se recuerda que en ese entonces nadie calculaba en ocho meses la duración de la guerra civil. Sin embargo, el tiempo fué pasando y la guerra civil estaba aun muy distante de alcanzar una solución. Se vió que ella podría prolongarse aún algunos meses, y era obra de prudencia, hoy diríamos de estricta necesidad, dificultar la conclusión de dichos buques y prepararse convenientemente á fin de impedir ó retardar su salida, una vez que estuviesen concluidos.

Balmaceda atropellando el Congreso y declarándose Dictador, se había creado una situación bastante precaria é incierta para despertar desconfianzas en la celosa y exquisita susceptibilidad que las grandes casas comerciales de Europa ponen en la vigilancia de sus intereses. La deposición de Balmaceda por el Congreso que había ordenado la construcción de los buques chilenos y votado los fondos destinados á su pago, debía, especialmente, hacer vacilar á la Compañía de *Forges et Chantiers de la Méditerranée* sobre la com-

pleta legitimidad y corrección de la entrega de ellos que se hiciese á los agentes del Dictador.

Confiando en el razonamiento que precede, nos resolvimos, pues, á gestionar directa y verbalmente ante los representantes de dicha Compañía la retención de los buques hasta el término de la guerra civil.

Con ese fin tuvimos varias conferencias con el Presidente de la Compañía nombrada, M. Jouet Pastré, en las cuales desarrollamos extensamente las consideraciones que á nuestro juicio la ponían en la necesidad de diferir la entrega de los cruceros *Errázuriz* y *Pinto* hasta después de terminada nuestra lucha civil. En las primeras de esas conferencias, el Sr. Jouet Pastré manifestó que era inútil toda discusión que no tuviera por base la completa garantía de los intereses de la Compañía. Esos dos cruceros estaban casi totalmente pagados, puede decirse, pero quedaban aún por cubrir varios dividendos, no aún devengados, por la construcción del *Capitán Prat*. Fundado en esa circunstancia, el señor Presidente de la Sociedad de *Forges et Chantiers*, nos insinuó como base indispensable de todo arreglo el depósito de 500,000 francos, como garantía de los futuros dividendos que tendría que pagar el Gobierno de Chile. La condición no era exhorbitante y no tardamos en aceptarla; pero, con gran sorpresa nuestra, una vez que pusimos dicha aceptación en conocimiento del Sr. Presidente, se nos hizo saber que el asuntono podría arreglerse sino mediante el dépósito de una suma de 1.000,000 de francos como garantía. No obstante esta irregularidad y falta de seriedad, y teniendo ante todo en cuenta los grandes intereses de nuestra causa que en el asunto estaban comprometidos, nos resolvimos á aceptar de nuevo la garantía de un millón de francos. Ello no satisfizo sin embargo las exigencias de dicha Sociedad, pues al dar

nuevamente nuestra aprobación á esa garantía, se nos informó que ella debía ser elevada á 1.500,000 francos. Viendo que eso no era sério, resolvimos no insistir por el momento en nuestras gestiones privadas ante la Compañía, no sin manifestar antes á sus directores la poca seriedad que se había observado en el cumplimiento de las promesas que se nos habían hecho. La verdad de las cosas parece haber sido que los directores de la Compañía se alarmaron al principio con respecto al pago de los futuros dividendos, y no trepidaron, entonces, en aceptar las garantías que nosotros nos prestábamos á darles; pero habiendo mediado después la acción decidida de los agentes del Dictador, ellos no creyeron ya necesarios nuestros ofrecimientos.

Á pesar de todo, no creímos conveniente romper con los gerentes de dicha Sociedad, sino que preferimos continuar en relación con ellos á fin de obtener las concesiones que fuera posible. Obrando así hicimos bien, pues obtuvimos de ellos la seguridad de que adoptarían una conducta enteramente neutral en el conflicto armado sobrevenido entre el Presidente Balmaceda y el Congreso de Chile, que en consecuencia no harían nada de su parte para favorecer la pronta partida de los buques, y que en todo caso se conformarían al fallo que la justicia diera en el proceso que íbamos á iniciar con el objeto de obtener el secuestro de los buques construídos para Chile en los astilleros de la Sociedad.

Desilusionados, en efecto, con el insuficiente resultado de nuestras gestiones diplomáticas ante el Gobierno francés, como que ellas, salvo una retención provisoria y ya revocada, no habían dado otro resultado que la prohibición impuesta á los nacionales franceses de embarcarse en calidad de tripulantes de los

buques chilenos, nos resolvimos á solicitar de los tribunales franceses que ordenasen, en lo principal, la entrega al Gobierno de Iquique de los buques chilenos, y como medida accesoria, el secuestro provisario de ellos.

Para el buen éxito de estas diligencias nos era absolutamente necesario poseer poderes del Gobierno de Iquique, debidamente otorgados y legalizados. La premura del tiempo no nos permitía pedir esos poderes por correo, y hubimos de hacerlo por telégrafo, no obstante los serios inconvenientes que debían oponerse por esa causa á la forma de nuestra representación.

Con ese fin dirigimos, á la Excma. Junta de Iquique con fecha 11 de Abril, un telegrama solicitando se nos enviara por telégrafo un poder concebido en los términos que indicábamos. Él fué otorgado por escritura pública el 12 del mismo mes y en la misma fecha nos fué transmitido por telégrafo. (*Véase anexo n.° 34.*)

Munidos de dicho poder nos presentamos, pues, con fecha 29 de Abril á la justicia francesa, sin esperar la copia de él, autorizada en Iquique y debidamente legalizada en Santiago, que se nos anunciaba venía por correo.

Según los términos de nuestra demanda, el Dictador Balmaceda había dejado por varias causas de tener la representación legal de la República y por consiguiente la Sociedad de *Forges et Chantiers* no podía hacer válidamente á sus agentes en Europa la entrega de los buques que ella construía para Chile.

En el terreno de la moral y de la justicia, nuestra demanda era bien fundada, pero en el terreno de las prácticas internacionales ella ofrecía, indudablemente, puntos bastante débiles. No debíamos perder de vista que obrábamos solo en virtud de un mandato trans-

mitido por telégrafo y en representación de un Gobierno que, no habiendo sido reconocido por la cancillería francesa, podía considerarse sin personería suficiente para parecer en juicio. El presidente Balmaceda y sus agentes en Francia, por el contrario, continuaban gozando de todas las ventajas y prerrogativas de legítimos representantes de la República de Chile, y no sería fácil que los tribunales prescindieran de un estado de cosas que el Gobierno francés no había creído conveniente modificar.

Resolvimos, con todo, tentar ante la justicia el secuestro de los buques. Para sustentar nuestra causa nos fijamos en M. Waldeck-Rousseau, antiguo ministro en tiempo de Gambetta y hombre de gran saber jurídico y de gran influencia y reputación, y en M. Denormandie, otro activo é inteligente hombre de leyes, como abogado y procurador nuestro en el juicio que se iba á ventilar ante el tribunal del Sena.

El resultado correspondió á nuestros deseos. El presidente de dicho tribunal, quien, según las leyes francesas, estatuye por sí solo en lo relativo á las peticiones accesorias, como las retenciones, acordó el secuestro de los busques por sentencia del 30 de Mayo, y ordenó que él se hiciera efectivo entre las manos de la compañía tan pronto como le fuera entregada por nosotros la cantidad de 2.000,000 de francos que se nos imponía como garantía de los perjuicios que pudieran resultar de la medida provisoria decretada á petición nuestra. (*Véase anexo n.° 35.*)

Teníamos ya la seguridad de que los buques no podrían partir tan pronto y esperábamos confiados la actitud que la Compañía y los agentes del dictador tomarían en vista del fallo aludido, cuando el 2 de Junio fuímos sorprendidos por un telegrama que nos enviaba el condestable Fuensalida, que estaba á nues-

tro servicio en el Havre, y que decía : « *Errázuriz* listo para salir á la una de la tarde á Inglaterra; no hay tiempo que perder. »

Don Joaquín Godoy y Don Carlos Morla, en efecto, tan pronto como habían tenido noticia del secuestro decretado por la justicia francesa, se habían trasladado al Havre y hacían esfuerzos por hacer partir el *Errázuriz*, á despecho de dicha sentencia y aprovechando el corto tiempo que se pasaría antes de que ella fuese notificada á las autoridades marítimas de dicho puerto.

Inmediatamente impartimos instrucciones á los dos agentes que teníamos en él Havre con el objeto de dificultar la partida del buque nombrado, y enviamos varios otros jóvenes chilenos que se prestaron gustosos á desempeñar los activos servicios que el caso requería. Al mismo tiempo nos presentamos personalmente á los Ministros de Justicia y de Marina de la República Francesa, y después de imponerles de la violación de la sentencia del tribunal del Sena que se trataba de llevar á cabo, les pedimos que impartieran órdenes telegráficas para impedir que semejante atentado se consumase. Así lo hicieron en efecto, y si no hubiese sido por la presteza de ellas y por la rapidez con que se procedió á practicar las notificaciones judiciales del caso, el buque habría sido furtivamente sacado de las aguas francesas. No fué sino por muy cortos momentos, en efecto, y gracias á la actividad de nuestros comisionados, que ello no se verificó.

El secuestro se ejecutó, pues, en debida forma, entre las manos de la Compañía, no sin que ésta se negara á recibir los dos millones de garantía que se nos había ordenado poner en su poder, con el fin de no significar con ello que se conformaba con la sentencia dic-

tada por el tribunal de 1.ª instancia. A causa de esa negativa nos vimos obligados á consignar esa suma en el *Comptoir d'Escompte de Paris*.

El 4 de Julio la Compañía de *Forges et Chantiers*, que por órgano de sus administradores nos había hecho la promesa de que se conformaría en la cuestión de la entrega de los buques á lo que los tribunales estatuyeran, entablaba apelación del fallo de 1.ª instancia, y el 15 del mismo mes un nuevo elemento se venía á mezclar en el juicio; era la intervención ó tercería opuesta ante el juez de 1.ª instancia por Don Cárlos Antúnez, intervención que fué renovada poco después, el 19, ante el tribunal de apelación.

A fin de ganar el mayor tiempo posible, favorecimos en cuanto pudimos el retardo en el conocimiento de la causa, y en ello anduvimos tan afortunados, que de postergación en postergación se pasó no menos de mes y medio antes que se hiciera la causa.

Hemos dicho que el fondo de nuestra demanda adolecía, en lo principal, de puntos bastante débiles. No podemos decir lo mismo de la apelación del fallo interlocutorio que ordenaba el secuestro. La ley francesa, como la chilena, en efecto no admite que pueda revocarse un auto interlocutorio de retención de la cosa litigiosa, cuando esa revocación afecta, como pasaba en el caso que nos ocupa, el fondo mismo que forma la materia del juicio en lo principal, é importa en realidad un fallo prematuro del litigio. La intervención de Don Cárlos Antúnez, por otra parte, según la doctrina más generalmente seguida por los tribunales franceses, no podía producirse después de apelada la causa.

A pesar de estas circunstancias y del luminoso alegato en que fueron extensamente analizados por nuestro abogado señor Waldeck Rousseau el tribunal de

apelación se pronunció en nuestra contra y prestó oido á las alegaciones de la parte contraria, y al informe del abogado general, alegaciones y conclusiones que se fundaban en el hecho de que hasta ese momento el Gobierno en cuya representación obrábamos no había sido reconocido por el Gobierno francés, y en que por el contrario, hasta entonces, Don Cárlos Antúnez no había perdido ante ese mismo Gobierno el carácter de legítimo representante de la República de Chile. La Corte revocaba, en consecuencia, el fallo de 1.ª instancia que había decretado el secuestro de los buques, y los dejaba á disposición de los agentes de Balmaceda, salvo que el Gobierno juzgase conveniente prohibir, por consideraciones diplomáticas, la salida de ellos. (*Véase anexos n.os 36, 37, 38, 39, y 40.*)

El juicio sobre la entrega ó retención de los buques quebaba, pues, terminado de hecho, y terminado en contra nuestra. En previsión de este hecho, durante la sustanciación de él, nos habíamos ocupado activamente en preparar otros medios de impedir ó retardar la salida de los cruceros. Habíamos renovado nuestras gestiones verbales ante los directores de la Compañía des Forges et Chantiers; pero los agentes del Dictador en esta vez, como antes, habían logrado contrarrestar nuestros esfuerzos ante la dicha Compañía. De nada nos sirvió, en efecto, ofrecer á dicha compañía nuestra garantía personal por los seis millones de francos que importaba el saldo que aún tendría que pagar el Gobierno de Chile por la construcción de los tres buques. Se nos pidió la fianza subsidiaria de alguna de las principales casas de crédito de París, y conseguida ésta, mediante repetidas diligencias en que fuimos ayudados por D. Francisco Subercasseaux, los representantes de la compañía se creyeron autorizados para

hacer caso omiso del acuerdo que en ese sentido habían celebrado con nosotros.

Revocado el secuestro, creímos de nuestro deber hacer notificar judicialmente á la Compañía, á fin de que no entregaralos buques chilenos á Balmaceda, por no representar legítimamente á la República de Chile, ni á los Agentesde él, por no ser ellos representantes de Chile ni siquiera de Balmaceda en Francia. En apoyo de esa notificación ó prevención judicial creímos oportuno, además, pasar á la misma Compañía con fecha 10 de Julio, una nota explicativa. En esa nota, manifestábamos al Presidente de la Compañía nombrada, que el presidente Balmaceda, habiéndose declarado dictador y habiendo sido depuesto por acto del Congreso nacional, no podía representar á la República de Chile, ni recibir válidamente á su nombre, y que el Sr. Antúnez había perdido aún su calidad de representante del Dictador, por haber éste aceptado su renuncia y revocado así expresamente su mandato. En cuanto á D. Joaquín Godoy, tampoco podía recibir válidamente á nombre de Chile, por no haber sido aún reconocido por el Gobierno francés en el carácter de representante de Chile que el Dictador le había conferido.

La Compañía, en consecuencia, no podía hacer entrega de los cruceros ni á Balmaceda ni á representante alguno de éste, y haciéndolo se exponía á efectuar una entrega nula y que podría acarrearle serias responsabilidades ante el Gobierno legítimo de Chile, tan pronto como él fuera regularmente constituído. (*Véase anexo n.° 41.*)

Creyendo que garantir plenamente los derechos y satisfacer ámpliamente los intereses de la Compañía sería el medio más eficaz de conseguir algo de ella, nos resolvimos á dirigirle con fecha 13 de Julio una

nueva nota, en la cual nos obligábamos personalmente y en nombre del Gobierno de Iquique.

1.° Á pagar inmediatamente los dividendos devengados.

2.° Á pagar, en los plazos estipulados en los contratos, los otros dividendos hasta la extinción de las obligaciones de Chile hacia la Compañía.

3.° Á soportar los gastos de conservación de los buques, una vez concluídos.

4.° Á dar á la Compañía en garantía del cumplimiento de las obligaciones precedentes una caución ó garantías suficientes.

Los tres buques, además, quedarían intertanto y en todos los casos entre las manos de la Compañía y constituirían para ella una prenda importante y por consiguiente una nueva garantía. (*Véase anexo n.° 42.*)

Á pesar de todo, la Compañía no accedió á nuestra petición de aplazar la entrega de los buques y declarando válida la entrega que se había hecho del *Errázuriz*, irregularmente y sin las formalidades requeridas por la ley y por el contrato, puso también á disposición de los agentes de Balmaceda al *Presidente Pinto*, que á la sazón hacía sus últimas pruebas en las aguas de Tolón.

Nuestros esfuerzos ante el Gobierno y la Cámara de Diputados de la República francesa no fueron menos importantes que ante la justicia; pero habiendo dado á V E. precedentemente cuenta detallada de esos trabajos, nos referimos, sobre el particular, á lo ya dicho.

Cerrada la vía judicial, cerrada la vía de las gestiones privadas ante la Compañía constructora, y cerrada también la vía diplomática, no nos quedaba sino un camino que tomar : dificultar la partida de los

uques por medios directos y de carácter privado, y ún podriamos decir secreto. Desde los comienzos de a ruda campaña emprendida con el objeto de impedir y retardar dicha partida, no habíamos descuidado los medios á que nos referimos.

En efecto, poco después que el *Presidente Errázuriz* fué trasladado, á mediados de Marzo, de Tolón al Havre, iniciamos la publicación de un periodiquito llamado *La Estrella de Chile*, cuyo fin principal era el de influenciar el ánimo de la tripulación y de la guarnición de dicho buque, y de provocar su separación. Al mismo tiempo aprovechamos la buena voluntad de varios jóvenes chilenos, que quedan nombrados en el preámbulo de esta *Memoria*, y que se prestaron gustosos á irse á establecer en el Havre con el objeto indicado. Esos trabajos dieron por resultado la separación de dos condestables y de otros tripulantes de menor importancia, al mismo tiempo que la relajación de la disciplina en un gran número de ellos.

Poco más tarde, cuando los Agentes del Dictador fueron personalmente al Havre con el objeto de hacer partir furtivamente y á despecho de la sentencia del tribunal francés, al crucero *Presidente Errázuriz*, esos jóvenes prestaron servicios muy eficaces en las numerosas y difíciles diligencias que fué menester ejecutar á fin de desbaratar los atrevidos propósitos del agente Godoy. En contacto directo con algunos de los tripulantes del mismo buque, ellos nos tuvieron momento á momento al corriente de los manejos de los agentes del Dictador, y opusieron dificultades decisivas á su consecución, por medio de gestiones ante las autoridades civiles, marítimas y judiciales del Havre. Sabedores de que el comandante de dicho buque tenía presos y maltrataba á varios tripulantes sospechosos de simpatizar con la causa del Congreso, los mismos

jóvenes iniciaron por encargo nuestro, pero en su propio nombre, un juicio encaminado á obtener que se pusiera en libertad á esos tripulantes, que eran retenidos á bordo del buque por la fuerza y sin que mediara enganche formal alguno; al mismo tiempo que se les aplicaban castigos ó tormentos que las leyes francesas no podían permitir á bordo de un buque que, aún cuando hubiese sido entregado legalmente á los Agentes del Dictador, lo que no había sucedido, estaría en todo caso bajo la jurisdicción francesa, en virtud del secuestro recientemente decretado. A consecuencia de esas gestiones se ordenó, por el Procurador de la República en el Havre, la libertad de los individuos á que nos referimos.

Más tarde, cuando el *Errázuriz*, dejó las aguas francesas y se dirigió á Falmouth, en Inglaterra, y después á Lisboa, nuestros comisionados se trasladaron sucesivamente á esos puertos y al mismo tiempo que se mantenían en relación con algunos de los tripulantes que nos eran afectos y que intencionalmente conservábamos á bordo del buque, tomaban informaciones sobre las diligencias de los agentes del Dictador para enganchar tripulantes, y ponían dificultades á su embarque.

Antes hemos dicho que el *Errázuriz* no sólo no consiguió completar su tripulación en los puertos en que trató de hacerlo antes de dirigirse á Chile, sino que en Falmouth y en Lisboa perdió un buen número de ellos, á consecuencia de nuestras gestiones diplomáticas, y de las que el señor Gandarillas inició en Madrid, y gracias á las activas gestiones privadas de nuestros agentes.

En fin, con fecha 1.° de Agosto, el *Errázuriz* consiguía dejar las aguas europeas, no para dirigirse directamente á Chile, sino á San Vicente, en las islas

e Cabo Verde, con el objeto de hacer una última tentativa en el sentido de completar su tripulación con individuos que le serían enviados desde Europa en los vapores de la carrera. Allá fué también nuestra persecución, y al mismo tiempo que solicitábamos del Gobierno Portugués que extendiera á la colonia de Cabo Verde las prohibiciones que antes había dictado para los puertos europeos del Reino, nos procurábamos agentes que en dichas islas estorbaran la acción de los de Balmaceda.

En cuanto al otro crucero, al *Presidente Pinto*, los agentes del Dictador, sabedores de las instancias que varios miembros de la Cámara de Diputados hacían ante el Ministro de Relaciones Exteriores, M. Ribot, á fin de que ordenase la retención de dicho buque, ya que había dejado partir el *Errázuriz*, se apresuraron á sacarlo de las aguas francesas aun antes de que se le hubiese colocado su artillería. Ellos contaban encontrar mejor y más segura acogida en los puertos de otras naciones. El día 3 de Agosto, después de haber permanecido tres ó cuatro días varado y sériamente amenazado á la salida del puerto de Tolón, el *Pinto* se dirigió al puerto de Génova, con el fin de completar allí su artillería y su tripulación.

Tan pronto como tuvimos conocimiento del hecho apuntado, pedimos á Don Claudio Matte, Agente confidencial en Alemania, que se trasladase á Italia.

Al mismo tiempo comisionábamos dos jóvenes chilenos con el objeto de que hicieran lo posible por estorbar, en Génova, la consecución de los propósitos de los agentes del Dictador. No nos costó gran trabajo impedir que el *Pinto* consiguiera completar su tripulación, ni embarcar su artillería, pues el Gobierno Italiano, al cual nos habíamos dirigido oficial-

mente por medio de una nota, impartió instrucci
á las autoridades de Génova á fin de que no per
tieran la ejecución de dichos actos, y fijaran al
cero un plazo de 8 días para que abandonara
puerto.

Los agentes del Dictador hubieron, pues, de h
salir de Génova el crucero, dirigiéndose en segui
Mahón, en las islas Baleares, en busca de m
suerte. Desgraciadamente para los pacientes s
dores del Dictador, el señor Gandarillas inst
oportunamente al Gobierno Español de los propó
indicados y el *Pinto* hubo de abandonar las agua
Mahón después de perder varios días y sin h
conseguido embarcar un solo tripulante.

Esos agentes, sin embargo, no se daban por v
dos y emprendían una nueva peregrinación, del M
terráneo al mar del Norte, en busca de los dese
tripulantes y de la indispensable artillería. Despu
haber tocado en Plymouth y de haber pasado 17
desde su salida de las islas Baleares, el *Presi*
Pinto llegaba el 25 de Agosto á Kiel, puerto alemá
que era esperado por un vapor cargado con los
cañones y sus accesorios, que los agentes del D
dor habían comprado poco tiempo antes á la cas
los Sres. Armstrong, con el objeto de reemplaz
artillería Canet que le estaba dedicada, pero que
daría aún mucho tiempo en estar concluída. Á b
de dicho vapor se encontraban también los obre
elementos necesarios para la colocación de dicho
ñones.

El Sr. Don Claudio Matte, Agente confidenci
Alemania, renovó una vez más, ante el gobierno
Imperio, las peticiones ya tantas veces hechas á
Gobiernos, á fin de que prohibieran la tripulaci
y artillaje de los cruceros. Esas medidas fueron

efecto, dictadas por el Gobierno alemán, y si no se aplicaron, fué porque lo hizo innecesario la memorable acción del 28 de Agosto, en la Placilla.

Aparte de las gestiones hechas con el objeto de impedir ó retardar la salida de los buques que la Compañía de *Forges et Chantiers de la Méditerranée* construía por cuenta de la República, hubimos también de oponer obstáculos á la adquisición de otros buques y de otros elementos de guerra que intentaron hacerse en Europa, por encargo del Dictador. Así, sabedores de que el contra almirante Latorre tenía ya algo avanzadas algunas negociaciones tendentes á la compra del magnífico blindado que la misma Compañía de *Forges et Chantiers* acababa de terminar para el Gobierno de Grecia, nos pusimos al habla con el Ministro de esa Nación en París, y tenemos motivo para creer que nuestras negociaciones influyeron eficazmente en el fracaso de la proyectada adquisición del blindado griego, adquisición que verificada á tiempo, habría constituído para los intereses de la causa del Congreso, una amenaza más seria que la que constituyó la posible y oportuna salida de los cruceros *Errázuriz* y *Pinto*.

Desde los comienzos de las largas y penosas diligencias que dieron por resultado el contrato de compra venta del *Aquila*, celebrado entre Don Gabriel Vidal, á nombre del Dictador, y el concurso de Lavarello Hermanos, de Génova, estuvimos siempre preocupados de estorbar la celebración de dicho contrato. Sin embargo, como el negocio se discutía y efectuaba en Buenos Ayres, nuestra tarea se limitó principalmente á las averiguaciones que era preciso hacer á fin de saber en qué estado estaba la negociación y calcular cuándo podría el dicho vapor prestar servicios al Dictador. Creímos conveniente,

además, dirigir á la Compañía vendedora una nota en la cual le preveníamos del fraude que importaría la venta del *Aquila* al expresidente Balmaceda y el hecho de recibir en pago de su precio una parte de las barras de plata depositadas en Santiago cuya exportación del país constituía un acto fraudulento y nulo, expresamente prohibido por las leyes chilenas. (*Véase anexo n.° 43.*)

Las gestiones hechas por los Agentes del Dictador á fin de comprar buques fueron numerosas y tenaces. Sería difícil citarlas aquí completas y en detalle; pero de una manera general podemos decir que gracias á las excelentes informaciones de que dispusimos durante todo el período que duraron nuestras gestiones, estuvimos siempre prevenidos y alerta contra esas tantativas. Entre los numerosos buques que dichos agentes trataron de comprar, además de los ya citados, mencionaremos el expléndido crucero *Veinticinco de Mayo*, ofrecido en venta al contralmirante Latorre á nombre de la casa de los Sres. Armstrong, lo que motivó una nota especial que dirigimos al *Foreign Office*, pidiendo que tomará las medidas conducentes á impedir que ese buque saliera de los puertos ingleses á tomar parte en la contienda civil chilena.

Entre otros buques que los agentes del Dictador trataron de comprar, podemos mencionar también el *Citta de Venezia*, vapor de Newcastle, más tarde comprado por nosotros como lo hemos dicho antes; el *Elbe*, vapor de Bremen ofrecido en 130,000 libras esterlinas; el *Planet*, de Newcastle, torpedera de 480 toneladas; el *Buena Ventura*, del mismo puerto, torpedero de 360 toneladas; el *Chateau Yquiem* y otro igual, transportes de gran tamaño, de Burdeos; *La Coruña*, fondeado en Londres, transporte de las mismas condiciones que el precedente, etc., etc.

Con motivo de las diligencias hechas sobre el *Buena Ventura* y el *Planet* dirigimos á la casa de los Sres. Armstrong y á la Compañía Palmer una nota oponiéndonos á la efectuación de la venta de esos buques y previniéndoles que los bonos de Chile, que, según se nos decía, les eran ofrecidos en pago del precio, eran nulos y no serían reconocidos por el Gobierno legítimo del país.

Á cerca de tan repetidas tentativas hechas por los agentes del Dictador para procurar á éste una escuadra, ó siquiera una flotilla, debemos decir á V. E. que siempre tuvimos conocimiento oportuno de esas tentativas y de las inspecciones é informes que con motivo de ellas se practicaban, y que siempre pudimos hacer lo necesario para dificultar la consecución de aquellas que se presentaban como más probables y estuvimos prevenidos y preparados en vista del desarrollo que esas negociaciones pudieran haber tomado.

Gestiones análogas hicimos con el objeto de poner obstáculos al envío de armas, municiones y otros elementos de guerra para el Dictador. Los envíos de esos elementos que tentaron hacer los agentes del Dictador fueron importantes, no obstante la superabundancia de casi todos ellos que el Dictador tenía en Chile; y podemos decir que cada vez que trataron de hacerlo, tuvimos oportuno conocimiento de ello, y pudimos dirigirnos á las Compañías de navegación que debían encargarse de conducir dichos elementos á Chile, haciéndoles ver los peligros y las responsabilidades que el transporte de tales artículos echaba sobre ellos, y previniéndoles de que nuestra Escuadra visitaría los buques cuya carga fuera sospechosa. Esas compañías, en efecto, se negaron á aceptar esa carga y por este motivo los Agentes del Dictador se vieron obligados á dejarlo todo para llevarlo en el

Errazuriz; artillería, torpedos, cartuchos Mannlicher, etc, etc, carga que por cierto solo pudo ser llevada en una pequeña parte en el crucero, quedando el resto en Bélgica y en Alemania.

En resúmen, Excma. Junta, las tareas ejecutadas por los agentes del Dictador en Europa, con el objeto de procurarle buques ú otros elementos bélicos, puede decirse que fueron enteramente ineficaces ú oportunamente esterilizadas por las gestiones que, en sentido contrario y á nombre de la Excma. Junta de Iquique, tuvimos oportunidad de efectuar. Así, es notorio que no consiguieron, no obstante sus desesperados esfuerzos, la adquisición de ningún buque de guerra, ni de ningún transporte, ni tampoco enviaron con oportunidad municiones ú otros elementos de guerra que merezcan citarse especialmente; y en cuanto á los cruceros *Presidente Errázuriz* y *Presidente Pinto*, el primero, marchando á medio andar, sin fogoneros ni artilleros suficientes, con otras deficiencias, y después de mil peripecias y dificultades, no consiguió dejar las aguas europeas sino en los mismos momentos en que la expedición libertadora abandonaba nuestras provincias del Norte y emprendía la campaña que fué coronada por las victorias de Concón y la Placilla; y el segundo solo hacía, en los mismos momentos, inútiles peregrinaciones y tentativas en los puertos de los diversos países de Europa con el objeto de completar su tripulación y de colocar su artillería.

El resultado de nuestras diligencias tendentes á impedir que el Dictador recibiera de Europa refuerzos ofensivos capaces de debilitar la bien fundada confianza que los defensores del Congreso tenían en su propia causa, podemos pues, decir, Excma. Junta, que fué bastante satisfactorio..

VI

ORIGEN Y ADMINISTRACIÓN DE LOS FONDOS INVERTIDOS EN EUROPA POR CUENTA DEL GOBIERNO PROVISORIO (1).

Primeras dificultades que presentó la provisión de fondos. — Esfuerzos hechos con el objeto de procurárselos en cantidad suficiente. — Cuenta corriente abierta al Gobierno de Iquique á nombre del Banco de A. Edwards y C.ia — Gastos hechos en los cargamentos del *Itata,* del *Wandle,* del *Carioca,* del *Stanmore,* del *Landana.* — Gastos hechos en la compra del *Spartan.* — Total invertido en la adquisición de elementos de guerra. — Gastos hechos en publicaciones. — Gastos hechos en diligencias judiciales. — Gastos secretos. — Gastos hechos en comunicaciones telegráficas. — Cuadro de los desembolsos efectuados por cuenta del Gobierno de Iquique. — Cuadro de las sumas reembolsadas. — Total de gastos efectivos hechos en Europa. — Saldo de la cuenta corriente en contra fisco y á favor de Agustín Ross. — Comparación de los gastos hechos en Europa por la Dictadura y por el Gobierno de Provisorio.

La simple exposición hecha en las páginas precedentes de esta *Memoria*, de los trabajos de diverso género efectuados en Europa por los infrascritos en servicio de las instituciones del país, tan séria-

(1) Habiendo sido el señor Ross quien corrió especialmente con la administración de los fondos invertidos en el desempeño de las gestiones ejecutadas en Europa por cuenta del Gobierno de Iquique, he creído que solo él debía figurar en la presente sección de esta *Memoria*, simplificando así su redacción.

AUGUSTO MATTE.

mente amenazadas por la Dictadura de 1891, habrá dado al claro espíritu de V. E. una idea exacta del monto elevado de los recursos pecuniarios que la ejecución oportuna y completa de esos trabajos ha debido exigir. La importancia decisiva que en el éxito de ellos ha tenido la relativa abundancia de los recursos de que, dadas las circunstancias, pudimos disponer en el desempeño de casi todas nuestras tareas, nos mueve á dar á V. E., al final de esta *Memoria*, una reseña general del movimiento de los fondos que corrieron á nuestro cargo mientras tuvimos la honra de desempeñar, en unión del señor Matte, la Agencia confidencial del Gobierno de Iquique en Europa.

Recien estallada la revolución, nuestros trabajos se limitaron á informar la opinión europea sobre el verdadero carácter de ella, y á impedir ó dificultar á los Agentes del Dictador que adquirieran elementos de guerra ó se proveyeran de recursos pecuniarios. En la ejecución de esos trabajos no necesitábamos gastar sumas de importancia. Pero una vez que la revolución hubo tomado forma, y una vez que se deslindó la situación de los dos bandos que se iban á hacer la guerra, fué menester pensar en dar mayor ensanche á nuestras tareas.

Puestos en comunicación con la Delegación del Congreso, que acababa de establecerse en Iquique, nos vimos en la necesidad de pensar en la adquisición de fusiles, cañones, pólvora, municiones, y en general de los elementos de guerra que deberían servir á la organización del nuevo ejército que era menester levantar contra el Dictador.

Nuestra buena voluntad para servir á la causa del Congreso no podía ser más grande; pero la sola adquisición de dichos elementos de guerra, imponía gastos que montaban á muchos miles de pesos, y la Dele-

gación del Congreso, apurada aún para satisfacer los gastos más urgentes que era menester efectuar en Chile, no nos había enviado dinero algunos que poder destinar á la compra de elementos de guerra. Lo único que se había hecho en este sentido era dirigirnos desde Buenos-Aires un telegrama indicándonos que girára mos sobre Iquique y contra D. Waldo Silva por el costo de un encargo de municiones que se nos hacía. Pero era imposible hacer uso de esa autorización, porque ninguna casa europea aceptaría un giro contra el Gobierno provisorio, y mucho menos en las circunstancias anormales que atravesaba el país.

Por otra parte, á consecuencia de la misma revolución, los recursos de los chilenos residentes en Europa se habían reducido á lo más necesario para sus gastos personales, ó solo disponían de excedentes que no podían comprometer en previsión de lo que más tarde pudiera acontecer. La situación de los defensores del Congreso no se presentaba entonces, en efecto, como muy segura. Al contrario, el porvenir se presentaba para ellos lleno de incertidumbres.

De todos los chilenos residentes en Europa, nosotros éramos tal vez los que nos encontrábamos en mejor situación de arriesgar algunas sumas á trueque de ayudar en algo la causa de la revolución. Disponíamos de sumas de alguna importancia, y el emplear una parte de ellas en la adquisición de armas y otros elementos de guerra, no era sino un sacrificio que considerábamos impuesto por el más estricto deber. Pero gastando solo una pequeña parte de esos fondos, el fin que se obtenía estaba muy distante de satisfacer las más premiosas necesidades del momento.

Viendo que los días pasaban y que no teníamos aún promesas de que se nos enviaría dinero de Iquique, hubímos de resolvernos á invertir todas las su-

mas que estaban á nuestro alcance en la adquisición de elementos de guerra para nuestro ejército y en los diversos otros objetos que se habían ido acumulando.

Resolvimos entonces abrir una cuenta corriente á la Delegación del Congreso por los gastos que hiciéramos á su nombre, y que ella nos reembolsaría tan pronto como su situación financiera lo permitiera, ó bien una vez restablecido el régimen legal en Chile. Los fondos que de esta manera pusimos al servicio de la revolución no fueron escasos; pero ellos estuvieron muy lejos de alcanzar el monto y la importancia de los fondos que habríamos podido dedicar en Europa á la defensa del país, si las persecuciones de que eran víctimas los socios del Banco de A. Edwards y Compañía, que representábamos en Europa, no hubiesen impedido toda comunicación con ellos, imposibilitando así el aumento considerable, que sin esto se habría hecho en los fondos de que podíamos disponer en Europa. Esa falta de comunicación con las personas indicadas no nos impidió, sin embargo, invertir en gastos de la revolución toda la suma existente en Europa por cuenta del Banco nombrado.

Con el mismo próposito de aumentar esos fondos pedímos con insistencia, por conducto de D. Alfredo Délano, Tesorero general de la Escuadra en Iquique, que nos enviaran una gruesa cantidad de cobre por valor de £ 100,000, más ó menos, que dicho Banco tenía en Caldera y Copiapó; pero las circunstancias extraordinarias que atravesaba el país no permitieron que ella, fuera embarcada sino pocos días antes de la triunfo de la revolución.

Nos ocupábamos en la compra de los artículos que, según los telegramas de Iquique, era más urgente enviar, cuando se nos pidió desde esa ciudad la autorización para girar por 20,000 libras esterlinas sobre

los fondos que poseíamos en Europa. Esto venía á limitar considerablemente nuestros recursos, pero en vista de la urgencia del caso, hubimos de dar esa autorización por telegrama del 13 de Marzo.

Las dificultades pecuniarias que había que vencer para hacer frente á los fuertes desembolsos que era menester invertir en la compra de elementos de guerra, fueron considerablemente acrecidas por el telegrama que la Delegación del Congreso dirigió á los señores Glyn, depositarios de los fondos de que disponía mos en Europa, pidiéndoles que nos avisaran que enviaramos 5.000,000 de cartuchos y diciéndoles que en Iquique necesitaban fondos con urgencia. Los Sres. Glyn, que no conocían á los firmantes del telegrama, nos manifestaron que no querían tomar participación alguna en asuntos políticos y la conveniencia de que en las órdenes de pago no se hiciera alusión al destino del dinero.

Poco después, y cuando no habíamos adquirido aún los artículos de guerra que debíamos enviar, recibimos varios telegramas del Sr. Trumbull, que, enviado á los Estados Unidos con este mismo fin, pedía nuestra ayuda pecuniaria para el desempeño de su comisión. Debemos declarar á V. E. que este pedido no pudo menos que desconcertarnos, no porque no estuviesemos dispuestos á prestar esa ayuda, sino porque nos era muy difícil apreciar si sería más conveniente y más seguro hacer ese envío desde Europa, ó si hacerlo desde los Estados Unidos, ya que nuestros recursos no permitían atender á dos envíos completos de 10,000 fusiles con sus mu niciones. Después de mil vacilaciones resolvimos, como se ha visto antes, con el Sr. Matte, enviar al señor Trumbull dinero suficiente para la adquisición de 5,000 fusiles con sus municiones, y reservamos una suma suficiente para com-

prar en Europa un cargamento compuesto de un número igual de fusiles, algunas piezas de artillería y municiones para los rifles Mannlicher que habían caído en poder de la escuadra en los comienzos de la revolución, y otros artículos de importancia.

Así lo efectuamos, en efecto, enviando con ese objeto al Sr. Trumbull, las siguientes partidas:

	£	Sh.	D.
En 1.° de Abril de 1891.	200	»	»
» 31 de Marzo »	16,402	9	6
» 13 de Abril »	2,667	3	4
» 7 de Mayo »	2,054	2	9
» 16 de Mayo »	2,048	11	7
» 29 de Julio »	1,027	15	10
Lo que hace un total de. . . .	£ 24,400	3	»

En esta cantidad están comprendidos 10,000 pesos, oro americano, enviados á el Sr. Trumbull á San Francisco, para proveer de carbón y de víveres al vapor *Itata* y otros 15,000 pesos enviados también por nosotros álos Estados Unidos para cubrir los honorarios, caución y otros gastos que exigió el juicio del *Itata*.

Con fecha 14 de Mayo, y en vista de la urgente necesidad que había en proveer de carbón al *Esmeralda*, que por falta de él permanecía detenido en Acapulco, hicímos las diligencias necesarias para que se lo proporcionara la *Pacific Mail Steamship Company*, de San Francisco, y al efecto le hicimos traspasar la suma de 17,000 pesos oro, que al cambio de la fecha, y comprendiendo el gasto del telegrama hacen £ 3,943 6 sh. que agregadas al total indicado dan £ 28,343, 9 sh. Deduciendo la cantidad de £ 1,801 17 5, sobrante devuelto de la suma enviada para pagar el carbón del *Esmeralda*, resulta que el monto total de las sumas enviadas desde Europa con el objeto de atender á los

gastos motivados por la expedición del *Itata*, fué de £ 26,541, 11, 7

Antes de que la Delegación del Congreso pudiera enviarnos suma alguna de dinero, hubímos de atender también, como queda dicho, á la compra del cargamento de elementos de guerra que resolvimos enviar de Europa. En otra parte, ha podido ver V. E. los artículos principales que compusieron el cargamento del *Wandle*. Ahora solo repetirémos aquí, que el costo total de ese cargamento que, llevado á Iquique por el *Maipo*, tuvo tanta influencia en las operaciones militares que dieron por resultado el restablecimiento del régimen legal en Chile, fué de £ 43,198, 18, 7

Con respecto á este cargamento, debemos observar á V. E. que con los señores Augusto Matte y Ramón Subercasseaux celebramos un convenio por el cual se obligaban á reembolsarnos el 30 por 100 de su valor, el primero y el 40 por 100 el segundo dado caso que en el plazo de seis meses no lo hubiese sido por el Gobierno de Iquique. (*Véase anexo n.°* 44.)

El crédito de veinte mil libras esterlinas abierto á favor de D. Jorje Montt, las veinte y tantas mil libras enviadas á Estados Unidos con motivo de la espedición del *Itata*, las cuarenta y tres mil libras gastadas en el cargamento últimamente nombrado y las ochenta mil libras depositadas como garantía ordenada por la sentencia de secuestro de los buques, agotaron casi por completo los recursos de que podía mos disponer en Europa, consistentes en dinero efectivo y en el producto de una cantidad de cobre que precipitadamente hicímos vender. Sin embargo era menester atender á diversos otros gastos de menor importancia, numerosos y costosos cablegramas y diligencias para retener los buques, por ejemplo, y era menester además reser-

var una fuerte suma para atender á las necesidades urgentes y repentinas que podían sobrevenir.

Por otra parte, los artículos enviados en el *Wandle* estaban muy lejos de ser todos los que se nos habían pedido de Iquique y era urgente proceder á preparar otros envíos. En vista de esas circunstancias, limitamos el cargamento del *Wandle* á lo más necesario y que podía ir más pronto, reservando así también una pequeña suma de dinero con que atender á los gastos posteriores.

No obstante la relativa importancia de los fondos que nos habíamos podido procurar, vinos aun en la necesidad de contraer una deuda personal por 20,000 libras esterlinas, lo que vino á salvar las dificultades premiosas en que nos colocaban los cuantiosos gastos que demandaban las gestiones de diverso género que efectuábamos en Europa por encargo de la Delegación del Congreso.

Con fecha 10 de Mayo recibimos por giro telegráfico del Banco Nacional de Chile, la primera remesa de fondos que se hacía de Iquique para atender á los gastos que era menester efectuar en Europa.

Esa remesa no era, es cierto, tan cuantiosa como lo exigían las premiosas necesidades del momento, ya que ella no ascendía más que á 10,000 libras esterlinas; pero, como un mes más tarde, esto es, tan pronto como el rendimiento de los derechos del salitre lo permitió, recibíamos una segunda é importante remesa por 50,000 libras (3 de Junio). Posteriormente nos siguieron llegando más fondos, y aunque ellos no alcanzaban á cubrir el monto de los gastos que había que hacer, esta falta no era demasiado considerable, y era fácil de ser llenada gracias á los recursos y á las mayores facilidades de que, mejor preparados que antes, podíamos disponer en esa época.

Esta relativa abundancia de dinero vino justamente en los momentos en que ella era más necesaria por el desarrollo que naturalmente habían tomado nuestras gestiones.

Habiendo fracasado la espedición del *Itata*, y juzgando insuficientes los elementos de guerra que habíamos enviado en el *Wandle*, creímos que nuestra atención preferente debía concretarse á la adquisición y envío de nuevos artículos de guerra. Nos dedicamos, pues, activamente á comprar ú ordenar la fabricación de los numerosos artículos que se nos había indicado desde Iquique. Venciendo las mil dificultades mencionadas ya precedentemente y que la sola naturaleza de la empresa permite comprender, logramos preparar y enviar uno tras otro tres nuevos cargamentos de fusiles, artillería, municiones, pólvora, vestuarios, etc.

Con fecha 17 de Julio, en efecto, salía de Dunquerque la fragata de vela *Carioca* llevando 675 barriles de pólvora, cuyo importe, comprendiendo transporte, seguro y demás accesorios fué de £ 2,863 10.

Poco después fletábamos el vapor *Stanmore* á fin de enviar un cargamento que por sí sólo habría bastado para reorganizar el ejército constitucional, si por desgracia hubiese sido rechazado en lugar de alcanzar las brillantes victorias de Concón y la Placilla.

En otra parte hemos enumerado ya los artículos que componían ese cargamento; ahora nos bastará decir á V. E. que solo en la artilleria y sus municiones, que ese buque llevaba, se invirtieron más de £ 20,000, y que en 10,000 fusiles Mannlicher con 5.000,000 de cartuchos y 1,000 carabinas Winchester con 1.000,000 de cartuchos, se invirtieron £ 56,000. El costo total de este cargamento, comprendiendo el precio de los otros artículos de guerra que lo componían, el trans-

porte, seguro, comisiones, etc., fué de £ 93,868, 2. 2.

Cuando llegó la feliz noticia de la derrota del Dictador, teníamos ya preparado el último de los cargamentos de elementos de guerra que debíamos enviar á la Excma. Junta de Iquique. Aunque él era ya innecesario, hubimos, pues, de enviarlo. Él salió de Amberes el 25 de Septiembre, en el vapor *Landana*, y se componía principalmente de artillería y sus municiones, de 1,000 carabinas Winchester con 1.000,000 de cartuchos, de 1.000,000 de cartuchos Mannlicher, de 500,000 Gras y de vestuarios y otros accesorios militares. Su costo total, comprendiendo transporte, seguro, comisiones, etc., fué de £ 102,971. 5. 10.

Sumando el costo de cada uno de los cargamentos de armas, municiones, etc., enviados á la Excma, Junta de Iquique, resulta que la suma total de las cantidades invertidas en Europa con ese objeto asciende á la importante cifra de £ 267,390 10. 6. Agregando á esta cantidad el precio del vapor *Spartan*, de cuya compra se ha hablado antes, precio que asciende á £ 60,500, resulta que el costo total de los elementos de guerra adquiridos para el Gobierno de Iquique durante la revolución, fué de £ 327,890 10. 6, lo que en nuestra moneda corriente da, al cambio de 24 d. por peso, $ 3.278,905. 25 c.

Los gastos hechos en la adquisición de elementos bélicos fueron, con mucho, los más importantes de todos lo que tuvimos que hacer en el desempeño de la Agencia confidencial del Gobierno de Iquique en Europa. Hay, sin embargo, otras inversiones importantes que creemos conveniente indicar á V. E., aunque sea someramente. Su detalle consta de la cuenta corriente que tuvimos el honor de abrir al Gobierno de Chile y que oportunamente hemos enviado á V. E.

No obstante que la causa de la revolución encontró

En la prensa europea una general y desinteresada acogida, muchas veces nos vimos en la necesidad de pagar ciertas inserciones y de acordar remuneraciones especiales. Al mismo tiempo creímos conveniente hacer publicar, como lo hemos dicho antes, el periodiquito *La Estrella de Chile*. El monto total de los gastos hechos en publicaciones, se eleva á £ 3.768, 7 s. 6 d.

Las diligencias judiciales promovidas con el objeto de obtener el secuestro de los busques que la Sociedad de *Forges et Chantiers de la Méditerranée* construía para la República de Chile, y cuya entrega pretendían obtener los agentes del Dictador Balmaceda, y las diligencias de la misma especie entabladas á fin de obtener la retención de fondos por las casas de crédito europeas, y á fin de obtener el secuestro de las barras de plata traídas por el *Espiègle*, exigieron, por honorarios, derechos fiscales, etc., el desembolso de £ 2,476, 1 s., 7 d.

Fué menester además consignar temporalmente como garantía ordenada por la sentencia que declaró el secuestro de los buques, la suma de £ 79,051 7, s. 2 d. ó sean 2.000,000 de francos.

En la sección respectiva de esta *Memoria* hablamos á V. E. de las numerosas gestiones de carácter privado, y aun podríamos decir reservado, que fué menester efectuar con el objeto de impedir ó retardar la salida de los buques nombrados. Esas diligencias exigieron gastos subidos, cuya especificación consta en parte de la cuenta corriente antes citada, tales como gastos de viaje y estadía de nuestros comisionados, sueldos á tripulantes retirados de esos buques, comisiones especiales, etc. Pero la naturaleza misma de algunas de esas partidas no nos ha permitido especificarlas como habría sido de desear, sino que hemos

debido ponerlas en globo, informando sobre ellas privadamente y por separado á V. E.

Gastos del mismo género hubo que hacer en diligencias tendentes á obtener informaciones detalladas sobre los buques que los agentes del Dictador pretendían adquirir. El monto total de las cantidades invertidas en las diligencias que quedan indicadas fué de £ 14,642 1. 11.

La naturaleza misma de nuestras gestiones hizo que la prontidud y el ahorro de tiempo fueran uno de los principales factores que debían contribuír á su éxito ó fracaso. Fué así que hubimos de mantenernos en comunicación telegráfica casi diaria con la Excma. Junta de Iquique y con los Agentes de la misma en los Estados Unidos, en la República Argentina y en el Brasil. Nuestras comunicaciones telegráficas no fueron menos activas con nuestros agentes en diversos puntos de Europa ó con otras personas que nos prestaban su cooperación. Muchas veces aún fué menester, dada la urgencia de las circunstancias, dirigirse por telegráfo á los Gobiernos europeos. No es, pues, de extrañar que los gastos hechos en comunicaciones telegráficas y escritas haya ascendido á £ 2.098,11,1.

En útiles de escritorio y otros gastos menudos, que sería largo enumerar, se invirtieron £ 978,15,3.

En fin, para terminar con la enumeracion de los gastos hechos, debemos mencionar la comision de 1/8 % que los señores Glyn y C.ia cobraron, según uso establecido, sobre el movimiento total de fondos, y los descuentos pagados por el cobro anticipado de las libranzas remitidas de Iquique, todo lo cual asciende á £ 952,17,4.

Los gastos que quedan indicados á la lijera fueron todos los que efectivamente se hicieron en Europa por cuenta del Gobierno de Iquique; pero ellos no son los

únicos desembolsos que figuran en la cuenta corriente que mantuvimos con dicho Gobierno. Entre esos desembolsos figuran también otras importantes sumas que han sido invertidas en objetos ajenos á nuestras gestiones en Europa; tales son las cantidades entregadas á la Legación de París después del término de la revolución y á consecuencia de la precaria situación financiera en que esa oficina se encontraba; tales son también las remesas de fondos hechas á Washington á Don Pedro Montt y á Buenos Aires á Don Adolfo Guerrero. Hay que considerar también que no todas las cantidades desembolsadas fueron invertidas, sino que muchas de ellas fueron devueltas en todo ó en parte.

A fin de dar á V. E. una idea más clara del movimiento de fondos á que dieron lugar nuestras gestiones en Europa, creemos conveniente formar un cuadro de esos desembolsos, comprendiendo también los que no importan gastos efectivos hechos en el desempeño de nuestras tareas :

	Libras esterlinas	Chelines.	Peniques.
Adquisición de elementos de guerra	329,890	10	9
Publicaciones	3,768	7	5
Gastos judiciales	2,476	1	7
Gestiones privadas para retener los buques y otros fines.	14,642	1	11
Telegramas y otras comunicaciones.	2,098	11	4
Provisión de carbón al *Esmeralda* en Acapulco.	3,943	6	0
Comisión de 1/8 0/0 y descuentos cobrados por los señores Glyn y compañía. . . .	952	17	4
Gastos varios.	977	15	3
Depósitos de garantia por los buques	79,051	7	2
Giros de D. Jorje Montt . . .	12,550	0	0
Remitido á D. Adolfo Guerrero	2,000	0	0
Remitido á D. Pedro Montt. .	2,585	6	9
Remitido á la Legación de Paris	8,509	1	4
Giro telegráfico á R Trumbull.	3,080	12	1
Libranza protestada á cargo de la Anglo-Chilian N^te^ Railway C.^o^	3,227	8	5
Total.	467,753	7	4

Para conocer el monto de los pagos efectivos hechos en Europa por cuenta del Gobierno de Iquique, habria que hacer á ese total las siguientes deducciones:

	Libras esterlinas	Chelines.	Peniques.
Devolución por el señor Trumbull de la suma que se le habia enviado para proveer de carbón al *Esmeralda*. .	3,075	16	1
Devolución del depósito ordenado por la sentencia de secuestro de los buques. . .	79,290	8	7
Devolución del sobrante de lo enviado á la Pacific Steamship C.ª en pago del carbón del *Esmeralda*.	1,801	17	5
Una libranza protestada y cobrada después.	3,227	8	5
Otras devoluciones	872	11	11
Total.	88,268	2	5
Deduciendo esta cantidad del total de los desembolsos. .	467,753	7	4
Se obtiene el monto de los pagos hechos y no anulados posteriormente, ó sea. . . .	88,268	2	5
	379,485	4	11

Pero no todas esas sumas efectivamente pagadas fueron gastadas en objetos comprendidos en las gestiones encomendadas, con motivo de la revolución, á la Agencia Confidencial en Europa. Para obtener el monto efectivo de esos gastos habría que hacer aún las siguientes deducciones:

	£	Sh.	D.
Remitido á D. Pedro Montt.	2,585	6	9
» á D. Adolfo Guerrero. . . .	2,000	0	0
» á la Legación de París . . .	5,509	1	4
» á D. Jorje Montt.	12,550	0	0
Total.	£ 25,644	8	1

La cantidad de £ 353,840 16 10 ó sean $ 3,538,408 42 pesos de nuestra moneda, al cambio de 24 peniques, representa, pues, el monto total de los gastos hechos en Europa por el Gobierno de Iquique.

Como lo hemos dicho antes á V.E., los gastos hechos en Europa, durante los primeros meses de la revolución, en servicio de la causa del Congreso, fueron atendidos por nosotros con fondos del Banco de A. Edwards y Cía. No obstante la importancia de las remesas enviadas de Iquique, á partir del mes de Mayo de 1891, ellas no solo no cubrieron esos desembolsos, sino que no alcanzaron á satisfacer todas las necesidades que se dejaron sentir, y ellos hubieron de aumentarse considerablemente.

Hemos dicho que el monto total de los desembolsos hechos en Europa por cuenta de la Excma. Junta, ascendió á £ 467,753, 7, 4; mientras que las remesas enviadas de Iquique, sumadas con las cantidades entregadas y devueltas por no haber sido invertidas, solo ascendieron á £ 345,275 11 4, como sigue:

	£	Sh.	D.
Letras ó giros hechos en Mayo . . .	10,000	0	0
» » » Junio . . .	130,018	14	0
» » » Julio. . . .	35,000	0	0
» » » Agosto. . .	21,988	14	11
» » » Septiembre	60,000	0	0
Devoluciones.	88,268	2	5
Total.	£ 345,275	11	4

Lo que da un saldo en contra del Gobierno de Chile, y á nuestro favor, de £ 122,477, 16, 0

Á esta suma habría que agregarle la cantidad de £ 4,243, 5, 3, por saldo de los intereses á nuestro favor hasta el 31 de Diciembre de 1891, resultando así que el Fisco me adeuda, como saldo de la cuenta corriente que con él mantuve en Europa durante la revolución, la suma de £ 126,721, 1, 3

Como queda dicho, el monto total y efectivo de los gastos hechos en Europa por cuenta del Gobierno de Iquique, fué de £ 353,840, 16, 10, y antes de concluir esta *Memoria* es oportuno, Exma. Junta, esponer aunque sea someramente los gastos hechos á su vez por la Dictadura en las diversas gestiones llevadas á efecto por sus agenies en Europa.

De la exposición que sobre el estado de nuestras finanzas, hizo el señor Ministro de Hacienda en sesión de la Cámara de Diputados de Noviembre de 1891, resulta que el 1.° de Enero del mismo año, al declararse la Dictadura, había en Europa á favor del Gobierno de Chile las siguientes cantidades en oro:

Deutsch Bank.	$ 1,444,184
Mendelssohn y C^{ia}.	1,383,760
Rothschild é hijos.	208,685
Total.	$ 3,036,629

La Dictadura recibió además en Europa:

De la Compañía Com. francesa.	$ 333.460
De diversos bancos por intereses	98,500
Remesas diversas.	680,000
Total.	$ 1,111,960

Sumando los dos totales que preceden, resulta que la Dictadura gastó en Europa la enorme suma de 4.148,589 pesos oro, que reducida á nuestra mone-

da corriente al cambio de 24 peniques por peso, á 8,297,178 pesos.

Tal es, Excma. Junta, la exposicion de los trabajos que ejecutamos en Europa por encargo del Gobierno de la Delegacion del Congreso, en nuestro carácter de Agentes Confidenciales del mismo. Si el resultado de esos trabajos correspondió á la buena voluntad que en su ejecución pusimos, estamos seguros de que ellos merecerán la aprobacion de V. E.

París, Noviembre de 1891. Londres, Noviembre de 1891.

Augusto Matte. Agustín Ross.

ANEXO N.° 1.

TELEGRAMA DIRIGIDO POR LA DELEGACIÓN DEL CONGRESO AL GOBIERNO FRANCÉS, COMUNICÁNDOLE LA CONSTITUCIÓN DEL GOBIERNO PROVISORIO Y PIDIÉNDOLE LA RETENCIÓN DE LOS BUQUES.

Iquique, 12 de Abril 1891.

Señor Ministro de Relaciones Exteriores
de la República francesa.

PARÍS.

Tenemos la honra de poner en manos de V. S. el acta de organización de un Gobierno Provisorio encargado de restablecer en nuestra Patria el imperio de su régimen constitucional.

Ocupamos ya una vasta extensión de territorio que comprende los departamentos de Antofagasta, Chañaral, Taltal, Tocopilla, Iquique, Pisagua, Arica y Tacna, en la forma que nos tomamos la libertad de enviar á V. S. por el telegrama adjunto, reservándonos de hacerlo por nota separada. Por el momento nos permitimos rogar á V. S. tenga á bien mantener las órdenes de retención acordadas por V. S., á fin de que los buques chilenos en construcción no puedan dejar las aguas francesas hasta que V. S. no tenga conocimiento de la nota oficial enviada á V. S. el primero de Mayo. Comunicamos igualmente á V. S. que, á partir de esta fecha, el territorio ocupado por la Delegación del Congreso, se ha aumentado considerablemente con nuevos departamentos, formando una zona considerable de la extensión del territorio chileno, con abundantes rentas, administración correcta de los servicios públicos, dando garantías á las personas y

facilidades á los intereses nacionales y extranjeros. La úni
Corte de Justicia que funciona en toda la República de Ch
es la del territorio de Tacna, ocupado por el Congreso.

En vista de estos antecedentes, y considerando:

1.° Que las fuerzas de mar y tierra que obedecen al Co
hreso han ocupado ya ocho departamentos de nuestro ter
torio.

2.° Que es urgente restablecer en estos departamentos
imperio de la legalidad, lo que no puede realizarse sino cc
una organización regular.

3.° Que estos departamentos producen la mayor parte d
las rentas nacionales y que es indispensable organizar cc
rrectamente su cobro.

4.° Que la tarea en que está comprometido el país, n
puede concluir sino con el restablecimiento constitucion
de las garantías violadas.

5.° Que la única manera de obtener los propósitos indi
cados en los considerandos anteriores, consiste en ajusta
los actos administrativos á nuestro régimen constitucional
que establece un Poder Ejecutivo con secretarios responsa
bles, se ha decretado:

1.° Que una Junta de Gobierno con el título de Provisori
quede organizada por los insfrascritos.

2.° Que las determinaciones de esta Junta serán firmada
por el Presidente y el Secretario del respectivo departa
mento.

3.° Se organizan las cuatro Secretarías de la Junta: de
Interior y de Obras públicas; de Relaciones Exteriores y d
Justicia; de Cultos é Instrucción pública; de Hacienda y
de Guerra y Marina. Cada uno de estos departamentos com
prenderá un Secretario responsable y un número de emplea
dos fijados posteriormente. — Jorge Montt. — W. Silva. -
R. Barros Luco. — Enrique Valdés Vergara, Secretario.

Nombmos Secretario de la Junta de Gobierno en el de
partamento de Relaciones Exteriores, de Justicia, de Cul
tos é Instrucción Pública, á D. Isidoro Errázuriz.

MONTT. — SILVA. — BARROS LUCO.

Nombramos Secretario de la Junta de Gobierno en el departamento de Hacienda, á D. Joaquin Walker Martínez.

MONTT. — SILVA. — BARROS LUCO.

Nombramos Secretario de la Junta de Gobierno en el departamento de Guerra y Marina al Coronel Holley.

MONTT. — SILVA. — BARROS LUCO.

ANEXO N.° 2.

TELEGRAMA DE LA JUNTA Á LOS GOBIERNOS INGLÉS Y FRANCÉS COMUNICÁNDOLES EL NOMBRAMIENTO DE LOS SRES. MATTE Y ROSS COMO AGENTES CONFIDENCIALES.

Iquique, 16 de Mayo de 1891.

El Presidente de la Junta de Gobierno de la República de Chile á S. M. Británica.

Salud Grande y buen amiga:

La Junta de Gobierno de esta República, deseosa de continuar y estrechar las buenas relaciones que la unen al Reino Británico, designa en el carácter de Agente Confidencial ante nuestro Gobierno, pudiendo obrar conjunta ó separadamente, á los Sres. Augusto Matte y Agustín Ross, de que se hacen dignos por su inteligencia, ilustración y celo en el servicio de la causa Constitucional y os ruega les prestéis benévola acogida y crédito en sus gestiones, y particularmente cuando os expresen los votos que esta Junta hace por la prosperidad de vuestra persona y gloria de vuestra administración (1).

JORGE MONTT. — ISIDORO ERRÁZURIZ.

(1) Un telegrama análogo se dirigió al Gobierno Francés.

ANEXO N.° 3.

NOTA SOBRE LA BELIGERANCIA DEL PARTIDO DEL CONGRESO DIRIGIDA Á LOS GOBIERNOS INGLÉS Y FRANCÉS POR LA EXCELENTÍSIMA DELEGACIÓN DEL CONGRESO.

Iquique, 29 de Marzo de 1891.

Al Sr. Charles F. Hotham, Real Almiral, jefe de la División Naval de S. M. Británica en el Pacífico.

La paz interna de Chile, mantenida sólidamente por espacio de largos años, ha sido turbada por una lucha entre el Poder Ejecutivo por una parte y el Congreso Nacional por la otra. La Constitución del Estado y prácticas políticas que datan desde la declaración de nuestra independencia, habian armonizado la marcha de los Poderes Públicos por medio del sistema de Gobierno de Gabinetes Parlamentarios. El Presidente de la República desconoció la legítima influencia del Congreso. A estas violaciones del espíritu y de las prácticas constantes del Gobierno del País, ha seguido el desconocimiento de los derechos fundamentales del Congreso y el atropello de la Constitución de parte del Sr. Balmaceda.

Clausurando violentamente el Congreso, se vió en la imposibilidad de dictar leyes exigidas por nuestro régimen político.

La Constitución política de Chile prohibe ejecutar gastos que no hayan sido autorizados por la ley anual de presupuestos y la fuerza armada, sólo tiene existencia constitucional en virtud de una ley cuya vigencia no alcanza más allá del plazo fijado en ella misma. El Congreso, revestido de la facultad de dictar aquellas leyes, se encuentra de hecho revestido de un poder trascendental en el Gobierno del país y es representante directo de la Nación y depositario, por lo tanto,

de la soberanía; tiene el derecho y el deber de fiscalizar l conducta del Poder Ejecutivo y de contenerlo en sus avance

El Presidente de la República, Jefe del Poder Ejecutiv ha gobernado desde el 1.° de Enero de 1891, decretando ga tos y manteniendo la fuerza armada, sin haber obtenido l autorización Legislativa. Desde aquel momento quedó tran formado el régimen legal; invadiendo las atribuciones de l Poderes Públicos; desconocido y anulado el Congreso Na cional; despezada la Constitución del Estado y constituid por fin, la dictadura política y militar de la República.

En presencia de esta situación, el Congreso de Chile n pudo olvidar los solemnes juramentos pronunciados al inst larse, ni la voz de la Nación que lo llamaba al cumplimien de su deber, y apeló á la fuerza armada para restablecer imperio de las leyes y reparar sus fueros lesionados. En pe secución de este fin ordenó á la armada de la República ejecución de medidas militares que han dado por resultad después de sangrientos combates, la posesión tranquila una extensión considerable del territorio del país, que alca za á 480 millas de costa, abarcando una superficie de 64,8 millas cuadradas. Este territorio encierra en su seno la pr ducción más importante de las que constituyen nuestro c mercio internacional y la que más afecta nuestras relacion comerciales con las naciones civilizadas.

El salitre, que se produce exclusivamente en la zona territorio sometido al imperio de las fuerzas constitucionale alcanza á 20.000,000 de quintales y paga como impuesto otr tantos millones de pesos para las arcas de la Nación. Acrec estas rentas los derechos aduaneros que grava la internació de mercaderías que acuden á nuestras puertas desde los ce tros más apartados de la producción del mundo

Sus triunfos militares han dado al Congreso los medios d llevar á término, amparado por la fuerza, su propósito pol tico de restablecer el régimen constitucional en el país.

Desde el primer momento, la Delegación del Congreso h procurado cumplir con su misión de orden, de paz y de libe tad, restableciendo en los territorios ocupados el ejercici regular de la Administración pública, produciendo la confian za en los espíritus con medidas de carácter económico, ten dentes al desarrollo tranquilo y seguro de las industrias el comercio y devolviendo á los ciudadanos las libertade políticas, particularmente las de prensa y reunión que le

habian sido arrebatadas por el régimen de la Dictadura. Era necesario también volver á la vida los otros poderes públicos suprimidos por la Dictadura, y en los territorios ocupados los Municipios gozan ya de su más plena libertad de acción y el Poder Judicial ha recobrado su imperio.

Estas medidas se imponian, puesto que no podiamos mantener el régimen arbitrario, subsistente con Municipios disueltos y Tribunales de Justicia suspendidos; espectáculo inaudito en la historia del país y cuya reparación se nos ofreee como el más sagrado deber de nuestra acción.

De aquí es que hoy dia los Delegados del Congreso Nacional, debidamente autorizados por éste, mantienen el Orden Constitucional, verdadero y único legítimo Gobierno del país. Se encuentran en la posesión completa y tranquila del territorio más valioso de la República, que comprende los Departamenlos de Pisagua, de Tacapacá, de Tocopilla, de Antofagasta, Taltal y Chañaral, y está apoyado por un ejército importante, y hasta el dia victorioso, y una escuadra de gran poder, tanto por su número, 20 naves, como por su fuerza de combate. La Delegación del Congreso ha organizado debidamente los Departamentos ocupados por sus armas, estableciendo en ellos un Gobierno regular en armonía con la Constitución y las leyes del país. Llenados estos deberes, nos encontramos en condiciones más que suficientes, según las prescripciones del Derecho Internacional, para ser reconocidos como Poder beligerante.

Todos los publicistas más eminentes de Europa y de América reconocen de manera clara y explícita los derechos de un Gobierno constituído en las condiciones que concurren ahora. Blunstchli, el más conocido de los publicistas alemanes, dice, hablando de un poder militar organizado con medios de acción inferiores á los que en el caso actual se producen: Art. 512 pág. 299. *Droit International Codifié:*

« Se reconoce la condición de beligerantes á los partidos armados que, sin haber recibido de un Estado ya existente el derecho de combatir á mano armada, se han organizado militarmente y combaten de buena fe en nombre y lugar del Estado por un principio de Derecho Público ».

Hay en esto una excepción á la regla de que la guerra se verifica entre Estados exclusivamente. Pero cuando un partido político busca la realización de ciertos propósitos públi-

cos y se ha organizado como Estado, constituye en cierto modo el Estado mismo. *Las leyes de la humanidad exigen que se conceda á ese partido la condición de beligerantes*; que no se le considere como banda de criminales. El partido que es suficientemente fuerte para crear poderes análogos á los del Estado, ese partido tiene derecho natural á ser tratado de idéntica manera que el ejército de un Estado ya existente. Se disminuiría de esta manera los peligros de la guerra, no tan solo á favor del nuevo partido, sino también á favor de sus adversarios.

Otro eminente publicista, Laurence, se expresa de este modo:

« Es indispensable respetar el principio arriba mencionado en las guerras civiles; el partido que tiene á favor suyo las autoridades constituídas, se dejará fácilmente llevar á tratar sus adversarios como rebeldes; el partido sublevado tratará á su vez de acusar al partido de Gobierno de alta traición de violación constitucional. Toda vez que los tribunales criminales no son ya respetados y que *de hecho* ambos partidos se hacen la guerra, será lógico suspender la aplicación de las leyes penales, considerarlos *política* y *militarmente* como verdaderos enemigos y *reconocerles la condición de beligerantes*. El Derecho Internacional actual ha hecho, pues, un progreso al manifestarse dispuesto á conceder la condición de beligerantes á un partido revolucionario ó á cuerpos francos. Para esto es preciso: 1.° Que esté organizado militarmente. 2.° Que respete las leyes de la guerra y combata de buena fe por un principio político ». Laurence. Com. al Derecho Internacional de Wheaton I, pág. 182.

El reconocimiento de beligerancia á todo poder que domina cierta porción de territorio que se encuentra apoyado en elementos militares, y sostiene principios de derecho público, es, pues, indiscutible. Este reconocimiento favorece las operaciones militares haciéndolas menos odiosas, se inspira en grandes principios de humanidad y favorece en conjunto los intereses de los neutrales. De aquí proviene que sean estas las más interesadas en reconocer la inteligencia.

Es útil leer lo que dice á este respecto Blunstchli en un estudio sobre la cuestión del *Alabama*.

La guerra del Sonderlund en Suiza en 1447 y la guerra civil de los Estados Unidos de la América del Norte, de 1861

á 1865, nos proporcionan un ejemplo. El Poder Federal dió en ambos países á los separatistas el nombre de rebeldes, y no *renunció* á castigar á los jefes y promotores de la revolución; pero se consideró, sin embargo, á las tropas de los Estados desidentes como á verdaderos beligerantes y las leyes ordinarias de la guerra les fueron aplicadas. *Los Estados extranjeros se pronunciaron más enérgicamente todavía porque la condición de beligerantes fuese concedida á ambos partidos.* Vid Blunstchli, *Opinion imparcial sur la question de* l'Alabama; *revue International de Gand, II,* pág. 457.

El Gobierno constituído por el Congreso tiene derecho indiscutible á ser considerado como Poder beligerante, y puede exigir de consiguiente una declaración de neutralidad, que es su consecuencia precisa. Espera que las Potencias neutrales reconozcan su carácter de beligerante, se abstengan de favorecer directa ó indirectamente al enemigo, de entregarle navíos de guerra ó recursos y elementos militares y ejerzan vigilancia rigorosa para impedir que los particulares proporcionen al enemigo dichos elementos.

La Delegación del Congreso de Chile tiene conocimiento de que el Gobierno de la República de Francia ha ordenado la retención dentro de sus aguas de los buques que en sus astilleros se construyen para nuestro país, y no ha permitido que de ellos disponga el Gobierno de la Dictadura. Esta actitud del Gobierno francés debe obedecer á los principios que el derecho internacional impone á las naciones neutrales en presencia de un conflcto bélico.

Recordemos á este respecto la disposición tan precisamente establecida por el publicista Blunstchli en el art. 763 de su derecho internacianal codificado, que dice :

« Art. 763. El estado neutral no debe solamente abstenerse de entregar navíos de guerra á una de las potencias beligerantes; se encuentra además obligado á una vigilancia rigurosa y *á impedir que los particulares* armen navíos de *guerra en su territorio y los entreguen á cualquiera de los beligerantes.*

Esperamos de V. S. que en virtud de las consideraciones aducidas, se digne recabar del Gobierno de S. M. B. el reconocimiento de nuestra beligerancia, informándole al mismo tiempo de los antecedentes y desarrollo del conflicto en que nos hallamos empeñados y de que V. S tiene conoci-

miento cabal, por haberlo presenciado en su mayor par juzgándolo con elevado criterio.

Dios guarde á V. S.

JORGE MONTT,
Presidente de la Delegación del Congreso.

RAMÓN BARROS LUCO,
Presidente de la Cámara.

WALDO SILVA,
Vicepresidente del Sena

ANEXO N.° 4.

CIRCULAR DIRIGIDA A LOS GOBIERNOS EUROPEOS POR LOS AGENTES CONFIDENCIALES PIDIENDO EL RECONOCIMIENTO DE LA BELIGERANCIA DEL PARTIDO DEL CONGRESO.

París, 7 de Mayo de 1891.

Agencia confidencial del Gobierno Provisorio de Chile.

SEÑOR MINISTRO :

Los infrascritos, en representación del Gobierno de Chile, establecido provisoriamente en Iquique en virtud de una delegación de poderes del Congreso Nacional, tienen la honra de someter al conocimiento del Gobierno de V. E. la siguiente exposición con referencia á los sucesos políticos que han ocurrido durante los últimos cuatro meses en aquella República, y que, por el carácter que revisten, están destinados á influir en sus relaciones con las demás Potencias.

El dia 1.° de Enero del presente año el Congreso de Chile, compuesto del Senado y de la Cámara de Diputados, ha destituído por acto solemne á D. J. M. Balmaceda del alto cargo de Presidente de la República, para el cual fué elegido por un período constitucional de cinco años el 18 de Septiembre de 1886.

Este acto, cualquiera que sea su gravedad, no habría salido del dominio del Derecho Público interno de Chile, si sólo hubiera producido el cambio en el personal gubernativo de esa República que estaba destinado á verificar. Desgraciadamente, habiendo rehusado el Sr. Balmaceda someterse á la autoridad del Congreso, y apoyado su resistencia con

las armas, háse creado una situación anómala que produce consecuencias de carácter internacional. El Congreso, que es hoy el único Poder Constitucional legítimo en Chile, y que, en nombre del país y de la ley, ha tomado sobre sí la tarea de reprimir por la fuerza esta rebelión contra la soberanía de la Nación que él encarna, ha debido inmediatamente proceder á la creación de un Gobierno Provisorio en la forma una Junta compuesta del Vice presidente del Senado, de D. Waldo Silva, del Presidente de la Cámara de Diputados, D. R. Barros Luco, y del Jefe de la Escuadra, D. J. Montt, Junta que por ahora funciona en Iquique, provincia de Tarapacá, y que se ha organizado en los términos del decreto fecha 12 de Abril, cuya copia autorizada tenemos el honor de acompañar al preseute despacho.

Cumplimos en la presente ocasión con el deber de comunicar este hecho al Gobierno de V. E. Al mismo tiempo, V. E. nos permitirá consignemos aquí brevemente las razones que abonan la grave resolución tomada por el Congreso con relación al Sr. Balmaceda. La deposición de este funcionario es un hecho que afecta sólo á la política interna de Chile; pero ha sido seguida de acontecimientos tan dolorosos, que nos atrevemos á solicitar la benevolencia del Gobierno de V. E. para justificarla á sus ojos como una medida urgente y necesaria en las circunstancias.

La conducta funcionaria del Sr. Balmaceda no sólo ha provocado grandes resistencias en el país, sino que ha concluido después de cuatro años de un Gobierno desgraciado, por arrastrar á la guerra civil á un pueblo tranquilo y sin duda el más fuertemente organizado de la América española.

Sería excesivo que nos propusiéramos exponer aquí las numerosas acusaciones de que la Administración del Sr. Balmaceda ha sido objeto. Por muchas y graves que ellas hayan sido, mientras han podido caer bajo la sanción de los remedios constitucionales del sistema político de Chile, no tenemos por qué mecionarlas aquí. Nos limitaremos, pues, á recordar sólo aquellos cargos que, por importar ataques á la base misma de las instituciones de la República, han influido de una manera decisiva en la resolución adoptada por el Congreso. Estos cargos, concretamente formulados, son los siguientes :

Desconocimiento de las instituciones parlamentarias de Chile, tales como han sido establecidas por su Constitucion

y practicadas durante 58 años por diez y nueve Congreso y todas las Administraciones que se han sucedido en la República;

2.ª Violación deliberada de la Constitución, y usurpación de facultades que, según ésta, corresponden exclusivamente al Congreso, ó conjuntamente al Ejecutivo y al Congreso.

Los hechos á que se refiere el primero de estos cargos se produjeron durante casi todo el curso de 1890. Á principios de ese año, se vió por la primera vez en la historia constitucional de Chile que el Presidente, aprovechando del receso recién comenzado del Congreso, reemplazase repentinamente y sin explicación alguna su Gabinete parlamentario por otro compuesto sólo de sus propias creaturas. Esto era atentar á las instituciones, y así lo manifestó bien claro la opinión pública desde luego, y más tarde las Cámaras mismas que censuraron por grandes mayorías al nuevo Gabinete en el mes de Junio, tan pronto como pudieron reunirse por derecho propio. Esta actitud del Presidente respondía, sin duda, ya entonces á la que más tarde ha adaptado, pues no le hicieron desistir de ella durante cerca de siete meses, ni la marcada agitación de los ánimos, ni las censuras parlamentarias, ni la paralización de los trabajos legislativos, ni aún la amenaza constitucional de suspender el cobro de los impuestos, realizada más tarde durante cuarenta y cinco días. La inminencia del trastorno del orden público le puso al fin en la necesidad de ceder, y el 9 de Agosto siguiente, el Sr. Balmaceda llamó á los negocios un Ministerio de carácter parlamentario. El Congreso se dió inmediatamente por satisfecho, y renunciando en obsequio de la harmonía á perseguir al gabinete caído, votó los impuestos y demás leyes administrativas. La calma volvió también á los espíritus.

El Presidente no había renunciado, con todo, á sus planes secretos. Dos meses después de su nombramiento, el Gabinete parlamentario era puesto por el Presidente mismo en la necesidad de dimitir, y su renuncia era en el acto aceptada. El que le sucedía tenía un carácter aún más irregular y atentatorio que el del mes de Enero, de tal modo que su primer acto, el día mismo de entrar en funciones, fué el de cerrar violentamente el Congreso, que acababa de ser convocado á sesiones extraordinarias para despachar, entre otros proyectos de ley, los relativos á autorizar los gastos

públicos y el contingente de mar y tierra para 1891. Esto pasaba el día 15 de Octubre.

El Presidente parecía, pues, buscarse deliberadamente una nueva y más grande dificultad que la recientemente salvada. Adoptando por segunda vez un ministerio personal, se veía obligado á prescindir del Congreso; y prescindiendo del Congreso, se ponía en la imposibilidad de obtener las autorizaciones constitucionales necesarias á la marcha del gobierno. Esta peligrosa situación debía arrastrarlo al golpe de Estado que constituye el segundo y más formidable de los cargos formulados contra él por el Congreso, y á que nos hemos referido más arriba.

A medida que el primer día de 1891 iba acercándose, sin que el señor Balmaceda abriese nuevamente las sesiones del Congreso, hacíase visible el peligro de un trastorno del orden constitucional. No faltaron sobre este punto las advertencias al Presidente de la República. Vehementes y numerosas representaciones le fueron dirigidas, desde luego por la Comisión Conservadora, que funciona en Chile durante el receso del Congreso, y, en seguida, por Corporaciones de Derecho Público, como las Municipalidades, por Asociaciones de carácter privado, por todos los partidos políticos organizados, por las asambleas públicas de los ciudadanos, en fin, por la prensa entera del país, estimulándole al cumplimiento del deber, y al respeto de la Constitución que él mismo había jurado « guardar y hacer guardar » en el acto de su investidura. Todo fué desgraciadamente inútil. A estos llamamientos el señor Balmaceda permaneció sordo; y el día 1.° de Enero, consumando la violación de la ley fundamental de Chile, que desde tres meses atrás venía meditando, dispuso por un simple decreto de los fondos y de la fuerza pública que no habían sido autorizados por el voto legislativo.

En ese momento creyó deber intervenir el Congreso para salvar las instituciones de Chile. Hasta entonces su conducta había sido de una extrema prudencia. Durante un año entero había cerrado los ojos sobre los abusos y violaciones constitucionales del Presidente, á fin de no producir y conflicto. Armado del derecho constitucional de acusar el juzgar á los Ministros, cómplices del Presidente, había voluntariamente renunciado á ejercerlo. Había esperado siempre que en esta serie de errores el señor Balmaceda

concluiría por detenerse ante una transgresión constitucional que importaba la implantación neta y descarnada de la dictadura. Desengañado en este punto esencial, llegaba ahora el momento de colocar al funcionario culpable en la imposibilidad de consumar el atentado. Para alcanzar este fin, el señor Balmaceda fué depuesto de la Presidencia de la República.

Este acto del Congreso de Chile no fué el resultado de una conspiración; y habiéndose rebelado contra él el funcionario destituido, no pudo tener por el momento ninguna fuerza material en su apoyo. Fué necesario, pues, hacer un llamamiento en defensa de la ley á la fuerza pública, que los Tribunales de Justicia declararon desde ese momento libre de su obediencia al ex presidente. La Armada no vaciló en responder sin excepción alguna á este llamamiento. Pero el Ejército, víctima por una parte de sus hábitos de obediencia pasiva á la autoridad, y por otra de la desorganización en él producida mediante el brusco cambio de la inmensa mayoría de sus jefes y oficiales, continuó recibiendo las órdenes de los Agentes del S. Balmaceda.

La rebelión del ex presidente quedaba, pues, así consagrada por la adhesión más ó menos forzada de una parte de la fuerza pública, y la del personal administrativo cuidadosamente preparado de antemano para este evento por la autoridad central de quien, por la Constitución, depende en absoluto. El Congreso se encontraba, por su lado, sin más apoyo que las naves de la Escuadra, viéndose, por otra parte, objeto de las persecuciones implacables que el expresidente inició inmediatamente contra sus miembros. Pero, contaba, en cambio, con la simpatía de la inmensa mayoría de los chilenos y con los sacrificios que fuesen capaces de hacer en defensa de sus libertades los ciudadanos de un país habituado durante 60 años á ser respetado por una serie de gobiernos honrados y responsables.

Sería inútil que consignáramos aquí en detalle la historia de las operaciones militares de que ha sido teatro Chile desde el 1.° de Enero, y la de la conducta observada durante el mismo tiempo por el señor Balmaceda y sus Agentes. V. E. nos permitirá, sin embargo, con relación á ésta última, llamar la atención de su Gobierno hacia los siguientes hechos que prueban que el ex presidente está lejos de contar con el apoyo libre de sus conciudadanos y que no

busca á su autoridad otro fundamento que el de la fuerza violenta y arbitraria.

Por un decreto fecha de 7 de Enero, el ex presidente asumió « todo el poder público », y declaró suspendidas todas las leyes que pudieran embarazar el ejercicio de este poder.

Por otro decreto de 27 de Febrero fueron suspendidas de sus funciones las Cortes de Justicia, aun para el debate de los derechos privados.

Por decretos varios se ha embargado los bienes de la mayor parte de los miembros del Congreso.

Por decreto de 11 de Febrero han sido revocadas las leyes relativas á elecciones y se ha declarado cesantes en sus funciones legislativas á los miembros del Congreso, cuyo mandato está aún constitucionalmente vigente.

Por fin, habiéndose por otras medidas administrativas, cerrado todas las imprentas de los adversarios políticos, perseguido á éstos en su liberdad y en sus bienes, y creado un sistema de terror en todo el territorio adonde alcanzan los Agentes del ex jefe del Estado, éste ha convocado á elecciones para una Asamblea á la cual él mismo ha atribuído el carácter de Constituyente á fin de reformar la Constitución que nadie, sino él, ha violado.

Este régimen de fuerza, apoyado en la militarización forzada del país, contrasta con el carácter tranquilo y regular de la administración que el Gobierno del Congreso ha establecido en los territorios que se hallan hoy bajo su jurisdicción. Como podrá verlo V. E. en los antecedentes del decreto de 12 de Abril acompañado en copia, el imperio de la legalidad se halla allí restablecido, y el Gobierno Provisional se hace un deber de declarar « que su tarea no habrá terminado, mientras no se aseguren el régimen constitucional y las garantías individuales violadas ». Para afianzar en el hecho estas garantías, se ha reinstalado en esos territorios los Tribunales de Justicia suspendidos y puesto toda la administración civil en el pie de su funcionamiento ordinario. No es extraño, pues, que las poblaciones chilenas abran sus brazos á las fuerzas del Congreso que avanzan á restablecer en ellas el orden y las libertades públicas secuestradas por la Dictadura, y que en esta campaña de tres meses, el Congreso, que empezó su obra sin más apoyo que el de las naves de la Escuadra, esté hoy en pacífica y no

disputada posesión de la mitad más rica del territorio de Chile.

Este territorio comprende toda la parte septentrional de la larga faja que entre el mar y los Andes forma la República de Chile; y se extiende desde los 17°20' hasta los 29° de latitud Sur, ó sea desde el límite con la República del Perú al Norte hasta la provincia de Coquinbo al Sur, presentando al Oeste una línea de más de mil kilómetros de costa. Esta región, al través de la cual se hace la mayor parte del comercio exterior de Bolivia, es al mismo tiempo la más rica en productos y la que rinde mayor contribución á las rentas públicas de Chile. Para que V. E. pueda formarse una idea de su importancia, nos permitiremos copiar á continuación algunos datos tomados de la Estadística Oficial de Chile para 1889.

Mientras que las exportaciones totales de Chile durante ese año fueron de 65.963,100 pesos, moneda del país, las de la región actualmente bajo el dominio del Congreso, y que comprende las Provincias de Tacna, Tarapacá, Antofagosta y Atacama, alcanzaron á 40.966,326 de la misma moneda.

Las importaciones del extranjero se encuentran en una proporción menos favorable para esta región; pero en cambio esta diferencia se halla compensada con la cifra de su comercio interior con el resto del país.

El mismo territorio produjo como rentas públicas en ese año algo más de la mitad del valor total de las de todo el país.

Estos datos llevarán á la convicción del Gobierno de V. E. que la importancia territorial y comercial de la fracción de la República de Chile que obedece sin resistencia alguna á la autoridad del Gobierno Provisorio del Congreso, es tanta ó mayor que la del resto del país actualmente bajo la influencia de la Dictadura.

Desde un punto de vista militar, la situación del Gobierno, en cuyo nombre tenemos el honor de hablar, no es en ninguna manera inferior á la del Gobierno dictatorial. Mientras que éste pierde día á día parte de su territorio y que el resto es amagado por las fuerzas del Congreso, y mientras que en todos los encuentros ocurridos hasta hoy las tropas del expresidente han sido derrotadas, defeccionándose en todo ó parte para ir á aumentar las del Ejército de la ley, este último ha visto engrosar sus filas con el concurso de militares

y ciudadanos, y es hoy una organización suficientemente fuerte para iniciar operaciones contra el centro de la resistencia enemiga. En el mar, la preponderancia de las fuerzas leales al Congreso es notoria y decisiva, puesto que el Dictador no cuenta sino con dos pequeñas embarcaciones portatorpedos y un transporte armado que no es capaz de resistencia seria.

Llega el momento, señor Ministro, de que formulemos en nombre del Gobierno que tenemos el honor de representar, una petición que nos parece justificada por los antecedentes expuestos. Si, pues, el Gobierno Provisorio establecido por el Congreso de Chile en Iquique, es una organización suficientemente regular y responsable ante chilenos y extraños, « según el régimen constitucional », cuya misión es afirmar y hacer respetar aún por la fuerza de las armas ; si su origen no es una simple creación del hecho, sino la derivación de la investidura constitucional del Congreso, obtenida en las elecciones de Marzo de 1888 ; si su jurisdicción *no disputada* se extiende á cuatro Provincias, las más ricas y comerciales de Chile, comprendiendo más de la mitad de la extensión territorial actualmente poblada de esta República; si su creciente poder militar y su indisputable supremacía naval le han permitido hasta hoy mantener su soberanía sobre ese territorio y lo habilitan para amagar las demás Provincias aún sometidas al régimen dictatorial del ex presidente Balmaceda; si, por fin, como consecuencia de estos hechos, está llamado á mantener relaciones internacionales, comerciales ú otras, y es capaz de llenar las responsabilidades que esta situación crea, es, sin duda alguna, su derecho, y en todo caso con mejor título que el que puede invocar el Gobierno del dictador Balmaceda, el de ser considerado como una persona internacional perfecta y el de ser aceptado como tal.

No es esa, sin embargo, la actual pretensión del Gobierno Provisorio. Ella se limita á que le sean sólo reconocidos sus derechos de beligerante. La guerra civil en Chile se ha mantenido ya cuatro meses y durante ese tiempo, mediante el odio de los ciudadanos á la Dictadura, la autoridad regular del Congreso se ha robustecido, y no podrá ser abatida por las fuerzas del Dictador. El Congreso representó desde el primer momento la ley y el derecho : hoy representa también la fuerza. Con él están además todas las probabilidades

del porvenir. Podemos, pues, invocar con razón en su nombre los altos sentimientos de justicia y humanidad de que ha dado siempre prueba el Gobierno de V. E. para pedirle cumpla y haga cumplir en su respectiva esfera de acción las leyes de la neutralidad en la contienda que se debate actualmente en Chile.

Nos es grato aprovechar esta oportunidad para ofrecer á V. E. la seguridad de nuestra alta y distinguida consideración.

AUGUSTO MATTE. — AGUSTÍN ROSS.
Agentes Confidenciales del Gobierno Provisorio de Iquique.

ANEXO N.° 5.

NOTA AL MINISTRO DE RELACIONES EXTERIORES DE FRANCIA, PIDIÉNDOLE LA DECLARACIÓN DE LA BELIGERANCIA Y LA RETENCIÓN DE LOS BUQUES.

París, 27 de Mayo de 1891.

A S. E. el Ministro de Relaciones Exteriores de la República Francesa.

SEÑOR MINISTRO,

La delegación del Congreso Nacional de Chile, á la cual tenemos la honra de representar ante V. E., nos ha dado el especial encargo de recabar de la alta justificación de la Cancillería francesa, una respuesta tan inmediata como fuera posible darla, en orden al contenido del oficio que aquella delegación envió directamente al Ministerio de cargo de V. E. con fecha 27 del mes de Marzo próximo pasado.

Sería perfectamente excusado, á juicio de los infrascritos, insistir en cualquier justificación de los motivos que sirven de base á la exigencia de nuestros mandantes. Esa tarea, Ha quedado ampliamente satisfecha en la propia exposición de antecedentes que contiene el aludido oficio de 27 de Marzo último. De nuestra parte, hemos cuidado de anticipar asimismo á V. E. en la circular del 7 de Mayo en curso, un conjunto de datos, de hechos y de consideraciones que nos autorizan para estimar que V. E. se halla en posesión de los elementos de que ha menester para contestar al oficio aludido.

No ignora tampoco V. E. los gravísimos motivos que compelen al Gobierno que representamos á exigir aquella respuesta con el carácter de una medida de urgencia.

Está para terminarse en breves días el armamento de uno de los buques de guerra que el Congreso Nacional de Chile mandó construir en astilleros de este país, á la Compañía titulada *Forges et Chantiers de la Méditerranée*. Se ha presentado muy reiteradamente también al Gobierno de V. E. que el expresidente de Chile, Sr. Balmaceda, trata de emplear aquellas naves que son propiedad de la Nación, en el sostenimiento y la prolongación de la lucha que hiciera surgir en pro de sus intereses personales y en contra de las instituciones y de las legítimas autoridades del país. Cumple por lo tanto á los delegados del Congreso nacional de Chile, que autorizaron la construcción de aquellas naves de guerra, y que votaron los fondos necesarios para ejecutarlos, precaver á toda costa la dolorosa eventualidad de que ellas vayan á emplearse, como parece que está próximo á acontecer, no en el servicio de los intereses y de la honra del país, sino por el contrario, en el sojuzgamiento de sus instituciones, y en la dolorosa prolongación de una lucha que cuesta ya á Chile enormes sacrificios de sangre y de dinero y que habrá de concluir por lastimar profundamente también los intereses del comercio neutral.

Hacia este punto preciso y concreto limita, por el momento, nuestro Gobierno, la solicitud de una declaración expresa de parte del de V. E.

Piensa la Delegación del Congreso nacional que acaso fuera escusado insistir en el reconocimiento, solicitado también con el oficio del 27 de Marzo, de sus derechos y de su personalidad como beligerantes. Estiman á este respecto, nuestros mandantes que, desde que el Gobierno de V. E., inspirándose en los altos sentimientos de humanidad que son una tradición honrosa de este país, tuvo á bien interponer su mediación, de acuerdo con los Gobiernos de los Estados Unidos de América y del Brasil, para llevar á un arreglo amistoso á los dos partidos que hoy luchan en Chile; reconoció de hecho, implícita y categóricamente al Gobierno constituido por el Congreso y al Ejército que sostiene su causa, como beligerantes legítimos. No podría admitir, á este propósito una interpretación diferente, ya que los hechos se sobreponen á las declaraciones abstractas, haciéndolas innecesarias, y ya, sobre todo, que tanto V. E. como los ilustrados Gobiernos de los Estados Unidos de América y del Brasil, han ajustado su conducta en esta materia á las

enseñanzas teóricas uniformes de todos los tratadistas de derecho internacional y á las prácticas constantes de todas las Cancillerías de Europa y de América en casos análogos

Dados los precedentes expuestos, la « Delegación del Congreso Nacional de Chile », se halla en la necesidad de reclamar el estricto cumplimiento de los deberes que la neutralidad impone al Gobierno de V. E en el conflicto al cual trató, inutilmente por desgracia, de poner término con su mediación. Y, sería por cierto, de todo punto incompatible con el cumplimiento de aquellos deberes de neutralidad, el que se permitiera salir de los astilleros de Francia las naves de guerra que construye y termina actualmente la Compañía de *Forges et Chantiers de la Méditerranée.*

Permítasemos recordar, á este próposito, que cuando el Gobierno de V. E. se ha encontrado de antemano en situaciones semejantes, la rectitud de sus actos le ha puesto á salvo de toda responsabilidad y de toda sospecha de incorrección en su política. Asi es, por ejemplo, como aconteció en 22 de Octubre de 1863, que el honorable antecesor de V. E., Monsieur Drouin de Louys, retirara sin vacilar, á solicitud del representante del Gobierno de los Estados Unidos del Norte, la autorización que habia sido acordada á ciertos armadores de Nantes y de Burdeos, para construir seis naves de guerra destinadas al servicio de los Confederados del Sur.

El caso del *Rappahannok*, ocurrido en aquel mismo año y con motivo de la misma contienda civil que agitaba á los Estados Unidos de América, fué una nueva confirmación de la lealtad y de la firmeza con las cuales el Gobierno de V. E. supo cumplir sus deberes de neutralidad.

El mantenimiento severo de esta política, no solo concitó al Gobierno de V. E. el respeto y la consideración de uno y otro de los contendientes en aquella lucha, sino que puso el país completamente á salvo de las gravísimas responsabilidades que el Tribunal Arbitral de Ginebra, constituido por el Tratado de Washington de 8 de Mayo de 1871, dedujo pocos meses más tarde contra el Gobierno inglés.

Y ya que citamos este caso típico en la materia de que se trata, convendría asimismo recordar que en las reclamaciones del *Alabama*, como en las análogas del *Georgia*, *Florida* y *Shenandoah*, no se persiguió la responsabilidad directa, deducida del hecho de haberse construido, armado y

equipado esas naves en los astilleros ingleses, *con el conocimiento y consentimiento del Gobierno de ese país*, sino solo la falta de celo y de vigilancia que se imputara al Gabinete de Londres para tomar por sí mismo la noticia de que tales naves se hubieran construído ó armado en sus artilleros ó salido de sus puertos.

La « Delegación del Congreso Nacional de Chile » aguarda confiadamente de la alta justificación del Gobierno de V. E., de las tradiciones de lealtad, de consecuencia y de cortesía internacional que han sido un honroso timbre de la Nación y de la Cancilleria francesa, que en está ocasión V. E. se ha de servir dar una contestación al oficio que le fué dirigido con fecha 27 de Marzo próximo pasado.

Cumple á V. E. resolver si esa contestación, que tenemos encargo de recabar con toda la premura que las circunstancias exigen, ha de ser dada directamente á la « Delegación del Congresto Nacional » establecida provisoriamente en la ciudad de Iquique, ó si V. E. juzgase preferible trasmitirla por órgano de los infrascritos, sus representantes en este país. Si fuere este último el temperamento que V. E. escogitara, sería alta honra para los infracritos recoger la declaración, escrita ó verbal, del Gobierno de esta República, delaración que nos apresuraríamos á trasmitir á nuestros Mandantes.

Nos es grato, señor Ministro, aprovechar de la oportunidad para ofrecer á V. E. el testimonio de nuestra más sincera y distinguida consideración.

ANEXO N.° 6.

SEGUNDA NOTA AL MINISTRO DE RELACIONES EXTERIORES DE FRANCIA SOBRE LA BELIGERENCIA Y LA RETENCIÓN DE LOS BUQUES.

(*Traducción.*)

París, 13 de Julio de 1891.

Al Señor ministro de Relaciones Exteriores de la República francesa.

SEÑOR MINISTRO :

El que suscribe, Agente confidencial del Gobierno establecido en Iquique por el Congreso de Chile, ha tenido el honor de esponer á V. E. en diferentes ocasiones, las razones de derecho internacional y los precedentes que á su juicio justifican la petición que él ha hecho, en unión de su colega el Sr. Ross, al Gobierno francés. Él se ve, hoy obligado á renovar al Gobierno de V. E. esta misma petición, de mantener y hacer mantener en su territorio una extricta neutralidad en el conflicto armado de que Chile ha sido teatro durante los seis últimos meses.

El que suscribe cree haber demostrado suficientemente que cuando un Gobierno, como el de Iquique, ha conseguido establecerse y organizarse, posee cerca de la mitad del territorio habitado de Chile y goza de más de los dos tercios de sus rentas, hace observar las leyes y la Constitución violentamente abrogados por el Sr. Balmaceda y asegura garantías á los extranjeros y á los nacionales colocados bajo su jurisdicción, posee en fin, un ejército y una flota capaces, no sólo de defender el territorio que él ocupa, sino también

de atacar el de su adversario, este Gobierno tiene evidentemente el derecho de ser considerado en general como un Gobierno que llena todas las condiciones de la personalidad internacional. Por consiguiente, él tiene el derecho de pedir que se le reconozca el carácter de beligerante y de solicitar á su respecto la observancia de la neutralidad.

A estos poderosos argumentos, tenemos el deber de agregar una consideración á que el Gobierno de V. E. no puede quedar indiferente. La Francia, en tanto que República y nación liberal y respetuosa de los derechos de los pueblos, no puede tomar partido por los opresores contra los oprimidos en la guerra civil de Chile.

Jamás en el curso de su historia, ella ha intervenido en los negocios internos de las otras naciones sino para ayudarles á conquistar sus libertades políticas aun cuando otros intereses hubieran podido dictarle una conducta diferente. Y sería intervenir en Chile precisamente en un sentido contrario el continuar reconociendo al Dictador Balmaceda el derecho de proveerse en Francia de elementos marítimos y de buques de guerra, y de negarse á la observancia de la neutralidad que le ha sido pedida por el Gobierno del Congreso. El Gobierno del Congreso es, sin embargo, el único, legítimo en Chile, el único que se apoya en el consentimiento del pueblo, el único, en fin, que se somete á la Constitución y que puede en lo futuro asegurar al país la tranquilidad, el triunfo de la civilización y del buen gobierno.

V. E. no ignora que de todas las naciones europeas, y por una coincidencia singular, la República francesa es la única que se encuentra en situación de ejercer una influencia considerable en los sucesos de Chile, según la manera como ella se desempeñara de sus deberes de neutralidad hacia los partidos en lucha. Es á la presencia en el Havre y en Tolón de los tres buques de guerra construídos para el Gobierno de Chile por la Compañía de *Forges et Chantiers de la Méditerranée*, que esta circunstancia es debida. Si el Gobierno francés permite que estos buques sean entregados á los Agentes del Dictador Balmaceda, destituído de la presidencia por haberse revelado contra las leyes y por haber desconocido la autoridad de este mismo Congreso que autorizó y votó los fondos destinados á su construcción, es evidentemente que él pondrá, á sabiendas, entre las manos del Sr. Balmaceda, medios poderosos de retardar el fin de su

usurpación y de sustraerse á las graves responsabilidades contraídas bajo su dictadura. Si, al contrario, es prohibida la salida de los buques, la guerra civil de Chile, cuyo próximo fin todo lo indica, y en la cual el triunfo pertenecerá á la causa de la civilización y de la legalidad, representados por el Congreso, no será inútilmente prolongada.

El infrascrito cree poder esperar que en esta alternativa el Gobierno de la República francesa no tomará otra decisión que la que le aconsejan consideraciones de justicia, de humanidad, y él se atreve aún á afirmarlo por la simpatía de la opinión pública en Francia, manifestada unánimemente en la prensa. Una decisión contraria no haría más que oponer una fragrante contradición á los actos y á las gestiones que el Gobierno de V. E. ha hecho, no hace mucho tiempo y en un momento en que la situación del Gobierno del Congreso estaba menos consolidada que hoy día. Cuando el Gobierno francés, en unión de los del Brasil y de los Estados Unidos consentía en servir de mediador entre el Sr. Balmaceda y el Congreso, él colocaba evidentemente los dos partidos sobre un mismo pie y les reconocía los mismos derechos. Si la humanidad le aconsejaba entonces ofrecer sus buenos oficios á fin de procurar el restablecimiento de la paz, la humanidad no puede aconsejarle hoy día de dar á uno de esos partidos los medios de combatir al otro.

La prohibición impuesta por el Gobierno francés á sus nacionales de engancharse á bordo de los buques de guerra chilenos, es, además, una medida que importa por sí sola el propósito del Gobidrno de V. E. de observar y hacer observar la neutralidad respecto de los partidos en lucha. Si esa prohibición tiene en realidad ese fin, sería difícil comprender por qué esta neutralidad se limitaría á las personas y no alcanzaría á los elementos de guerra. Si, pues, la ley y los precedentes de las relaciones entre las naciones señalan claramente á la Francia el deber de la neutralidad, su Gobierno se ha comprometido demasiado en este sentido para no estimar que él la respetará hasta el fin.

El pueblo de Chile, cuya causa representa el Gobierno del Congreso, triunfará tarde ó temprano, y sentiría vivamente la conducta del Gobierno francés, si no conformándose á las leyes internacionales, éste creyese deber permitir la salida de las aguas francesas de los navíos en cuestión. Es evidente que debiendo estimar este hecho como una violación de la

neutralidad, el Gobierno chileno estaría obligado á inquirir los motivos de la conducta observada en el presente caso, á fin de basar en el futuro las relaciones que Chile habría de mantener con el Gobierno francés. Esta línea de acción le sería impuesta con tanta mayor fuerza que otras naciones, en el presente conflicto, animadas de altos sentimientos de justicia en el cumplimiento extricto y sincero de los deberes de la neutralidad, han puesto bien en claro el mal que se haría en semejante eventualidad á los derechos del pueblo chileno.

En efecto, las naciones colocadas cerca del teatro de la guerra y que es natural suponer las mejor instruídas de los sucesos que allí se desarrollan, son precisamente las que han creído deber poner el mayor cuidado en la observancia de la neutralidad, sea por actos, sea por francas declaraciones. V. E. no ignora que el Gobierno boliviano ha reconocido formalmente á la junta de Iquique el carácter de beligerante. V. E. debe saber también que el Presidente argentino ha sido invitado por el Congreso de la República Argentina á la extricta observancia de la neutralidad. El Gobierno peruano, finalmente, ha internado en su territorio las fuerzas del dictador Balmaceda, que habían tomado la fuga hacia la frontera peruana cuando el ejército del Congreso tomó posesión de la provincia de Tacna.

Estas tres repúblicas, siendo las mejor informadas sobre la posición de los partidos que se hacen la guerra en Chile, son también naciones débiles y por consiguiente expuestas á sufrir de parte del dictador Balmaceda las consecuencias de su leal adhesión á los deberes impuestos por la neutralidad.

El infrascrito se atreve á esperar, señor Ministro, que el Gobierno de la República francesa, cuya influencia civilizadora ha sido tan considerable y permanecerá aún no menos grande por su adhesión á los grandes principios de justicia y de libertad, no permitirá, alejándose de sus nobles tradiciones que un pueblo que lucha valientemente por sus libertades vea aumentar las dificultades de su pesada y penosa empresa y el resultado de sus esfuerzos por lo menos retardado.

El infrascrito tiene el honor de renovar á V. E. la seguridad de su más distinguida consideración.

(*Firmado.*) — AUGUSTO MATTE.

ANEXO N.° 7.

NOTA AL FOREIGN OFFICE PIDIENDO LA OBSERVANCIA DE L[illegible]A NEUTRALIDAD Y LA PROHIBICIÓN DE QUE SE EXPORTEN D[illegible]E INGLATERRA ELEMENTO DE GUERRA PARA EL DICTADOR.

Paris, 13 de Mayo de 1891.

Agencia confidencial del Gobierno provisorio de Chile. — A S. E. el Secretario de Relaciones Exteriores del Reino Unido de G. B. é I.

SEÑOR MINISTRO :

Los infrascritos, Agentes Confidenciales del Gobierno Constitucional de Chile, establecido provisoriamente en Iquique, tienen el honor de dirigirse á S. E. el Secretario de Estado de S. M. B. para las Relaciones Exteriores, llamando la atención del Gobierno de S. M. hacia ciertos hechos de naturaleza propia á comprometer la neutralidad que nuestro Gobierno reclama del de S. M. como de los otros Gobiernos Europeos, en la contienda que se debate actualmente en Chile.

La urgencia de llevar al conocimiento de V. E. la presente comunicación nos impide explicar latamente los antecedentes de hecho y de derecho en que el Gobierno que tenemos el honor de representar se funda para pedir el reconocimiento de sus derechos de beligerante.

Por otra parte, en pocos días más tendremos el honor de poner en manos de V. E. una nota destinada á llenar este objeto. Por el momento nos halagamos con la esperanza de que, habiendo hecho ya el representante de S. M. B. en San-

tiago en unión con el del Imperio alemán, por intermedio del Contraalmirante Hotham, avances al Gobierno de Iquique, á fin de procurar el restablecimiento de la paz en Chile, el Gobierno de V. E. no permitirá que se realizen dentro de su jurisdicción territorial tentativas para procurar á uno de los partidos armados elementos de guerra en perjuicio del otro, y cuya influencia en la contienda será seguramente de prolongarla sin probabilidad alguna de apresurar su terminación.

Los hechos á que nos referimos son los siguientes :

Los Agentes del Gobierno del Sr. Balmaceda han adquirido por contrato celebrado á principios de Abril con *Sir W. G. Armstrong Mitchell and Cpny Limd. Elswick Works, Newcastle upon Tyne*, ciertos cañones de marina con sus respectivos proyectiles destinados á ser puestos á bordo de un buque de guerra perteneciente á su partido. Estos elementos están actualmente en estado de ser extraidos de la fábrica para su exportación.

Con este antecedente, los infrascritos esperan que el Gobierno de S. M. B., inspirándose en los sentimientos de justicia y humanidad de que ha dado ya pruebas en esta crísis que tanto compromete el porvenir de Chile, la estabilidad de sus instituciones y el prestigio de su régimen parlamentario, cuyo modelo había sido hasta ahora el de la gran nación que V. E. tan dignamente representa, se apresurará á expedir las medidas del caso para hacer respetar su neutralidad: y para impedir que los elementos de guerra á que nos hemos referido, sean enviados fuera del territorio británico.

Con este motivo, los infrascritos se apresuran á ofrecer á V. E. la seguridad de su consideración más distinguida.

(*Firmado.*) — Augusto Matte. — Agustín Ross.

ANEXO N.° 8.

NOTA Á LORD SALISBURY SOBRE EL CRUCERO *25 de Mayo* QUE PRETENDÍAN COMPRAR LOS AGENTES DEL DICTADOR.

(*Traducción.*)

Hotel Victoria. — Londres, Junio 16 de 1891.

Al Sr. Marqués de Salisbury K. G.

MILORD :

Los Sres. Sir W. G. Armstrong, Mitchell y C.ª de Newcastle, han construído un rápido y poderoso crucero llamado *25 de Mayo*, por un contrato celebrado con la República Argentina.

Dadas las dificultades financieras de la República Argentina, el mencionado crucero ha sido ofrecido en venta por los constructores á los Agentes del Sr. Balmaceda en París. La oferta fué hecha como quince días atrás, en una carta dirigida por sir N. G. Armstrong, Mitchell y C.ª al contraalmirante Latorre, jefe de la Comisión Naval Chilena en Francia. Este oficial comunicó la oferta al Sr. Antúnez, quien representa en París, en calidad de Ministro, los intereses del Sr. Balmaceda, jefe de uno de los partidos contendientes en la actual desgraciada guerra civil de Chile.

Ciertamente que no puedo producir la nota dirigida por Sir W. G. Armstrong, Mitchell y C.ª al contralmirante Latorre, porque los Agentes de Balmaceda tratan de guardar el sijilo más absoluto en sus negociaciones, para tener buen éxito en sus tentativas para comprar buques de

guerra, llevando á cabo las instrucciones que á ese efecto reciben de Santiago.

Confiando en los sentimientos de justicia y de neutralidad con que está animado el Gobierno de S. M. B. hacia los dos partidos contendientes en Chile, la « Junta de Gobierno » establecida en Iquique y nombrada por el Congreso Chileno y que domina la parte septentrional de Chile, y el Sr. Balmaceda que todavía ejerce su dominio en la parte meridional del país, el infrascrito, en representación de los intereses y en nombre del aludido Gobierno Provisorio establecido en Iquique, tiene el honor de solicitar del Gobierno de S. M. B. que niegue su permiso al dicho buque, el 25 *de Mayo*, para zarpar de Newcastle on Tyne ó de cualquier otro puerto británico, con el fin de irse á poner al servicio del Sr. Balmaceda, quien está en guerra abierta con el Congreso legal de Chile.

Ruego al Gobierno de S. M. B. que se sirva tomar las mismas medidas con respecto á cualquier otro buque de guerra que los Agentes del Sr. Balmaceda se esfuerzen por comprar en este país.

Con la más alta consideración tengo el honor de suscribirme de V.

S. A. y S. S.

(*Firmado.*) — Agustin Ross.

Agente Confidencial de Chile.

ANEXO N.° 9.

NOTA Á LORD SALISBURY, PIDIÉNDOLE PROHIBA EL EMBARQUE DE SUS NACIONALES Á BORDO DEL *Errázuriz*.

(*Traducción.*)

Hotel Victoria. — Londres, 20 de Julio de 1891.

Al Sr. Marqués de Salisbury K. G.

MILORD :

Se me informa que el crucero chileno *Presidente Errázuriz* solió del Havre hace poco dias, y está ahora en aguas inglesas tratando de fondear en Penzance, Falmouth ó algún otro puerto vecino, con el objeto de reclutar gente para aumentar su tripulación. Esto es indudablemente una violación del *Foreign Enlistement Act*, porque significa que los Agentes del dictador Balmaceda están organizando en Inglaterra una expedición armada para marchar en contra de un Gobierno amigo como es el establecido en Iquique y nombrado por el Congreso Nacional de Chile. En mi carácter de agente Confidencial del dicho Gobierno de Chile, ruego á V. E. que se sirva dar las órdenes necesarias para poner atajo á los procedimientos indicado.

El Gobierno francés obligó á todos sus nacionales que se encontraban á bordo del *Presidente Errázuriz* á abandonar aquel crucero antes de su salida del Havre; y el Gobierno de Madrid también ha determinado prohibir á sus súbditos embarcarse á bordo del mismo buque, cuando llegúe éste á algún puerto español.

Confiando en que el Gobierno de V. E. tomará igual resolución, tengo el honor de suscribirme de V. E.

A. y S. S.

(*Firmado.*) — AGUSTÍN ROSS.

Agente Confidencial de Chile.

ANEXO N.° 10.

CARTA Á SIR PHILIP CURRIE ACOMPAÑÁNDOLE UN *Memorandum* SOBRE LA PLATA EN BARRAS TRASPORTADA POR EL *Espièyle*.

(*Traducción.*)

Hotel Victoria, Londres, 12 de Agoste 1891.

Sir Philip Currie, Foreign Office,
LONDON.

ESTIMADO SEÑOR :

En conformidad con la conversación que tuve el honor de tener con Vd. esta tarde, le incluyo un *Memorandum* referente al informe que se me ha dado de que una cantidad de plata barra ha sido embarcada en Chile á bordo de un buque de guerra inglés, el *Espièyle*, por orden del dictador Balmaceda.

Me queda solamente que agregar que Balmaceda solicitó el mismo servicio del Gobierno de Estados Unidos hace unos pocos meses, y este Gobierno rehusó permitir que la plata fuese embarcada en uno de los buques de guerra de los Estados Unidos.

Con este motivo me suscribo de V.

A. y S. S.

(*Firmado.*) — AGUSTÍN ROSS.
Agente Confidencial de Chile.

(*Traducción.*)

Londres, 12 de Agosto de 1891.

Memorandum para sir Philip Currie.

Incluyo para el conocimiento de sir Philip Currie el texto completo y una traducción de ciertas cláusulas de la ley de

la República de Chile pasada el 14 de Marzo de 1887, que ordena que se reservará una suma anual para la compra de pesos de plata ó barras del mismo metal, con el fin de depositarlos en la Casa de Moneda en Santiago como garantía del pago de una parte de la Deuda Nacional, emitida en la forma de papel moneda.

Una gran parte de estos billetes están en poder, no solamente de ciudadanos chilenos, sino de súbditos británicos y otros extranjeros.

En conformidad con la ley de 1887, gruesas sumas de dinero han sido empleadas de tiempo en tiempo en la compra de pastas de plata, las cuales, hasta una fecha reciente, habían quedado depositadas en la casa de Moneda de Santiago como garantía y con el objeto especial de pagar los billetes fiscales.

El ex presidente Balmaceda, tomó ilegal y violentamente este tesoro de la Casa de Moneda de Santiago, y está actualmente embarcándola á Europa con el fin de venderla é invertir el dinero en municiones de guerra.

No me atrevo á confiar enteramente en la exactitud del informe que se me ha dado, pero creo de mi deber el llamar la atención de Vd. á este asunto y decirle que tengo noticias de que el tesoro que el expresidente Balmaceda ha tomado forzosa é ilegalmente de la Casa de Moneda en Santiago, desviándolo así del destino que se le había designado como garantía de una parte de la Deuda Nacional, ha sido embarcado en Chile á bordo de un buque de guerra de S. M. B., el *Espiègle,* y consignado, según se nos dice, en Buenos Ayres, para ser encaminado en seguida á Europa.

Estoy convencido de que el Gobierno de S. M. B. no se prestaría, con conocimiento de causa, á semejante atentado de la parte del expresidente Balmaceda para distraer esta garantía, por medio de la intervención directa de un buque de S. M. B., de los fines á que la ley chilena de 1877 la dedicaba formal y exclusivamente.

Tampoco puedo creer que el Gobierno de S. M. B. permitirá que este tesoro, dado caso que esté en su posesión, á bordo del *Espiègle,* sea trasbordado en Montevideo, ó en cualquiera otra parte, ó vendido ó distraído de cualquiera manera del objeto legal y constitucional á que las leyes de la República de Chile lo destinaban. Me parece que el hecho de que el producto de este tesoro esté destinado por el Dic-

.or Balmaceda á la compra de elementos bélicos, para ser ıdos en contra de uno de los Gobiernos contendientes de ile, será un motivo sobrado para impedir que el Gobierno S. M. B. se preste á su dictracción.

Ruego á Vd. que se sirva prestar su más atenta conside- ıión á estas informaciones que me han llegado de diversas ıntes (y han sido confirmadas por telegramas que he reci- lo de América, en contestación á las preguntas que con istencia he hecho) de que el buque *Espièyle* de S. M. B. ha o empleado por Balmaceda ó sus agentes (chilenos ó ıranjeros) para exportar este tesoro de Chile, — aunque no repito, todavía tengo, en vista de la gravedad del hecho ıntado, esperanzas de que me hayan sido proporcionados fundamento verdadero.

(*Firmado.*) — Agustín Ross.

ANEXO N.° 11.

NOTA A LORD SALISBURY SOBRE EL ASUNTO DE LAS BARRAS DE PLATA.

(*Traducción.*)

Hotel Victoria. — Londres, 30 de Mayo de 1894.

Al señor marqués de Salisbury.

MILORD:

Deseo llamar de nuevo la atención del Gobierno de S. M. B. á la situación actual del asunto de la plata en barras de que indebidamente se apoderó el expresidente Balmaceda, y á las consecuencias que resultan de esta situación.

Hay hechos relacionados con este negocio que no admiten duda y que son ya universalmente reconocidos.

A saber:

1.° Que este tesoro fué especialmente destinado por el Congreso á garantir los billetes fiscales.

2.° Que Balmaceda se apoderó indebidamente de él durante una época de guerra civil, y bajo pretexto de la autorización de una Asamblea inconstitucional compuesta de miembros elegidos por el mismo.

3.° Que ha sido por el intermedio de un buque de S. M. B. que el expresidente Balmaceda exportó este tesoro de Chile.

Se me informa que se pidió un servicio semejante á un buque de guerra de los Estados Unidos, pero que el Gobierno de aquel país contestó sin vacilar que no podia permitir que se convirtiese uno de sus buques de guerra en trasporte, para sacar de Chile esta plata afecta especialmente al pago de los billetes fiscales.

Se desprende claramente de la carta del Sr. Manuel Salinas, agente confidencial en Francia del Gobierno de Balmaceda, y que fué publicada en el *Times* del 26 del presente (según ejemplar incluso), que este tesoro estaba y está destinado á satisfecer los « gastos necesarios para restablecer la paz en el país » ; es decir, para la compra de municiones de guerra, según lo confiesa públicamente el agente del expresidente Balmaceda.

V. S. tomará sin duda en consideración las consecuencias que resultan de la exportación de Chile y consiguiente distracción de esta garantía de plata, — por intermedio de un buque de S. M. B. — del destino que solemnemente se le había dado, y los demás resultados que de ahí provendrían si la plata confiscada por el Dictador Balmaceda ha sido ó fuese empleado de la manera indicada por el agente del Dictador, que según él, es el objeto verdadero que tenía en vista el expresidente al apoderarse indebidamente del tesoro y exportarlo de Chile en un buque de S. M. B.

La distracción de este tesoro causa además graves perjuicio á los intereses de los súbditos británicos. Una cifra considerable de capitales ingleses está invertida en empréstitos de la República de Chile, y en bonos hipotecarios emitidos por los Bancos, todo lo cual se paga en papel moneda, y si un individuo se apodera indebidamente de la garantía legal de ese papel moneda, no es difícil comprender las consecuencias que de ahí resultan para los tenedores de nuestros títulos nacionales.

Siento mucho que los informes que proporcioné al *Foreign Office* con respecto al transporte de este tesoro por el buque de S. M., *Espiègle*, no hayan asegurado el que esta plata no fuera entregada en Montevideo por el Comandante del *Espiègle* á aquéllos á quienes iba ilegalmente consignada.

Hice la mencionada prevención el 12 del presente, y el *Espiègle* no llegó á Montevideo, con la plata á bordo, sino el 15 del mismo.

Me permito informar á V. S. que este tesoro, que consiste en 338 barras de plata de un valor aproximado de 1.000,000 de pesos, viene ahora en camino para Europa en el vapor *Moselle*, perteneciente á la Compañía del *British Royal Mail*, que salió de Montevideo el 21 del presente, y que debe llegar á Southampton el 14 de Septiembre próximo más ó menos.

Llamo la atención de V. E. respetuosamente, pero c
urgencia, al hecho de que esta plata viene en camino á l
ropa á bordo de un vapor inglés, cuyo nombre y fecha apr
mada de su llegada también doy, para que V. E. se si
tomar conocimiento de esta declaración y hacer practicar
diligencias que el Gobierno de S. M. B. crea de su del
dado caso que todavía sea tiempo, á fin de que no se lle
cabo el acto ilegal al cual, según lo confiesa el Agente
Dictador, se habia destinado este tesoro. Ruego tambié
V. E. que se sirva hacer devolver á sus verdaderos due
este tesoro ilegalmente exportado de Chile en un buque
S. M. B.

Espero y confío en que V. E. se habrá servido dar los
sos necesarios para impedir la repetición de semejante
ceso, y que habrá trasmitido sus órdenes á los Comanda
de buques ingleses en aguas chilenas, para que no tras
ten más cantidad de este tesoro.

Tengo el honor de suscribirme de V. E.

A. y S. S.

(*Firmado.*) — AGUSTIN ROSS.
Agente Confidencial de Chile.

ANEXO N.° 12.

NOTA Á LORD SALISBURY RESERVÁNDOSE EL DERECHO DE RECLAMAR DIPLOMATICAMENTE LA DEVOLUCIÓN DEL VALOR DE LAS BARRAS DE PLATA.

(Traducción.)

Hotel Victoria. — Londres, 8 de Septiembre de 1891.

Al señor Marqués Salisbury K. G.

MILORD:

Refiriéndome á mi carta fecha Agosto 29, tengo ahora el honor de comunicar á V. E. por escrito lo que dije de palabra á sir Thomas Sanderson, á quien tuve el honor de ver hoy, con relación á la plata barra trasportada á Montevideo á bordo del buque de S. M. B., el *Espiègle*. Como representante del Gobierno de la República de Chile, he iniciado juicio en las Cortes de Justicia de este país para obtener la posesión de ese tesoro cuando llegue á Inglaterra á bordo del vapor *Moselle;* pero me permito decir á V. E. claramente y con el mayor respeto, que mi Gobierno se reserva el pleno derecho de reclamar del Gobierno de S. M. B. el valor del tesoro que ha sido indebidamente exportado de Chile, dado caso que no tuviese éxito favorable para nosotros el juicio iniciado por mí en las Cortes de Justicia de este país.

Con este motivo tengo el honor de suscribirme, de V. E.

A. y S. S.

(Firmado.) — AGUSTÍN ROSS.

Ajente Confidencial de Chile.

ANEXO N.° 13.

NOTA AL PRESIDENTE DEL CONSEJO DE MINISTROS DE ESPAÑA PIDIÉNDOLE NO PRESTE OIDO A LAS PROPOSIONES DE COMPRA DE BUQUES HECHAS POR LOS AGENTES DEL DICTADOR.

Grand Hotel, París, Abril 20 1891.

Al Excm. Señor D. Antonio Cánovas del Castillo,
Presidente del Consejo del Ministros.

MADRID.

SEÑOR MINISTRO:

Los infrascritos hemos tenido el honor de dirigir en esta fecha á V. E. la siguiente comunicación telegráfica:

« En representación del Gobierno Provisorio de Chile establecido en Iquique y nombrado por el Congreso Nacional de aquella República, que ha depuesto al expresidente Balmaceda, rogamos á V. E. que se niegue á oir toda solicitud respecto de compra de buques de guerra que los Agentes del citado expresidente Balmaceda pudieran hacer al Gobierno español, porque esos Agentes no tienen facultades legales ni para comprar buques ni para invertir dinero. Por correo dirigiremos nota á V. E., dando mayores explicaciones. »

Por el presente oficio sometemos á V. E. los antecedentes que á nuestros juicio justifican la petición que contiene el despacho anteriormente trascrito.

El Gobierno del Sr. Balmaceda ha cesado de ser légitimo desde el 1.° de Enero del presente año, por acto regular del Congreso de Chile, que ha declarado á aquel funcionario depuesto de sus altas funciones.

Aunque las razones de derecho público interno en que se

ha apoyado el Congreso Chileno para adoptar esta grave resolución deben ser conocidas del Gobierno de V. E., las reunimos aquí, sin embargo, á fin de apartar toda duda, no solo sobre su constitucionalidad, sino sobre la prudencia y moderación que han distinguido los procedimientos de aquel Congreso durante el presente conflicto.

La Constitución de Chile ha establecido un sistema representativo de Gobierno, que hasta hoy ha desarrollado y consolidado una práctica no interrumpida de más de medio siglo. Dentro de este sistema, si bien cabía al Presidente de la República una considerable suma de poder, á las dos Cámaras del Congreso correspondía en último término ultad soberana de fijar la marcha de los negocios públicos, puesto que por una parte ellas no podían ser disueltas antes de las épocas constitucionales de elecciones, y el Presidente mismo era responsable ante ellas; y por otra parte á ellas correspondía exclusivamente otorgar las contribuciones, aprobar la ley que autoriza los gastos públicos y fijar anualmente la fuerza de mar y tierra. Durante los 58 años que ha durado la vigencia de la Constitución, y bajo diversas administraciones, no han faltado conflictos de carácter político entre el Congreso y el Presidente de la República; pero este último funcionario nunca había dejado de reconocer la supremacía del poder legislativo, dando así público y leal testimonio de su correcta interpretación de nuestro régimen constitucional.

Como una consecuencia natural de este sistema, el Gabinete no existía en Chile sino en tanto que se sintiese apoyado por la confianza de la mayoría del Congreso.

Pero, por la primera vez en Chile, en Enero de 1890, el Presidente Sr. Balmaceda, aprovechando un receso de las Cámaras, disolvió su Gabinete Parlamentario, y lo reemplazó por otro extraño á las influencias del Congreso. Reunido éste por derecho constitucional el 1.° de Junio del mismo año, el Senado primero, y la Cámara de Diputados después, censuraron por grandes mayorías á aquel Gabinete, que fuerte sin embargo con el apoyo del Presidente, declaró su resolución de mantenerse en el poder y de prescindir de los actos del Congreso. Esta primera violación del sistema político y constitucional de Chile, es el orijen del presente conflicto.

Las Cámaras negaron entonces al Presidente, para obli-

garle á ceder, la renovación de la ley que permite el cobro de las contribuciones y cuyo plazo terminaba en los primeros dias de Julio. El Presidente resistió á esta presión hasta el mes de Agosto, á pesar de las diarias perturbaciones producidas por aquella situación. Pero finalmente, aparentó ceder y se prestó á un nuevo cambio ministerial que dió satisfacción al Congreso. Desgraciadamente, apenas había vuelto el país á la tranquilidad y la ley de contribuciones había sido votada, habiendo echado el Congreso en olvido la conducta anterior del Presidente y sus Ministros, un nuevo y repentino cambio de ministerio provocado por el Presidente mismo, vino á renovar en condiciones más apremiantes el extinguido conflicto.

El nuevo Gabinete desconocía, como el de Enero, el rol constitucional del Congreso, y para no dejar dudas de las intenciones presidenciales, empezó por clausurar ambas Cámaras que se hallaban en sesiones extraordinarias, á convocación del mismo Presidente, desde los primeros de Octubre. Esto sucedía hacia el 18 de ese mes.

No estaban, sin embargo, dictadas todavía las leyes constitucionales autorizando los presupuestos de los gastos públicos y la conservación de la fuerza armada de mar y tierra para 1891. La Comisión conservadora que funciona constitucionalmente en Chile durante el receso de las Cámaras para fiscalizar la marcha de la Administración, se reunió entonces y creyó deber representar al Presidente de la República la urgencia de convocar nuevamente al Congreso á sesiones para ocuparse de aquellas leyes. El Presidente desatendió estas representaciones, y de propósito deliberado, con la evidencia de la situación irregular y atentatoria á las instituciones que iba á crear, dejó trascurrir el tiempo sin dar al Congreso los medios de acordarle las autorizaciones constitucionales del caso, y el 1.° de Enero del presente año dictó un decreto en que se arrogaba por si solo el derecho de disponer de los caudales públicos y el de mantener la fuerza armada de mar y tierra.

Esto era atentar al orden público, desquiciar las instituciones, y ponerse constitucionalmente en la imposibilidad de continuar gobernando. El Congreso de Chile, asumiendo la responsabilidad que estas graves emergencias le creaban, así lo declaró, deponiendo al Sr. Balmaceda de la Presidencia de la República.

Posteriormente el señor Balmaceda, adoptando francamente un régimen de violencia que demostraba cuáles eran sus primitivos propósitos, ha suspendido por un decreto defecha 9 de Enero la Constitución y las leyes, erigiéndose en Dictador absoluto; ha pronunciado la terminación del mandato legislativo de los actuales miembros del Congreso, que está constitucionalmente vigente; ha disuelto los Tribunales de justicia, y al abrigo de la impunidad que esta medida crea á sus agentes, ha perseguido á los Senadores y Diputados e sus personas y en sus bienes; y finalmente, hallándose suspendidas todas las garantías de la vida y libertad de los ciudadanos, ha convocado á elecciones para un Congreso destinado á dictar una nueva Constitución, en las cuales se han violado así la ley Constitucional como las electorales de Chile.

El Congreso al deponer al señor Balmaceda, delegó las funciones del Gobierno en el vice presidente del Senado y el presidente de la Cámara de Diputados; y estos altos funcionarios que hoy representan el único poder público legítimo de Chile, han establecido provisoriamente el asiento de sus funciones en Iquique, mientras las operaciones militares que se persiguen, les permita trasladarse á la capital de la República.

Las fuerzas del Congreso dominan hoy el territorio comprendido entre el límite norte de Chile, hacia el grado 18 de latitud, y el grado 27 al sur, comprendiendo las provincias que producen las tres quintas partes de la renta total de Chile. Su acción creciente sobre el resto del territorio nacional, así como la de su escuadra, á la cual no puede oponer el Dictador ninguna resistencia eficaz, permite esperar en pocos meses el triunfo definitivo de la causa de la legalidad y de la civilización en Chile.

En nombre, pues, de estos altos intereses hemos creído deber dirigirnos al Gobierno de V. E. solicitando de su alto espíritu de justicia y de su benevolencia bien probada hacia las Repúblicas á que la España en otra tiempo dió orígen, el cumplimiento de esas leyes de equidad y de humanidad que imponen á los gobiernos el deber de la abstención ante los conflictos armados de los pueblos y de las naciones.

El Gobierno de S. M. C. no iria seguramente á comprometer sus honrosas tradiciones prestándose á aumentar el poder militar de un Gobierno cuyos actos no tienen defensa

ni ante la moral ni ante las leyes de su propio país, y solo se mantiene por la violencia.

Los infrascritos tienen la honra de ofrecer á V. E. la guridad de su más atenta y distinguida consideracion.

(*Firmados.*) — AUGUSTO MATTE. — AGUSTÍN F

Agentes Confidenciales de Chile.

ANEXO N.° 14.

NOTA AL PRESIDENTE DEL CONSEJO DE MINISTROS DE ESPAÑA, PIDIÉNDOLE PROHIBA EL EMBARQUE DE SUS NACIONALES Á BORDO DE LOS BUQUES CHILENOS.

15 de Junio de 1891.

Al Señor don Antonio Cánovas del Castillo,
Presidente del Consejo de ministros de S. M. C.

EXCELENTÍSIMO SEÑOR.

En calidad de Agente confidencial del Gobierno de la delegación del Congreso chileno, tuve hace días la honra de dirigir á V. E. un telegrama firmado también por el Sr. Ross, que ponía en conocimiento de V. E. el hecho de haber partido á España algunos agentes del expresidente Balmaceda con el objeto de contratar marineros destinados á los buques de guerra chilenos que se construyen en astilleros franceses.

El Gobierno de la República francesa, inspirándose en e respeto que mutuamente se deben las naciones, y siguiendo las prácticas internacionales establecidas al respecto, impartió órdenes prohibitivas á fin de que las autoridades de esta nación impidiesen á los ciudadanos franceses el embarque en los dichos buques.

Esta prohibición ha sido la causa inmediata del viaje hecho por los agentes del expresidente Balmaceda con el objeto de contratar como marineros á súbditos de S. M. C. Desgraciadamente han conseguido su propósito y un buen número de marineros españoles tripula en este momento uno de los cruceros chilenos anclados en el Havre.

Las graves consideraciones que sirvieron de fundamento á la resolución del Gobierno francés pesarán á no dudarlo en

el ánimo de V. E. para tomar una determinación semejant que, á más de estar en conformidad con los usos internaci nales, servirá para afirmar más, si ello es posible, las rel ciones de buena amistad que han ligado siempre al Gobier de S. M. C. con la República chilena.

A nombre de mi Gobierno tengo la honra de expresar V. E. anticipadamente el reconocimiento de parte de Chi si V. E. se sirviere impartir las instrucciones necesarias los cónsules del Reino en el Havre y en Tolón á fin impedir el embarque á bordo de los buques chilenos de l súbditos de S. M. C.

Tengo el honor de renovar á V. E. la manifestación de más alto respeto.

(*Firmado.*) — AUGUSTO MATTE.

Agente confidencial de Chile.

ANEXO N.° 15.

TELEGRAMA AL GOBIERNO PORTUGUÉS, PIDIÉNDOLE PROHIBA EL EMBARQUE DE SUS NACIONALES A BORDO DE LOS BUQUES CHILENOS.

Lisboa, 17 Julio de 1891.

Excelentísimo Señor ministro
de Relaciones Exteriores.

Con motivo de la guerra civil que desola á Chile en estos momentos, guerra civil en la cual está de un lado el Sr. Balmaceda con el carácter de dictador y del otro el Congreso de la República, cuya representación invisto, tengo la honra de poner en conocimiento de V. E. que en breves días debe llegar á los puertos españoles y portugueses el crucero chileno *Presidente Errázuriz* con el objeto de completar su equipo y tripulación por haber adoptado el Gobierno francés la resolución de que no figure ningún ciudadano francés en el rol de dicha nave.

Como por otra parte el Gobierno español acaba de adoptar una resolución idéntica á la del Gobierno francés, nos atrevemos á pedir, en representación del Gobierno provisorio de Chile, al Gobierno de S. M. el rey de Portugal que en nombre de sus altos sentimientos de justicia y de humanidad, se digne tomar en consideración la conveniencia de adoptar una resolución análoga en homenaje á la neutralidad que la ley de las naciones impone en presencia de una guerra civil y tenga á bien impartir las órdenes á las autoridades marítimas del reino para que se impida el embarque de todo súbdito de S. M. á bordo de dicha nave.

Confiando en que el Gobierno de V. E., respetando la dolo-

rosa situación porque atraviesa nuestro país, habrá de querer dar una prueba más de afecto á Chile, no permitiendo que sus súbditos tomen parte en una guerra fratricida, y rindiendo el homenaje de nuestros respetos á V. E., tenemos la honra de ofrecer á V. E. nuestros sentimientos de más alta consideración.

AUGUSTO MATTE.

Agente confidencial del Gobierno provisorio de Chile.

ANEXO N.° 16.

NOTA AL MINISTRO DE RELACIONES EXTERIORES DE PORTUGAL PIDIÉNDOLE PROHIBA EL EMBARQUE DE SUS NACIONALES Á BORDO DE LOS CRUCEROS CHILENOS.

Excmo. señor Ministro de Relaciones Exteriores de S. M. el Rey de Portugal.

SEÑOR MINISTRO:

En calidad de Agente confidencial del Gobierno Previsorio de Chile, establecido en Iquique, Gobierno que tiene la representación del Congreso de la República, tuve el honor, con motivo de la urgencia del caso, de dirigir á V. E., con fecha 17 del mes corriente, un telegrama destinado á poner en conocimiento de V. E. el hecho de haber zarpado de las aguas francesas, con rumbo á los puertos del Reino de Portugal, el crucero chileno *Presidente Errázuriz*, bajo el mando de los agentes del ex presidente de la Repúb ica, D. José Manuel Balmaceda. Al mismo tiempo, me hice el deber de informar á V. E. del propósito que motiva la escala que dicho buque hará en los puertos de S. M. el Rey de Portugal, cual es el de completar en ellos su equipo y tripulación, como consecuencia necesaria de la resolución dictada hace algún tiempo por el Gobierno francés prohibiendo el embarque de sus nacionales en dicho crucero y en cualquiera otro de los buques chilenos que se construyen en astilleros franceses.

En mérito de estas circunstancias, me atreví á solicitar del digno Gobierno de V. E., por medio del referido telegrama, la adopción de una medida análoga á la adoptada en este caso por el Gobierno francés, ó sea prohibir que los súbditos de S. M. el Rey de Portugal se embarquen en el crucero *Presi-*

dente Errázuriz, que próximamente fondeará en aguas portuguesas, ó en cualquier otro navío de guerra chileno, mientras dure en Chile la contienda civil que allí se prosigue desde hace más de seis meses.

Cúmplenos ahora el honor de ratificar á V. E., por medio de la presente comunicación, los hechos expuestos á la petición que, confiados en los altos sentimientos del Gobierno de V. E., tuvimos la honra de elevar á su consideración.

En apoyo de esta petición podríamos exponer á V. E. los numerosos hechos que sirven para apreciar la verdadera naturaleza de la lucha desgraciada que aflige á la República de Chile y para estimar en toda su extensión la fuerza é importancia material del partido que encabeza el Congreso Nacional de Chile, el cual no persigue otros propósitos que reevindicar la Constitución y las leyes de la República, violentamente arbitrariamente desconocidas por la dictadura del Sr. Balmaceda, y sustraer del régimen del terror á la fracción de la familia chilena que permanece aún subyugada. Pero esta tarea, además de estar ya llenada en parte por la evidencia misma de los acontecimientos, no la consideramos extrictamente necesaria después de la circular que con fecha 7 de Mayo del presente año, tuvimos el honor de trasmitir á V. E. en unión de nuestro colega el Sr. Ross.

Al hacer la petición que motiva la presente comunicación al digno Gobierno de S. M. el Rey de Portugal, creemos caer innecesario discurrir latamente sobre los principios generales que reglan las relaciones entre los pueblos civilizados y amigos, principios que aconsejan á las demás naciones no contribuir ni directa ni inderectamente al triunfo ó á la derrota de uno de los partidos que dentro del territorio de una nación amiga se hacen la guerra y se disputan la legitimidad del poder, ya sea permitiéndoles que se aprovisionen de armas, municiones, buques ú otros elementos de guerra, ya sea permitiendo el enrolamiento de sus nacionales en calidad de soldados ó de tripulantes de buques de guerra.

Pero esos fundamentos de carácter general, no son los únicos que podríamos invocar ante el elevado criterio de V. E. El Gobierno francés y el Gobierno de S. M. el Rey de España, accediendo á peticiones del todo análogas á la que ahora tengo el honor de elevar al Gobierno de S. M. el Rey de Portugal, han prohibido expresamente el embarque de sus nacionales en los buques de guerra chilenos. La resolu-

ción que me atrevo á solicitar del Gobierno de V. E. podría, pues, basarse, no sólo en las pruebas de cordialidad y simpatías que el Gobierno de S. M. el Rey de Portugal tiene dadas á las Repúblicas de la América del Sur y en el apartamiento consiguiente de sus luchas intestinas, sino también en el precedente que han establecido los Gobiernos francés y español llamados á pronunciarse sobre él.

En mérito de estas consideraciones, vengo en solicitar de V. E., en representación del Gobierno de la Delegación del Congreso de la República de Chile, establecido en Iquique, que tenga á bien acordar se prohiba el embarque á bordo del crucero *Presidente Errázuriz*, y de cualquier otro buque de guerra chileno, de súbditos de S. M. el rey de Portugal; y como consecuencia de esta resolución, que V. E. se digne impartir las órdenes necesarias á las autoridades marítimas del reino, á fin de que ella tenga debido obedecimiento.

Con este motivo, tengo el honor de renovar á V. E. el ofrecimiento de mi más alta consideración. (1)

(*Firmado.*) — Augusto Matte.

Agente Confidencial de Chile.

(1) Notas análogas á la presente, fueron dirigidas á los Gobiernos de España, Italia y Austria.

ANEXO N.° 17.

TELEGRAMA DIRIGIDO AL GOBIERNO PORTUGUÉS PIDIÉNDOLE EXTIENDA Á LAS ISLAS DE CABO VERDE LAS MEDIDAS PROHIBITIVAS ANTES DECRETADAS.

Excmo. Señor Ministro de Relaciones Exteriores de S. M. el Rey de Portugal.

En mi calidad de Agente confidencial del Gobierno de la Delegación del Congreso de Chile, tengo el honor de dirigirme á V. E. á fin de poner en su conocimiento que el crucero chileno *Presidente Errázuriz* ha anclado en el puerto de San Vicente, situado en las islas del Cabo Verde, colonia del Reino de Portugal.

No habiendo podido dicho buque completar su tripulación en las aguas continentales del Reino, por habérselo impedido las medidas tan acertadamente dictadas por V. E., trata ahora de hacerlo en una de sus posesiones, creyendo tal vez que el alejamiento del asiento del Gobierno de V. E. le facilitaría los medios de eludir dicha prohibición. Yo me permito elevar este hecho al conocimiento de V. E. y creyendo que las mismas razones que influyeron en el ánimo de V. E. para dictar dicha medida con respecto á los puertos continentales del Reino militan para hacerla extensiva á los puertos de sus colonias, me atrevo á solicitar de la alta benevolencia de V. E. que tenga á bien telegrafiar á las autoridades de la isla de Cabo Verde, á fin de que impidan el embarque de los súbditos de S. M. á bordo del *Presidente Erázuriz* y mantengan en todo su vigor las mismas prohibiciones antes decretadas por V. E. con relación á dicha nave.

Habiendo telegrafiado á mi Gobierno la buena acogida prestada á las peticiones que en su nombre he tenido el

honor de hacer á V. E., el Secretario de Relaciones Exteriores de ese Gobierno, me encarga especialmente de manifestar á V. E. que la actitud asumida en esta ocasión por el Gobierno de V. E. deja sériamente empeñada la gratitud del Gobierno de Iquique, gratitud que será una prenda más de fraternal armonia en las relaciones futuras de la República de Chile y del Reino de Portugal.

Tengo el honor de renovar á V. E. las seguridades de mi más alta consideración.

(*Firmado*). — AUGUSTO MATTE,

Agente Confidencial del Gobierno Provisorio de Chile.

ANEXO N.° 18.

CARTA Á MENDELSSOHN Y C.ª SOBRE RETENCIÓN DE FON

Grand-Hôtel. — París, 20 de Febrero de 189

Señores Mendelssohn y C.ª
BERLIN.

SEÑORES:

Por el *Times* de Londres del 16 del presente, me h
puesto de que Vds. objetan los giros que á su cargo p
de efectuar el Gobierno de Chile, si los fondos que se
no están destinados al pago de los ferrocarriles en con
ción, objeto ostensible del empréstito últimamente con
do por ese país en Alemania.

Ignoro si esto será del todo exacto; pero creyéndol
juzgo que es indudable que Vds. en parte tienen razó
los motivos que paso á desarrollar.

Para procurar á Vds. más datos y reforzar en parte
titud que han tomado, según el *Times*, me permito adj
á esta comunicación los siguientes impresos:

1.° El *Diario Oficial*, de Chile, núm. 4,075, fecha
Enero de 1891, que contiene el Manifiesto del Presi
Balmaceda dirigido al país, cuyos trozos más compron
tes he marcado.

En este documento Balmaceda pretende justificar su
pación.

2.° El *Mercurio*, de Valparaiso, núm. 19,226, fecha
Enero de 1891, que contiene el *Memorandum* político fi
mado por D. Julio Zejers, uno de los más conocidos di
dos chilenos. En dicho documento el Sr. Zejers rebate
pletamente las afirmaciones y teorías que el Presi

Balmaceda pretende justificar en su manifiesto, y prueba que este funcionario es reo de alta traición al país.

3.° *La Nación*, de Buenos Aires, núm. 6,175, fecha 8 de Enero de 1891, que contiene el oficio firmado por el Vicepresidente del Senado D. Waldo Silva, y el Presidente de la Cámara de diputados D. Ramón Barros Luco, cuyo oficio fué dirigido al capitán de navío D. Jorge Montt, ordenándole en nombre del Congroso Nacional, que es la autoridad suprema en Chile, que organice una división naval « para hacer comprender al Presidente de la República que la armada obedece á la Constitución. »

Las facultades legales que tenía el Presidente Balmaceda para disponer de los fondos pertenecientes á la Nación, terminaron el 31 de Diciembre, porque en ese día caducó la ley de presupuestos para 1890, aprobada por el Congreso; y posteriormente á esa fecha solamente pueden pagarse los compromisos del Estado anteriormente contraídos en virtud de una ley, tales como la amortización y servicio de la Deuda Nacional, el pago de los dividendos de los buques de guerra que están en construcción en Europa, el valor de los puentes y demás materiales para los ferrocarriles en construcción y cierta cantidad de armomento para el ejército (fusiles, cañones, etc.) Cualquier giro que haga ó pretenda hacer hoy el Presidente de Chile ó sus agentes; con el fin de disponer de los fondos para objetos no autorizados por la ley del Congreso, es nulo, y quien pague el giro tendrá seguramente que devolver el dinero á su legítimo dueño, cuyo representante legal no es hoy el Presidente Balmaceda.

El Presidente de Chile, según la Constitución, es un funcionario con facultades determinadas y limitadas, « pero ninguna de las facultades enumeradas existe ó puede ejercitarse por acto propio ó voluntad exclusiva del Presidente de la República. Por el contrario, él no es sino el ejecutor de un poder superior que reside en el Congreso y que en cada caso particular limita, contiene, regla ó define, autoriza ó dirige la voluntad presidencial.

» Así, el Presidente no puede nombrar un solo empleado público, si la ley no ha creado el empleo y fijado su renta; no puede decretar la recaudación del impuesto más pequeño si no ha sido autorizado por ley, ni decretar su inversión sino en la misma forma; él no puede disponer de la fuerza pública sino cuando ésta ha sido creada y es

» mantenida por la ley; ni puede mandarla personalmente » sino con acuerdo del Senado ó de la Comisión Conserva- » dora; él no puede declarar la guerra sin autorización del » Congreso, etc, etc., » (ZEGERS, *Memorandum* citado.)

El Sr. Balmaceda, al asumir el cargo de Presidente de la República, en Septiembre de 1886, juró ante el Congreso « por Dios y los Santos Evangelios, desempeñar fielmente » su cargo, observar y protejer la religión católica, conser- » var la integridad é independencia de la República, y guar- » dar y hacer guardar la Constitución y las leyes ». Al pres- tar ese juramento agregó: « así, Dios me ayude y sea en mi » defensa y sino me lo demande. »

El artículo 28 de la Constitución que Balmaceda juró obedecer, dice decualmente lo siguiente:

« Solo en virtud de una ley se puede;

» 2.° Fijar anualmente los gastos de la administración » pública;

« 3.° Fijar igalmente en cada año las fuerzas de mar y » tierra que han de mantenerse en pie en tiempo de paz ó » de guerra. »

« El precepto que establece fijar anualmente los gastos » de la administración pública » no dice que el Congreso » tenga la obligación de votar anualmente esas leyes, sino » que los gastos públicos y las fuerzas de mar y tierra, están » subordinados y solo pueden existir en virtud de una ley » anual que los autorice.

« El objeto de ese precepto ha sido mantener viva y ac- » tiva la influencia del Congreso sobre el Poder Ejecutivo, » é impedir que éste se alce con la fuerza pública y con los » dineros del Estado. »

Sin embargo esto es precisamente lo que pretende hacer en la actualidad el Presidente Balmaceda.

En Chile la ley de presupuestos, así como todas las otras leyes, necesita según la Constitución la aprobación expresa del Congreso, compuesto del Senado y de la Cámara de Diputados. Esto lo reconoce explícitamente el presidente Balmaceda en su manifiesto con las siguientes palabras:

« Las leyes de presupuestos y las que fijan las fuerzas, no » son de atribución exclusiva del Congreso. Son, por el con- » trario, leyes en cuya formación concurre igualmente el » Poder Ejecutivo. Se necesita del concurso del Ejecutivo y » del Congreso. »

Según la Constitución de Chile, el Congreso tiene facultad para reunirse por voluntad propia solamente durante los meses de Junio, Julio y Agosto de cada año, y ese período ordinario puede prolongarse de acuerdo con el Presidente de la República, durante todo el mes de Septiembre. Desde Octubre hasta Mayo inclusive — 8 meses — el Congreso no puede funcionar sino convocado por el Presidente de la República, quien entonces tiene también la facultad de clausurarlo. Durante los 8 de receso, el Congreso es representado por la Comisión conservadora, compuesta de unos pocos miembros de ambas Cámaras. Dicha Comisión conservadora tiene atribuciones limitadas; pero las suficientes sin embargo para velar sobre el cumplimiento de la Constitución y de las leyes y para requerir al Presidente de la República convoque al Congreso, cuando dicha Comisión así lo juzgue necesario.

La ley de presupuestos por regla general, se discute en el Congreso de Chile al terminar el año y, sin embargo el Presidente Balmaceda clausuró sus sesiones el 15 de Octubre y se negó tenazmente á convocarlo después, á pesar de las repetidas amonestaciones y observaciones de la Comisión conservadora quien le exigía la convocación. Esto está reconocido también en su manifiesto por el Presidente Balmaceda, quien en él se expresa en los siguientes términos :

« Se clausuró el Congreso en Octubre, es verdad, pero por » motivos que expondré en el orden de las ideas y de los » hechos que me propongo enunciar. No he convocado des- » pués al Congreso, porque en el ejercicio discrecional de » mis atribuciones más privativas, debía convocarlo según » el juicio ó el criterio que yo formara acerca de la actitud » que asumiría la mayoría parlamentaria. »

En las precedentes líneas el Sr. Balmaceda reconoce que él mismo rehusó convocar al Congreso, y sin embargo, en el citado Manifiesto, se atreve á sostener « que no ha cumplido la mayoría del Congreso, ni ha tenido la voluntad de cumplir, el deber constitucional de aprobar las leyes de presupuestos y de las fuerzas de mar y tierra ». Esto lo supone el Presidente, con ó sin razón, pero no lo sabe porque no tiene pruebas de su afirmación. Reconoce sinembargo que la falta de aprobación de los presupuestos por el Congreso le ha creado una situación difícil, puesto que en el mismo documento se expresa en estos términos : « Puede haber irregu-

» laridad en la administración pública, por haber frustrado » la mayoría del Congreso la aprobación de las leyes consti- » tucionales, que más interesan al mantenimiento de las ins- » tituciones; pero... »

En vista de esa situación el Presidente Balmaceda se resolvió á violar su juramento y á atropellar la Constitución y las leyes de Chile y en su Manifiesto declara lo siguiente: « En consecuencia conservaré el ejército y la armada y pa- » garé los servicios que constituyen la vida social y la » existencia misma de la República », apesar de que la Constitución terminantemente impide « á toda magistratura » atribuirse, ni aun á pretexto de circunstancias extraordina- » rias, otra autoridad ó derechos que los que expresamente » se les haya conferido por las leyes ».

Esta declaración provocó varios acuerdos del Congreso, que repito, es la autoridad suprema en Chile, autorizando á los Presidentes de las Cámaras para tomar las medidas necesarias con el fin de someter al Presidente Balmaceda al cumplimiento de sus deberes.

En la nota del 6 de Enero que aparece publicada en el diario *La Nación* ya citado, y que ordena al capitán de navio D. Jorge Montt que « organice una division naval para » hacer comprender al Presidente de la República que la » armada obedece á la Constitucion », los Presidentes del Congreso declaran lo siguiente; « De este modo y por vez » primera en Chile, el Presidente de la República se ha co- » locado fuera del régimen constitucional, ha renunciado á » la autoridad legítima de que está investido y ha querido » asumir un poder personal y arbitrario que no tiene otro » origen que su voluntad, ni otros límites que aquellos que » los acontecimientos puedan señalarle. »

En virtud de la orden del Congreso contenida en la citada nota, la escuadra desconoció la autoridad del Presidente de la República y se pronunció en su contra al amanecer del 7 de Enero. Este fué el primer movimiento que inició la Revolución que hoy presenciamos en Chile, que cada día vá ganando terreno y cuyo resultado ulterior es incierto por el momento.

Terminaré esta larga carta haciendo presente á Vds. que es casi seguro que si se instala un nuevo Gobierno en Chile en lugar del de Balmaceda, éste (el nuevo Gobierno) no reconocerá como legales ni como que le afecten, los giros

efectuados á cargo de Vds. por el Presidente actual ó sus agentes, salvo aquellos destinados, como antes he dicho al pago de compromisos contraídos en virtud de leyes aprobadas y promulgadas antes del 31 de Diciembre de 1890. No es de suponer ni esperar que Vds. faciliten al Presidente Balmaceda el camino para que desperdicie y derroche, en sostener una guerra civil provocada por él mismo, los fondos que existen en poder de Vds. y que están destinados á objetos más útiles.

Me refiero á los impresos que les envío por si Vds. quieren imponerse de mayores detalles.

Ruego á Vds. que se sirvan por ahora guardar reserva sobre mi nombre, sin perjuicio de hacer de esta comunicación el uso que Vds. crean conveniente.

Debo finalmente decir á Vds que soy ciudadano chileno y uno de los socios del Banco de A. Edwards y C.ª, Valparaíso, afirmación que podrán confirmar los señores Schlubach y C.ª, de Hamburgo, y los Sres Glyn, Mills, Currie y C.°, de Londres [1].

Sin otra cosa por ahora me suscribo de Vds.,

A. y S. S.

(*Firmado.*) — Agustín Ross.

1. La misma fué dirigida al Deutsch Bank y á los señores Rothschild é hijos.

ANEXO N.° 19.

CARTA Á ROTHSCHILD SOBRE RELACIÓN DE FONDOS.

(*Traducción.*)

Grand-Hotel. — París 6 de abril de 1891.

Señores N. M. Rothschild é Hijos.
LONDRES.

SEÑORES :

Es de nuestro deber informar á Vds. que la Junta Ejecutiva del Gobierno Provisorio establecido en Iquique, nos ha ordernado dirigir á Vds. una comunicación con referencia al dinero que las autoridades Chilenas han depositado en sus arcas.

Vds. sehabrán informado sin duda por las noticias publicadas en los diarios, de que las fuerzas que pretenden sostener al expresidente Balmaceda, no pueden hacer frente, ni por mar ni por tierra, á la armada y al ejército que obedecen al Congreso legal, que es la autoridad suprema en Chile. Las autoridades congresistas están en completa y tranquila posesión de las provincias de Tarapacá y Antofagasta y parte de la provincia de Atacama, con una extensión de costa de más de 400 millas, y perciben los impuestos de toda aquella sección del país. Las rentas de que el Congreso dispone actualmente, y que son producidas por los derechos de exportación del salitre, son muy superiores á las sumas que recibe el expresidente Balmaceda; porque estando paralizados el comercio y la industria, las rentas que este último recibe de los derechos de aduana, ferrocarriles, etc,. son casi nulas.

Desde el 1.° de Enero Balmaceda no ha tenido autoriza-

ción ninguna para disponer del dinero perteneciente á la Nación, y además en pocas semanas más será incapaz de sostener el inseguro poder que actualmente ejerce.

La Junta Ejecutiva del Gobierno Provisorio establecido en Iquique ha solicitado de Vds. que no toquen los fondos depositados en su casa sino para el pago del interés y amortización de la Deuda Chilena; nadie en efecto, está autorizado á girar sobre esos fondos bajo cualquier otro pretexto.

Vds. ya habian sido informados de la sustancia de todo esto, en una carta que uno de los infrascritos, Agustín Ross, dirigió á Vds. el 24 de Febrero, incluyendo copia de otra carta á los Sres Mendelssohn y C.ª

En nombre del Gobierno Provisorio establecido en Iquique rogamos á Vds. que nos den su opinión sobre este asunto, para poder informar de ella á las autoridades de Iquique. Entendemos además, que en este negocio, la casa de Vds. corre riesgos y responsabilidades considerables. De Vds.

A. y S. S.

(*Firmado.*) — Augusto Matte. — Agustín Ross.

ANEXO N.° 20.

SEGUNDA CARTA Á MENDELSSOHN SOBRE RETENCIÓN DE FONDOS.

Grand Hotel. — París, abril 19 1891.

Señores Mendelssohn y C.ª

BERLÍN.

SEÑORES :

Tenemos que informar á Vds. de que en estos días hemos tenido en Londres una conferencia con el representante de los Sres. Rothschild, quien nos informó que en vista de los sucesos que en Chile se desarrollan actualmente, habían acordado dichos señores separar del depósito que en su poder tiene la República de Chile, la suma de £ 170,000 con el fin de hacer el 1.° de Julio próximo, el servicio de la deuda de este país, que se sirve por conducto de la casa Rothschild.

Esta determinación fué aprobada por nosotros en nombre del Gobierno provisorio establecido en Iquique, que representamos, y cuyo propósito en todo caso es resguardar el crédito de nuestro país.

Es de advertir también que el prodecer de los Sres. Rothschild fué indicado por nosotros en comunicaciones anteriores, y nuestro proceder fué aprobado por el Gobierno que representamos, habiendo dicho Gobierno dirigido un telégrama á los Sres Rothschild en el mismo sentido.

El mismo Gobierno Provisorio de Iquique ha dirigido á Vds. otro telégrama indicando á Vds. que no deben bajo pretexto alguno permitir que los fondos pertenecientes á la República de Chile que hay depositados en su poder, sean retirados sino con el exclusivo objeto de invertirlos en la

construcción de los ferrocarriles, según determinación del Congreso.

También creemos conveniente prevenir á Vds., por lo que pudiera ocurrir, que el Sr. Joaquín Godoy ha llegado á Europa, comisionado por el expresidente Balmaceda, quien ha sido depuesto por el Congreso, y de consiguiente no tiene facultades para nombrar agentes ni ministros. Ni Godoy ni ningún otro agente que obre en el nombre de Balmaceda tiene facultades para contraer compromisos en nombre de Chile, y todo empréstito que contraigan en las actuales circunstancias, carece de la aprobación del Congreso legítimo de aquel país, y siendo nulo, no será reconocido. Hemos oido que el Sr. Godoy se dirigirá á Berlín en estos días y creemos que lleva el propósito de procurar levantar un empréstito. Dicho señor pretenderá sin duda desempeñar su comisión fundándose en la ley de 20 de Enero de 1888, que Vds. conocen y uno de cuyos artículos establece lo siguiente:

« Art. 5.° Se autoriza al Presidente de la República para » contratar un empréstito que produzca tres millones de » libras esterlinas £ 3.000.000 y que se destinará exclusiva » *mente* á la construcción de los ferrocarriles indicados en » el art. 1.° de esta ley. »

Pues bien, en virtud de esta ley se ofrecía por el Ministro de Chile, D. Domingo Gana, y por intermedio de Vds., un empréstito por un millón y medio de libras esterlinas, de cuyo producto quedaba todavía en poder de Vds. nuestra una suma considerable de dinero destinada á la construcción de los citados ferrocarriles. No se trataba de contratar un nuevo empréstito con esos fines, sino que hay valores ya contratados sin invertir, y como el artículo 5.° de la ley dice que su producto se destinará exclusivamente á la construcción de los ferrocarriles, esta circunstancia hace que la contratación con el enviado de Balmaceda sea ilegal, porque lo que se propone el Sr. Godoy, el mismo que ha puesto expresidente Balmaceda, es comprar buques de guerra y armamentos y no ferrocarriles. La contratación, como Vds. deben saber, que los agentes de Chile han rescindido todos los contratos que han celebrado para la provisión de rieles, pues hasta ahora nada se ha hecho en los trabajos de los ferrocarriles, que han parado, y de consiguiente sería un engaño emitir bonos con ese fin.

Por otra parte la ley del 2 de Enero de 1888, que facultaba la contratación del empréstito por £ 3.000,000, ha caducado ya, puesto que aparte de la suma de £ 1.500,000 negociada por el Sr. Gana por conducto de Vds., se han invertido en Chile mismo sumas considerables provenientes de las rentas ordinarias del país, con lo cual se completa el gasto total autorizado por el Congreso. En vista de los datos que preceden y de las consideraciones expuestas, cuenten Vds. de seguro con que cualquiera aperación financiera que se celebre con el Sr. Godoy, ó cualquier otro agente del ex presidente Balmaceda, será completamente ilegal y será desconocida por el Congreso Nacional de Chile (1).

De Vds. A. y S. S.

(*Firmado.*) — AUGUSTO MATTE. — AGUSTÍN ROSS.

(1) Una nota análoga fué dirigida al Deutsch Bank, de Berlín.

ANEXO N.° 21.

CARTA Á MENDELSSOHN Y C.ª SOBRE PAGO DE LOS INTERESES DE LA DEUDA.

Grand-Hotel. — París, Abril 21 de 1891.

Señores Mendelssohn y C.ª
BERLÍN.

SEÑORES :

Tenemos que confirmar nuestra carta fecha 19 del presente en la cual expusimos que los fondos necesarios para servir los empréstitos de Chile que se pagan por conducto de los Sres. Rothschild y C.ª están ya en Londres en poder de dichos señores.

Después hemos sabido que el Sr. D. Joaquín Godoy, que sin duda se verá con Vds., tiene en su poder un valor considerable en libranzas pertenecientes al Gobierno de Chile. Dichas libranzas deben estar ya aceptadas, y su monto creemos que llega á £ 200,000.

Si los fondos para servir el dividendo del 1.° de Julio que se paga por conducto de los Sres. Rothschild, están ya, como hemos dicho, en poder de dichos señores, es natural que respecto del empréstito radicado en Alemania y que se sirve por conducto de Vds., se proceda de igual manera, y creemos que ha llegado el caso de que Vds. exijan éso á la Legación de Chile en París. El Sr. Godoy, agente enviado últimamente por el Sr. Balmaceda, está en relaciones directas con el Sr. Antúnez y provisto de dinero, y de consiguiente en el deber de entregar á Vds. inmediatamente los fondos necesarios para el servicio de la Deuda. El no hacerlo

así, significaria que se atiende con más interés á los acreedores ingleses, lo que suponemos no están Vds. dispuestos á aceptar.

Las angustias del expresidente Balmaceda son considerables, y como á nosotros nos interesa vivamente que el crédito de la República se mantenga en toda su integridad, nos permitimos hacer á Vds. las reflexiones que preceden, á fin de que, si lo juzgan conveniente, aprovechen esta oportunidad y exijan que con tiempo se les provea de los fondos necesarios para efectuar el servicio de la Deuda (1).

Sin otra cosa por ahora, nos suscribimos de Vds.

A. y S. S.

AUGUSTO MATTE. — AGUSTIN ROSS.

(1) La misma casta fué dirigida al Deutsch Bank de Berlín, y al City Bank, de Londres.

ANEXO N.° 22.

DECRETO DEL GOBIERNO DE IQUIQUE, DESAUTORIZANDO LAS OBLIGACIONES CONTRAIDAS EN EL EXTRANJERO POR LOS AGENTES DEL DICTADOR.

Iquique, 21 de Abril de 1891.

Considerando, primero:

Que la autorización concedida por el Congreso nacional en Enero de 1888 para contratar un empréstito de tres millones de libras esterlinas caducó con el uso que de ella se hizo al contratar en Alemania el de un millón quinientas mil libras, como fué déclarado por el Ministro de Hacienda en su *Memoria* presentada en Junio de 1889;

Segundo: Que el Congreso nacional reconoció la caducidad de aquella autorización votando en las leyes ordinarias de presupuestos las sumas que debían invertirse en la construcción de los ferrocarriles para sustituir el millón y medio de libras, dejado sin contratar;

Tercero: Que la corporación que funciona actualmente en Santiago, arrogándose el título de Congreso nacional, no fué elegida en conformidad á la ley y preceptos constitucionales;

Cuarto: Que al Gobierno provisorio establecido en Iquique el 12 del presente mes, que ocupa las provincias que son asiento de las industrias más importantes del país, corresponde velar por el crédito y los compromisos nacionales;

La junta de Gobierno declara que no reconocerá deuda alguna contratada por los Agentes del dictador Balmaceda, ya se funden ellas en la caducada autorización de

20 de Enero de 1888, ya en los acuerdos nulos
ración inconstitucional que se arroga en Sant
ridad del Congreso, y que perseguirá como
estafa á los que de alguna manera atentaren
cedimientos contra el crédito del Estado.

MONTT SILVA. — BARROS LUCO. — JOAQUÍN

ANEXO N.° 23.

TERCERA CARTA Á MENDELSSOHN Y C.ª SOBRE RETENCIÓN DE FONDOS.

Grand-Hôtel. — Paris, Abril 29 de 1891.

Señores Mendelssohn y compañía.

BERLÍN.

SEÑORES :

Confirmando nuestra carta del 19 de Abril, y por encargo del Gobierno constitucional establecido en Iquique, nos tomamos la libertad de hacer llegar á manos de Vds. un decreto de fecha 21 de Abril de 1891, firmado por los miembros del Gobierno provisorio, que lo son :

El Sr. D. Waldo Silva, Vicepresidente del Senado; el Sr. D. Ramón Barros Luco, Presidente de la Cámara de diputados; el Sr. D. Jorge Montt, almirante de la escuadra, y el Sr. D. Joaquín Walker Martínez, secretario de Hacienda, decreto en virtud del cual se declara : « Que la República de Chile no reconocerá en caso alguno ninguna de las deudas que contrajeren en nombre de la Nación los Agentes del expresidente de la República D. José Manuel Balmaceda, ya que pretendieran apoyarse en la caducada ley del 20 de Enero de 1888, ya sea en cualquiera otra autorización que emanare de la ilegítima asamblea que con el supuesto nombre de Congreso ha hecho convocar el Sr. Balmaceda en Santiago con el propósito de sostener su dictadura. »

Tenemos informes de que tanto en Londres como en París todas las puertas se han cerrado á las gestiones tentadas por el Sr. D. Joaquín Godoy, que trae encargo del expresidente

Sr. Balmaceda de levantar fondos con un objeto ap
pero con el fin exclusivo de emplear el dinero en ele
de guerra. Nos asiste la certidumbre de que en Berlí
de tener el referido agente la misma acogida, especia
de parte de las muy honorbles casas que están comisi
para servir y honrar como lo merece el crédito de la
blica.

Según nuestros informes, el Sr. Godoy no solo d
sos en el sentido de levantar un empréstito, sino que
tará hacer esfuerzos ante Vds. para poder disponer
adquisición de elementos bélicos, del resto del dinero
neciente á la República de Chile que se encuentra de
do en las arcas de Vds. con el único y exclusivo
como lo dice la ley de 20 de Enero de 1888, de aplica
construcción de los ferrocarriles nacionales.

Como Vds. no lo ignorarán, la República tiene con
compromisos para la construcción de puentes, máq
carros, rieles y demás materiales de ferrocarriles, á
de los contratos que se han rescindido, por una ca
que excederá, á no dudarlo, á la que tienen Vds. en
der. Incumbe á Vds. por lo tanto, mantener inquebr
blemente la resolución de no cubrir otros giros que l
fueren menester para la satisfacción de esos compro
pues si así fuere, se correría el riesgo de dejar en
bierto la firma del Estado y de dejar inconclusas las
que están á medio hacer.

Dejando cumplido nuestro encargo y confiando e
Vds. habrán de continuar coayudando á mantener el
to de la República en la altura que ha tenido, media
regularidad de las instituciones, hoy perturbadas, y m
te la sabiduría de sus Gobiernos, echada en olvido
momentos presentes por quienes estaban más obliga
levantar el nombre del país

Nos suscribimos de Vds. A. y S. S. (1).

AGUSTÍN ROSS. — AUGUSTO MATT

(1) La misma nota fué dirigida al Deutsch Bank de Berlín.

ANEXO N.° 24.

NOTA AL GOBERNADOR DEL BANCO DE INGLATERRA SOBRE RETENCIÓN DE FONDOS.

(*Traducción.*)

Grand-Hôtel. — París, 7 de Mayo de 1891.

Al Señor Gobernador del Banco de Inglaterra.
LONDRES.

SEÑOR:

En nombre del Gobierno Provisorio establecido en Iquique, y nombrado por el Congreso Nacional de Chile con el objeto de restablecer las instituciones violadas por el ex presidente de la República, D. José Manuel Balmaceda, quien fué depuesto de la presidencia por el aludido Congreso el día 1.° de Enero de 1891, nos tomamos la libertad de dirigirnos á V. para rogarle que se sirva retener en depósito, en el Banco de Inglaterra, las sumas de dinero que han sido colocadas allí por la República de Chile, y que están destinadas á pagar una parte de la Deuda Peruana.

El Gobierno Provisorio, temiendo que dada la situación apurada en que actualmente se encuentra el ex presidente Balmaceda, haga éste tentativas para apoderarse de esos fondos, con el objeto de prolongar su Dictadura, ya próxima á derrumbarse, nos ha comisionado para confirmar, por medio de la presente carta, el telegrama que dirigió á Vds., y en el cual solicitaba á los Gobernadores del Banco de Inglaterra que retuviesen en su posesión los fondos ahí depositados por Chile para proveer al pago de la Deuda Peruana;

también solicitaba de los señores Gobernadores que se ne-
gasen formalmente á entregar los dichos fondos, en caso de
que el aludido expresidente Balmaceda pretendiese hacer
uso de ellos, dañando con este proceder el crédito de la Re-
pública de Chile.

En la esperanza de que los Gobernadores del Banco de
Inglaterra se habrán servido tomar nota de esta solicitud,
que nos tomamos la libertad de confirmar por medio de la
presente, nos suscribimos de V. A. y SS. SS.

(*Firmado.*) — AUGUSTO MATTE. — AGUSTÍN ROSS.

ANEXO N.° 25.

CARTA Á BARING Y HERMANOS SOBRE RETENCIÓN DE FONDOS.

(*Traducción.*)

Grand-Hôtel. — París, 10 de Mayo de 1891.

Sres. Baring, Hermanos y Compañía.
LONDRES.

SEÑORES :

Consideramos de nuestro deber informar á Vds. que el expresidente Balmaceda ha cesado de representar el Gobierno legal de Chile, porque fué depuesto por el Congreso el 1.° de Enero, y de consiguiente, sus agentes en Europa ya no tienen autoridad para girar sobre los fondos que han sido depositados en manos de Vds. y que pertenecen á la República de Chile.

Han sido Vds. solicitados por telégrafo directamente desde Iquique, por el Gobierno Provisorio nombrado por el Congreso para reemplazar al expresidente, para que no hagan más pagos de dinero á la Legación de Chile, ó á cualquiera otra persona que pretenda representar al Sr. Balmaceda como el Gobierno legal del país. Los fondos en posesión de ustedes están destinados exclusivamente á ser depositados en el *City Bank* y en casa de los banqueros alemanes con el solo objeto de pagar el interés y amortización de la Deuda Chilena, y cualesquiera otros pagos, no importa su objeto, que Vds. hagan después de esta solicitud, serán bajo su entera responsabilidad.

Nos dirigimos á Vds. en el carácter de Agentes Confidenciales y bajo las órdenes del Gobierno Provisorio.

Esperando tener el honor de recibir una pronta contestación. Nos suscribimos de Vds. A. y SS. SS.

(*Firmados.*) — AUGUSTO MATTE. — AGUSTÍN ROSS.

ANEXO N.° 26.

NOTA Á LA COMPAÑÍA COMERCIAL FRANCESA SOBRE UN PRÉSTAMO PEDIDO POR LOS AGENTES DEL DICTADOR.

Grand-Hôtel. — Paris, Mayo 10 de 1891.

Señor Gerente de la Compania
Comercial Francesa,
4, rue Lepeletier.
PARIS.

SEÑOR:

Por encargo especial de la Junta de Gobierno establecida en Iquique, que es el Gobierno legal de Chile, en virtud del acuerdo tomado por el Congreso Nacional que destituyó al expresidente Balmaceda, nos dirigimos á Vd. en carácter de Agentes confidenciales.

Nos comunican que esa Compañía ha ofrecido cierta suma de dinero á los agentes del expresidente Balmaceda, en calidad de adelanto sobre guano. — Debemos prevenir á Vd., lo que hacemos por la presente, que ni el expresidente Balmaceda ni sus agentes en Europa tienen facultades del Congreso para recibir préstamos ni anticipos de dinero en ninguna forma ni condición, y que cualquiera operación de ese género que Vd. ejecute con las indicadas personas, no tiene absolutamente ningún valor legal, y será totalmente desconocida por las autoridades legítimas de Chile.

De consiguiente, toda y cualquiera operación financiera ejecutada por Vds. sobre la materia que nos ocupa, no sería sino absolutamente aventurada, siendo la víctima la Compañía que Vd. representa; porque, repetimos, no debe contarse ni para hoy ni para más tarde con responsabilidad alguna de la República de Chile respecto de este asunto.

La sustancia de lo que precede ha sido ya notificado á Vd., por telégrafo y directamente desde Iquique, por la Junta de Gobierno que representa al Congreso de Chile y al país y esta carta no es sino confirmación de lo mismo.

Rogando á Vds. tengan á bien ver en esta considerada advertencia el deseo de apartar las consecuencias que pudiera acarrearles á Vds. un error en que media el nombre de nuestro país, nos apresuramos á suscribirnos. De Vd.

A. SS. SS.

(*Firmado.*) — Augusto Matte. — Agustín Ross.

ANEXO N.° 27.

CARTA Á MUNROE Y C.ª SOBRE RETENCIÓN DE FONDO

(Traducción.)

París, 3 de Julio de 1891.

A los Srs. Munroe y C.ª (1).
PARIS.

SEÑORES :

Como representantes de la Delegación del Congres
leno, hemos dirigido á Vds. hace poco, una notificaci
dicial á fin de evitar que los fondos que están en sus n
sean entregados á los agentes del expresidente Balma

Por la presente comunicación creemos de nuestro
informaros de una manera más completa sobre el obj
dicha notificación y de precisaros de la manera más e
posible su verdadero carácter.

Al obrar como lo hemos hecho, nosotros hemos qu
salvaguardiar dos intereses de gran importancia. El
mero es el de poner el tesoro chileno al abrigo de todo
juicio en razón de las operaciones que los agentes de
tador Balmaceda podrían pretender celebrar con la
de Vds., y que por su naturaleza comprometan de cualq
manera el crédito del tesoro chileno. Hechos que no es
tuno examinar aquí han traído, en efecto, la guerra ci
Chile, y como consecuencia la deposición del Presi
Balmaceda por el Congreso Nacional y la organizació
Gobierno provisorio establecido en Iquique. En estas c
ciones el Gobierno cuya representación tenemos, no p

(1) La misma comunicación fué enviada al Crédit Lyonnais.

menos que rehusarse á reconocer la legalidad y la validad de los actos ejecutados por un poder depuesto y arbitrario y muy especialmente de aquellos que puedan comprometer la responsabilidad pecuniaria del Estado. Era, pues, de su deber de hacerlo saber á los que, como Vds., tenían relaciones financieras con Chile, antes de que se verificasen los hechos antes mencionados.

El segundo interés que hemos creído de nuestro deber salvaguardiar es el de la casa de crédito que Vds. dirigen. Nada sería más penoso en efecto, para el Gobierno que representamos, que el verse, después de solucionados los sucesos que se desarrollan en Chile, en la necesidad de rehusaros su aceptación á todo pedido que se funde en obligaciones contraídas por los agentes del Presidente Balmaceda. De ahí nuestra prisa por prevenir vuestra casa contra las eventualidades que pudieran comprometerla en sus intereses.

En este mismo orden de ideas, nosotros debemos prevenir á Vds. que D. Joaquín Godoy, antiguo representante del Sr. Balmaceda en Berlín, ha sido recientemente nombrado con el mismo carácter en París; pero no habiendo sido reconocido aun en tal carácter por el Gobierno francés, resulta qué él no tiene cualidad alguna para obligar hacia ustedes, no decimos la responsabilidad de Chile, pero ni siquiera la del Gobierno del expresidente Balmaceda.

Sabemos cuán satisfactorias y cordiales han sido las relaciones que desde largo tiempo han existido entre vuestra casa y la Legación de Chile, cuando ella representaba el Gobierno legítimo del país. Es con gran placer que nosotros os rendimos por ello el homenaje más franco y que dirigiéndoos la presente comunicación, os damos una prueba evidente de esos sentimientos.

Permitidnos, en fin, de expresaros nuestra confianza en que las mismas relaciones cordiales y la misma armonía recíproca entre vuestra casa y Chile volverán en toda su fuerza tan pronto como el orden regular y normal sea restablecido en Chile.

Quieran Vds. aceptar, etc.

AUGUSTO MATTE. — AGUSTÍN ROSS.

Agentes confidenciales de Chile.

ANEXO N.° 28.

CARTA A D. CARLOS ANTÚNEZ SOBRE GESTIONES JUDICIALES RELATIVAS A RETENCIÓN DE FONDOS.

(*Traducción.*)

Paris, 10 de Julio de 1891.

Señor D. Carlos Antúnez.

PARIS.

ESTIMADO SEÑOR Y AMIGO :

Se me han comunicado hoy día dos notificaciones judiciales hecha, en nombre de Vd. por el procurador Mr. Mouilefarine, á consecuencia de las dos notificaciones que, como Agente confidencial del Gobierno Provisorio de Chile, había yo dirigido á los Srs. Munroe y C.ª y á la Compañía Comercial Francesa con el objeto de pedirles que no hicieran á D. Joaquín Godoy ninguna entrega de fondos pertenecientes á la República de Chile que ellos pudieran tener entre sus manos.

Como el dicho procurador expresa en las diligencia judiciales mencionadas que él actúa en nombre de Vd. como ministro de Chile en Francia, yo agradecería mucho á usted que tuviera la bondad de decirme si Vd. ha autorizado al procurador Sr. Mouillefarine para obrar en nombre de Vd., á fin de responder al llamado que se me hace.

En vista de la contestación afirmativa de Vd., yo tendré el gusto de asistir á la audiencia á que se me invita á comparecer.

Rogando á Vd. que se sirva excusar la molestia que me atrevo á imponerle, tengo el honor de suscribirme su afectísimo amigo y servidor.

(*Firmado.*) — AUGUSTO MATTE.

ANEXO N.° 29.

CONTESTACIÓN DE DON CARLOS ANTÚNEZ.

París, 10 de Julio de 1891.

Sr. D. Augusto Matte.
PARÍS.

ESTIMADO AMIGO :

En respuesta á su atenta que contesto, me bastará decir á Vd. que los fondos de la Legación están á la orden del señor Godoy y es él quien gestiona la libre disposición de ellos, que Vd. pretende interrumpirle con sus asignaciones (notificaciones) judiciales.

Suyo affmo. amigo.

(*Firmado.*) — CARLOS ANTÚNEZ.

ANEXO N.° 30.

SEGUNDA COMUNICACIÓN Á MUNROE Y C.ª SOBRE RETENCIÓN DE FONDOS.

(Traducción.)

París, 20 de Julio de 1891.

Señores Munroe y C.ª [1].
PARIS.

SEÑORES :

Hemos hecho notificar á Vds. una declaración para protestar contra todos los pagos que pudieran ser hechos á los representantes del Sr. Balmaceda, expresidente de la República de Chile; nosotros estimamos, en efecto, que nadie tiene actualmente el derecho de percibir las cantidades que están entre vuestras manos y que pertenecen á Chile.

D. Carlos Antúnez pretende tener suficiente personería para representar el Gobierno de la República de Chile; él sostiene que no hay otro ministro de Chile, acreditado, que él. En presencia de esta declaración, el señor Presidente del tribunal del Sena ha creído deber pronunciar un fallo interlocutorio contra el cual protestamos y hacemos toda especie de reservas: es que una sola persona tenía calidad para obrar en nombre del Gobierno del expresidente Balmaceda, y esta persona sería D. Carlos Antúnez. Vds. no podrían, pues, aun aceptando la doctrina del Presidente del tribunal del Sena, desprenderse de los fondos que tienen entre las manos de ninguna otra persona que D. Carlos Antúnez, y nadie más, y por consiguiente el Sr. Godoy no tiene calidad alguna

(1) La misma comunicación, con pequeñas modificaciones, fué dirigida también á la Compañía Comercial francesa.

para recibir las fondos que están dispositados entre vuestras manos.

Acabamos de haceros notificar esta situación por acto de un oficial de fe pública, y yo insisto en declararos que protestando contra el fallo interlocutorio que se acaba de pronunciar, el Gobierno de la Excelentísima Junta de Chile no reconocerá como válido ningún pago hecho á los representantas del Sr. Balmaceda. Vds. tendrán á bien de notar que, tal como yo lo indicaba, la única persona que posee las calidades del caso, según la sentencia interlocutoria, sería don Carlos Antúnez; pero D. Carlos Antúnez ha sido revocado de sus funciones y no puede por consiguiente tener calidad para recibir las sumas que Vds. tienen en su poder. El mandato cesa por la revocación del mandatario; esa es una regla de derecho absoluta y que ha sido, en nuestro parecer, desconocida por el juez de 1.ª instancia — poco importa que don Carlos Antúnez no haya presentado aún al Gobierno de la República francesa sus cartas de retiro — la presentación de esas cartas no es sino una formalidad diplomática que no podría tener influencia alguna en este hecho que prima todo: la cesación del mandato del Sr. Antúnez, consecuencia de su revocación.

Vds. estiman, nosotros estamos convencidos de ello, que á consecuencia de esta revocación, no existe actualmente ningún representante de Chile en Francia. El fallo pronunciado por el señor Presidente del Tribunal no podría, por otra parte cubriros en manera alguna, él no expresa sanción alguna y no tiene en realidad otro valor que el de una consulta jurídica.

Es, pues, bajo vuestra responsabilidad, que queda íntegra á pesar del fallo citado, que Vds. podrán pagar al Sr. Antúnez ó á cualquiera otra persona. Insistimos, pues, en declararos que la Excma. Junta no reconocerá la validez de ningún pago que pudiera hacerse contra las declaraciones que os han sido notificadas y que os confirmamos por la presente comunicación.

Acepten, Señores, la seguridad, etc.

(*Firmado.*) — Augusto Matte. — Agustín Ross.

ANEXO N.° 31.

CARTA Á D. JOAQUIN GODOY, PREVINIÉNDOLE QUE NO COBRE UN DINERO.

Hôtel Victoria. — Londres, 1.° de Septiembre de 1891.

Señor D. Joaquin Godoy.

PTE.

SEÑOR :

Por una conversación que tuve ayer con una persona altamente colocada en Londres, he sabido que existe en su poder una libranza £ 15,000, aceptada por el City Bank y que son fondos pertenecientes al Estado, aunque la letra esté bajo el nombre personal de Vd. Entiendo que Vd. pretenderá cobrar esa libranza, recibiendo Vd. el dinero, y me permito indicarle la conveniencia de que se abstenga de dar ese paso, por haber cesado Vd. enteramente en toda función ó cargo que podría tener, en vista del cambio radical de la situación en Chile.

El Gobierno actual de Chile no tiene por el momento más representantes autorizados en París y Londres, que D. Augusto Matte y el que suscribe y los fondos existentes pertenecientes al Estado, deben por ahora quedar esperando las órdenes del Gobierno.

De Vd. y S. S.

(*Firmado.*) — AGUSTÍN ROSS.

ANEXO N.° 31bis.

CARTA Á LA COMPAÑÍA COMERCIAL FRANCESA PREVINIÉNDOLE QUE NO HAGA PAGOS Á LOS EXAGENTES DEL DICTADOR.

(*Traducción*).

Paris, 31 de Agosto de 1891

Señor Director de la Compañía Comercial Francesa,
4, rue Lepeletier.

PARIS.

SEÑOR :

Me apresuro á poner en su conocimiento que ayer en la tarde he recibido por servicio telegráfico oficial un cablegrama fechado el 29 del corriente en Santiago de Chile y firmado por el general Baquedano, como sigue :

« A D. Augusto Matte. — París. — El Gobierno Provisorio encarga á Vd. de representar á Chile ante los Gobiernos francés, inglés y aleman en los negocios políticos y militares en curso. Las fuerzas del Sr. Balmaceda, habiendo sido derrotadas por segunda vez, éste último ha abandonado la capital transmitiendo el poder al infrascrito, que lo ejerce provisoriamente. — BAQUEDANO — ALVARO COVARRÚBIAS. »

En vista de esta autorización, yo ruego á Vd. fue tenga le bondad de suspender toda operación financiera, hasta nueva orden, que se relacione con los negocios de Chile.

Acepte, Señor Director, la seguridad de mi distinguida consideración [1].

(*Firmado.*) — AUGUSTO MATTE.

(1) Comunicaciones análogas á la presente fueron dirigidas á los Señores Munroë y C^{a}, de París, Baring y C^{a}, Rothschild, City Bank, London, y County Bank, de Londres, etc.

ANEXO N.° 32.

PREVENCIÓN A LOS BANQUEROS Y COMERCIANTES EUROPEOS, SOBRE LAS BARRAS DE PLATA.

La Junta del Gobierno Provisorio de Chile, establecido en Iquique, ha dictado el siguiente decreto :

Iquique, Mayo 22 de 1891.

Considerando que, según la ley de 17 de Marzo de 1887, las barras de plata existentes en la Casa de moneda son un depósito que constituye la garantía de los billetes fiscales y están fuera de todo movimiento comercial, la Junta de Gobierno declara nula toda negociación que se haga sobre esos depósitos. Impedirá su traslación al extranjero, y perseguirá como desfalcadores públicos á cuantos de alguna manera intervengan en operaciones que con aquel fraude se relacionen.

(*Firmado*). — JORGE MONTT. — WALDO SILVA. — RAMÓN BARROS LUCO. — JOAQUÍN WALKER.

Se previene además al público que cualquier giro efectuado por los agentes del ex presidente Sr. Balmaceda en Europa ó América sobre el valor de dicha plata, sea en barras ó sellada en pesos, sea colocada en Chile ó en Europa, no tendrá ningún valor y su pago será negado por las autoridades legales de Chile nombradas por el Congreso Nacional, porque los fondos están destinados por la ley del 17 de Marzo de 1887 al objeto exclusivo de pagar el papel moneda en circulación.

Paris, 28 de Mayo de 1891.

AUGUSTO MATTE. — AGUSTÍN ROSS.

Agentes confidenciales del Gobierno Provisorio de Chile.

ANEXO N.° 33.

NOTA AL COMPTOIR D'ESCOMPTE SOBRE LA BARRAS DE PLATA.

(*Traducción*)

Paris, 8 de Junio 1891.

Al Señor Presidente del Consejo del Administracion del Comptoir d'Escompte.

SEÑOR PRESIDENTE,

Habiendo sido informados de las proposiciones de venta que han sido hechas al respetable establecimiento de crédito que Vd. representa tan dignamente y relativas á una cantidad de barras de plata depositadas en la Moneda de Santiago, tenemos el honor de dirigir á Vd. la presente comunicación con el objeto de poner en su conocimiento los hechos que le permitarán apreciar el peligro que podria presentarse en el futuro si estas proposiciones fueran escuchadas.

La República de Chile, desde el 1.° de Enero de 1891, es presa de la guerra civil. En esta fecha, D. José Manuel Balmaceda, jefe del Poder ejecutivo, violando la Constitución y lás leyes del país, pretende gobernarlo según su voluntad personal. El Congreso, guardián de dichas leyes y de la Constitución, respondió por una acta, cuya copia acompamos á Vd., declarando la deposición del Presidente de la República, Sr. José M. Balmaceda y llamando la nación á sostener y defender sus instituciones contra la dictadura.

La delegación del Congreso de Chile, establecida en Iquique, es la sola autoridad legal en el país, y es de nuestro extricto deber, como representantes de esta autoridad, advertir y poner en guardia al comercio estranjero contra toda

tentativa de negociación financiera que pueda herir ó menoscabar el crédito de Chile, sin mancha hasta el día. Tenemos el honor de enviar á Vd. en apoyo de esta comunicación un decreto promulgado en Iquique por la delegación del Congreso con fecha 21 de Abril de 1891, denunciando como nulo y no celebrado todo préstamo contraído por los agentes del ex presidente Balmaceda, y un número del *Temps* del 30 de Mayo de 1891, que reproduce el texto de un segundo decreto que manifiesta que las barras de plata (base de las proposiciones que se le hacen á Vd. hoy día) son inagenables en virtud de una ley del Congreso de 17 de Marzo de 1887.

La comunicacion de estos documentos, que nos tomamos la libertad de enviar á Vd., no tiene otro objeto que fijar su atención sobre la irregularidad y las sérias dificultades á que daría lugar toda transacción que actualmente pudiese efectuarse con los agentes del Sr. Balmaceda mientras exista la guerra civil.

Sometiendo á Vd. estos antecedentes, estamos convencidos, Señor Presidente, que el Consejo de Administración del Crédit Lyonnais los tomará en seria consideración y dándoles acogida, tendrá á bien honrarnos con una respuesta [1].

Rogamos á Vd., etc.

(*Firmado*). — Augusto Matte. — Agustín Ross.

(1) La misma comunicacion fué dirigida al Banco de París y de los Países Bajos y el Crédit Lyonnais.

ANEXO N.° 34.

PODER CONFERIDO Á DON AUGUSTO MATTE Y Á DON AGUSTÍN ROSS PARA RECLAMAR LA ENTREGA DE LOS BUQUES.

Iquique, 12 de Abril de 1891.

Considérant que le Congrès national de la République du Chili a voté les fonds nécessaires pour la construction en France de trois navires de guerre et pour l'acquisition de leur armement;

Que lesdits navires se construisent actuellement par la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée,* sous les noms de *Capitan Prat, Presidente Errazuriz* et *Presidente Pinto ;*

Que d'après l'avis officiel reçu, ce gouvernement sait que la construction des navires mentionnés est sur le point de se terminer;

Que ce gouvernement sait aussi de bonne source que Don José Manuel Balmaceda, qui a été déposé par le Congrès national comme Président de la République du Chili, conformément à l'accord signé par les Sénateurs et Députés le 1er janvier 1891, prétend se rendre maître par surprise des navires sus-indiqués, afin de se maintenir dans la rebellion ouverte dans laquelle il se trouve contre l'ordre constitutionnel.

Qu'en conséquence, le cas est arrivé de ce que le gouvernement constitutionnel s'oppose, par tous les moyens dont il peut disposer, aux tentatives de l'ex-président Balmaceda, pour s'approprier des navires qui n'appartiennent qu'à l'État.

DÉCRÉTONS:

Le Sénateur de la République, Don Augusto Matte et

M. Don Agustin Ross, comme représentants du gouvernement constitutionnel de la République du Chili sont autorisés, pour exiger de la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée* ou de tous ceux à qui il appartiendra la livraison de trois navires susdits, et de l'armement traité avec ladite Société ou avec d'autres personnes.

Les mentionnés, MM. Matte et Ross sont autorisés pour s'opposer à toutes les démarches officielles ou extra-officielles que l'ex-président Balmaceda pourrait tenter pour obtenir la livraison desdits navires de guerre.

La présente autorisation donnée à MM. Matte et Ross leur servira de pleins pouvoirs pour qu'il puissent collectivement et séparément représenter le gouvernement constitutionnel de la République du Chili auprès du gouvernement de la République française, et aussi devant les tribunaux de la même République et des corporations ou sociétés, afin d'arriver au but qui motive le présent décret.

MM. Matte et Ross sont autorisés aussi pour prendre au nom de ce gouvernement toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder les droits et les intérêts de la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée*, conformément aux obligations prises par la République du Chili, d'après les contrats de construction des navires mentionnés, et pour liquider les comptes respectifs.

Finalement, MM. Matte et Ross sont autorisés pour nommer des fondés de pouvoirs, des avoués et des avocats, afin que ceux-ci représentent le gouvernement constitutionnel du Chili devant les tribunaux français ou de tout autre pays, dans le but que motive le présent décret.

Fait et donné à Iquique, le 12 avril 1891.

JORGE MONTT,

Comandante de la Escuadra.

RAMON BARROS LUCO, Presidente de la Camera de Deputados.

WALDO SILVA, Vice-Presidente del Senado.

C. VALDES VERGARA,

Secretario.

Nous, Agent consulaire de la République française à Iquique (Chili), certifions que les signatures apposées ci-

dessus sont véritablement celles de MM. Jorje Montt, Waldo Silva, Ramon, Barros Luco et E. Valdez Vergara.

Ces signatures ont été apposées aujourd'hui devant nous, en témoignage de quoi nous avons signé les présentes et nous avons apposé notre sceau.

A Iquique, 12 de Abril de 1891.

ERNEST DE LAPEYROUSE.

Vu pour la légalisation de la signature apposée ci-contre, de M. Ernest de Lapeyrouse, agent consulaire de France à Iquique (Chili). A Santiago, le 7 juillet 1891.

Le Chargé d'affaires de France,

A. DEFRANCE.

ANEXO N.° 35.

RELACIÓN TAQUIGRÁFICA DE LA AUDIENCIA DEL TRIBUNAL DES *référés* DE PARÍS, EN 30 DE MAYO DE 1891, BAJO LA PRESIDENCIA DE M.^e AUBÉPIN. — SENTENCIA DADA POR ESTE.

M^e de Normandie, avoué, assiste les demandeurs, MM. Matte et Ross.

M^e X... assiste la *Compagnie des Forges et Chantiers de la Méditerranée.*

M^e de Normandie, en qualité de demandeur, a le premier la parole.

Il rappelle en quelques mots l'origine et les causes de la révolution au Chili.

Comment le président Balmaceda s'est mis hors la loi en violant la Constitution et en décrétant le budget contrairement aux lois du pays.

Il développe cette thèse que, actuellement au Chili, il n'y a pas de gouvernement reconnu; il n'y a que des belligérants.

Il n'a pas à rechercher de quel côté est le droit. Il ne veut pas faire d'une simple question judiciaire une affaire politique. En ce moment, une seule chose est à considérer, c'est que, au Chili, il y a entre le Congrès et le président Balmaceda une lutte à main armée.

Or, le même Président avait commandé, au nom de la République chilienne, trois navires à la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée*, agissant en cette occasion comme représentant du pays.

Actuellement il y a désaccord entre les deux pouvoirs. Où est le droit? L'issue de la lutte qui ne saurait tarder l'apprendra; mais si favorables que ces prévisions puissent pa-

raître à la cause des Congressistes, l'orateur ne veut pas tirer un argument d'une simple présomption.

Du conflit actuel, il ne retiendra qu'un seul fait : Il y a dissentiment entre le Congrès et le Président.

A qui doivent être livrés les navires ?

A M. Balmaceda ?

Et pourquoi ? Si le triomphe des Congressistes doit rendre illégitime le pouvoir de cet homme, la justice française n'a pas le droit, dans une question si grave, de se prononcer d'un côté ou de l'autre. Son attitude doit être neutre.

L'orateur termine en disant que la mise sous séquestre des navires en litige est nettement indiquée. C'est la seule solution qui soit équitable dans la circonstance présente, aussi bien dans l'intérêt de la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée* que dans l'intérêt de la République chilienne.

L'avocat représentant la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée* prend ensuite la parole.

Il s'exprime en ces termes :

Monsieur le Président,

Bien que mon adversaire ait voulu restreindre le débat et le transporter uniquement sur le terrain juridique, il est impossible, à mon avis, de ne pas y voir avant tout et surtout une question politique.

En effet, au Chili, il y a deux partis : Il y a le gouvernement, le seul reconnu par le gouvernement français, c'est celui de Balmaceda.

En face de lui, il y a un autre parti qui a la prétention de gouverner : c'est le parti des Congressistes.

Dans cette situation, voici ce que veut le parti du Congrès. Il veut que le gouvernement de Balmaceda n'ait pas la libre disposition des navires qu'il a commandés. En effet, Monsieur le Président, je vous ferai remarquer que c'est bien M. Balmaceda qui a fait la commande; c'est avec lui que le contrat a été passé ; c'est lui qui a pris l'engagement de payer. Il a déjà pris possession d'un des navires ; il y en a un autre qui est presque achevé, et le dernier est en voie d'exécution.

Eh bien, que veulent les Congressistes ? Ils veulent que

le gouvernement de Balmaceda n'ait pas la possession de ces navires, qui peuvent en effet changer les conditions de la lutte et rendre les plus grands services au parti qui les possédera.

Ils ont donc lancé une assignation, aux termes de laquelle ils réclament que ce fût à eux que les navires fussent livrés. A cela je répondrai que les Congressistes ne sont pas un gouvernement reconnu, car le seul gouvernement officiel aux yeux de la France, c'est celui de Balmaceda.

Aussi a-t-on eu l'idée ingénieuse de prendre possession de ces navires et d'empêcher ainsi le gouvernement de Balmaceda d'en profiter, et c'est alors qu'on introduit ce référé dont le résultat serait que les navires n'appartiendraient à personne.

Telle est la question et telle est la façon dont elle se pose. N'avais-je pas raison de dire : Il y a là une discussion politique entre des belligérants ?

De plus, si on a mis la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée* dans le procès, c'est un prétexte, car c'est en dehors de cette Société que le débat s'agite. La question que l'on demande aujourd'hui à la justice de trancher est essentiellement politique.

Le tribunal ne peut donc pas intervenir dans la lutte en empêchant l'un des partis d'avoir en sa possession un élément considérable de succès qu'il a le droit de revendiquer comme sien.

Poser la question, c'est la résoudre.

Il n'est pas de la compétence de l'autorité judiciaire de se prononcer dans un débat de cette nature.

Ce qui vient confirmer mon opinion, c'est le fait suivant :

Il n'y a qu'un seul gouvernement reconnu par le gouvernement français, c'est le gouvernement du président Balmaceda.

Voilà la situation officielle. Le président Balmaceda a un représentant accrédité et le gouvernement de la République française non seulement n'a pas reconnu l'autre pouvoir, mais ce qui est encore très important et ce que je vous prie de bien vouloir retenir, il n'a même pas admis les Congressistes à la qualité de belligérants.

Il n'y a donc qu'un seul pouvoir officiel : c'est celui de Balmaceda.

De plus, si par le référé, sous prétexte de mesure judi-

ciaire, on obtenait, ce que je ne crois pas, que ces navires fussent paralysés, immobilisés dans les mains de la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée*, on se mettrait en contradiction formelle avec l'attitude du gouvernement français, qui, lui, n'a pas pris cette position, et qui n'a pas reconnu même la qualité de belligérants aux Congressistes. Il se trouverait donc que l'autorité judiciaire prendrait une mesure en opposition absolue avec l'attitude du gouvernement français, qui, vous le savez, ne reconnaît que le pouvoir de Belmaceda.

J'ajouterai à ces considérations qu'il est étrange qu'on ne mette même pas en cause les véritables adversaires, c'est-à-dire le gouvernement du président Belmaceda, représenté par son fondé de pouvoirs.

Est-ce que la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée* a qualité, est-ce qu'elle a un titre quelconque pour venir défendre les intérêts politiques du Chili ?

En mettant simplement en cause la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée*, on se trouve ne pas avoir d'adversaire en face de soi.

Telles sont les raisons qui doivent écarter toute idée d'ordonnance de référé.

De plus, quel pourrait être le rôle du séquestre dans les conditions dont il s'agit ? Tout d'abord, précisons ces conditions.

Des navires en question, il y en a un dont la construction n'est pas complètement terminée, et un autre, le plus important, celui-là, le cuirassé ,qui ne peut être définitivement achevé qu'au mois de décembre. On se trouve donc en présence de navires qui sont, non pas à l'état de navires terminés, mais qui sont des pièces éparses dans les chantiers, et qui tout en étant travaillées sont disséminées çà et là.

Il est certain que dans l'état actuel des choses, on ne se trouve pas en présence d'objets qu'on puisse remettre entre les mains d'un séquestre, car ceux qui sont chargés de les achever doivent y toucher constamment.

Comment des objets qui ne sont pas terminés pourraient-ils être remis entre les mains d'un séquestre ?

Il faut au contraire que la construction des navires s'achève, qu'elle arrive à sa fin, et celà m'amène à une dernière considération qui est capitale.

La *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée* se

défend par une raison bien simple : c'est qu'elle a un intérêt de premier ordre à ce que la prétention de son adversaire soit réjetée ; et ici je parle, je prie M. le Président de le bien retenir, au nom du seul intérêt français engagé dans l'affaire. En effet, la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée*, comme le sait fort bien M. le Président, est une des entreprises les plus importantes de France.

Dans ce moment, elle a pour 110 millions de constructions à faire, et elle n'a qu'un capital de roulement de 6 millions.

Quand elle fait des contrats, elle reçoit toujours par avance l'argent qui est nécessaire à l'achèvement des travaux. Bien plus, avant même toute espèce de travail, on consigne une certaine somme, et au fur et à mesure des travaux, on reçoit, à des dates fixées dans le contrat, des sommes qui ont pour objet de lui créer des avances, avant même qu'elle n'engage ses fonds.

Ce n'est que de cette manière qu'elle peut satisfaire à toutes ses commandes avec un si petit capital.

Or, elle a justement fait des travaux, elle a reçu des avances ; mais, à l'heure présente, elle est créancière d'une somme totale de 6,637,965 francs, qui représentent les sommes qu'on doit lui verser au fur et à mesure des échéances.

Pour le premier navire, on lui doit 50,000 francs. Jusqu'au mois d'octobre prochain, on doit le payement de toutes les sommes dont il s'agit.

Eh bien, voilà une Société qui est dans la nécessité de consigner ses deux navires pour lesquels tout l'argent est engagé, et, tous les matériaux achetés, il ne lui reste donc plus qu'à les terminer. Mais s'il faut qu'on nomme un séquestre, qui nous payera ? Qui fera face aux échéances ? Je me permets de craindre qu'à ce moment nous ne trouvions plus personne à qui nous adresser, car nous connaissons le désir des Congressistes. Ils ne tiennent pas aux navires, ils veulent seulement empêcher le président Balmaceda de les avoir, et s'ils obtiennent en référé les mesures qu'ils sollicitent, ils atteignent complètement leur but, et par conséquent ils pourront ne pas payer.

Quand nous aurons terminé, quand nos navires seront achevés, qui nous payera ? Nous courons le risque de ne rien recevoir.

C'est une situation épouvantable quand il s'agit d'une

société comme la nôtre qui vit sur un fonds de 6 millions et à qui on doit 6,637,965 francs.

Si M. le Président fait droit à la demande de nos adversaires, je demanderai que ce séquestre reçoive entre ses mains et par avance la somme totale qui nous est due et qui se monte, comme je viens de le dire, à 6,637,965 francs, afin que le séquestre, se trouvant substitué aux contractants, puisse faire face aux échéances et que, par conséquent, nous ne soyons pas exposés à une catastrophe.

Il faut que nous terminions nos navires, mais alors nous demandons à être assurés du payement de ces navires, et nous pouvons l'être, dans le cas où on ordonnerait le séquestre, ce que je ne crois pas. Nous pouvons obtenir une garantie, soit sous forme d'argent, soit sous forme de dépôt de valeurs, et alors ce séquestre pourra accomplir les conditions du contrat et ne pas nous exposer à une crise financière.

RÉPLIQUE DE Me DE NORMANDIE.

Monsieur le Président,

On vous demande de rendre illusoire la demande que j'ai formée contre la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée*. On n'ignore pas la non-reconnaissance du gouvernement congressiste par le gouvernement français, mais je vous avouerai que je ne comprends pas très bien la valeur de l'objection. Le gouvernement français pas plus que les autres gouvernements ne peuvent pas nous reconnaître comme gouvernement légitime et régulier du Chili.

Dans la situation actuelle, il est bien évident que l'attitude du gouvernement français doit être exclusivement expectative. Elle atttend le triomphe de l'un ou l'autre parti pour savoir où sera l'autorité légitime. Il n'y a, dites-vous, que les représentants de Balmaceda qui soient accrédités près de la France, mais le Congrès n'a pas tenté d'envoyer en France d'ambassadeurs ; donc ceux qui étaient, avant la révolution, envoyés par Balmaceda au nom du peuple chilien, sont restés à leur poste, ils ont pris parti pour le Président, voilà tout. Mais si, au lieu de soutenir la cause de Balmaceda, ils avaient suivi le parti congressiste, ils n'en

auraient pas moins été accrédités près de la France, et l'argument que vous produisiez contre moi se retourne contre vous, car les représentants du Chili en France ne sont pas reconnus comme tels, parce qu'ils font cause commune avec Balmaceda, mais parce que, aux yeux du gouvernement français qui est censé ignorer la lutte entre les deux partis, ces fondés de pouvoirs ont été, bien avant la révolution, envoyés comme représentants. La France, restant muette, n'a donc aucun motif pour ne pas continuer à reconnaître ces représentants.

De plus, vous nous reprochez de n'être pas même considérés comme belligérants; il semble, à vous entendre que, aux yeux de toutes les nations nous soyons des insurgés qui se sont mis hors la loi et avec lesquels un gouvernement n'a pas le droit de traiter, à qui on doive dénier toute justice. Je vous répondrai que chez tous les peuples qui ont fait des révolutions il en a été de même. Est-ce que en 1789 et les années suivantes, on reconnaissait comme légitime le pouvoir des Assemblées et de la Convention? N'y a-t-il pas dans l'histoire de tous les pays des époques ou toutes les notions sur le droit et la justice sont confondues ?

Or, quelle est l'attitude la plus convenable pour les pays voisins, sinon le *statu quo* et la neutralité.

Je laisse maintenant de côté cet ordre de considérations sur lesquelles je n'ai tant insisté que parce que vous y voyez un argument contre nous.

Vous vous êtes préoccupé de ce que j'appellerai la question d'intérêt personnel de la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée.*

Je crois plutôt que votre intérêt même, c'est la mesure que je sollicite, car je suppose que si le président Balmaceda ne triomphe pas, votre situation sera très périlleuse. N'est-ce pas votre intérêt de ne pas créer au gouvernement de la République française une situation délicate. En effet, nous sommes des belligérants, et pour celui des navires que vous avez livrés, le représentant du président Balmaceda a été obligé de recruter des marins étrangers pour conduire ce navire au Chili.

Mais afin de sauvegarder autant que possible vos intérêts, nous déclarons que nous sommes prêts à remettre entre les mains du séquestre une somme de un million pour couvrir les risques.

Maintenant vous me reprochez de ne pas avoir cité le président Balmaceda. Mais est-ce que je le puis? Est-ce que notre situation n'est pas logiquement incompatible avec une pareille chose? Nous sommes en lutte l'un contre l'autre. Tous les deux nous soutenons que le droit est de notre côté, comment voulez-vous que nous arrivions à nous entendre? Nous sommes en contradiction absolue de sentiments, une entente est donc impossible entre nous. Toute discussion nous est interdite, car si nous pouvions discuter, c'est que nous serions déjà réconciliés, et nous en sommes loin. C'est absolument comme si en 1871 le gouvernement de M. Thiers avait voulu citer le gouvernement de la Commune devant un arbitrage pour y discuter une question concernant la légitimité de leur existence réciproque.

M. LE PRÉSIDENT (*à l'avocat de la Compagnie*).— Supposez que je m'arrête à votre projet, la *Société des Forges et Chantiers* accepterait-elle?

L'AVOCAT. — Oui, mais sous la condition absolue que nous soyons garantis du payement, et ce n'est pas l'offre d'un million qui nous le garantira.

Me DE NORMANDIE. — Vous avez touché déjà plus de 10 millions.

L'AVOCAT. — Je cours le risque de perdre ce que j'ai avancé. Remarquez que si vous ne me payez pas, je n'aurai pas de recours contre vous. Qui trouverai-je en face de moi? Personne.

M. LE PRÉSIDENT. — Mais en tout cas vous aurez les navires.

L'AVOCAT. — Qu'est-ce qu'on peut en faire?

Me DE NORMANDIE. — Un des membres de la Société me disait que les navires valaient au bas mot plus de 7 millions.

M. LE PRÉSIDENT. — Il faut se placer au point de vue du contrat, et en considérant les objets même de ce contrat, je remarque qu'il y a lieu de les mettre sous séquestre. Je désigne comme séquestre la *Société des Forges et Chantiers*.

Les congressistes donneront comme ils le proposent une provision de 2 millions.

Me DE NORMANDIE. — J'ai dit un million, et de plus je m'engage à payer aux échéances ce qu'il faudra.

M. LE PRÉSIDENT. — J'avais cru entendre 2 millions. En tout cas, vous avancerez un million comme garantie et vous donnerez un millions d'indemnité.

L'AVOCAT. — C'est une situation désastreuse.

(Le débat est clos).

ANEXO N.° 36.

ALEGATO DE M. HUARD, ABOGADO DE LA *Compañia des Forges et Chantiers* EN LA AUDIENCIA DEL 2 DE JULIO DE LA PRIMERA SALA DE LA CORTE DE PARÍS.

(L'avocat présente d'abord ses conclusions, puis il commence sa plaidoirie.)

MESSIEURS,

L'affaire qui vous est soumise n'est pas à vrai dire un débat judiciaire, c'est surtout un débat politique entre des belligérants, entre des étrangers qui demandent à la justice française de se prononcer.

Dans le cours de l'année 1889, la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée* a été chargée par le gouvernement chilien de la construction de trois navires de guerre.

Il y a d'abord deux croiseurs : le *Presidente Pinto* et le *Presidente Errazuris* et un cuirassé, le *Capitan Prat*.

Le prix total de cette fourniture s'élevait à plus de 15 millions, sans compter l'artillerie qui a été l'objet d'un autre marché, lequel s'élevait à 3,692,650 francs au total. Il faut que la Cour sache quelle était l'importance des navires commandés. Elle s'élevait à la somme de 19,401,181 francs.

Vous savez, Messieurs, que la guerre civile règne malheureusement au Chili. Il y a là deux partis en présence : d'une part le président Balmaceda et d'autre part les congressistes, qui ont prononcé la déchéance de Balmaceda.

Le 18 avril 1891, MM. Matte et Ross, disant agir au nom et comme représentants du gouvernement provisoire de la

République du Chili (c'est la qualité qu'ils prennent), ont fait signifier un acte d'huissier à la *Société des Forges et Chantiers*. Dans cet acte, on lit : « qu'ils peuvent seuls autoriser à prendre livraison des navires, de l'armement et autres accessoires ; ils s'opposent à ce qu'il soit fait aucune livraison, soit au nom du président Balmaceda, soit en celui d'une autre personne. Ils ont donc, comme vous le voyez, fait sommation d'avoir à conserver les navires et se sont opposés à la livraison.

Puis le 25 avril, ils ont assigné la Société devant le tribunal civil pour « voir dire que dans trois mois elle serait tenue de leur effectuer la remise des deux croiseurs du Chili, etc.

Voilà donc une assignation donnée, et pendant que l'affaire était devant le tribunal civil, nous avons été assignés en référé et voici dans quels termes :

« Pour voir nommer telle personne ou telle Société qu'il plairait au tribunal ; pour, en qualité de séquestre, conserver les navires cuirassés jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'instance pendante devant le tribunal. »

Messieurs, nous nous sommes présenté devant M. le Président du tribunal, et là nous avons fait remarquer qu'il s'agissait d'un débat entre deux belligérants, et que, sous prétexte de faire nommer un séquestre, les demandeurs voulaient empêcher le parti du président Balmaceda d'avoir à sa disposition des navires qui pouvaient lui apporter un appui considérable dans la lutte engagée. Nous disions qu'un débat de cette nature n'est pas de la compétence d'un juge en référé, et enfin nous pensions qu'il n'y avait pas moyen de statuer sur une question de cette nature sans que le représentant du président Balmaceda fût mis en cause. Or il n'a pas été appelé en référé, nous seuls avons été assignés.

Messieurs, malgré ces considérations, une ordonnance a été rendue à la date du 30 mai 1891, c'est l'ordonnance dont est appel. (Il lit.)

Messieurs, telle est l'ordonnance, nous avons interjeté appel, et je dois vous dire qu'en effet le gouvernement Chilien, présidé par M. Balmaceda représenté en France par M. Antunez est intervenu pour obtenir l'infirmation de l'ordonnance. Il soutient qu'il est le seul gouvernement reconnu en

France et que le gouvernement provisoire n'a pas d'existence régulière au moins ici en France tant qu'il n'a pas été reconnu par le gouvernement français, et par conséquent l'intervention des représentants de ce gouvernement provisoire n'avaient aucune qualité pour agir en référé.

En présence de cette attitude, et maintenant que les parties véritablement intéressées se trouvent en présence l'une de l'autre, la Cour comprendra que la Société que j'ai l'honneur de représenter n'a aucune attitude à prendre, elle laisse les belligérants s'expliquer, et faire valoir leurs arguments ; quant à elle, elle n'a pas à intervenir, et elle déclare dans ses conclusions qu'elle s'en rapporte à la sagesse de la Cour ; seulement elle doit prévoir le cas où le séquestre serait maintenu et c'est pourquoi j'ai à présenter à la Cour certaines considérations en vue de modifications graves à apporter à l'ordonnance de référé, car si elle est maintenue il en résultera un grave préjudice pour la *Société des Forges et Chantiers*, c'est-à-dire pour les seuls intérêts français engagés.

Que voulait le demandeur? Il voulait empêcher que le gouvernement du président Belmaceda fût en possession des navires et qu'il pût par suite les utiliser dans la lutte engagée. Une fois que ce but sera atteint, et il est évident qu'il l'est, l'ordonnance de référé est maintenue puisque les navires ne pourront pas sortir de France et qu'ils ne seront à la disposition de personne. Or il y a à craindre qu'aucun des deux partis n'ait intérêt à faire une dépense quelconque pour ces navires. Il y a donc à craindre que ces dépenses ne restent à notre charge, et par conséquent nous avons à nous poser cette question :

Est-il possible d'arrêter les travaux? Non, c'est impossible, parce que ces navires, dont l'un est achevé, l'autre presque complètement et dont le troisième est en cours de construction, ont donné lieu à des dépenses qui sont aujourd'hui consommées. Tous les matériaux sont sur les chantiers. Dame! tout cela est aujourd'hui entre nos mains, il nous faut terminer les travaux, nous ne pouvons pas laisser nos ouvriers inactifs et nos matériaux sans être utilisés.

On ne peut pas arrêter les travaux parce que les marchés existent, et on pourrait se plaindre de ce que nous sommes en retard dans notre livraison.

Donc il n'y a pas à penser à adopter ce parti qui consis-

terait à suspendre les travaux ; d'ailleurs les dépenses afférentes à ces travaux sont des dépenses qui sont déjà engagées.

Dans cette situation, puisqu'il faut terminer, comment pouvons-nous être assurés du payement des sommes qui nous sont dues. Ces sommes, j'en ai fait faire le calcul, elles s'élèvent à 6,650,000 francs, j'en ai le détail très exact et par conséquent nous sommes créanciers de ces sommes, nous le serons le jour où le dernier navire aura été livré.

Il faut vous dire qu'il y a une situation qui peut être désastreuse pour la Compagnie que je représente.

Cette Compagnie accepte des commandes pour des sommes très importantes et cependant elle n'a qu'un fonds de roulement très faible.

Ainsi dans ce moment, la Société a pour 110 millions de travaux à exécuter et cependant elle n'a qu'un fonds de roulement de 6 millions. Comment fait-elle face à ses échéances? A l'aide de marchés qui sont tous ainsi conçus : Au fur et à mesure des travaux on doit verser des sommes qui ont pour objet de couvrir la Société de ses dépenses et non seulement de la couvrir des dépenses faites, mais de lui donner par avance les fonds nécessaires à l'exécution de ses travaux.

Voilà le système, voilà le mécanisme, et bien, Messieurs, c'est dans cet esprit qu'ont été rédigés les contrats qui à certaines échéances indiquent que les payements devront être effectués entre nos mains.

Or, remarquez, messieurs, que dans ce moment-ci, ayant en face de nous deux partis qui se disputent, je n'ose pas dire les navires, mais à qui n'aura pas les navires, qui aiment mieux les voir immobilisés, il est évident que nous, obligés d'achever ces navires, pour arriver à cet achèvement il faut que nous soyons garantis du payement de ces sommes et que nous soyons garantis que ce payement s'effectuera bien aux dates fixées dans le contrat. M. le Président des référés l'a bien compris, alors voici la mesure qu'il a prise, mais qui est tout à fait insuffisante. M. le Président a dit qu'on serait tenu pour faire exécuter son ordonnance de déposer une somme de 2 millions.

1 million serait affecté aux frais de séquestre et un autre million au payement de la créance c'est-à-dire au payement des 6,656,000 francs dont je viens de vous parler,

Nous n'avons donc comme garantie que ce payement de 1 million.

Je dis que dans les conditions que vous connaissez, il n'y a pas pour nous une garantie suffisante et que, étant donné que nous ne savons lequel des deux partis pourra nous payer 6,656,000 francs qui nous sont dus, il est manifeste que nous courons le plus grand risque de n'être jamais payés.

C'est là une situation qui n'est pas possible, c'est là ce qu'il m'a paru utile de vous expliquer en peu de mots.

Ce que nous demandons, c'est ceci : supposons que la Cour décide qu'il s'agit là d'un débat qui peut être tranché par la justice française, je dis que dans ce cas il faut que nous soyons garantis contre toutes les éventualités et que nous soyons assurés que les payements soient effectuées aux dates précisées dans ce contrat.

Vous allez voir jusqu'à quel point les sommes versées ou la somme indiquée par M. le Président des référés est insuffisante. Nous sommes créanciers de 13,338,347 francs. Donc le million est déjà insuffisant. Si on procédait à l'essai du second navire, d'après le contrat, ce serait une nouvelle somme qui nous serait due, une somme de plus de 300,000 francs. De sorte que notre créance serait de 13,638,000 francs, ou plus exactement 13,638,343 francs.

Donc le million accordé par M. le Président est déjà au-dessous de la réalité, on ne peut donc pas le maintenir. Je ne crois pas devoir rencontrer de résistance de la part de l'un ou l'autre des deux partis.

Qu'est-ce que je demande à la Cour? Je demande purement et simplement ceci, c'est de parer à toutes les éventualités et de vous donner une garantie positive que les intérêts français ne seront pas en danger.

Pour cela je demande, non pas (je n'ose pas aller jusque-là) le versement de la somme totale de 6,656,000 francs dans une caisse publique, en argent, mais ce que je demande, c'est qu'on nous donne des garanties positives sérieuses du versement de ces sommes, par exemple par l'engagement qui serait pris par une maison de banque offrant des garanties.

Véritablement, messieurs, je crois que ce serait abuser des moments de la Cour que de prolonger cette discussion. Je pense que la Cour tiendra à ce que l'intérêt français soit

sauvegardé et que les contrats qui ont été passés soient garantis. Cela ne peut pas faire de difficulté et je demande à la Cour d'ajouter à la disposition de l'ordonnance de référé une disposition par laquelle on sera tenu de nous donner soit en espèces ou de toute autre manière le payement de la somme totale de 6,656,000 francs qui nous est due.

Voilà, messieurs, mes conclusions.

ANEXO N.° 37.

ALEGATO DE M.e CLAUSEL DE COUSSERGUES, ABOGADO DEL PRESIDENTE BALMACEDA, EN LA AUDIENCIA DE LA PRIMERA SALA DE LA CORTE DE PARÍS, EN 2 DE JULIO DE 1891.

L'avocat donne d'abord lecture de ses conclusions, puis commence en ces termes :

MESSIEURS,

Me Huard vous disait que ce débat est un débat politique; il a parfaitement raison, c'est un débat politique, et de politique étrangère qui a été porté au premier degré de juridiction devant M. le juge des référés, audience où s'est produite une nouveauté bien inattendue que nous signalons à la Cour et que nous venons demander à la Cour de réprimer.

On a vu le Président accueillir les représentants d'un gouvernement illégal en France auquel l'accès devait être refusé, et reconnaître d'une façon parfaitement certaine, par son ordonnance, l'existence de ce gouvernement nouveau et consacrer et reconnaître la régularité des pouvoirs des deux personnes qui se prétentaient.

Voilà ce qui s'est passé, et il semble qu'il y ait quelque exagération dans la manière dont je résume le débat. J'affirme à la Cour qu'il n'y a pas l'ombre d'une exagération et je vais le démontrer. J'affirme qu'il n'y a pas deux interprétations possibles à l'ordonnance de M. le Président, qu'il n'y a dans le débat qui est engagé qu'une question politique, qui est celle que j'ai indiquée.

M. Carlos Antúnez, pour lequel je me présente, est ministre du Chili depuis près de quatre années. Nous lisons dans le *Journal Officiel* du 26 décembre 1887:...

Depuis cette époque M. Antunez a joué sans trouble, sans difficulté, sans trouble autre que celui qui serait apporté par l'ordonnance de Référé des droits et prérogatives attachés à sa qualité de représentant d'une puissance étrangère.

C'est en cette qualité qu'à la date du 29 mars 1889, M. Antunez commandait pour son gouvernement à la Société des Forges et Chantiers trois bâtiments de guerre, à savoir deux croiseurs dont les noms vous ont été indiqués et un cuirassé.

Il a commandé également l'armement dont ces 3 bâtiments devaient être pourvus. Or des événements se sont passés au Chili, dans le détail desquels il ne convient pas au gouvernement pour lequel je me présente d'entrer dans un débat de la nature de celui qui est engagé. J'indique seulement qu'il a surgi un conflit entre le Président Balmaceda et d'autre part le Congrès chilien ; que le Congrès a refusé le budget, et que le président a continué à gouverner sans budget voté par le Congrès, qu'ensuite une collision sanglante a éclaté, que pendant ce temps l'ancien Congrès est arrivé à l'expiration légale de ses pouvoirs et que le président Balmaceda qui est encore dans sa période d'élection a fait précéder à de nouvelles élections, que ces nouvelles élections lui ont donné une majorité favorable, mais que l'ancien ne s'est pas séparé, qu'une partie considérable de ses membres s'est retirée dans les provinces du Nord de la république du Chili et a déclaré ne plus reconnaître le gouvernement de M. Balmaceda et a institué un gouvernement provisoire. Voilà les termes dans lesquels je crois pouvoir résumer sans rencontrer de contradiction, par la raison que je m'abstiens de toute appréciation et que je tiens à le faire et que je ne me permettrai aucune appréciation par cette raison que l'honneur du gouvernement pour lequel je me présente devant la Cour est de ne pas admettre qu'il puisse s'élever un débat en ce que concerne la légitimité de son origine.

Ce gouvernement provisoire n'a pas été reconnu par le gouvernement français ni par aucun gouvernement européen, ni par aucune république de l'Amérique, je me trompe, il a été reconnu par la république de Bolivie, parce que l'Etat de Bolivie n'a pas accès à la mer elle en est séparée par une bande étroite, et les provinces du Nord étant celles dans lesquelles les insurgés se sont retirés, la république de

Bolivie avait un intérêt à s'attirer les bonnes grâces de ceux qui pouvaient lui donner un accès à la mer.

Ce gouvernement provisoire a envoyé en Europe deux représentants : MM. Matte et Ross. La forme donnée à ces pouvoirs était analogue à la destination nouvelle qui leur était donnée.

Ils n'ont été reconnus par aucun gouvernement, puisque leur gouvernement n'est pas reconnu.

Ils n'ont même pas été reçus officieusement par les représentants du gouvernement français. Ils sont ici à Paris, munis de pouvoirs auxquels nous allons arriver, se disant les représentants d'un gouvernement légalement nommé et cherchant à rendre service à leur gouvernement.

Un de ces services devait être d'empêcher de livrer aux représentants du gouvernement régulier du Chili les trois navires qui ont été commandés il y a déjà un temps considérable. Ils ont cherché par des relations indirectes, par des moyens officieux à empêcher la livraison de ces navires, en prétextant ou en faisant prétexter qu'il y a actuellement au Chili une situation incertaine, une lutte engagée, un gouvernement contre un gouvernement, quelque chose qui ressemblait à l'état qui aurait existé entre des belligérants et que le devoir du gouvernement français était de ne pas laisser sortir de ses ports des navires destinés à des belligérants. Cette question, si j'en crois une communication qui n'a pas un caractère officiel, aurait été agitée par le gouvernement français, et nous lisons dans le journal *Le Temps*, du 13 avril dernier : « Après examen de la question par les jurisconsultes, le ministre des Affaires étrangères a décidé que les navires chiliens seraient livrés au gouvernement du président Balmaceda, le seul qui soit reconnu : le parti qu'on dit congressiste, malgré les avantages remportés dans le Nord, n'ayant pas d'existence légale. »

Voilà la solution quand on se place au point de vue des devoirs vis-à-vis des gouvernements étrangers comme au Chili, il n'y a qu'un gouvernement reconnu, qui est le gouvernement du président Balmaceda.

Comme belligérants, il n'y en a pas, attendu que les insurgés ne sont pas reconnus comme constituant une puissance distincte.

Il n'y a donc lieu à l'application d'aucune des règles qui auraient empêché de faire sortir les navires.

La question était donc très claire. Mais MM. Matte et Ross ne se sont pas tenus pour battus.

A l'heure où nous sommes, ils sont arrivés à cet étrange résultat : Ces deux personnes qui n'ont aucune espèce de caractère public, aucun pouvoir pour agir au nom d'un gouvernement étranger sont parvenus à mettre la main sur des choses qui sont la propriété d'un gouvernement étranger. Ils ne perdront jamais leur procès complètement malgré l'inévitable sentence qui les attend.

Ils ont gagné plusieurs semaines et en pareille circonstance, ce n'est pas un gain inutile et ils sortiront de cette enceinte avec un gain considérable.

Ils ont imaginé d'engager un débat judiciaire. Alors, à la date du 18 avril 1891, MM. Matte et Ross se disant agir au nom et comme représentants du gouvernement provisoire de la République chilienne ont fait assigner les Forges et Chantiers et se sont opposés à ce qu'il fût fait aucune livraison, soit entre les mains du président Balmaceda, soit entre les mains de tout autre personne.

Voici le détour qu'ils ont imaginé. Le 23 avril 1891, ils délivrent à cette même Société une assignation devant le tribunal civil de la Seine.

Me Huard vous disait : Nous, nous sommes des constructeurs très intéressés à être payés, mais nous devons convenir que les bateaux soient destinés au gouvernement du président Balmaceda ou à un autre, qu'ils le soient à un autre que le gouvernement chilien, nous n'aurons de cœur et de sentiment que pour le paiement.

Mais alors que veut-on que nous « fassions dans cette galère, » je veux dire dans ce référé, mais nous sommes des tiers ; qu'on fasse de nous ce qu'on voudra, à condition que nous soyons payés. En effet, cela se comprend. Quel est donc le débat ? Voilà cette signification émanant de MM. Matte et Ross, qui signifient aux constructeurs qui ont traité avec le ministre représentant de Balmaceda, que ce dernier est déposé, qu'en même temps il est dépossédé de tout ce qui appartient à la république du Chili.

Eh bien, voyons, traduisez cela en langage ordinaire.

Cette signification est le prélude d'une demande en revendication, elle indique de la part d'une personne qu'elle se présente comme contestant le droit d'une autre personne. C'est une revendication. Eh bien, comment donc faut-il enga-

ger le débat devant quelque juridiction qu'elle soit portée, mais enfin, dans une forme que la raison indique, que celui qui réclame, qui revendique, appelle celui contre lequel sa revendication est exercée, et ici que MM. Matte et Ross appellent le représentant de Balmaceda. Mais, Messieurs, suivre cette voie si simple, c'était mettre en évidence le vice de la demande qui allait être formée.

Vous imaginez-vous sur le territoire de la République Française, quelqu'un, mettons que ce soit un Ecossais prenant la qualité d'un prétendu gouvernement congressiste établi à Edimbourg et assignant l'ambassadeur de Sa Majesté Britannique pour réclamer une chose qui serait la propriété de la reine d'Angleterre.

On lui ferait observer qu'il doit y avoir eu un petit moment d'égarement dans ses idées et que ces choses-là sont contraires aux habitudes, qu'en France on ne connaît qu'un seul gouvernement et que ceux qui sont accrédités ne peuvent pas être dépossédés.

Aussi, on a imaginé d'assigner celui qui n'en peut mais, c'est-à-dire la Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée.

Il n'y a donc pas un seul mot d'exagération dans ce que je vous avais dit.

Le débat porte sur ce point: la reconnaissance du gouvernement étranger, et l'accueil à faire à ses représentants.

Ils imaginent donc d'assigner, vous allez voir à quelles fins. (Lecture de l'assignation faite le 25 avril 1891.)

Voilà une forme bien nouvelle qui est donnée aux pouvoirs conférés à des représentants. Ce ne sont certes pas des actes de créance. Cet acte intérieur, au lieu de le présenter très solennellement au chef du pouvoir, on le porte au bureau d'enregistrement des actes sous seing-privé. (*Murmures dans la salle.*)

Voilà dans quels termes ils se présentent. Est-ce que maintenant nous n'en savons pas assez sur le caractère diplomatique de nos adversaires?

Jusqu'à présent ils n'ont pas pu même avoir une réponse négative. Vous allez voir l'effet :

« Attendu que le Congrès de la République du Chili a voté « les fonds nécessaires, etc. »

Vous le voyez bien, ce n'est pas une difficulté sur l'exécution du marché, ce n'est qu'une difficulté sur la remise à

faire des bâtiments à ces deux personnes qui les réclament, et qui formulent qu'elles les réclament en qualité de représentants du gouvernement qui aurait été récemment proclamé et qui serait substitué à celui de Balmaceda, ce qui énonce d'autre part que la Société, à raison des événements qui se passent au Chili, ne peut pas se faire juge de ces prétentions.

Il n'y a pas l'ombre d'une discussion sur l'exécution du contrat de construction. C'est purement un débat qui va s'engager avec ces adversaires si singulièrement choisis sur la question de savoir si Balmaceda n'existe plus comme Président, si un autre gouvernement a pris sa place. Il n'y a pas autre chose. C'est là-dessus qu'on vient en référé. Voilà une instance au principal qui est introduite.

Un référé, pourquoi? Parce que du moment qu'il y a une instance au principal, les choses deviennent litigieuses.

Mais, est-ce que les bateaux sont litigieux?

Les bateaux, personne n'en dit du mal. La seule question est celle-ci, en supposant qu'il y ait une question :

Quel est le propriétaire des bateaux? Est-ce Balmaceda? Est-ce le nouveau gouvernement provisoire? Voilà. Mais les bateaux litigieux! En aucune façon.

En réalité il faut avoir une grande puissance de déduction pour trouver que les bateaux sont litigieux. Et cependant, en référé cela ne fait aucune espèce de difficulté.

Voici, Messieurs, les termes de l'assignation :

« Au nom de MM. Matte et Ross, agissant, etc. »

Est-ce que ceci n'aurait pas dû attirer l'attention de M. le Président statuant en référé? Depuis quand des personnes se présentent-elles comme représentant un gouvernement avec un pouvoir de cette sorte?

Ah! pardon, j'oubliais de vous dire que ce pouvoir est légalisé par une autorité française, savez-vous laquelle? Par un consul d'une ville d'un des ports de la République du Chili qui a donné sa légalisation.

Mon adversaire fait signe que oui. Mais je lui demanderai si cette légalisation a été suivie par une légalisation du ministre des affaires étrangères.

S'il voulait interroger ses clients, il pourrait leur demander quelle en est la raison.

Je sais qu'ils n'ont pas cette légalisation. Il est difficile de supposer qu'ils ne l'aient pas demandée. La signature d'un

consul ou d'un simple agent consulaire n'a pas cours dans le territoire français, il faut qu'elle soit certifiée par le ministère des affaires étrangères. Par conséquent, ces gens si minutieux, qui ne négligent même pas l'enregistrement pour se mettre en règle avec les lois fiscales, doivent avoir songé à faire légaliser à Paris la signature de l'agent consulaire; s'ils y ont songé et s'ils ne l'ont pas, c'est qu'on la leur a refusée, et si oui, pourquoi?

Je m'explique que le consul ait donné sa légalisation et que le consul de France voyant des personnes qui venaient lui présenter une pièce et annonçaient qu'ils voulaient venir en France, n'ait pas refusé sa signature. Mais pourquoi la légalisation supérieure n'a-t-elle pas été accordée ici? A moins que ce ne soit parce que s'il appartient bien aux agents consulaires français, et si couramment ils donnent une légalisation à une signature, c'est en tant que ces signatures sont celles de particuliers agissant comme particuliers. Mais un agent consulaire n'a pas qualité pour certifier des signatures ayant un caractère diplomatique.

Voilà peut-être ce dont on s'est aperçu à Paris et pourquoi on a refusé cette légalisation. Car elle a été demandée, j'en ai la certitude morale.

Je vous disais qu'ils n'avaient même pas été reçus officieusement. Vous voyez que leurs pouvoirs qui ont été accueillis si bénévolement n'ont même pas obtenu une légalisation matérielle au ministère des affaires étrangères.

Ils se présentent devant le président des référés, ils exposent leurs arguments, que des difficultés se sont élevées entre les représentants du Congrès et la Société des Forges et Chantiers, qu'une instance est actuellement pendante et qu'il y a lieu, les bateaux étant litigieux, à en ordonner la mise sous séquestre.

Messieurs, c'est dans ces conditions que M. Antunez, offensé de la décision si singulière rendue par M. le Président du tribunal civil, entre en scène et intervient. On lui répond que sa demande n'est pas recevable.

Je m'attendais un peu à cela. Mais cette fin de non recevoir n'est pas fondée. Elle serait fondée, que le fait seul poserait devant vous la question tout entière. La question dont vous êtes saisis résulte du titre même et de la qualité en laquelle je me présente devant vous.

Nous ne pouvons pas nous nommer l'un et l'autre sans

provoquer votre décision. Pourquoi a-t-on soutenu que l'intervention ne serait pas recevable ? Le droit de tierce opposition est un principe général.

Pour former une tierce opposition à une décision quelconque, il faut remplir les deux conditions suivantes :

1° Être lésé par cette décision;

2° N'y avoir pas été représentés.

Eh bien, M. Antunez serait lésé dans son titre de ministre du gouvernement chilien, de la façon la plus grave. Serait-il représenté dans ce débat si le débat ne s'agitait qu'entre les Congressistes et la Société des Forges et Chantiers? Incontestablement.

Eh bien, ni représentés et lésés, ce sont là les deux conditions qui constituent la possibilité d'une tierce opposition contre l'arrêt à venir.

Mais où donc est le doute? Le voici : c'est qu'on dit qu'en matière de référé il n'y a pas de tierce opposition.

Voyons donc cela.

Je n'examine pas la première question qui est sans intérêt.

L'article 809 du Code de procédure civile dit que les ordonnances de référés ne sont pas susceptibles d'opposition. Si elles ne sont pas susceptibles d'opposition, par la même raison elles ne sont pas susceptibles de tierce opposition.

Ce raisonnement repose sur un jeu de mots. L'opposition et la tierce opposition sont deux choses très différentes.

L'opposition est formée par celui qui est partie.

La tierce opposition émane de celui qui n'était pas partie, qui n'a pas été appelé et qui croit avoir un intérêt à attaquer l'ordonnance de référé. On dit que ce ne sont pas des choses définitives et qu'il n'y a pas de préjudice.

On peut former opposition :

1° Quand on n'a pas été représenté. Or nous n'avons pas été représentés ;

2° Il peut y avoir des ordonnances de référés qui quoique ne statuant que sur le provisoire, soient préjudiciables.

Si l'ordonnance actuelle est confirmée et qu'elle fasse retenir les bateaux dans les ports français, n'y aurait-il pas un préjudice très sérieux résultant de ce qu'il y aurait une mesure provisoire qui immobiliserait les bateaux en question?

En matière de référé, par l'article 809 la loi interdit l'opposition de la part de la partie défaillante, mais non pas la tierce opposition. Mais quand nous arrivons devant le se-

cond degré de juridiction, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit d'intervenir sur l'appel de l'ordonnance de référé, là, il n'y a pas de doute.

Quelle est la condition pour intervenir devant vous? C'est d'avoir une situation telle que si on n'intervenait pas, on aurait le droit de former opposition à l'arrêt, á intervenir sur l'arrêt déjà interjeté.

La raison donnée pour rejeter la tierce opposition en matière de référé, cette raison n'existe pas en ce qui concerne les arrêts en matière d'appel. La question a été tranchée par un arrêt de cassation du 26 août 1879.

« Attendu que l'opposition est une voie de droit, etc. »

Par conséquent les motifs que l'on invoque pour soutenir qu'il n'y a pas de tierce opposition contre une ordonnance de référé ne sont pas des motifs en ce qui concerne les arrêts rendus sur des appels de référés.

Si j'avais un rapprochement à faire, ce serait la facilité qu'elle vous donne à la voie de recours contre des décisions d'un caractère préparatoire dans certaines circonstances.

En 1870, dans une affaire analogue à celle-ci, le tribunal civil de la Seine a rendu une décision à l'égard du gouvernement russe. Il est arrivé qu'un demandeur avait cru pouvoir assigner devant le tribunal civil de la Seine l'Empereur de Russie avec d'autres défendeurs, et ce qui fait la parité des circonstances, il demandait un défaut contre l'Empereur au provisoire.

Le tribunal de la Seine rendit un jugement par défaut. Le procureur impérial interjeta appel du jugement par défaut profit-joint. La première Cour infirma le défaut de jugement profit-joint.

Je vous soumets ce précédent qui n'est pas sans avoir des analogies avec la situation actuelle.

Maintenant, Messieurs, quelques mots simplement pour résumer l'ordonnance de référé, car je crois qu'elle est suffisammant discutée par les observations que Me Huard et moi avons faites.

Je ne ferai pas remarquer qu'elle a été rendue avec une telle inattention qu'elle ordonne la mise sous séquestre de trois bateaux. Je ne m'arrêterai pas à ce point que le séquestre n'avait aucune raison d'être à l'égard de la Société de construction, qu'il n'y avait pas litige avec elle et qu'on

ne comprend pas bien ce que signifie une mesure de séquestre dans les conditions indiquées par les termes mêmes du référé.

Je n'insisterai pas sur ce point que s'il y avait à nommer un séquestre c'était à l'égard du gouvernement de Balmaceda que cette mesure était provoquée que les demandeurs trouvaient que les bâtiments étaient litigieux.

Je n'insisterai pas non plus sur ce principe qu'un gouvernement étranger ne peut-être, ni quant à ses actes, ni quant à ses biens soumis à la juridiction française.

Il y a deux questions dans le procès. Une qui est la question principale.

Au Chili, y a-t-il légalement un gouvernement dit gouvernement constitué ou gouvernement provisoire ou gouvernement congressiste?

En France y a-t-il deux personnes s'appelant Matte et Ross qui sont les représentants du gouvernement chilien?

Poser la question, c'est la résoudre.

Qui donc est chargé de reconnaître les représentants d'un gouvernement étranger?

S'il n'y avait pas dans ce débat quelque chose de sérieux, si jamais il était permis de s'égayer devant vous, que signifie cette nouveauté des envoyés d'une nation étrangère allant faire enregistrer sous seing privé leurs pouvoirs?

Cette substitution de l'introducteur ordinaire par un fonctionnaire d'un rang beaucoup plus modeste ne prête-t-elle pas un peu á rire?

Comment, il aura été possible qu'on admette des personnes, lorsqu'il y a une nation avec laquelle nous sommes en paix, qui a son représentant accrédité; que subrepticement d'autres personnes se soient adressées à un juge de référé et lui aient dit : « Le gouvernement légalement reconnu en France n'est pas le gouvernement de la République du Chili, cet autre gouvernement, c'est vous, et vous, vous allez consacrer cette nouveauté.

Je ne voudrais pas dépasser la mesure, mais il y a quelque chose d'inquiétant dans l'appel qui a été fait à une pareille juridiction. Il y a là quelque chose d'affligeant, d'autant plus qu'on a fait beaucoup de bruit de tout cela.

Il y a des personnes très éclairées sur les affaires du Chili, qui en parlent tous les jours. Quelle est la situation faite à notre gouvernement? Voilà qu'un ministre, le seul qui con-

naît notre ministre des affaires étrangères, voilà qu'il est obligé de subir la concurrence en justice!

Je n'ai pas à insister là-dessus, ce serait abuser. Permettez-moi de finir par des souvenirs déjà éloignés, en ce qui concerne la reconnaissance d'un gouvernement étranger et la personne qui représente ce gouvernement.

Un fait qui s'est passé à nos portes, et qui a été très curieux. En 1823 le gouvernement espagnol représenté par son ambassadeur avait porté une plainte contre MM. Afralan et Rougement; ils étaient accusés d'outrages. L'affaire avait été appelée le 27 janvier 1823. Aussitôt après l'appel de la cause, voici l'incident : l'avocat général M. Berréal se lève et déclare qu'une communication qu'il vient de recevoir dispense le tribunal de juger; en effet San Lorenzo avait cessé d'être reconnu comme ambassadeur.

Le tribunal ne songea pas à chercher si ce caractère subsistait ou non.

Il y a un fait plus récent, dont nous avons conservé le souvenir : celui des frégates napolitaines, deux frégates vendues par le roi François II de Naples.

Il était déjà renfermé dans Gaëte, ce dernier lambeau de ses Etats où il a lutté pendant très longtemps, lorsque le 23 janvier 1861 il fait vendre par son représentant en France deux frégates qui appartenaient au gouvernement napolitain.

Après la chute de François II, le gouvernement italien revendiqua ces deux navires. La vente était du 23 janvier; or Garibaldi avait débarqué six mois auparavant; ses succès avaient été très rapides. Le royaume de Naples avait cédé à l'influence italienne presque sans résister et le roi était renfermé dans Gaëte ; un plébiscite avait été fait et avait prononcé l'annexion du royaume de Naples au royaume d'Italie; le roi Victor-Emmanuel avait accepté le 6 novembre 1860. Or, c'est deux mois après que François II, renfermé dans cette petite retraite, vendait les navires; et bien, l'affaire fut portée en revendication, fut portée devant le tribunal de Marseille. On disait que le roi d'Italie avait accepté le sceptre dix semaines avant la vente. On dirait que si cette reconnaissance par le gouvernement français comme souverain d'Italie était postérieure à la vente, ses effets devaient rétroagir.

Eh bien, la demande a été rejetée par ce que le roi François II avait encore sur son rocher de Gaëte, avait conservé aux yeux de la France le titre de souverain,

Voici les attendus du tribunal de Marseille. (L'avocat fait lecture du jugement.)

M. LE PREMIER PRÉSIDENT. — Quelle est la date précise?

Me CLAUSEL DE COUSSERGUES. — 10, 11 et 14 novembre 1861 (*Gazette des Tribunaux*).

C'est un procès qui a eu un immense retentissement, et qui fut plaidé en deux audiences devant le tribunal de Marseille, et jugé à la date du 13 novembre 1861.

Eh bien, Messieurs, le tribunal de Marseille dit là ce qui est la solution de notre affaire. Il ne s'agit pas de ce qui s'est passé dans l'intérieur d'un état étranger. Il s'agit pour nous de savoir quelle est la règle que nous avons à observer avec des puissances étrangéres.

Cette règle est qu'il n'y a aux yeux des tribunaux français de gouvernements étrangers légalement constitués que ceux qui ont été reconnus. Or, il n'y a comme gouvernements reconnus que ceux dont les pouvoirs ont été vérifiés par le président de la République, et ceux qui s'écartent de ce principe font un excès de pouvoirs qu'il faut réprimer.

M. LE PREMIER PRÉSIDENT. — Me Waldeck-Rousseau, croyez-vous que votre plaidoirie exige une audience spéciale.

Me WALDECK-ROUSSEAU. Je crois en effet que c'est préférable.

(L'audience est suspendue à deux heures.)

ANEXO N.° 38.

ALEGATO DE M[e] WALDECK-ROUSSEAU EN LA AUDIENCIA DEL 2 DE JULIO DE 1891 DE LA PRIMERA SALA DE LA CORTE DE PARÍS.

MESSIEURS,

Les conclusions que nous avons prises à votre barre vous posent les questions suivantes :

L'intervention formulée au nom de M. Antunez est-elle recevable?

L'appel interjeté par la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée,* alors qu'elle a revendiqué avec un soin jaloux la mission d'exécuter cette ordonnance et qu'elle l'a remplie sans réserve, est-il recevable?

Si le débat ne devait pas s'arrêter devant ces fin de non-recevoir, vous auriez, Messieurs, à dire si la question de qualité, de capacité actuellement soulevée par l'intervenant est du domaine du juge du référé, ou si au contraire elle n'appartient pas exclusivement à la compétence du juge de fond.

Enfin, et s'il me faut, suivant en cela mon adversaire, empiéter sur le domaine réservé au juge du fond et toucher aux questions actuellement pendantes devant la 1re Chambre du Tribunal, sans qu'il me soit besoin de revendiquer, pour le gouvernement congressiste, les droits qui appartiennent aux gouvernements définitivement établis, ou de réclamer pour mes clients, MM. Matte et Ross, les privilèges diplomatiques réservés à leurs agents — j'aurai simplement à examiner si un gouvernement de fait peut acquérir des droits privés, les conserver, les défendre devant les tribunaux, ou si, au contraire, il est permis, comme on le prétend, de lui répondre qu'il n'a, même au point de vue de ses relations ou de ses différents avec les particuliers, aucune existence, aucune réalité.

Il semblait, Messieurs, que nous eussions surtout à traiter devant vous des questions de procédure et non point des questions d'histoire. Mais certaines paroles qui viennent d'être prononcées élargissent fatalement le cadre des explications que je devais vous donner. J'admire l'assurance, la témérité avec laquelle on nous appelle à mettre en parallèle les deux gouvernements qui se partagent — bien inégalement vous l'allez voir — la République du Chili : l'un né il y a quelques mois d'un coup d'État dont le châtiment ne se fera pas longtemps attendre; l'autre fondé par les représentants de la nation groupés autour de la constitution, résolus à la défendre, et si près de la faire triompher que M. Balmaceda ne saurait plus désormais effrayer personne même à l'audience...

Depuis longtemps, M. le président Balmaceda se trouvait à l'étroit dans la constitution de son pays, quand en 1890 il laissa paraître sa volonté persistante de la violer. Il supportait avec une impatience croissante le contrôle du Congrès; il ne tarda pas à s'en affranchir. A la fin de l'année 1890, celui-ci dut refuser de voter le budget. A ce vote le président répondit par un coup d'État.

Ce genre d'attentat, qui ne nous est pas complètement inconnu, ne va point d'ordinaire sans quelques formes; il emprunte les faux dehors d'une légalité apparente, il se plaît à épaissir les obscurités et à multiplier les équivoques... M. Balmaceda dédaigna toutes les précautions oratoires, et le document que je vais lire n'a point d'équivalent dans l'histoire :

« A partir de ce jour, je prends l'exercice de tout le pou-
« voir public nécessaire pour l'administration et le gouver-
« nement de l'État et le maintiun de l'ordre intérieur, et, en
« conséquence, sont suspendues à partir de ce moment toutes
« les lois qui embarrassent l'usage des facultés qu'il faut
« pour assurer l'ordre et la tranquillité intérieure et la sé-
« curité extérieure de l'État... »

Ce premier décret ne parut pas suffisant au nouveau dictateur. Le 11 février 1891, il en publiait un second. Écoutez et admirez le préambule :

« Considérant que c'est un devoir strict pour le chef de
« l'État de travailler à l'établissement du régime constitu-
« tionnel non seulement en mettant fin aux malheurs pro-
« duits par la révolution, mais aussi en soulevant la cause

« originelle du conflit, afin d'assurer dans l'avenir la stabi-
« lité des institutions, la paix intérieure, le respect de la
« nation à l'étranger, et considérant enfin que ce n'est pas
« possible d'obtenir ces objectifs en se conservant dans les
« limites que la constitution et les lois ont établies pour
« l'exercice du gouvernement dans les circonstances nor-
« males et ordinaires... »

Suit, Messieurs, le texte du décret.

Il est simple :

« ARTILE PREMIER. — Il sera procédé à des élections, con-
« formément à la loi 20 août 1890.

« ART. 2. — La loi du 20 août est abrogée »... et remplacée par des dispositions plus en harmonie avec l'idée que M. Balmaceda se fait du maintien de l'ordre intérieur, de la stabilité des institutions et des bienfaits de la dictature.

Voilà, Messieurs, ne vous y trompez pas, les origines et la source pure du gouvernement qui intervient à votre barre, et vous somme d'imposer silence à ses adversaires. Il est, lui !... le gouvernement régulier, le seul, entendez-vous, qui ait, devant la République française, le droit de heurter à la porte de ses prétoires, et de franchir le seuil du ministère des Affaires étrangères. Voilà ce que vous avez entendu. Que de pensées, que de souvenirs, un aussi violent paradoxe suggère immédiatement à l'esprit. Mais bien que l'éminent avocat auquel je réponds nous ait donné à entendre que le gouvernement français prend volontiers, en matière purement politique, les inspirations des jurisconsultes, je ne veux point, usant de la compétence qu'il nous a si inopinément dévolué, souligner avec cruauté tout ce qu'il y a d'anormal et de blessant dans la situation que je viens d'esquisser. Je passe, et il me suffit de constater pour les besoins de ma discussion, qu'il y a eu dans le gouvernement du Chili un déchirement. D'un côté le pouvoir élu, la Chambre, le Sénat, le Congrès réunis pour la défendre.

En effet, Messieurs, aussitôt après le coup d'État dont j'ai parlé, les représentants du pays quittaient la capitale, se réunissaient à Iquique et formaient un gouvernement provisoire, muni de tous les organes qui conviennent à la direction d'un État, réunissant au premier chef les deux conditions capitales aux yeux des jurisconsultes en matière internationale : la force et le pouvoir d'exécution. Des mi-

nistres ont reçu le soin de pourvoir à tous les services publics; au-dessus d'eux, en qualité de président de la Junte, l'amiral Montt réunit toutes les attributions du chef du pouvoir exécutif.

Cependant, dans les conclusions d'intervention qui nous ont été signifiées, il est dit au nom de M. Antunez que nous serions les *soi-disant représentants* d'un gouvernement qui *aurait* son siège à Iquique; nous ne représentons à ses yeux qu'une sorte d'hypothèse; M. Antunez a bien entendu parler d'un gouvernement qui se serait fondé à Iquique, mais il ne semble point qu'il ait acquis à cet égard aucune certitude. Je vais, Messieurs, être assez heureux pour éclaircir ses doutes. En le faisant, je n'obéis point seulement au plaisir de montrer quelle juste et haute considération s'attache aux clients que je représente, je préciserai par là-même un des points les plus importants de ce procès, si tant est que vous puissiez en juger le fond.

Non, le gouvernement qu'ils représentent n'est point un gouvernement incertain ni fragile : il a une flotte puissante, une armée qui grossit chaque jour dans la mesure même où décroît celle du président Balmaceda; la fortune, chose rare, en lui donnant ses faveurs, s'est rangée du côté du droit. Il occupe toutes les provinces qui sont les richesses du Chili. Il dispose non seulement des gisements de guano, mais, ce qui vaut mieux à l'heure actuelle, des nitrates. Enfin, et s'il est vrai que par un phénomène diplomatique bien remarquable, M. Antunez, accrédité jadis auprès de notre gouvernement comme représentant d'une grande République, y demeure le fondé de pouvoirs d'une dictature éphémère, le gouvernement constitutionnel, en dépit de toutes les timidités, a déjà été reconnu en fait.

Je viens de dire qu'il détient les dépôts de nitrate. Les navires européens, les navires français spécialement, ont continué d'y prendre des chargements. C'est entre les mains des agents du gouvernement d'Iquique qu'ils ont acquitté les droits. Or, le président Balmaceda s'avisa de soutenir que le payement fait à ces agents était sans valeur. Pourquoi? parce que le gouvernement constitutionnel n'est pas un gouvernement régulier. Il n'a pu faire admettre par aucun État ses subtilités de juriste. M. le Ministre des affaires étrangères, questionné à ce sujet dans la séance du 5 mai, n'a pas eu de peine à en faire justice. Il est donc avéré par cet inci-

dent même que, sinon dans le concert des Etats, du moins dans ses rapports avec les intérêts privés, le gouvernement constitutionnel a une existence réelle, et il ne m'en faudrait pas davantage pour démontrer sans plus de retard que s'il a une existence réelle, une personnalité suffisante pour livrer des marchandises, percevoir des taxes, il ne saurait être tenu pour inexistant quand il vient réclamer à des particuliers ce qu'il soutient à tort où à raison être sa propriété.

Mais il nous faut encore relever un autre passage de la plaidoirie que vous venez d'entendre : « Prenez garde ! vous a-t-on dit, que votre arrêt ne soulève des complications et n'aboutisse à quelque grave incident diplomatique. » Ah ! je comprends maintenant la hâte que M. Balmaceda a mise dans la poursuite de cet incident. On peut sembler l'ignorer en certains lieux, mais nous savons avec beaucoup d'autres, que ses jours sont comptés. Celui au nom duquel on tient un langage si hautain met aux enchères l'encaisse métallique qui sert de gage au papier-monnaie du Chili, et s'il eût tardé de quelques mois à solliciter un arrêt, les événements eussent devancé votre décision, c'est assez dire à quel point des menaces sont puériles !...

Laissons ces hors-d'œuvre oratoires de côté et précisons bien l'état de la procédure :

Le 25 avril 1891, MM. Matt et Ross ont assigné devant le Tribunal la *Compagnie des Forges et Chantiers de la Méditerranée;* vous connaissez, Messieurs, les termes de l'assignation, je ne la relis pas. Ils agissaient comme représentants, en vertu de ponvoirs spéciaux, du gouvernement provisoire, et ils étaient porteurs d'une procuration dont les termes sont aussi explicites et précis que possible ; je veux simplement mettre sous les yeux de la Cour les légalisations qui l'accompagnent...

M. LE PREMIER PRÉSIDENT. — La Cour serait peut-être désireuse de connaître les termes de la procuration elle-même...

Me WALDECK-ROUSSEAU. — Je ne croyais pas devoir la lire, parce qu'elle est très longue.

M. LE PREMIER PRÉSIDENT. — Alors, donnez connaissance à la Cour de ce que vous croyez devoir lire.

Me Waldeck-Rousseau. — En voici la partie substantielle relative aux pouvoirs qui nous sont conférés :

« Le sénateur de la République Dom Auguste Matte et « Dom Augustin Ross, comme représentants constitution- « nels de la République du Chili, sont autorisés pour exiger « de la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée* ou « de tous ceux à qui il appartiendra la livraison des trois « navires et de l'armement, traités avec ladite Société ou « avec d'autres personnes.

« Les susmentionnés, MM. Matte et Ross, sont autorisés « pour s'opposer à toute démarche que le président Balma- « ceda pourrait tenter pour obtenir la livraison desdits « navires.

« La présente autorisation donnée à MM. Matte et Ross « leur servira de pleins pouvoirs pour qu'ils puissent, collec- « tivement ou séparément, représenter le gouvernement « constitutionnel de la République du Chili auprès du gou- « vernement de la République française et aussi devant les « tribunaux de la même République et des corporations ou « sociétés.

« MM. Matte et Ross sont autorisés aussi pour prendre au « nom de ce gouvernement toutes les mesures nécessaires « pour sauvegarder les droits et intérêts de la *Société des* « *Forges et Chantiers de la Méditerranée* conformément aux « conventions prises par la République du Chili, d'après le « contrat de construction des navires mentionnés.

« Finalement, MM. Matte et Ross sont autorisés à pren- « dre tous fondés de pouvoirs, avocats ou avoués, afin que « ceux-ci représentent le gouvernement constitutionnel du « Chili et dans le but qui motive le présent décret.

« Fait, à Iquique, le 12 avril 1891. »

Suit, Messieurs la légalisation, à laquelle il a été fait allusion tout à l'heure par mon honorable contradicteur Me Clausel de Coussergues :

« Nous, agent consulaire de la République française à « Iquique, certifions que les signatures apposées sont véri- « tablement celles de Messieurs, etc.
« les trois premiers membres du gouvernement provisoire...
« Ces signatures ont été apposées aujourd'hui devant nous, « en témoignage de quoi nous avons signé le présent et y « avons apposé notre sceau. »

Cette légalisation qui est une reconnaissance ne surpren-

dra plus la Cour, maintenant qu'elle sait avec quelle insistance légitime le gouvernement avait affirmé la régularité des payements effectués aux mains mêmes des agents de ce gouvernement provisoire.

Me Clausel de Coussergues. — Mais l'exemplaire qui est enregistré ?...

Me Waldeck-Rousseau. — C'est le texte, envoyé par le câble, du même pouvoir que je viens de lire, il est en ce moment aux mains d'un huissier pour servir à une opposition. MM. Matte et Ross ont demandé par dépêche le contenu de cette procuration légalisée par le consul ; la dépêche télégraphique est naturellement arrivée avant le courrier qui apporte la lettre, et c'est ce document qui a été soumis à l'enregistrement.

Je disais, Messieurs, qu'il ne fallait pas être surpris de cette légalisation et que notre consul ne doit craindre de la part du gouvernement français ni désaveu ni blâme ; en effet, lorsque a été rendue l'ordonnance que vous connaissez, deux personnes l'ont exécutée : l'appelant d'abord (j'en dirai un mot tout à l'heure pour en tirer les conséquences), ensuite le gouvernement français.

Ce n'est un mystère pour personne et moins encore pour M. Antunez que pour moi, que M. Godoï, représentant accrédité, non point en France, mais à Berlin, de M. Balmaceda, n'a rien négligé pour qu'en dépit de l'ordonnance de M. le président du Tribunal le navire qui est resté au Havre ne prît la mer et que la justice française ne fût traitée comme la Constitution du Chili. Alors, M. le garde des sceaux est intervenu et des ordres ont été donnés aux autorités françaises pour que force demeurât aux décisions de justice.

Vous connaissez l'ordonnance de référé. Le 4 juin 1891, la *Compagnie des Forges et Chantiers* interjette appel. Ici se produit un incident dont on ne vous a pas parlé et dont l'importance ne saurait vous échapper. Le 15 juin, le même M. Antunez, agissant en la même qualité qu'aujourd'hui, intervenait devant le tribunal de la Seine aux termes d'un exploit qui est à peu près identique dans ses motifs et dans son dispositif à l'exploit d'intervention qui l'amène aujourd'hui dans l'instance de référé, à votre barre. Je lis, en effet,

Messieurs, dans cet exploit d'intervention devant le tribunal civil, ces passages, qui sont intégralement reproduits dans l'intervention en appel :

« Attendu qu'il n'existe qu'un gouvernement régulier au « Chili, celui dont le représentant est accrédité auprès du « gouvernement français ;

« Attendu que les autorités judiciaires françaises n'ont « point à en connaître d'autres,

« Recevoir le gouvernement de la République du Chili « intervenant dans la cause au fond ;

« Déclarer les demandeurs sans qualités pour agir et, par « suite, non recevables dans leur demande. »

Cet exploit, Messieurs, est du 15 juin. Or, le 19 juin, c'est-à-dire quatre jours après, M. Antunez formule à la barre de la Cour des conclusions d'intervention qui lui soumettent identiquement, mot pour mot, la même question dont il a saisi le Tribunal civil de la Seine.

C'est, Messieurs, sur le mérite de cette intervention en appel, et sauf à tirer parti tout à l'heure de l'observation que je viens de présenter, que s'engage la question de *recevabilité*.

Ai-je beaucoup à faire, Messieurs, après la plaidoirie que vous avez entendue, pour vous montrer qu'on ne saurait intervenir en cause d'appel lorsqu'il s'agit de l'appel d'une ordonnance de référé ?

L'adversaire s'est borné à discuter la question de savoir si l'opposition pouvait être admise contre un arrêt par défaut en matière de référé, et les documents de jurisprudence qu'il a cités vous ont tout simplement démontré ce que vous savez à merveille, à savoir que dans l'état actuel de la jurisprudence, opposition peut être faite à un arrêt rendu par défaut sur ordonnance de référé.

La question qui nous divise n'est pas celle-là, elle est de savoir si l'intervention d'un tiers peut être reçue en cause d'appel, et non point si une opposition peut être pratiquée par l'appelant contre l'arrêt rendu par défaut.

Messieurs, il suffit, pour vider ce débat, de lire quelques textes et quelques très courts arrêts.

Aux termes de l'article 466, « aucune intervention ne sera reçue en appel si ce n'est de la part de ceux qui peuvent former tierce opposition ». Voilà une proposition d'une simplicité élémentaire. Donc, pour savoir si l'intervention est

recevable en appel, il suffit de se demander si l'on peut en première instance se pourvoir par tierce opposition contre une ordonnance de référé.

Eh bien ! Messieurs, pour démontrer le contraire, la raison suggère d'abord que la tierce opposition et la procédure de référé sont deux choses absolument inconciliables ; mais il n'est pas besoin de faire ici appel à sa propre logique ; il suffit de lire le texte de l'article 809 : « Les ordonnances de référé ne font aucun préjudice au principal ; elles ne seront pas susceptibles d'opposition. »

Pourquoi l'opposition n'est-elle pas reçue en cette matière, même au profit de celui qui a été assigné, qui a laissé prendre défaut? C'est, répond une jurisprudence unanime, parce que ce mode de procédure se concilie mal avec la rapidité de la procédure du référé, ou plutôt avec l'absence de procédure en référé. S'il en est ainsi de l'opposition, à plus forte raison de la tierce opposition.

Un second moyen, et qui dispenserait de tenir compte du précédent, résulte du rapprochement des articles 809 et 474 du Code de procédure civile. Article 809 : « Les ordonnances du référé ne feront aucun préjudice au principal ; » article 474, celui-ci relatif à la tierce opposition : « Une partie peut faire tierce opposition à un jugement qui préjudicie à ses droits. » Si donc on rapproche la définition du référé et la définition de la tierce opposition, on voit que la tierce opposition, pour être recevable, suppose une décision qui ne peut être rendue en référé et un préjudice qui ne peut naître que si le juge de référé a excédé ses pouvoirs.

Quoi qu'il en soit, Messieurs, c'est une question si peu controversée qu'une discussion plus ample vous paraîtrait abusive. Un magistrat éminent, M. Debelleyme, a quelque peu hésité sur cette question ; dans une édition de son ouvrage, il enseigne que la tierce opposition ne peut pas être pratiquée ; dans une autre, il dit qu'il y a des circonstances dans lesquelles la tierce opposition peut être pratiquée ; sa doctrine manque un peu d'homogénéité, et je vous demande la permission d'arriver à un état de choses plus moderne, plus récent, et à des documents qui forment le débat.

A l'appui de cette thèse, que la tierce opposition est absolument inconciliable avec la procédure du référé, qu'elle est absolument irrecevable et que, partant, l'intervention en appel ne peut être pratiquée, je vous signale tout d'abord

une dissertation de M. Bazot dont je lis quelques lignes seulement :

« La Cour de Paris, 19 février 1872, et de Toulouse, 10 juil-« let 1827, ont accordé ce droit aux parties qui n'auraient « pas été mises en cause, et attribué la connaissance de la « tierce opposition au Tribunal tout entier... »

Ce qui marque, assez, Messieurs, quel est le désarroi de la doctrine dès qu'on sort des termes de la loi.

« Cette attribution de compétence, dit l'honorable juris-consulte, est erronée, car si l'opposition « est offerte, elle devrait, conformément à la loi, être portée devant le Tribunal qui « a connu de l'action, c'est-à-dire devant le juge de référé. »

Et il cite, Messieurs, les auteurs qui se rallient à sa doctrine, puis il conclut de la façon la plus énergique contre la recevabilité.

M. Bonfils, dans son Traité de la procédure, page 858 :

« La tierce opposition n'est pas recevable contre une ordon-« nance de référé; les intérêts des tiers ne sont pas mécon-« nus, puisqu'ils peuvent saisir eux aussi directement de « leurs réclamations le juge du référé. »

M. Rodière, Compétence, 472 :

« Les ordonnances ou arrêts rendus en matière de référé « ne sont pas sujets à la tierce opposition; si un tiers se pré-« tend lésé, il peut engager lui-même un autre référé. »

M. Bertin, Ordonnance de référé, 370 :

« La tierce opposition n'est pas recevable alors qu'elle est « dirigée contre une ordonnance de référé. L'article 809 du « Code de procédure civile est applicable à la tierce opposi-« tion comme à l'opposition. »

M. Bioche, Référé, 350 :

« Cette voie — la tierce opposition — n'est ni régulière ni « utile; la décision peut être réformée au principal. Il suffit « d'introduire un nouveau référé. (Bordeaux, 24 juillet 1883; « Chauveau, n° 2273 *bis*). — Ne sont pas contraires : l'arrêt « de Paris du 19 février 1812, § IV, 41. Il s'agissait d'une « tierce opposition formée non à une ordonnance rendue sur « requête. — L'arrêt de Toulouse du 10 juillet 1827; il s'agis-« sait d'une tierce opposition formée, non à une ordonnance « de référé, mais à une ordonnance rendue sur requête. »

Voilà la doctrine. Pour ce qui est de la jurisprudence, vous trouverez à mon dossier quatre arrêts de la Cour de Paris;

le premier en date du 28 novembre 1868; le dernier, du 7 juillet 1868; ils se reproduisent en quelque sorte, tant la doctrine est simple et peu susceptible de prendre des formes diverses. Je n'en lirai qu'un :

« En ce qui touche l'intervention de Carvalho,

« Considérant qu'il n'était pas en cause devant le juge du « référé, qu'il intervient pour la première fois;

« Considérant que cette intervention ne devrait être reçue, « aux termes de l'article 466 du Code de procédure civile, « que si Carvalho avait le droit de former tierce opposition;

« Considérant qu'il résulte des dispositions des articles 474 « et suivants, 809, du Code de procédure, que la voie extra- « ordinaire de la tierce opposition, n'est pas admissible contre « les décisions émanées du juge de référé, que les formes « imposées à cette procédure sont inconciliables avec la na- « ture de ces décisions provisoires et la promptitude qu'elles « exigent. »

Même solution de la cour de Paris le 28 novembre 1868, le 29 avril 1887 et le 24 juillet 1888. La Cour trouvera au dossier la copie des arrêts et l'indication des sources auxquelles ils ont été puisés.

Il me paraît donc évident que l'intervention de M. Antunez, en cause d'appel, est aussi irrecevable que l'intervention pratiquée par lui quatre jours auparavant devant le Tribunal civil était de nature à être reçue. J'ai rappelé en effet tout à l'heure à la Cour que bien avant de porter à sa barre les questions qui ont été développées tout à l'heure par Me Clausel de Coussergues, M. Antunez, par une inspiration dont nous ne nous plaindrons pas, avait jugé meilleur, plus sûr et plus conforme aux lois de la procédure, de les soumettre aux juges du Tribunal. Qu'il demeure donc devant eux !

L'intervention de M. Antunez étant écartée, je rencontre, Messieurs, la seconde question dont je vous ai parlé; elle ne m'arrêtera pas très longuement. Il s'agit de savoir si l'appel même de la *Compagnie des Forges et Chantiers*, appel sans lequel il n'y a plus de procès, d'appelant ni d'intervenant, si cet appel, dis-je, est recevable. J'ai hâte de dire que la *Compagnie des Forges et Chantiers* a vu sans déplaisir les agents du gouvernement constitutionnel revendiquer pour lui les navires qu'elle construit. MM. Matte et Ross sont des capitalistes qui personnellement sont plus qu'absolument solvables, et à la première réquisition, à la première demande,

faisant ce que le caractère élevé de notre adversaire n'eût point suffi peut-être à faire, ils ont versé les deux millions de provision qui leur étaient imposés par l'ordonnance du référé. Cette facilité qui lui a été fournie de toucher deux millions explique à merveille l'empressement qu'a mis la Compagnie à exécuter cette ordonnance.

Comment les choses se sont-elles passées? Je vais le dire dans un instant; voulez-vous me permettre de couper court à toute controverse sur un point spécial qui pourrait vous préoccuper en matière d'ordonnance de référé, l'ordonnance étant exécutoire par provision, ne pourrait-on pas dire que l'exécution par provision ne peut pas créer de fin de non-recevoir contre l'appel?

Messieurs, si l'on veut dire que l'exécution par le plaideur contraint et forcé, ne rend pas son appel irrecevable, et ne le fait pas tomber, rien n'est plus juridique. Mais si l'on entend que l'exécution spontanée par l'une des parties, de l'ordonnance, ne contient pas l'acquiescement le plus absolu, le plus définitif, rien n'est plus inexact et plus controuvé.

C'est ce qu'a jugé la deuxième chambre de la Cour de Paris, le 31 juillet 1884 :

« Considérant qu'il résulte des faits de la cause et des do-
« cuments du procès que, du consentement de la Compagnie
« appelante, l'ordonnance, dont est appel, a reçu un com-
« mencement d'exécution;

« Considérant que si des réserves ont été faites au cours
« de l'instance d'appel, leur formule n'est pas rapportée,
« qu'il y a lieu de présumer qu'elles ne sont autres quant au
« fond que celles posées devant le juge du référé. »

Je fais remarquer à la Cour que cet arrêt du 31 juillet 1884 a été rendu dans une espèce où l'appel était fondé sur l'incompétence absolue, *ratione materiæ* du juge de référé; l'ordonnance ayant reçu un commencement d'exécution de la part de la Compagnie défenderesse, il a été cependant jugé par la Cour de Paris que l'exécution dont elle avait fait suivre cette ordonnance la rendait irrecevable à formuler un appel valable.

« L'appel est non recevable, dit M. Debelleyme à la page 55,
« lorsqu'on a acquiescé à l'ordonnance;

« Attendu que Duffot a approuvé la nomination faite d'of-
« fice par le président de la personne de l'expert en décla-

« rant, ainsi que le constate l'ordonnance, qu'il dispensait « cet expert du serment; qu'il a par ce moyen acquiescé à « l'ordonnance; appel non recevable. » (Arrêt de la Cour de Paris du 13 décembre 1821.)

Ainsi le seul fait par l'une des parties de dispenser l'expert commis par le juge, du serment, constituerait, d'après l'éminent magistrat, un acquiescement. La même doctrine est professée par d'autres auteurs; mais je ne veux pas fatiguer la Cour par des citations.

En fait, Messsieurs, que s'est-il donc produit? L'ordonnance de référé ne contient pas, vous le savez, de qualités. Les faits dont je parle n'ont d'ailleurs dans ma thèse qu'un intérêt secondaire. J'ajoute que la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée* était représentée devant M. le président par mon éminent contradicteur Me Huard, et si j'avançais quelque chose d'inexact, il le rectifierait avec toute l'autorité qui s'attache à sa parole. J'affirme que la *Compagnie des Forges et Chantiers* est allée au-devant de l'exécution de l'ordonnance. Nous demandions la nomination d'un séquestre. La question s'est alors posée devant M. le président de savoir par qui serait nommé le séquestre. La *Compagnie des Forges et Chantiers de la Méditerranée* a déclarée qu'elle acceptait ce mandat. Voilà ce qui s'est passé au moment de l'ordonnance.

Après l'ordonnance, qu'est-il arrivé? Il est arrivé, et ceci est encore bien plus indéniable, que la *Compagnie des Forges et Chantiers de la Méditerranée* s'est constituée séquestre avant toute notification et toute réquisition de notre part, et qu'elle a non seulement subi l'exécution de l'ordonnance, ce qui ne constituerait pas l'acquiescement, mais spontanément et volontairement exécuté cette décision, ce qui la rend irrecevable. Je vous montrais tout à l'heure, Messieurs, un malheureux plaideur auquel la justice répond en appel: Vous ne pouvez pas être entendu, le juge de référé a nommé un expert, vous avez dispensé cet expert du serment, c'est un commencement d'exécution, votre appel est irrecevable; on peut, Messieurs, trouver cette décision, bien sévère. Mais quand on voit que celui qui prétend aujourd'hui faire réformer l'ordonnance de référé a tout d'abord accepté d'en assurer l'exécution, quelle preuve plus complète et plus rationnelle pourrait être fournie de l'acquiescement donné par un plaideur?

Voilà, Messieurs, ce que j'avais à dire sur la question d'irrecevabilité.

J'arrive maintenant à ce que j'appellerai le fond, non pas, bien entendu, du procès, mais le fond du référé.

Étant donné la nature des questions qui ont été développées devant vous, Messieurs, j'ai cru devoir mettre sous vos yeux le résumé de la procédure, je n'y reviens pas ; je veux simplement rappeler quelles sont les questions qui, tant par notre exploit introductif d'instance du 25 avril 1891 que par l'intervention de M. Antunez du 15 juin 1891 à la barre du Tribunal civil, sont à l'heure actuelle pendantes devant cette juridiction ; ces questions, Messieurs, les voici, sauf à préciser tout à l'heure les circonstances d'où elles naissent.

MM. Matte et Ross, disant agir au nom d'un Gouvernement de fait, prétendant exercer contre des particuliers des droits et actions qui sont essentiellement du domaine privé, MM. Matte et Ross sont-ils fondés à se présenter en justice? Le représentant de M. Balmaceda vous dit : Non ! Vous ne jugerez pas ces plaideurs, car ils agissent au nom d'un Gouvernement que la France n'a pas reconnu, et les Gouvernements reconnus seuls peuvent plaider devant un tribunal français.

Messieurs, je ne veux pas dire encore que cette théorie est contraire à tous les précédents. Il me suffit de répondre : Nous sommes en instance de référé, aucune question du fonds ne peut y être soulevée ni résolue, et j'en ai une preuve dans la procédure même suivie par M. Antunez. Cette question de qualité, est-ce qu'avant de la soulever, il ne l'avait pas portée devant un autre juge? Lequel? Celui du fonds ! Le Tribunal civil !

Nous avons demandé une mesure conservatoire. La livraison des navires nous causerait-elle un préjudice au cas où notre prétention serait fondée? tel est le débat, rien ne peut l'élargir. Notre prétention est-elle fondée? avons-nous qualité pour la produire? autres questions qu'il n'appartient pas au juge de référé de trancher.

Allons plus loin. Lors même que la Cour pourrait aborder cet examen, la question de qualité peut-elle être de quelque influence, de quelque intérêt, en matière de référé? Non.

Il est en effet enseigné et il a été jugé que les personnes mêmes qui n'ont aucune qualité pour ester en justice : la femme mariée, sans le consentement de son mari; le mineur

et le mineur émancipé, sans le consentement de leur tuteur; l'interdit, sans la présence de son tuteur, peuvent introduire une instance en référé et demander des mesures provisoires. Pourquoi? Par cette raison que l'instance de référé ne peut pas emporter de décision sur le fait même de la qualité et que d'un autre côté, il peut y avoir à prendre des mesures provisoires vis-à-vis d'une personne dont le droit à l'action peut être cependant contesté. Vous trouverez au dossier, Messieurs, les autorités auxquelles je fais allusion : c'est M. Debelleyme, c'est M. Bertin, c'est M. Girard, c'est M. Bioche.

Il y a plus; laissons les mineurs, ne parlons plus des femmes mariées ou des interdits, parlons des étrangers. Il existe à leur égard des règles d'ordre public que le juge doit appliquer d'office et qui permettent, dans certaines circonstances, de leur refuser audience, je ne dis pas de leur refuser justice. Vous savez, Messieurs, car c'est vous qui l'avez tranchée, la longue controverse qui a existé sur le point de savoir si les tribunaux français pouvaient connaître d'une instance relative à une question d'état s'agitant entre des étrangers; on professait très énergiquement et la jurisprudence était unanime en ce sens, que les règles d'ordre public ne permettent pas qu'en matière de question d'état, un étranger soit jugé par les tribunaux français.

Eh bien ! Messieurs, sous l'empire de cette jurisprudence, voici ce qui a été décidé par la Cour de Lyon dans une instance de référé. Une dame Rachel, ayant épousé un étranger, est en instance de séparation contre son mari; elle présente une requête afin d'obtenir une ordonnance de référé prescrivant des mesures provisoires. Le défendeur excipe de sa qualité d'étranger, il invoque la jurisprudence que j'ai rappelée. Le président du tribunal passe outre. Il se pourvoit par la voie de l'appel, et voici ce que lui répond la Cour de Lyon :

« Attendu que le motif mentionné dans l'ordonnance de « référé soumise à la Cour, et tiré de ce que Rachel ne serait « point Française, ne saurait être pris en considération : « 1° parce qu'il s'agit ici, purement et simplement, d'une « mesure provisoire; 2° parce qu'une semblable question ne « saurait être agitée sans toucher au fond de la cause. »

Ainsi l'intervention vous convie à juger une question du fonds, à statuer en référé sur une question de capacité, de

qualité. C'est là ce que vous ne sauriez faire sans méconnaître le caractère du référé.

Vous vous rappelez, Messieurs, cette définition, à la fois très ingénieuse et très juste, qu'on a donnée de la façon dont on doit entendre que l'ordonnance de référé ne porte pas préjudice au fonds ; il faut, a-t-on dit, se poser cette question. Si le juge statue conformément à la demande, restera-t-il un fonds ? — Eh bien ! si la Cour partage notre opinion et considère que le juge du référé n'a point à se prononcer sur la question de qualité, le fonds reste intact. Que si, au contraire, vous statuez comme on vous y convie, vous tranchez une question d'état, une question de capacité, il n'y a plus de fonds, il n'y a plus de procès.

Allons cependant plus loin.

Est-donc un aphorisme si évident que celui qui sert de base au système que je combats : les représentants d'un gouvernement étranger reconnu peuvent seuls ester en justice ? Et s'il est de nature à s'imposer sans discussion, comment se fait-il qu'on n'ait pu l'étayer d'une autorité, d'un précédent, d'une opinion quelque peu accréditée ?

Messieurs, je vous ai déjà indiqué que nos adversaires confondent deux ordres d'idées et de faits absolument différents : ils entendent soutenir qu'un gouvernement, même aussi complet que le nôtre, même aussi heureux que le nôtre, même aussi victorieux que le nôtre, quel que soit son prestige, et tant qu'il n'a pas été reconnu ne jouit pas au regard des autres États de ce qu'on appelle la souveraineté extérieure, nous allons être d'accord. Mais si on veut prétendre qu'il ne saurait ni acquérir des droits, ni les faire valoir, ni contracter avec des particuliers, ni plaider contre eux, on commet la plus lourde des erreurs.

Quel est donc pour un Gouvernement l'effet de la reconnaissance dont on vous a tant parlé ? Pensez-vous que cet effet consiste à le rendre habile à contracter et à défendre ses droits privés ? Non ! elle n'a qu'un but, qu'un résultat ; lui conférer la souveraineté extérieure, lui permettre d'entrer dans ce qu'on a appelé, d'une expression très juste, la grande famille des États ; d'y revendiquer, non pas des droits privés, mais les privilèges internationaux qui règlent les rapports, non de personne à personnes, mais d'État à Etats.

Messieurs, on se sent saisi d'une crainte révérentielle

quand on ouvre les longs et compendieux ouvrages qui ont abordé les questions de droit international ; ne pouvant ni tout lire ni tout citer, on a toujours peur de n'avoir point assez lu ou d'omettre en citant ; il est cependant un principe si unanimement reçu que je n'hésite point à en mettre sous vos yeux la formule en l'empruntant au plus récent ouvrage de ce genre, c'est celui de M. Pradier-Fodéré. Il définit ainsi la souveraineté extérieure qui résulte de la reconnaissance :

« La souveraineté extérieure... » est *l'entière indépendance de l'État vis-à-vis des nations étrangères ;* l'indépendance de toute volonté étrangère par rapport à l'exercice des droits de souveraineté, ce qui la constitue particulièrement c'est le droit pour un État *de traiter par lui-même et en son propre nom avec les États étrangers les questions de politique extérieure, et de ne reconnaître pour la solution de celles de ces questions qui l'intéressent directement aucun supérieur humain. Cette souveraineté confère à l'État qui enjoint une individualité politique* **à l'égard des autres États**, *en vertu de laquelle* il est considéré dans les relations internationales comme une personne morale *ayant le droit de substituer* **par elle-même** et **pour elle-même**.

Voilà ce qu'est la souveraineté extérieure, voilà ce que confère la reconnaissance. Nous ne revendiquons rien de pareil. Nous laissons jusqu'à nouvel ordre à M. Antunez la charge et l'honneur de représenter auprès du Ministre des affaires étrangères le dictateur Balmaceda... si toutefois M. Antunez le représente encore... si, pris de scrupules honorables, il n'a point, comme nous croyons le savoir, abdiqué cette mission, condamné seulement à en garder les apparences et dans l'impossibilité de faire agréer un successeur veuu de Berlin pour enlever de haute lutte un navire mouillé au Havre sous la surveillance des autorités françaises.

Me Clausel de Coussergues. — Il est entendu que je fais toutes réserves sur vos allusions sur la situation de M. Antunez. S'il cesse d'être ministre, il présentera ses lettres de rappel, et en même temps la situation du Gouvernement sera réglée, soit par la réception d'un successeur, soit par la remise d'un successeur intérimaire.

Me Waldeck-Rousseau. — Je ne doute pas, en effet, que M. Antunez puisse être remplacé ; mais nous avons quelque

droit, je pense, de savoir s'il est encore ministre, s'il ne l'est plus et si, par une assez piquante ironie, celui-là qui nous reproche de manquer de qualité ne manquerait pas de mandat.

Revenons à notre procès. Vous n'avez pas, Messieurs, à rechercher si nous jouissons des immunités diplomatiques, si nous pouvons revendiquer le bénéfice des traités internationaux qui peuvent lier le Chili à la France, mais bien, je le répète, si un Gouvernement de fait peut acquérir à l'égard des particuliers, et notamment des particuliers qui habitent en pays étranger, des droits d'ordre privé, commercial ou civil; s'il peut contracter avec eux, et ce qui est une seule et même question, s'il peut plaider contre eux; et c'est parce que cette dernière proposition est attestée par tous les précédents du droit international, c'est parce qu'on a reconnu aux gouvernements de fait, non seulement une individualité, une personnalité civile, mais encore certaines immunités internationales, que je prétends que nous ne pouvons être déclarés irrecevables en justice, sur le simple énoncé de l'aphorisme qui a fait tous les frais de la discussion que vous avez entendue.

Messieurs, on a fait de l'histoire, on vous a dit notamment ce qui s'était passé à l'occasion d'une vente de navires faite par le roi de Naples; c'est un des mille et un précédents qu'on pourrait trouver dans les gros ouvrages dont je parlais tout à l'heure. Mais quelle était donc la question qui se présentait alors devant le Tribunal de la Seine et qui s'est ensuite posée devant la Cour d'Aix? Il s'agissait de savoir si le roi de Naples, alors que l'empereur Napoléon III avait rappelé l'ambassadeur accrédité près de son gouvernement, avait pu valablement conclure la vente de deux frégates. Aux yeux du gouvernement français était-il encore un gouvernement reconnu? Telle est la question que le Tribunal d'abord, la Cour ensuite, ont résolue en fait. Il leur a suffi, pour cela, de rappeler une lettre qui est reproduite tout au long dans l'arrêt de la Cour d'Aix, et dans laquelle l'Empereur, appelant le Roi de Naples « mon cher frère », lui promettait, promesse qui a été trahie avec beaucoup d'autres, de lui envoyer une flotte qui ne tarderait pas à le débarrasser du Piémont. — Oui, a déclaré la Cour, le gouvernement du roi de Naples était encore reconnu. Voilà ce qui a été jugé.

Mais quels sont les droits d'un gouvernement de fait.

C'est ce dont les décisions invoquées ne disent pas un mot.

Je veux vous citer un précédent qui a le mérite de présenter avec notre procès une analogie moins lointaine. C'est la guerre de Sécession qui me le fournit. Le gouvernement du Sud, des confédérés, ne fut point, vous le savez, reconnu par les États européens. Ils ne reconnurent même pas aux sudistes la qualité de belligérants. Cependant, et en pleine France, les États confédérés du Sud mirent en souscription, par l'intermédiaire d'un banquier français, un emprunt de 75 millions de francs.

Tout se passa au grand jour. Voici le texte même des avis adressés au public :

Cotons américains.

« Emprunt 7 0/0 des États confédérés d'Amérique, de « 3 millions de livres sterling, avec faculté de conversion en cotons.

« Cette émission est faite par M. Émile d'Erlanger, banquier à Paris... »

Presque en même temps un autre fait se produisait. Les confédérés, non reconnus, n'ayant pas d'ambassadeur à Paris, ne pouvant point s'enorgueillir d'être representés avec l'éclat que le président Balmaceda tire de sa diplomatie, passèrent par correspondance avec un constructeur français un marché pour la construction de plusieurs navires. Dans une des lettres qui scellèrent ce contrat, je lis ceci :

« Monsieur,

« Vous nous avez remis copie ce jour d'un contrat que « vous avez passé avec le gouvernement confédéré pour la « construction de deux navires... »

C'était bien le gouvernement confédéré qui traitait.

Les deux navires sont construits, ils sont livrés. La fortune trahit les efforts des confédérés. Les États du Nord, redevenus les États-Unis d'Amérique, veulent répudier

toutes les conséquences des traités passés par le Sud, et voici le langage qu'ils tiennent devant les tribunaux français : « Tout ce qui a été fait par les États confédérés du Sud a été fait sans qualité : ils n'étaient pas un gouvernement régulier, ils n'avaient aucune qualité pour former avec des étrangers des contrats civils ou des contrats commerciaux ; il n'ont pu, notamment, faire naître aucune obligation au profit du constructeur français. »

De juridiction en juridiction, ce procès, où l'on entendit la grande parole des Berryer, des Marie, des Nicolet, fut porté devant la Cour de cassation, et là, M. l'avocat général Chevrier donna des conclusions dans lesquelles il aborda en ces termes la question qui nous occupe :

« Lorsque, déclinant le titre de successeurs ou d'ayants « cause des confédérés, les États-Unis prétendent que « ceux-ci n'ont jamais d'existence légale, quelle est au « fond leur pensée ? Entendent-ils seulement que les con- « fédérés pendant les quatre années de leur sécession vo- « lontaire, n'ont pu se constituer en État souverain et indé- « pendant, selon les principes admis du droit des gens ? « Une pareille proposition serait indiscutable. »

Mais, tout aussitôt, il ajoute :

« De l'inexistence légale des confédérés comme nation « indépendante et souveraine, le gouvernement de l'Union « veut-il conclure qu'un état de fait, rébellion ou guerre « civile, n'est susceptible de produire aucun droit, aucune « obligation née des actes du vaincu, transmissible plus tard « au vainqueur ? Cette proposition serait inacceptable. In- « terrogez la loi de la raison, interrogez la loi positive : alors « même qu'un état de fait n'est pas converti en état de droit, « il laisse subsister ses conséquences juridiques. Le seul « point sur lequel peut éclater une controverse est de savoir « si la transmission de ces obligations et de ces droits ainsi « formés s'opère d'une façon inévitable, en d'autres termes « si le vainqueur dans une rébellion est l'héritier nécessaire « du vaincu. »

Que devient, devant ce langage, cette monstrueuse prétention qu'un gouvernement qui n'est point reconnu ne saurait ni obliger, ni s'obliger, qu'il manque d'existence légale, de personnalité juridique !...

Comment les éminents défenseurs des États-Unis ne se sont-ils point avisés de dire que le gouvernement du Sud

n'avait que les apparences d'une personne civile, qu'au point de vue juridique il n'était qu'un vain fantôme ? Mais non, ce gouvernement avait valablement traité, il avait obligé ses cocontractants, il s'était obligé lui-même, et une seule question pouvait naître, au dire de l'éminent magistrat, celle de savoir si les gouvernements successifs sont, comme le disait le droit romain, des héritiers nécessaires ou s'ils peuvent répudier la succession de leurs prédécesseurs.

Un gouvernement de fait peut donc contracter, et alors j'en ai assez dit, car, s'il peut contracter, il peut ester en justice. Il n'y a point à cet égard deux capacités différentes, et il ne se peut concevoir qu'on puisse former des contrats et qu'on n'ait pas le pouvoir d'en demander l'exécution à l justice.

Je ne veux rien ajouter. Avons-nous le droit de retenir les navires que le président Balmaceda appelle au secours d'une cause irrémédiablement perdue ? Les tribunaux le diront ; ils sont saisis, et nous n'entendons point retarder leur verdict. A l'heure présente, nous ne revendiquons qu'un seul droit, celui d'être entendus. L'avenir fera le reste...

ANEXO N.° 39.

CONCLUSIONES DEL ABOGADO GENERAL EN LA AUDIENCIA DEL 7 DE JULIO DE LA PRIMERA SALA DE LA CORTE DE PARÍS.

MESSIEURS,

Malgré les développements relativement considérables qu'ont pris les débats, le procès ne me paraît pas avoir été présenté sous son jour véritable. La question à résoudre n'a pas été nettement formulée et surtout, nettement discutée; la question, telle qu'elle se dégage des circonstances de faits est uniquement celle-ci : un tiers peut-il se prévaloir des stipulations d'un contrat auquel il n'a pas été partie et lorsque ce tiers est un prétendu gouvernement, un gouvernement de fait, quelles conditions sont requises pour que ce prétendu gouvernement puisse être considéré par le juge comme substitué au gouvernement régulier qui a conclu le contrat, comme investi du droit que confère ce contrat, auquel il a été étranger ?

Il suffit de préciser les circonstances de la cause pour démontrer que le litige se renferme dans un ordre d'idées relativement étroit. Au mois de mars 1889, le gouvernement du Chili, président Balmaceda, passe un traité avec la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée* ; il commande trois navires : un cuirassé et deux croiseurs.

Que la Cour veuille bien retenir tout d'abord une observation qui me paraît importante : au moment où le contrat intervient, le gouvernement du Chili, président Balmaceda, a tout à la fois la force et le droit, la consécration légale et la puissance ; il commande les armées de terre et de mer, il n'est discuté par personne, il a été reconnu par les puissances étrangères et notamment par le gouvernement français ; il dispose de tous les pouvoirs publics et assurément il repré-

sente aux yeux de tous, l'État du Chili. Ce n'est pas un simple gouvernement de fait ; ce n'est pas non plus une simple abstraction, une entité juridique, c'est un gouvernement régulier, fermement établi, constitué, mettant en mouvement tous les rouages de l'État, c'est un gouvernement dans la plus complète et la plus parfaite acception du mot.

Plus tard, la guerre civile éclate : coup d'Etat d'un côté, insurrection de l'autre, deux partis se disputent le pouvoir les armes à la main ; l'un des partis proclame la déchéance du président Balmaceda, le déclare en état de rebellion, organise le gouvernement provisoire ; ce gouvernement provisoire délègue en France pour le représenter, deux membres, deux agents, les sieurs Matte et Ross; ceux-ci entament aussitôt une procédure qui a pour objet la revendication des navires.

Le 18 avril 1891, sommation extrajudiciaire, à la *Société des Forges et Chantiers* ; 25 avril, assignation devant le Tribunal de la Seine aux fins de faire déclarer que dans les trois mois du jugement à intervenir, la *Société des Forges et Chantiers* sera tenue d'effectuer la remise des deux croiseurs commandés par la République du Chili ; 20 mai 1891, assignation en référé afin d'obtenir la mise sous séquestre des navires jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'instance principale. Une ordonnance en date du 30 mai statuant sur cette assignation, a ordonné la mise sous séquestre des trois navires. Cette ordonnance, doit selon moi, être réformée.

Le juge du référé ne s'est pas enquis de la qualité des parties et il est même remarquable que, tandis que les demandeurs avaient soin de se désigner, dans les actes de procédure: représentants du gouvernement provisoire du Chili, l'ordonnance les qualifie de représentants du gouvernement du Chili, semblant ainsi les considérer comme les agents autorisés du véritable gouvernement du Chili.

A l'appel, le sieur Antunez, agent accrédité du gouvernement du Chili auprès du gouvernement de la République Française, intervient, et voici les conclusions telles qu'il les a signifiées :

« Attendu que le seul gouvernement du Chili reconnu en « France est celui dont le représentant a été régulièrement « accrédité auprès du gouvernement de la République Fran- « çaise ; que les autorités françaises ne peuvent en connaître « d'autre ;

« Attendu que le prétendu gouvernement provisoire du « Chili, dont le siège serait Iquique, est, et sera sans exis- « tence légale en France tant qu'il n'aura pas été officielle- « ment reconnu par le Gouvernement français ; qu'il est « sans droit et sans qualité pour ester en justice ;

« Attendu en conséquence que la demande des sieurs « Matte et Ross était non recevable ; qu'il n'y avait donc « pas lieu à référé ;

« Par ces motifs.

« Dire et juger que les gouvernements étrangers officiel- « lement reconnus en France et représentés par un ministre « régulièrement accrédité auprès du gouvernement de la « République Française peuvent seuls ester en justice « devant les tribunaux français,

« Dire et juger que le seul gouvernement du Chili reconnu « en France est celui qui se trouve représenté officiellement « par le concluant es-qualités et régulièrement accrédité ;

« Dire et juger en conséquence, que les sieurs Matte et « Ross ès qualités étaient non recevables en leur action. »

Ainsi, d'après les conclusions d'intervention, un gouvernement qui n'a pas été officiellement reconnu n'est pas recevable à ester en justice et la reconnaissance officielle peut seule conférer à un gouvernement la personnalité juridique et par conséquent lui donner accès auprès des tribunaux.

Cette thèse, ainsi formulée, est à mon sens beaucoup trop absolue. Sans doute, au point de vue diplomatique et en ce qui concerne les relations internationales, un gouvernement non reconnu n'est pas considéré comme investi de la souveraineté, il ne fait point partie de la famille des gouvernements, du concert des États, mais nous sommes dans un ordre d'idées tout différent ; il s'agit uniquement de savoir quand et comment un gouvernement a une personnalité suffisante pour pouvoir ester en justice et pour pouvoir réclamer les droits résultant d'un traité passé par un gouvernement régulier et antérieur, gouvernement auquel il prétend être substitué.

De quel ensemble de faits les tribunaux peuvent-ils déduire qu'il y a eu, par le nouveau gouvernement qui se présente ainsi en justice, substitution au gouvernement antérieur, au gouvernement régulier qui a passé le contrat; de quelles circonstances de fait peut-on déduire que ce nouveau gouvernement est bien le successeur de l'ancien, pour trans-

porter dans le domaine du droit public une expression du droit privé?

Peut-on dire qu'on ne peut admettre un gouvernement à ester en justice qu'autant qu'il a été officiellement reconnu? Ce n'est pas tenir suffisamment compte de la portée du fait, qui a une importance exceptionnelle, dans ce domaine qui ne régit pas le droit positif; un gouvernement n'est pas une abstraction, une entité purement juridique et, pour employer une expression de l'école allemande, un gouvernement n'est pas un système de droit purement formel, un gouvernement est surtout un pouvoir; on entend par gouvernement ce qui a la force, ce qui commande, ce qui se fait obéir; en ces matières, il n'y a pas à proprement parler de droit, le droit, c'est le fait; le fait est l'origine du droit; le gouvernement, c'est celui qui s'est emparé du pouvoir, qui détient tous les organes de la puissance publique. Voilà ce que c'est que le gouvernement. Un souverain détrôné n'est pas un souverain.

Et voulez-vous me permettre, Messieurs, pour vous montrer combien on aboutirait à des conséquences inestimables en acceptant dans sa forme absolue la théorie qui vous était présentée par les intervenants, d'emprunter à notre histoire contemporaine une hypothèse : Je suppose que le gouvernement de l'Empereur Napoléon III ait fait à une maison anglaise une commande de canons; en théorie pure, on peut soutenir que le gouvernement de l'Empereur Napoléon III a subsisté jusqu'au 1er mars 1871, date du vote de déchéance; supposons que, dans la période de temps qui s'écoule du 4 septembre 1870 au 1er mars 1871 le gouvernement de la Défense nationale agisse devant les tribunaux anglais pour obtenir l'exécution du contrat qu'avait passé le gouvernement de l'Empereur Napoléon III; serait-il juste, serait-il raisonnable que les tribunaux anglais écartassent le demandeur sous prétexte qu'il n'a pas qualité pour agir en justice parce qu'il n'a pas été officiellement reconnu? Mais une telle solution blesserait assurément le droit et la raison.

Comment! un gouvernement qui est obéi sur toute l'étendue du territoire, qui perçoit les impôts, qui lève des armées, qui dirige les opérations militaires, qui négocie des traités, qui détient le siège de la capitale ne serait pas considéré par le juge comme ayant une personnalité suffisante pour parler au nom de la France! Evidemment, Messieurs, ce serait absurde.

On voit donc qu'il n'est pas possible, si on se préoccupe des conséquences auxquelles on aboutirait d'admettre une théorie formulée en termes tellement absolus, à savoir qu'il y a corrélation étroite et nécessaire entre la reconnaissance officielle et le droit d'ester en justice. C'est le fait qu'il faut consulter, c'est le fait qu'il faut surtout considérer.

En fait, le nouveau gouvernement est-il aux lieu et place du gouvernement régulier qui a passé le contrat? en fait, le premier gouvernement a-t-il disparu et peut-on dire que le nouveau gouvernement s'est mis à ses lieu et place et détient tous les organes du pouvoir?... C'est donc, selon moi, Messieurs, une question de fait qu'on a surtout à résoudre.

Mais la Cour aperçoit tout de suite que, dans l'espèce, en examinant le fait, on aboutit au même résultat que si on adoptait en principe la théorie qui a été formulée. En effet, à l'heure où je parle, à l'heure où la Cour a à prononcer son arrêt, il est impossible de dire que le Gouvernement du président Balmaceda ait disparu, qu'il ait été vaincu, que par conséquent le pouvoir soit passé aux mains du Gouvernement des Congressistes ; le président Balmaceda est encore le maître, une partie de l'armée lui obéit et il soutient la défense de son gouvernement; il a établi des pouvoirs dictatoriaux, il a suspendu l'exercice de lois, il a convoqué les Chambres. Le parti contraire, le gouvernement provisoire n'a point été reconnu par les gouvernements étrangers, la qualité de belligérant ne lui a même été reconnue que par un seul État, le gouvernement de la Bolivie. Pour lequel des deux partis se prononcera la fortune des armes, on ne le sait pas; actuellement, Balmaceda n'est pas vaincu, Balmaceda n'est pas chassé ; il est absolument impossible au juge du fait de dire que le parti des Congressistes, représentant le Gouvernement provisoire est maître du pouvoir, qu'il a vaincu le Gouvernement Balmaceda et que par conséquent, en fait, il doit être considéré comme ayant une personnalité suffisante pour représenter le Gouvernement du Chili.

Voilà, Messieurs, comment, en fait, on peut arriver à réformer l'ordonnance, à aboutir à un résultat identique à celui qui se produirait si l'on consacrait la théorie absolue qui, selon moi, ne peut pas être acceptée dans sa forme même parce qu'elle aboutit à des conséquences inacceptables.

Nous sommes dans le domaine du droit des gens, et dans ce domaine le fait a une importance exceptionnelle. Or il me

paraîtrait absolument impossible que, lorsqu'un gouvernement est absolument dépouillé de ses prérogatives et de ses attributs, lorsque ses représentants sont chassés et vaincus, on n'admette pas que la personnalité civile est passée au gouvernement vainqueur et qu'on n'admette la personnalité civile que lorsqu'un autre fait se sera produit : la reconnaissance officielle émanant des gouvernements étrangers.

On peut donc, dans l'espèce, d'autant moins hésiter à décider ainsi qu'il importe de considérer l'objet revendiqué. L'objet auquel prétendent les deux parties en lutte, ce sont, non pas des bateaux, comme disait négligemment Me Clausel de Coussergues, mais ce sont des navires et des navires de guerre; chacun des partis prétend se servir de ces navires comme instrument de combat ; or, il n'est pas douteux que des navires sont la représentation de la puissance publique d'un État, et, par conséquent, lorsqu'une partie prétend exercer des droits quelconques sur des navires, elle doit démontrer jusqu'à l'évidence qu'elle représente cette puissance publique, comme elle est la représentation de l'Etat.

Mais on dit, dans l'intérêt des sieurs Matte et Ross : l'existence de notre Gouvernement est si bien reconnue, sinon officiellement et dans la forme diplomatique, du moins en fait par le Gouvernement français, que le Ministre des Affaires étrangères a déclaré à la tribune que les droits qui seraient payés par nos nationaux dans les ports actuellement occupés par les Congressistes, par le Gouvernement provisoire, ne pourraient pas être exigés à nouveau par le président Balmaceda. Cette assertion, Messieurs, est de tout point inexacte, et voici l'incident auquel il est fait allusion :

A la séance du 5 mai 1891, M. Félix Faure, député, signale que le président Balmaceda a interdit l'accès des ports qui sont occupés par le parti congressiste, que les navires européens ne peuvent entrer dans ces ports, ni pour y débarquer leur charge, ni pour y prendre des marchandises, et il demande quelle attitude entend prendre le Gouvernement français. Le Ministre des Affaires étrangères, M. Ribot, répond qu'il ne dépend pas du président du Gouvernement du Chili, M. Balmaceda, d'interdire, en dehors d'un blocus effectif, l'entrée des ports, et il ajoute qu'il a donné les instructions nécessaires pour protéger et défendre les intérêts de nos nationaux. Tel est l'incident, qu'il n'y avait évidemment pas lieu de signaler à la Cour.

Il est donc établi, suivant moi, que, soit en droit, soit en fait, le Gouvernement provisoire ne peut être qualifié de Gouvernement du Chili ; dès lors, il n'a pas qualité pour ester en justice comme gouvernement, pour exercer les droits et actions qui appartiennt au Gouvernement du Chili.

Après avoir contesté cette thèse, l'honorable Me Waldeck-Rousseau vous a présenté un système subsidiaire : « Autre chose, a-t-il dit, est d'avoir qualité pour ester en justice, autre chose avoir qualité pour introduire un référé ; la procédure en référé n'est pas une instance : les femmes mariées, les mineurs non émancipés, les communes sont admis à introduire des référés, bien que ces parties n'aient pas l'assistance du mari, du curateur ou l'autorisation du Conseil de préfecture.

La réfutation me paraît bien facile, et l'argument repose sans nul doute sur une confusion : les mineurs, les femmes mariées, les communes ont leur capacité, leurs droits ; ils agissent en vertu de cette capacité et pour protéger leurs droits. Qu'importe dès lors qu'ils provoquent une mesure provisoire et urgente, qu'ils soient assistés ou qu'ils soient autorisés ! Mais le Gouvernement provisoire du Chili n'a actuellement ni capacité ni droit, il n'est pas le Gouvernement du Chili, il ne fait pas valoir des droits qui lui soient propres, qui fassent partie de son patrimoine. Comment, dès lors, pourrait-il saisir une juridiction ?

Les observations que je viens de présenter sont les seules qui me paraissent utiles dans la rédaction de l'arrêt ; cependant, Messieurs, je suis obligé d'entrer dans certains détails afin de toucher aux divers points de fait et de droit qui ont été signalés dans les plaidoiries et afin de démontrer que les arguments produits sont, les uns inexacts, les autres non fondés.

Tout d'abord, je rencontre des moyens de procédure. On plaide que l'appel est irrecevable, on plaide ensuite, et surtout que l'intervention n'est pas admissible en appel.

Recevabilité de l'appel : la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée* aurait exécuté, dit-on, par cela même elle aurait acquiescé... Mais, Messieurs, il ne résulte d'aucun document du dossier que la *Société des Forges et Chantiers* ait exécuté l'ordonnance de manière à se rendre irrecevable.

A l'endroit de l'appel et quant aux allégations du fait qui ont été produites au nom de MM. Matte et Ross, la Cour se

souvient sans nul doute qu'elles ont été contredites à la fin de l'audience par les déclarations de l'honorable Me Huard, de telle sorte que les allégations de fait n'ont aucune espèce d'autorité, ne sont point confirmées.

Je ne dois pas insister davantage sur ce moyen de la recevabilité, le moyen ne porte pas.

Mais on a surtout insisté sur la recevabilité de l'intervention. L'intervention, dit-on, n'est pas admissible en appel dans les instances de référé ; cette solution résulte de la combinaison des articles 466, 474 et 809 du Code de procédure civile.

Aux termes de l'article 466 du Code de procédure civile, ceux-là seuls peuvent intervenir en cause d'appel qui peuvent former tierce-opposition.

Aux termes de l'article 474, la voie de la tierce-opposition n'est ouverte qu'à ceux aux droits desquels les jugements préjudicient.

Or, d'après l'article 809 du Code de procédure civile, une ordonnance de référé ne fait pas préjudice au principal. Voici, du reste, Messieurs, exactement les conclusions de MM. Matte et Ross :

« Attendu que l'intervention est irrecevable ;

» Attendu qu'aux termes de l'article 466 du Code de pro» cédure civile, l'intervention en appel ne peut être reçue » qu'autant que l'intervenant aurait pu se pourvoir contre le » jugement attaqué par voie de tierce opposition ;

» Qu'il est de jurisprudence et qu'il résulte au surplus » des articles 806 et 809 du Code de procédure civile que » l'ordonnance de référé ne fait jamais préjudice au prin» cipal ;

» Que l'intervention est non recevable et que la tierce » opposition ne saurait procéder à l'égard d'une décision qui » a le caractère de référé ;

» Par ces motifs,

» Dire qu'aucune intervention ne peut avoir lieu sur l'ap» pel d'une ordonnance de référé ;

» Déclarer, en conséquence, M. Antunez, ès qualités, non » recevable en son instance... »

Je ne suis pas bien convaincu, Messieurs, que la thèse formulée dans ces conclusions soit à l'abri de toute critique ; la doctrine et la jurisprudence sont divisées ; la Cour de cassation n'a pas eu à statuer. Il est vrai que la Cour d'appel

de Paris incline à écarter l'intervention en appel en matière de référé. Ainsi, la Cour d'appel de Paris, le 28 novembre 1868, première chambre, affaire Carvalho contre Pasdeloup, le 28 avril 1884, 4e chambre, affaire Coulon contre Lempereur, le 7 décembre 1888, affaire Oullmann, a bien jugé que l'intervention n'était pas recevable en appel en matière de référé. Mais si la Cour veut bien se reporter aux notes qui sont dans les recueils au bas de ces arrêts, elle verra cette indication qu'il existe des décisions en sens contraire et que la question est controversée. La Cour me dispensera d'ailleurs d'une énumération de doctrine et de jurisprudence qui ne pourrait être que fastidieuse ; je me borne à dire qu'il y a controverse sur la question.

Pour répondre à l'argumentation de son contradicteur, l'honorable Me Clausel de Coussergues a jeté au débat une jurisprudence relative à l'opposition aux arrêts par défaut rendus en matière de référé : lorsque, sur une ordonnance de référé un arrêt par défaut est intervenu, l'opposition est-elle recevable ? Je réponds d'abord, en jurisprudence, qu'il y a désaccord ; en second lieu, il me paraît impossible d'apercevoir le lien qui rattache cette question à celle qui est soumise à la Cour et qui est celle-ci : l'intervention peut-elle se produire en appel en matière de référé ?

Que dit-on pour la négative? On insiste surtout sur cette particularité que l'ordonnance ne peut causer préjudice au principal; mais, pour que je puisse former tierce-opposition, ou, ce qui revient au même, pour que je puisse intervenir en appel, il suffit que le jugement préjudicie à mes droits; ce sont les termes mêmes de l'article 474 du Code de procédure civile. Or, il me paraît évident qu'une ordonnance de référé qui prescrit, à la requête du Gouvernement provisoire le séquestre de navires auxquels prétend le gouvernement Balmaceda cause préjudice à ce dernier.

On dit aussi, messieurs, sous une autre forme, reproduisant la même idée, que les ordonnances de référé n'ont pas l'autorité de la chose jugée. Cette proposition, aussi absolue, est manifestement inexacte. Va-t-on dire que l'ordonnance de référé ne lie pas le juge qui statue au fond et au principal? nous sommes bien d'accord, il n'y a pas de discussion à cet égard.

Mais, en attendant la décision au principal, au fond, l'ordonnance de référé va incontestablement produire effet et si

elle n'a pas été attaquée par les voies ouvertes, elle acquiert incontestablement entre les parties l'autorité de la chose jugée.

Il faut dire, messieurs, qu'une ordonnance de référé, comme toute décision de justice, est sanctionnée et protégée par l'autorité de la chose jugée en ce sens qu'aussi longtemps que sa disposition n'a pas été modifiée par le juge statuant au principal et au fond, elle règle d'une façon définitive les droits des parties.

Dès lors, messieurs, si l'ordonnance qui prescrit ce séquestre des navires était maintenue, elle aurait autorité de chose jugée, elle aurait pour conséquence d'empêcher le gouvernement du président Balmaceda d'obtenir livraison des navires, et il me paraît évident, dans ces conditions, que l'on doit bien déclarer que l'ordonnance de référé cause préjudice à ses droits; d'où cette conséquence qui s'impose que l'intervention est recevable.

Au surplus, messieurs, il ne me semble pas qu'il y ait lieu d'approfondir la controverse et voici pourquoi : si l'on a tellement insisté pour faire déclarer l'intervention irrecevable, c'est sans doute parce que l'on suppose que les intervenants étant écartés du débat, nul n'aura qualité pour opposer à MM. Matte et Ross leur défaut de qualités; on suppose que l'exception tirée du défaut de qualités ne pourra pas être proposée d'office par le juge.

Ce système, messieurs, serait incontestablement exact exact en thèse générale, mais je crois qu'il y a lieu de l'écarter dans l'espèce actuelle. Il est bien vrai, et ce point est acquis en doctrine et en jurisprudence que les exceptions, les fins de non-recevoir et plus particulièrement les fins de non-valoir tirées du défaut de qualités peuvent être opposées en tout état de cause, et je sais bien que cela ne signifie en aucune façon qu'elles peuvent être soulevées d'office par le juge; mais on voudra bien me concéder qu'il faut aboutir à cette conséquence lorsque l'exception soulèvera une question qui touche à l'ordre public.

Or, lorsqu'un gouvernement prétendu, qui n'est pas jusqu'alors officiellement reconnu, se présente en justice, il y a évidemment intérêt à ce que le juge se préoccupe du point de savoir quelle est la qualité de ce gouvernement. Un juge qui reconnaîtrait implicitement ou expressément, qui consacrerait dans sa décision la qualité de gouvernement à un

tiers qui se présente alléguant qu'il est un prétendu gouvernement pourrait assurément provoquer des difficultés diplomatiques, créer des incidents, surtout si l'on considère que la solution adviendrait à propos de navires de guerre, c'est-à-dire à propos d'instruments de combat. De telle sorte, messieurs, qu'étant donnée cette particularité de la cause, à savoir qu'il s'agit d'un prétendu gouvernement qui se présente en justice, le juge pourrait considérer qu'une question d'ordre public est engagée, qu'il a par conséquent, d'office, le droit de demander à ce prétendu gouvernement de justifier de ses titres et qualités; d'où cette conséquence que si la Cour adoptait cette observation du ministère public, elle pourrait se dispenser, comme dénuée d'intérêt, de trancher la question de savoir si l'intervention est ou non recevable en la cause.

Tels sont, messieurs, les moyens de procédure, telles sont les considérations par lesquelles je crois qu'ils peuvent être écartés.

J'arrive aux précédents. On en a signalé de part et d'autre. Tout l'abord, l'honorable Me Waldeck-Rousseau a longuement insisté sur ce point qu'un gouvernement de fait pouvait même avant que n'intervienne une reconnaissance officielle être le sujet actif et passif des droits et obligations, qu'il pouvait contracter et que dès lors il pouvait poursuivre devant les tribunaux l'exécution de contrats, de même qu'il pouvait être assigné devant les tribunaux comme défendeur.

Il ne vient, messieurs, assurément à l'esprit de personne de contester l'exactitude d'un principe universellement admis dans le droit des gens; mais est-ce bien la question soumise à la Cour? S'agit-il donc d'un contrat que le gouvernement provisoire aurait passé lui-même avec la *Société des Forges et Chantiers* par exemple, et dont il poursuivrait l'exécution, ou à l'égard duquel il serait poursuivi comme défendeur? Du tout, messieurs! Il s'agit d'un contrat qui a été passé par le gouvernement du Chili représenté par M. Balmaceda, contrat auquel le gouvernement provisoire est jusqu'à présent demeuré complètement étranger et dont il entend bénéficier à la condition qu'il démontre qu'il est la même entité juridique que le gouvernement Balmaceda, qu'il a pris les lieu et place du gouvernement Balmaceda, de telle sorte qu'il est le continuateur de ce gouverneur et qu'il a la même personnalité juridique.

Ainsi donc sur cette considération de droit qu'a souvent mise en avant l'honorable Me Waldeck-Rousseau, je n'ai pas à retenir plus longtemps votre attention, elle est étrangère aux débats qui vous sont soumis.

Du litige : États-Unis d'Amérique, Armand Erlanger et consorts, qui donna lieu à de mémorables débats dans le courant des mois de juin et de juillet 1868, je ne dirai rien par un motif à la fois bien simple et décisif : le jugement rendu le 30 juillet par la 1re chambre du tribunal civil de la Seine ne contient aucun considérant qui, de près ou de loin, à quelque point de vue qu'on l'examine, nous intéresse à propos du gouvernement actuel.

Je passe, messieurs, sur l'incident San Lorenzo qui remonterait à 1823, que raconte M. de Viel-Castel dans son *Histoire de la Restauration*, je n'ai vu nulle part le texte de ce jugement.

Arrivons, messieurs, à ce qu'on a appelé l'affaire des Frégates italiennes. Le 23 janvier 1861, le roi François II, alors enfermé dans Gaëte, avait vendu par acte notarié reçu à Paris deux frégates qui appartenaient à la marine napolitaine ; le gouvernement de Victor-Emmanuel poursuivit l'annulation du contrat. Deux instances furent engagées simultanément devant le Tribunal de commerce de Toulon et devant le Tribunal de commerce de Marseille, il y eut même assignation en référé devant le président du Tribunal civil de Marseille ; le président du Tribunal civil de Marseille, juge en référé, décida qu'il n'y avait lieu à référé sur la revendication du consul de Victor-Emmanuel, attendu qu'il n'était pas accrédité dans le titre qu'il tenait du consul général d'Italie, qu'il ne pouvait l'être, la France n'ayant pas reconnu le nouveau royaume d'Italie, et que la France avait encore à Marseille le consul de l'ancien gouvernement.

Le Tribunal de Toulon statua dans les termes que voici :

« Attendu que le sieur Vasso, consul de Sardaigne à Toulon « n'est pas accrédité auprès du gouvernement français comme « consul du royaume d'Italie ; qu'il n'a dès lors aucune qua- « lité pour revendiquer au nom de son souverain le navire de « guerre napolitain, vendu par son souverain, S. M. Fran- « çois II ;

« Par ces motifs, déclare le sieur Vasso non recevable « pour défaut de qualité. »

Sur appel, la Cour d'Aix a confirmé par adoption de mo-

tifs par arrêt du 6 juin 1861. Ce document judiciaire est le seul qui puisse être invoqué à l'appui de la théorie absolue qu'a formulée l'intervenant, théorie d'après laquelle celui-là peut ester en justice comme gouvernement qui a été officiellement reconnu par les nations étrangères.

Messieurs, peut-on s'étonner que cet arrêté de la Cour d'appel d'Aix ne vous ait pas été signalé? Peut-être avait-on remarqué qu'il ne s'appliquait pas rigoureusement à la cause puisqu'il s'agissait dans l'espèce, bien moins de la reconnaissance d'un gouvernement que de la reconnaissance d'un nouvel État.

Mais peu de temps après ces diverses décisions, ou plutôt peu de temps après l'ouverture des instances, auxquelles j'ai fait allusion, le gouvernement français reconnut le royaume d'Italie, le gouvernement de Victor-Emmanuel; aussitôt, le représentant de Victor-Emmanuel intervint dans l'espèce ou plutôt reprit l'instance; il ne pouvait plus être soulevé de fin de non-recevoir tirée du défaut de qualité; on plaida au fond.

Que plaidait-on dans l'intérêt du demandeur, c'est-à-dire du gouvernement de Victor-Emmanuel? on disait : Lors de la vente des deux frégates, le 23 janvier 1861, François II n'était plus roi ni en droit ni en fait; dès le 6 septembre 1860 il avait dû s'enfuir de Naples, la capitale de ses États, et se réfugier à Gaëte; le 6 novembre 1860, Victor-Emmanuel avait accepté la couronne et accepté aussi l'annexion des Deux-Siciles après le vote du peuple; de plus, enfermé dans Gaëte, l'ancien roi François II ne pouvait pas opposer une résistance victorieuse; il avait donc en droit et en fait perdu la souveraineté.

Que répondit le Tribunal de commerce de Marseille à la date du 6 novembre 1860 :

« Attendu que le demandeur a prétendu qu'à l'époque de « ces ventes, François II avait accepté d'être roi de Naples;

« Attendu que lorsque ces ventes ont été faites S. M. « François II soutenait le siège de Gaëte, que s'il avait « quitté sa capitale, il était encore sur son territoire, luttant « pour le maintien de ses droits et dans le plein exercice de « son pouvoir;

« Qu'elle avait auprès d'elle, ses ministres, les ambassa- « deurs de presque toutes les puissances de l'Europe, que « toutes reconnaissaient encore François II pour roi; que le

« gouvernement français, tout en n'étant pas représenté « auprès de lui le traitait en roi et ne reconnaissait dans cet « État aucune autre souveraineté que la sienne.

« Par ces motifs, déboute le sieur X... ès qualités, de sa « demande. »

Ce jugement (et c'est le dernier que j'avais à vous signaler) provoque une observation ; le tribunal se rend bien compte que la souveraineté suppose dans une certaine mesure, tout au moins la détention du pouvoir ; s'il avait admis qu'un gouvernement subsiste aussi longtemps qu'une reconnaissance officielle n'est pas intervenue au profit du gouvernement nouveau qui a succédé à l'ancien, il était bien évident que le tribunal n'aurait pas eu à signaler les circonstances de fait qu'il signale, il se serait borné à dire : l'acte de vente, consenti par le roi François II, étant du 23 janvier 1861, et le gouvernement de Victor-Emmanuel n'ayant été reconnu que beaucoup trop tard, François II était incontestablement seul roi investi de la souveraineté et par conséquent il a pu disposer lui-même de ses frégates. Le tribunal ne s'en tient pas à cette thèse absolue parce qu'il comprend bien que la question de souveraineté n'est pas une question de théorie pure, qu'elle est liée à une théorie de faits ; et je vous signale cette thèse du jugement parce qu'elle me paraît conforme dans une certaine mesure à la thèse que je vous présentais au début de mes observations.

Je n'ai plus que quelques mots à dire en ce qui concerne le fond de l'ordonnance et j'espère, Messieurs, que vous n'aurez pas à l'aborder.

Deux critiques ont été formulées par l'honorable Me Clausel de Coussergues, elles me paraissent, ou injustes ou sans portée. L'honorable avocat dit tout d'abord que le juge du référé aurait statué *ultra petita*, qu'il aurait ordonné la mise sous séquestre de trois navires, alors que la demande n'en visait que deux. L'allégation est inexacte, la Cour pourra relire l'assignation du 20 mai 1891, elle comprenait bien les trois navires.

En second lieu, on dit : l'ordonnance, envisagée au fond, méconnaît cette règle du droit des gens que les nations, indépendantes les unes des autres, ne sont jamais soumises à la juridiction d'un autre pays ; prescrire le séquestre de navires appartenant au gouvernement du Chili, c'est faire

un acte de juridiction à l'égard d'un État étranger et sur des biens appartenant à cet État.

L'observation est juste en théorie, mais elle est dans la cause absolument dénuée d'intérêt. En effet, si MM. Matte et Ross sont écartés du débat, comme ayant agi sans qualités, l'ordonnance tombe et ne peut produire aucun effet, Si, au contraire, le séquestre est maintenu par confirmation de l'ordonnance, qu'est-ce à dire ? C'est que le juge reconnaîtra que MM. Matte et Ross sont les représentants du véritable gouvernement... Et alors, c'est ce gouvernement qui aura demandé lui-même un acte de juridiction aux tribunaux français sur des biens qui lui appartiennent et par conséquent, les tribunaux français, en statuant sur la demande qui leur est adressée par le gouvernement lui-même, n'auraient en aucune façon violé les règles du droit, violation dont ce gouvernement pourrait se plaindre.

Les considérations de diverses natures que j'ai eu l'honneur de vous présenter nous ont quelque peu entraînés loin du véritable objet du litige. Permettez-moi, Messieurs, d'y revenir d'un mot.

En résumé : un gouvernement régulier et en possession des pouvoirs en fait et en droit, passe un contrat, dans l'espèce un contrat relatif à la construction de navires ; un gouvernement nouveau peut-il se prévaloir des causes de ce contrat ? Oui, si le premier gouvernement a disparu, si le nouveau gouvernement a pris la place du premier ; non, si le premier gouvernement subsiste encore.

Comment peut-on dire qu'un gouvernement a une existence suffisante qui lui permet d'ester en justice ? Vous aurez, Messieurs, à opter entre deux systèmes : un système absolu, celui qui est proposé par l'intervenant, à savoir que le droit d'ester en justice, la personnalité juridique nécessaire pour paraître devant les tribunaux n'appartient qu'au gouvernement officiellement reconnu ; et, système plus conforme selon moi à la nécessité de la pratique, à la réalité des faits et que j'ai eu l'honneur de vous proposer, système qui tient compte des faits et qui recherche si le nouveau gouvernement a oui ou non en fait pris possession du pouvoir, a oui ou non évincé le gouvernement qui le précédait.

Au surplus, Messieurs, l'annulation de l'ordonnance de référé ne pourra avoir qu'une portée fort restreinte. Il semblerait, à en juger par l'émotion de l'opinion publique, que

l'ordonnance mise à néant, les navires vont aussitôt prendre la mer et devenir des instruments de combat aux mains du président Balmaceda; mais, tout d'abord, Messieurs, un navire seulement est fini et pourrait par conséquent être livré; quant aux deux autres, l'exécution n'est pas encore achevée; ensuite, c'est au gouvernement qu'il appartient de prendre les mesures qu'il jugera utiles pour ne pas prendre partie entre les combattants. L'ordonnance de mise sous séquestre, annulée par la Cour, le gouvernement a le droit absolu de retenir les navires dans les ports français.

Donc, Messieurs, vous n'avez en aucune façon à vous préoccuper des conséquences de votre arrêt et vous pouvez en toute liberté d'esprit examiner les questions de droit qui vous sont soumises.

ANEXO N.° 40.

SENTENCIA PRONUNCIADA EL 9 DE JULIO DE 1891, POR LA PRIMERA SALA DE LA CORTE DE PARÍS, EN LA APELACIÓN DEL SECUESTRO DE LOS BUQUES CHILIENOS DECRETADO EN 30 DE MAYO DEL MISMO AÑO

« La Cour ;

« Considérant que les intimés opposent une double fin de non-recevoir et à l'appel principal et à l'intervention ; qu'il échet d'en examiner tout d'abord le mérite et le fondement ;

« Sur la fin de non-recevoir opposée à l'appel principal, tirée de ce que la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée* aurait donné son adhésion à sa nomination en qualité de séquestre et acquiescé ainsi, par anticipation, à l'ordonnance frappée d'appel et l'aurait spontanément exécutée :

« Considérant que ce double moyen manque en fait ;

« Qu'il est, en effet, acquis au débat que si, répondant à une interpellation du juge, la compagnie des *Forges et Chantiers de la Méditerranée* a déclaré, par ses représentants, qu'elle accepterait la mission à elle proposée, si le magistrat croyait devoir faire droit à la demande de séquestre portée devant lui, elle a formellement maintenu ses conclusions tendant à faire déclarer que cette demande était non recevable ;

« Que, d'autre part, il est inexact qu'elle ait spontanément exécuté ladite ordonnance, puisque les intimés sont obligés de reconnaître qu'elle a refusé de recevoir personnellement le montant de la provision fixée par le juge des référés, et que cette provision a dû, par suite de refus, être versée entre les mains d'un tiers ;

« Sur la fin de non-recevoir proposée contre l'intervention et fondée sur ce qu'une pareille procédure ne saurait avoir lieu au cours d'une instance en référé, soit en première instance, soit en appel :

« Considérant qu'il résulte des dispositions géminées des articles 466 et 474 C. pr. civ., que l'opposition est ouverte, en cause d'appel, à quiconque n'est pas représenté dans l'instance, dans laquelle, au surplus, il n'a point été appelé, lorsque la décision à intervenir est de nature à préjudicier, même éventuellement, à ses droits ; que cette règle est générale et absolue, et qu'elle est applicable devant toutes les juridictions ;

« Considérant que, s'il est vrai de dire, en principe, que l'intervention est inadmissible au cours d'une instance en référé, cela tient à ce que dans la grande majorité des cas, les mesures provisoires ordonnées par le juge ne sont que des moyens d'instruction destinés à sauvegarder les droits des parties instanciées ou à instancier au principal ;

« Mais, que la règle générale écrite dans l'article 466 du Code de procédure civile reprend tout son empire lorsque la mesure sollicitée doit nécessairement, comme dans l'espèce, préjudicier aux droits de la partie intervenante, exposée à être privée pendant un temps plus ou moins long du bénéfice d'un contrat qui lui est propre et de la libre disposition d'une propriété à laquelle, en vertu de ce contrat lui-même, elle paraît pouvoir seule prétendre ;

« Considérant, dès lors, qu'il y a lieu de rejeter, comme mal fondées, les deux fins de non-recevoir ci-dessus indiquées, et d'examiner au fond le mérite de l'appel et de l'intervention ;

« Statuant, par suite, par un seul et même arrêt, et sur l'appel interjeté par la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée*, de l'ordonnance de référé rendue par le président du Tribunal civil de la Seine, à la date du 30 mai 1891, et sur l'intervention de M. Carlos Antunez, en sa qualité de ministre plénipotentaire de la République du Chili, ayant son siège à Santiago, capitale de la République ;

« Considérant que la construction des navires dont le séquestre a été ordonné par le premier juge, a été commandée à la Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée, dans le courant de l'année 1889, par M. Carlos Antunez, au nom et pour le compte du gouvernement de la République du Chili, alors incontesté et détenant seul, sous la présidence de M. Balmaceda, chef du pouvoir exécutif, tous les organes de la puissance publique.

« Que MM. Matte et Ross ne sauraient être admis à invo-

quer, devant les tribunaux français, le bénéfice de la convention ci-dessus indiquée, même à l'effet d'obtenir une simple mesure provisoire, qu'autant qu'ils justifieraient que le gouvernement provisoire, au nom duquel ils se présentent, est actuellement, en fait tout au moins, substitué au gouvernement du président Balmaceda, dont il paraît avoir décrété la déchéance ;

« Considérant que cette preuve n'est point rapportée par MM. Matte et Ross ; que la lutte armée existe toujours entre ces deux gouvernements, et que celui du président Balmaceda est jusqu'à présent le seul reconnu par le gouvernement français, auprès duquel M. Carlos Antunez est toujours le seul ministre plénipotentiaire légalement accrédité ; que, dans ces conditions, MM. Matte et Ross doivent être réputés sans qualité pour agir devant les tribunaux français et se prévaloir d'un contrat auquel leurs mandants sont restés étrangers ;

« Par ces motifs,

« Sans s'arrêter ou avoir égard aux fins de non-recevoir opposées à l'appel et à l'intervention, lesquelles sont rejetées comme mal fondées ;

« Reçoit M. Carlos Antunez, en la qualité qu'il agit, dans son intervention ;

« Et statuant sur les conclusions de l'appelante et de l'intervenant, qui, au principal, tendent aux mêmes fins ;

« Déclare MM. Matte et Ross sans qualité pour agir et revendiquer devant les tribunaux français le bénéfice d'un contrat auquel leurs mandants sont étrangers ;

« Dit, par suite, qu'il n'y avait lieu pour le juge des référés de les recevoir dans leur demande ;

« Annule, en conséquence, l'ordonnance du 30 mai 1891 ; donne, en tant que de besoin, mainlevée du séquestre prononcé, et condamne les intimés aux dépens de première instance, d'appel et d'intervention, dans lesquels seront compris tous droits d'enregistrement déjà perçus ou à percevoir, ainsi que les dépenses occasionnées, s'il y a lieu, pour le séquestre, dont la mise à exécution provisoire avait été, sur leur demande expresse, ordonnée par le juge ;

« Rejette, pour les mêmes motifs, toutes autres conclusions des parties, et ordonne la restitution de l'amende consignée. »

ANEXO N.° 41.

NOTA Á LA COMPAÑÍA *des Forges et Chantiers* SOBRE RETENCIÓN DE LOS BUQUES.

(*Traducción.*)

París, 10 de Julio de 1891.

Al señor Presidente de la Compañia des Forges et Chantiers de la Méditerranée.

SEÑOR PRESIDENTE :

Presentado á Vd. mis excusas por la última actuación que me he visto obligado á hacerle ayer en calidad de representante del Gobierno provisorio de Chile, tengo el honor de agregar á ella, por esta comunicación, algunas explicaciones sumarias.

Como Vd. lo sabe muy bien, el Presidente, Sr. Balmaceda, ha sido depuesto por el Congreso de Chile; aún más, él ha dejado de ser Presidente constitucional de Chile atribuyéndose todos los poderes de un dictador por su decreto de 7 de Enero último.

En todo caso, él no puede ejercer sino una autoridad ilegal de hecho y solo sobre una parte del territorio de Chile, por ser el Gobierno provisorio soberano de más de la mitad del país.

Por consiguiente, el Sr. Balmaceda no puede recibir válidamente en nombre de Chile; él no es su representante legal ni en el país ni en el extranejro.

Vd. sabe igualmente, señor, que para tener la calidad de representante en Francia del Sr. Balmaceda y tener el derecho

de recibir en su nombre, sería preciso, en primer lugar, haber sido nombrado por él, y en seguida haber sido aceptado por el Gobierno francés. De consiguiente, el Sr. Balmaceda no tiene en este momento ningún representante. En efecto, él acaba de aceptar la renuncia de D. Carlos Antúnez, antiguo ministro de Chile, y D. Joaquín Godoy que se dice su sucesor, no ha presentado aún sus cartas credenciales al Gobierno francés, el cual, por consiguiente, no ha podido aceptarlas. Falta, pues, al uno y al otro, una de las condiciones esenciales para ser mandatarios del Sr. Balmaceda.

Yo creo, en consecuencia, que la Compañía de que Vd. es el distinguido representante no querrá comprometer sus intereses efectuando un pago nulo, sea entregando los buques al Sr. Balmaceda, que no representa ya á Chile, sea entregándolos al Sr. Antúnez ó al Sr. Godoy que no son siquiera sus mandatarios.

Según la ley francesa y la legislación de todos los países, el pago debe ser hecho al acreedor mismo ó á quien tenga poder de él ó que esté autorizado por la justicia ó por la ley á recibir por él.

Vd. vé, Señor Presidente, que Chile, vuestro acreedor por los navíos de que se trata, no pudiendo recibir válidamente sino por medio de representantes, y el Sr. Balmaceda y los Sres. Antúnez y Godoy, no siendo sus representantes por las razones que acabo de exponer, los buques no pueden serle entregados. Un pago en tales condiciones sería nulo y la Compañía quedaría siempre responsable de las obligaciones que ella ha contraído hacia Chile.

Yo ruego á Vd., Señor Presidente, de tomar estas ideas en consideración antes de adoptar una resolución definitiva.

Reciba Vd., señor, la expresión, etc.

(*Firmado.*) — Augusto Matte.

ANEXO N.° 42.

SEGUNDA NOTA Á LA *Compañía des Forges et Chantiers* SOBRE RETENCIÓN DE LOS BUQUES.

(*Traducción.*)

París, 13 de Julio de 1891.

Al Señor Presidente de la Compañía des Forges et Chantiers de la Méditerranée.

SEÑOR PRESIDENTE:

Querría exponeros aún algunas ideas acerca de la entrega de los buques que la Compañía ha construído para Chile.

El Gobierno Provisorio que tengo el honor de representar mira esta cuestión bajo dos puntos de vista: los deberes á las obligaciones de la Compañía, de un lado, y sus intereses actuales y futuros, del otro.

Sobre el primer punto, es inútil repetir en esta comunicación lo que Vd. sabe muy bien, señor Presidente: la Compañía debe permanecer neutral, ella no debe tomar el partido de uno de los beligerantes, ella debe esperar el fin de la lucha, y entonces, y solamente entonces, podrá entregar todos los buques al Gobierno regular de Chile.

En cuanto á los intereses de la Compañía, la cuestión no ofrece dudas: el Gobierno Provisorio deseando salvaguardier los interes de la Compagñía, se obliga:

1.° A pagar inmediatamente los divididеados devengados.

2.° A pagar en los plazos estipulados en los contratos, los otros dividendos hasta la extinción de las obligaciones de Chile hacia la Compañía.

3.° A correr con los gastos de conservación de los buques, una vez concluídos.

4.° A dar á la Compañía, para la ejecución de las obligaciones precedentes, una caución ó garantías suficientes.

Los tres buques quedarían en todo caso en manos de la Compañía, y este hecho importa para ella una prenda importante, y por consiguiente una nueva garantía.

Nosotros no comprenderíamos que la Compañía, que ya ha recibido cerca de once millones de francos sobre el precio total de los buques, que tendrá excelentes garantías para el pago del resto, que conservará en su poder todos los buques, nosotros no comprenderíamos, digo, que esta Compañía, tan cuidadosa de sus intereses, pueda rechazar una proposición tan equitativa y tan ventajosa como la que le hacemos.

Si la Compañía no quiere seguir el camino que le indicamos, si ella rechaza las condiciones tan favorables que le ofrecemos, nos permitiría suponer que su interés consiste en no conservar el mercado de Chile, lo que sucedería inevitablemente, pues del lado del Gobierno Provisorio que vencerá pronto al presidente Balmaceda, se encuentran, no sólo todos los ciudadanos que han gobernado á Chile hasta hoy, sino la casi totalidad de las personas distinguidas y honradas del país.

Por otra parte, la Compañía quiere entregar el Presidente Errázuriz, sin haber procedido á los últimos ensayos de re sistencia, no obstante que los cañones están montados ya; ella no llena así las estipulaciones de los contratos, y nosotros lo tendremos en cuenta.

La situación clara y neta en que nosotros nos colocamos evita toda especie de dudas.

Yo espero la resolución definitiva de la Compañía y cuento con que Vd. tendrá á bien acusarme recibo de la presente y de todas las comunicaciones que he tenido el honor de dirigir á Vd. precedentemente.

Acepte, Señor Presidente, etc.

(*Firmado.*) — AUGUSTO MATTE.

ANEXO N.° 43.

TELEGRAMA Á LA COMPAÑÍA « LA VELOCE » SOBRE LA VENTA DEL *Aguila*.

(*Traducción.*)

15 de Agosto de 1891.

Señor Director de la Compañia « La Veloce. » — Génova.

Los abajo suscritos, Agentes Confidenciales del Gobierno de Chile, establecido en Iquique, tenemos el honor de prevenir á vuestra Compañía de que, si en el contrato que elle está á punto de hacer con los representantes del Dictador Balmaceda con relación á la venta del vapor *Aguila*, actualmente en Buenos Aires, ella recibiese en pago títulos de una emisión fraudulenta que se pretende emitir ó cualquier otro título, de cualquiera naturaleza que ellos sean, que estos títulos han sido declarados fraudulentos y de ningún valor por un decreto del Gobierno de Iquique, con fecha 21 de Abril del presente año, y que la República de Chile, como que no tiene responsabilidad alguna en este negocio, ella los repudiará.

En el caso en que vuestra Compañía recibiera en pago de dicho vapor barras de plata ú otras especies metálicas, nosotros tenemos especial interés en prevenirla también de que nosotros llevaremos ante los tribunales, el detentor de dichas especies, no importa quién sea pues ellas habrían sido sustraídas fraudulentamente de Chile y violando el texto de diversas leyes del país.

Es en la mejor disposición de espíritu que venimos en participar estas advertencias á vuestra Compañia, cuyos intereses no querríamos ver heridos.

(*Firmado.*) — AUGUSTO MATTE. — AGUSTIN ROSS.

ANEXO N.° 44[1].

CONVENIO RELATIVO AL PAGO DE ALGUNOS DE LOS ELEMENTOS DE GUERRA LLEVADOS POR EL « WANDLE ».

En París á 12 de Marzo de 1891, reunidos en conferencia los Sres. Augusto Matte, Ramón Subercaseaux y Agustín Ross, acordaron lo siguiente :

Encargar á D. Agustín Ross que envie á la brevedad posible, á las autoridades de Chile que representan al Congreso Nacional, un millón de cartuchos, para rifles Mannlicher, y otro millón para fusiles Gras, pagando su valor y costeando su flete y demás gastos, debiendo cobrar el importe total, que se estima en (£. 10,000) diez mil libras esterlinas más ó menos, á las autoridades congresales.

En caso de que seis meses después de salido el buque conductor de los cartuchos, no pueda D. Agustín Ross hacerse reembolsar el dinero, nos comprometemos, cada uno de nosotros los infrascritos, á reembolsarle parte del costo y gastos de los citados dos millones de cartuchos en la proporción siguiente :

D. Ramon Subercaseaux el (40 0/0) cuarenta por ciento, y D. Augusto Matte (el 30 0/0) treinta por ciento del total.

(*Firmado.*) — AUGUSTO MATTE. —
RAMÓN SUBERCASEAUX.

(1) La garantia dada por D. Ramón Subercaseaux es de un 20 0/0 por sí, y 20 0/0 en nombre de su hermano D. Francisco.

Paris. — Imp. PAUL DUPONT, 4, rue du Bouloi. (Cl.) 15.2.92.

DATE DUE

STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES
STANFORD, CALIFORNIA 94305-6004

GAYLOR